Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 12442 — 4,20 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 29 JANVIER 1985

Une Europe du terrorisme ?

Les terroristes ont-ils pris de vitesse les hommes politiques ? Sont-ils déjà parvenus à créer une Europe du terrorisme, alors que *l'Europe politique en est* toujours au stade du balbutiement ? La question se pose après *l'assassinat du général* Audran, mais la réponse n'est pas évidente concernant un domaine où le bluff psychologique et l'intoxication font partie de la règle du jeu au même titre que les attentats et les meurtres.

Qu'on assiste depuis plusieurs semaines à une renaissance du terrorisme en Europe est en tout cas une évidence. Le phénomène était d'ailleurs prévu depuis la mi-1984 par les spécialistes de la lutte antiterroriste. Que les noyaux durs du terrorisme européen — notamment en RFA — aient décidé de multiplier les *« échanges de services » pour* mieux brouiller les pistes est également incontestable. Mais ce n'est pas forcément nouveau. Une telle collaboration a longtemps existé entre divers groupes terroristes d'Allemagne fédérale, d'Italie et du Proche-Orient. Seule différence : ces collusions n'étaient pas revendiquées solennellement, alors que, le 15 janvier, Action directe et la Fraction armée rouge ont annoncé leur fusion en une « guérilla communiste en Europe de l'Ouest ». Réalité nouvelle ou action psychologique *destinée à jeter l' « ennemi* de classe » dans le désarroi ? Il est encore trop tôt pour en décider.

L'élément *le* plus nouveau dans la vague de terrorisme qui affecte l'Allemagne fédérale, la Belgique et la France depuis le début du mois de décembre reste son objectif. Il ne s'agit plus uniquement, comme auparavant, de déstabiliser un régime démocratique, de faire perdre leur sang-froid à ses dirigeants, ainsi que cela avait été tenté en RFA *et en Italie*, mais de s'en prendre aux symboles de la défense commune — de l'OTAN à l'Union de l'Europe occidentale, en passant par les armées nationales du Vieux Continent. Comme si les stratèges du terrorisme avaient vu un nouveau « créneau » à exploiter dans la désillusion et la colère des pacifistes les plus durs après l'échec de leur campagne contre l'installation des euromissiles. Autre « terreau » sans doute visé par *les chefs d'orchestre* de la nouvelle campagne terroriste : la marge désespérée d'une jeunesse qui se croit trop souvent promise au chômage.

Deux dangers existent en matière de lutte contre le terrorisme : le laxisme, la lâcheté, l'absence de volonté politique certes ; mais aussi la répression aveugle ou brouillonne qui ne fait qu'accroître le nombre de « viviers » dans lesquels peuvent ensuite venir « pêcher » les recruteurs de desperados. Nos sociétés démocratiques doivent s'efforcer d'éviter ces pièges. La lutte efficace contre le terrorisme n'a nul besoin de rodomontades ou de surestimation du risque. Ce qu'il lui faut, c'est la fermeté, la patience, des moyens, une meilleure collaboration des polices. C'est à ces niveaux que le gouvernement doit se manifester, s'expliquer et agir en se souvenant que l'Allemagne et l'Italie ont su naguère enrayé l'épidémie.

Reste que tout acte de terrorisme est par essence théâtral puisqu'il vise à créer les réactions de panique qui engendrent toutes les erreurs. C'est dire à quel point il est important de ne pas être « bon public » dans la tragédie qui se joue. Pour rien au monde il ne faut encourager les acteurs à se prendre pour les nouveaux héros d'un monde perdu.

(Lire nos informations page 11.)

Jean-Paul II dénonce la théologie de la libération

Dans son premier discours au Venezuela le pape a critiqué les prêtres qui s'engagent politiquement

De notre envoyé spécial

Maracaibo. — *« Un amigo nos visita »* (un ami nous rend visite). C'est avec simplicité et enthousiasme que les Vénézuéliens ont accueilli Jean-Paul II. Dans ce pays où l'immense majorité de la population est catholique mais où guère plus de 5 % d'entre elle sont pratiquants, la visite de Jean-Paul II a donc surtout revêtu un caractère de fête.

Maracaibo, deuxième étape de la visite papale au Venezuela, est, au bord de son lac hérissé de derricks, la capitale de cet empire du pétrole dont le pays tire encore 80 % de ses ressources. *C'est là, il y a plus de* quatre siècles, que les premiers navigateurs ont découvert les huttes sur pilotis des peuplades indigènes et ont donné le nom de Venezuela (la « petite Venise ») au pays. C'est à Maracaibo, vingt-quatre heures après son arrivée, que Jean-Paul II, après avoir célébré une messe en plein air à Caracas devant un million de fidèles et prononcé une homélie consacrée à l'éducation, a donné la première note politique de son voyage.

Le dîner qu'il a offert, dimanche 27 janvier, aux évêques de plusieurs pays d'Amérique latine venus le saluer fait partie des coutumes des voyages du pape. Cette rencontre ne pouvait cependant pas manquer d'avoir cette fois un caractère nettement politique : parmi les invités figuraient en particulier Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, et vice-président de la conférence épiscopale qui vient de suspendre les trois prêtres occupant des fonctions dans le gouvernement sandiniste. Mgr Rivera y Damas, archevêque de San-Salvador, était également présent. La rencontre a contribué à préciser la politique vaticane qui, depuis plusieurs mois, cherche comment réduire la tension en Amérique centrale. L'Eglise, selon le pape, veut aider au dialogue.

La dimension politique de ce sixième voyage de *Jean-Paul II* en Amérique latine a été renforcée par l'annonce, le 26 janvier, par Mgr James Malone, *président de la* conférence épiscopale américaine, que M. Fidel Castro souhaite inviter Jean-Paul II. Cuba avait déjà émis le souhait d'une visite papale lors du voyage de Jean-Paul II au Mexique en 1979. Mais le Vatican avait éludé l'invitation. Cette fois, la réponse est plus nuancée. *« Il ne s'agit pas d'une invitation formelle mais je pense, personnellement, qu'une escale à Cuba lors d'un des prochains voyages du pape n'est pas exclue »*, a déclaré un prélat de l'entourage de Jean-Paul II.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 12.)

Les communistes de Haute-Vienne votent contre la direction

Les débats préparatoires au 25ᵉ congrès traduisent une évolution des comportements au sein du PCF

Cinquante fédérations départementales du Parti communiste ont réuni, à la fin de la semaine dernière, leur conférence, composée des délégués des sections, qui ont voté sur le projet de résolution soumis au vingt-cinquième congrès du parti. *L'Humanité* distingue, ce lundi 28 janvier, dans sa présentation des résultats, quarante-neuf fédérations où les délégués *« se sont prononcés sur le projet de résolution »* — *approuvé, globalement, par* 91,10 % des 8 453 votants, 2,36 % d'entre eux ayant voté contre et 6,53 % s'étant abstenus — et une fédération, celle de la Haute-Vienne, qui a suivi une procédure particulière. Ce dernier vote traduit pourtant une situation que les autres résultats ont pour effet de masquer.

Quatre-vingts conférences fédérales, au total, s'étant à présent réunies, la direction du parti pourrait admettre que, pour la première fois peut-être depuis longtemps, la très vaste majorité (et non plus l'unanimité) dont elle dispose est le résultat d'un débat, qui a souvent été serré.

L'orientation qu'elle a choisie ne lui permet pas, toutefois, de se prévaloir de l'existence d'une discussion, bien que cette situation constitue une nouveauté au regard des normes de fonctionnement du PCF. Ceux qui, depuis l'été dernier, ont manifesté le désir de modifier les habitudes, peuvent donc en tirer le bénéfice. Ils peuvent estimer, en effet, que s'est créée une situation irréversible qui n'aura pas son aboutissement au congrès des 6-10 février prochain, mais qui pèsera sur l'évolution du Parti communiste.

A Limoges, le texte élaboré par la direction du parti a été rejeté avec 66 voix contre, 30 pour et 66 abstentions et refus de vote. C'est un texte profondément amendé qui a été adopté, finalement, par 139 voix contre 12, avec 19 abstentions. La fédération de la Haute-Vienne, dont les deux représentants du comité central, M. Marcel Rigout, ancien ministre, et Mme Ellen Constans, *s'étaient abstenus lors du vote* de cette instance sur le projet de résolution, en octobre dernier, confirme ainsi son désaccord de fond avec plusieurs des orientations adoptées par la direction du parti après les élections européennes de juin.

Déjà, l'autre semaine, une petite fédération, celle des Hautes-Alpes, s'était prononcée contre le texte de la direction, qui avait recueilli 18 voix contre 23, avec 30 abstentions. Ce vote, connu à Paris dans les jours qui avaient suivi, n'avait pu être confirmé auprès de la direction fédérale, qui refusait de répondre aux questions des journalistes.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 8.)

Navette spatiale européenne : Paris insiste

Les ministres européens responsables des affaires spatiales se rencontrent, à Rome, mercredi 30 et jeudi 31 janvier. Leur programme : définir la politique spatiale européenne pour une quinzaine d'années et dégager *une position commune* dans les négociations qui vont s'ouvrir avec les États-Unis sur une participation européenne à la station spatiale américaine.

L'accord semble déjà acquis sur deux très importants programmes : le lanceur de nouvelle génération Ariane-5 et le projet de module habitable Colombus, qui se grefferait sur la station américaine. Cet accord devrait également se faire, à quelques reports près, sur une nouvelle génération de satellites (sciences, télécommunications, observation de la Terre...).

En revanche, la France n'a encore *que le soutien de la Belgique pour* juger urgente une étude de l'avion spatial Hermès, qui donnerait à l'Europe son autonomie en matière de vols habités et lui éviterait de recourir aux services de la navette américaine. Cette demande française est d'ailleurs récente et tient beaucoup à l'insistance du président Mitterrand sur la nécessité d'une future station spatiale européenne, pour laquelle un moyen de transport du type Hermès sera nécessaire. Car c'est au fond la question de l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis qui est en jeu, et si tous les États européens en sont conscients, certains renâclent devant son prix.

M. A.

(Lire page 13 le point de vue du directeur général du Centre national d'études spatiales, M. Frédéric d'Allest, qui explique et justifie la position française.)

« LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

(Pages 21 à 24)

– Les grands producteurs de gaz prêts à baisser leurs prix.

– Le ministère des finances voudrait ramener le marché hypothécaire sur le bon chemin.

La tour de Babel du tiers-mondisme

par PIERRE DROUIN

Il faut de tout pour faire un... tiers-monde. Et aussi pour l'interpréter. Une lumière crue vient d'être jetée par la Fondation Liberté sans frontières (1) sur le tiers-mondisme, *et les amateurs, innombrables en* France, de dichotomie se frottent déjà les mains. Après une lecture de gauche du développement, le balancier revient à droite, poussé par le souffle libéral. On cloue au pilori, sans avoir peur des tabous, les disciples en pantoufles des guérilleros pour redonner à l'Occident la bonne conscience qu'il n'aurait jamais dû perdre.

Schématisme ridicule. Comme s'il ne devait y avoir que deux « imaginaires » dans le regard sur les pays pauvres : la révolte armée des barbudos contre des tyrans gonflés de *dollars et le cartiérisme* (2) avec son slogan *« La Corrèze plutôt que le Zambèze »*. En fait, toutes les *nuances du spectre se retrouvent* entre ces positions tranchées : le tiers-mondisme invoquant le pillage du Sud par le Nord, celui de la « théologie de la libération », du « nouvel ordre économique international », de MM. Jean-Pierre Cot ou Edgard Pisani, de la Banque mondiale, des experts estimant qu'il faut *« compter sur ses propres forces »* après la vieille campagne pour l'« industrie industrialisante », etc.

Parmi les dizaines de milliers de pages déversées sur une opinion un peu éberluée, beaucoup plus lourdes heureusement sont celles qui essaient d'arracher les pays riches à leur relative tranquillité et d'imposer l'idée que la faim dans le monde est intolérable. Mais le récent différend entre les partisans des *« camions de l'espoir » et les tenants* des « micro-réalisations » — comme si les deux types d'actions étaient incompatibles — manifeste bien que même dans le camp de ceux qui ne sont pas résignés les courants ne vont pas dans le même sens. En tout cas, si le pavé que jeta dans la mare Pascal Bruckner avec son *Sanglot de l'homme blanc* (3) propage des ondes qui s'amplifient avec ce colloque issu de Médecins sans frontières, nous sommes loin — ils en donnent la preuve concrète — de l'égoïsme cynique des Dupont-la-Joie.

De quoi s'agit-il ? Après les « nouveaux philosophes » tournant le dos au marxisme, les « nouveaux économistes » réhabilitant les doctrines libérales, les « nouveaux tiers-mondistes » élèvent le ton, abandonnant les idées véhiculées par des écoles variées depuis les années 50. Ils sont plus écoutés, car ceux qui se sont échinés jusqu'à présent pour tirer les pays pauvres de l'ornière n'ont pu, il faut bien le dire, trouver la solution. Elle n'apparaît pas non plus chez nos fustigeurs d'aujourd'hui, même s'ils ont le mérite d'obliger à brasser des idées reçues, à confronter des notions fétiches avec les réalités et à débarrasser certaines théories de leur prolongement dogmatique. Sur quels points ce récurage est-il salubre ?

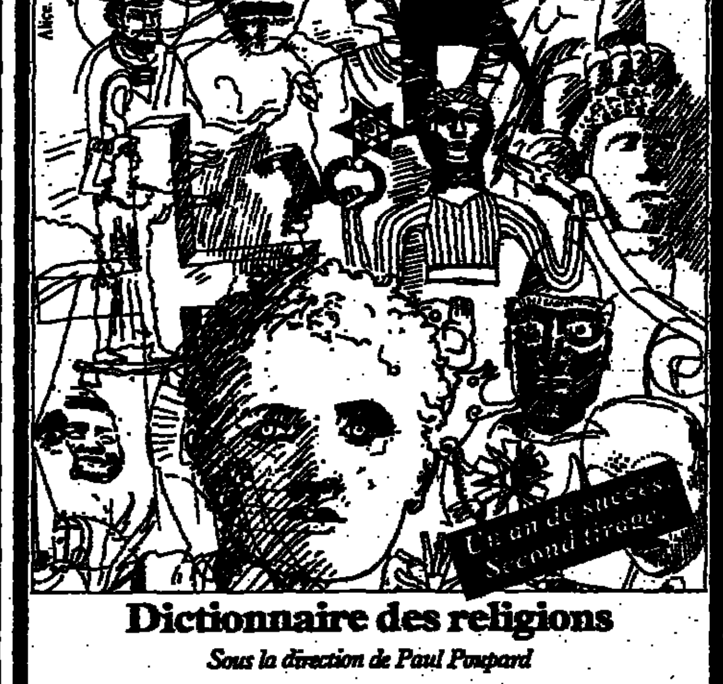
Il n'y a guère de doute là-dessus : il faut abandonner la thèse selon laquelle il y aurait un modèle global de développement. On ne se débarrasse pas *aisément du monisme ou* du réductionnisme, ces péchés de l'esprit.

(Lire la suite page 41.)

(1) *Le Monde* du 26 janvier 1985.

(2) Du nom de Raymond Cartier, éditorialiste de *Paris-Match*, qui avait *fait campagne en 1964 pour le repli sur* l'Hexagone au nom de l'égoïsme sacré.

(3) *Le Monde* du 27 mai 1983.



AU JOUR LE JOUR

Prohibition

Après la prohibition de l'opium du peuple, va-t-on, en URSS, vers la limitation unilatérale de la prolifération alcoolique ?

Un académicien soviétique vient de proposer, pour lutter contre les ravages de l'alcool, son interdiction pure et simple. Selon un rapport officiel de l'académie soviétique des sciences, on compte en effet dans ce pays plus de quarante millions d'alcooliques.

Il a raison : la construction du socialisme par des masses éméchées et titubantes est impossible. Marx ou vodka, il faut choisir !

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

هكذا من الأصل

débats

Les faux-semblants de la « guerre des étoiles »

par le général FRICAUD-CHAGNAUD (*)

EN un temps où les sujets de *distraction sont rares*, il est amusant de constater combien le parfum de science-fiction que la médiatisation en « guerre des étoiles » de la rébarbative « *initiative de défense stratégique* » *du pré*sident Reagan, suffit à faire perdre tout sens de la durée et des perspectives aux commentateurs se voulant les plus avertis.

Il est, en effet, pratiquement devenu un lieu commun d'affirmer que la « guerre des étoiles » rendra obsolètes dans un proche avenir les dissuasions française et britannique. Et, bien souvent, on peut percevoir derrière une pseudo-commisération l'espoir encore inavoué d'un retour au bon temps d'un condominium russo-américain.

Les choses méritent cependant que l'on y regarde d'un peu plus près. Le président Reagan a effectivement proposé un effort de recherches et d'études de faisabilité de cinq ans, mais, au-delà, plusieurs décisions majeures restent à prendre. Il faudra d'abord mener à bien les expérimentations nécessaires, puis passer à la réalisation de prototypes et, enfin, à la production en série et au déploiement d'un dispositif complet.

Il ne s'agit pas, en effet, de posséder, comme en 1945, deux ou trois armes nucléaires pratiquement expérimentales, ou, comme en 1969, d'envoyer deux hommes sur la Lune où ils n'avaient aucun adversaire à affronter. Il faudra, au contraire, disposer d'un nombre très important d'armes prêtes à fonctionner immédiatement, sans aucune défaillance, et gérées par un système de contrôle hyper-performant pour obtenir une efficacité qui, pour avoir un sens, devrait être pratiquement de 100 %.

Du fusil à la mitrailleuse

Pour mieux appréhender ce que cela signifie, rappelons-nous qu'il y a longtemps que l'on sait tuer un homme avec une balle de fusil, et, pourtant, même après l'invention de la mitrailleuse, il y a toujours des combattants sur les champs de bataille.

L'on sait, d'autre part, ou l'on devrait savoir, les délais de réalisation d'un nouveau système d'armes dans des domaines n'impliquant pas de percées technologiques du même ordre que celles envisagées ici. Par exemple, le nouvel hélicoptère franco-allemand ne commencera à être produit qu'en 1992 ; le futur avion de combat européen, sur lequel on travaille sérieusement, est programmé pour 1998 ; de même, en Amérique, le successeur des F-16 et F-18 n'est-il prévu que pour 1996.

Pour la guerre des étoiles, par une simplification que d'aucuns pourront juger abusive, on peut, certes, écarter *à la fois* :

— Les obstacles purement techniques, bien que de très nombreux savants américains jugent le projet irréaliste. Il convient à ce sujet de ne pas oublier les règles du calcul des probabilités s'appliquant à un système à plusieurs étages ;

— La possibilité de contre-mesures, de saturation ou de contournement, Cruises supersoniques, par exemple ;

— Les difficultés administratives et financières, alors que le budget américain doit être approuvé tous les ans par des Parlements peu enclins en la matière à se plier aux volontés de la Maison Blanche et qu'il est plus que probable que, dans le laps de temps nécessaire, l'alternance aura joué plusieurs fois ;

— Les problèmes diplomatiques liés aussi bien au contrôle des armements, au respect du traité ABM, ou, plus simplement, aux nécessités du dialogue Est-Ouest, avec la part de marchandage forcément impliquée.

Il n'en reste pas moins que si, pour des impératifs strictement techniques, le bouclier américain envisagé *ne saurait être réalisé au* mieux avant la deuxième décennie du prochain millénaire, il est plus que probable que le système des Soviétiques ne saurait être déployé *qu'avec un certain retard*, d'où, d'ailleurs, la violence de leurs réactions. Les systèmes défensifs de ces derniers sont pourtant bien les seuls qui nous concernent et qui doivent être pris en compte pour évaluer les possibilités de nos forces.

Pas avant l'an 2010...

Il est, en outre, ridicule d'opposer pour les condamner plus facilement les performances de nos moyens en 1990 aux capacités éventuelles de systèmes qui ne sauraient être pleinement opérationnels avant 2010. D'ici là, nos systèmes d'armes, eux aussi, ont le temps *d'évoluer. Il ne* faut pas perdre de vue également que leur mission est *strictement dissuasive*. Nos armes n'ont donc pas besoin de la précision et du rendement *indispensable à une stratégie* antiforces. Peu nous importe à ce propos qu'une frappe en premier puisse dans un certain avenir être rendue inefficace. Si, dans le même temps, 10 % seulement de nos ogives sont encore capables d'atteindre leur cible, notre dissuasion minimum assurée du faible au fort demeurera toujours valable.

En tout état de cause, les dissuasions française et britannique ont donc beaucoup plus d'années devant elles qu'elles n'en comptent aujourd'hui à leur actif.

Ceci ne saurait d'ailleurs vouloir dire que nous considérons la dissuasion comme immuable et intangible. Bien au contraire, il s'agit là d'un domaine en constante évolution où *dans tous les secteurs* — *techniques*, politiques, humains — la vigilance la plus extrême doit rester de rigueur.

Et, d'ores et déjà, quel que soit l'impact psychologique du projet Reagan, *ses difficultés* et *ses avatars*, on peut tenir pour assuré que ses retombées seront considérables, qu'il s'agisse de l'équilibre des forces, des relations Est-Ouest, ou, *au contraire, interalliés. Mais, surtout*, les répercussions technologiques d'un tel investissement ne sauraient être que très importantes et diverses, susceptibles d'affecter *presque tous les domaines* industriels.

Une nouvelle compétition scientifique vient de s'engager, qui, *volens nolens*, se traduira forcément par une *relance de la compétition* industrielle et une nouvelle course aux armements.

Il convient donc d'être attentifs, car trente ans sont effectivement peu de chose dans la vie d'un pays, et il faut se tenir prêts aux efforts nécessaires, éventuellement seuls ou, mieux, dans le cadre d'une solidarité européenne renforcée. Mais, au moins, faisons-le en adultes conscients et avertis, sachant ramener à ses justes proportions un effet d'annonce indéniable, et non pas en enfants pour qui l'avenir n'a pas plus d'épaisseur que le passé.

(*) Président de la Fondation pour les études de défense nationale.

Une « majorité de raison » en 1986 ?

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

LE général de Gaulle ayant enfin rétabli la judicieuse primauté du pouvoir exécutif *sur le pouvoir législatif*, les gaullistes ont toujours été hostiles à la représentation proportionnelle dans les élections. Pourquoi ? Essentiellement parce que ce mode de scrutin risquerait de conduire de nouveau à cette même primauté du législatif qui aura tellement nui à la France sous les deux Républiques précédentes.

D'abord, rappelons-le, à cause de l'instabilité ministérielle que cette primauté-là installe et qui rend *difficile, sinon impossible*, toute continuité dans les desseins. Pierre Mendès France, à son heure, en fit l'amère expérience après bien d'autres. Mais *aussi, et tout autant, parce que le* législateur, à la différence d'un gouvernement assuré de la durée, est particulièrement sensible, en quelque sorte par nature, aux *revendications catégorielles* de toute sorte. Une propension qui l'incite, lorsqu'il est prépondérant, à les faire passer avant le bien commun, et par voie de *conséquence à contrecarrer ou à* renvoyer le gouvernement qui adopte telle ou telle mesure courageuse mais vraisemblablement impopulaire. Car il s'agit d'être *réélu. Le scrutin majoritaire à* deux tours permet donc en général de dégager une majorité sur laquelle le gouvernement puisse compter, encore que ce soit parfois de justesse comme en *1967*.

Mais il rend également possibles des majorités excessives parce qu'elles ne correspondent *qu'à la situation du moment.*

Cela donne une « Chambre introuvable » comme en 1978 après les événements de Mai. *« L'élection de la trouille »*, estima de Gaulle. De même, en 1981, François Mitterrand ayant dissous l'Assemblée nationale, le Parti socialiste obtint la majorité absolue à lui seul. Avec un solide bon sens, le corps électoral avait voulu donner au nouveau président les moyens de gouverner. Il lui avait même donné la possibilité de gouverner sans les communistes. C'était une indication très claire dont le président ne tint pas compte. Mais de toute façon, un tel résultat avait lui aussi quelque chose d'excessif et l'on s'en aperçut très vite.

D'autre part, tout indique que ce scrutin contribue à provoquer, du moins en France — car ce n'est pas le cas chez les Anglais qui sont beaucoup plus tolérants que nous — cette regrettable division du pays en deux blocs anormalement hostiles dans une démocratie occidentale et dont la France est désormais le théâtre.

Compte tenu de cet état de choses, et expérience faite, car les circonstances changent, il est *donc permis de se demander, non* sans hésitation, il est vrai, si une certaine dose de proportionnelle ne serait pas, dans l'intérêt général, une manière d'en sortir, et de démontrer *peut-être que beau*coup de Français se sentent moins à l'aise qu'on ne le croit dans l'actuelle ambiance de guerre civile.

Le mode de scrutin ne fut pas inscrit dans la Constitution et la représentation proportionnelle a été récemment introduite dans les *élections municipales. Elle a* permis aux minorités d'être mieux représentées, et la droite, qui s'y était opposée, s'en félicite aujourd'hui.

S'agissant des législatives, le déclin du PCF et son entrée dans une opposition agressive faciliterait *désormais les choses. Car il* n'y a plus de « socialo-communisme », cette hérésie aux yeux de beaucoup d'électeurs de gauche comme de droite : en changeant radicalement de politique économique sous la pression des faits, François Mitterrand s'y est employé. Quant à la droite, elle a si bien *affûté* ses couteaux et ses critiques qu'elle s'est affaiblie en invitant bien des gens, sans le vouloir, à aller jusqu'au bout de ses propres comportements. *Ils ont rejoint M. Le Pen.*

Dès lors, ou bien tous les « libéraux », talonnés, persistent dans leurs *exagérations* et leur *dogmatisme*, ou bien certains d'entre eux se modèrent, calment le jeu ; une partie des électeurs de ce camp souhaitent quelque rapprochement avec les socialistes *nouvelle manière, devenus en quelque sorte « l'infanterie de la* République » comme les radicaux-socialistes d'autrefois, et ils le font savoir grâce au nouveau *mode de scrutin.*

Une « majorité de raison » en 1986 ? Pourquoi pas ? On a beau dire : dans la crise mondiale *actuelle les solutions efficaces* — et le plus souvent pénibles dans tous les pays — ne sont pas aussi *différentes* les unes des autres qu'on le prétend. Beaucoup de Français s'en rendent compte.

Alors ? Les doctrines économiques, toutes plus ou moins contredites par les faits, continueront-elles à nous diviser comme nous le sommes ? Ou bien y aura-t-il une occasion, en 1986, quel que soit le résultat des élections, de nous unir davantage sur quelques objectifs essentiels ?

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation.*

LA POLÉMIQUE SUR LE PRIX DU LIVRE

Savoir lire les chiffres

par JEAN GATTEGNO (*)

Dans *le Monde* du 23 janvier, M. Patrick Messerlin dénonçait sous le titre « Les étranges effets de la loi Lang » le dérapage des prix des livres et la récession dans l'édition. MM. Jean Gattegno et Jérôme Lindon lui répondent.

LA volonté polémique de M. Messerlin *(le Monde* du 23 janvier) ne peut guère servir à la compréhension par tous des enjeux dont le débat n'est déjà que trop obscurci par de trop *grandes passions. Quand il parle* des chiffres 1982-1983 comparés à des chiffres 1979-1980, additionne-t-il, dans chaque cas deux chiffres annuels, fait-il la moyenne de deux an*nées, ou encore prend-il dans chaque* cas une période à cheval sur deux années ?

Corollairement, pourquoi M. Messerlin est-il aussi silencieux sur les résultats en matière de prix, de production et de chiffres d'affaires de l'édition française pour les années 1980 et 1981, alors que celles-ci, qui ont connu le régime de *l'entière liberté des prix de vente* au détail et pendant lesquelles la FNAC et les grande surfaces ont pratiqué systématiquement et en toute liberté le rabais, devraient constituer la référence pour juger des bienfaits ou méfaits du système du prix unique pour le livre suivant le raisonnement de l'auteur ? On notera au passage une inexactitude de plus : l'année 1981 n'a connu qu'*un* système de prix, la loi du 10 août 1981 n'ayant été mise en vigueur qu'en janvier 1982 (et même, en fait, pour les grandes surfaces, qu'en février).

Je me contenterai pour ma part de citer des faits bruts, à savoir les indices annuels de l'INSEE pour le sujet qui nous intéresse : la hausse des prix des livres non scolaires a été successivement de + 8,6 % en 1979 (contre + 11,8 % pour l'indice général des prix), de + 16,5 % en 1980 (contre + 13,6 % pour l'indice général), de + 16,6 % en 1981 (contre + 14 %), de + 12,3 % en 1982 (contre + 9,7 %), de + 11,7 % en 1983 (contre + 9,3 %).

On assiste donc depuis deux ans à une décélération de la hausse des prix des livres qui se confirme en 1984 : sur les onze premiers mois de l'année, le prix du livre a augmenté de + 5,5 % alors que l'indice général des prix a progressé de + 6,5 %.

L'évolution du chiffre d'affaires du secteur de l'édition en francs constants est la suivante : + 2 % en 1979 ; + 1,8 % en 1980 ; — 5,5 % en 1981 ; + 2 % en 1982 et — 3 % en 1983.

Les bons résultats de 1982 et ceux médiocres de 1983 sont meilleurs que ceux de 1981 où le système du *prix net s'appliquait.*

Ces chiffres sont suffisamment éloquents. Si l'on s'en tenait au simple raisonnement de M. Messerlin, ils condamneraient définitivement *toute idée de fixation des prix laissée* à l'entière liberté des détaillants.

Plus grave, car venant d'un économiste, cette assimilation de l'ensemble du secteur librairie à cinq cents libraires qui auraient empêché la totalité de la progression du chiffre d'affaires livres alors que les libraires ne perçoivent effectivement que 30 % environ du chiffre d'affaires.

Contrairement à ce que voudrait laisser croire le propos de M. Messerlin, l'esprit de la loi n'a jamais été de conférer une rente de situation à certains, en faisant payer indûment les lecteurs, mais d'instituer cette solidarité qui, seule, permet au livre d'exister, à savoir la solidarité entre l'auteur, l'éditeur, le libraire et le lecteur. Le prix unique l'exprime.

(*) Directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture.

La loi Lang maintient la création

par JÉROME LINDON (*)

LE prix de vente moyen des livres augmente en 1982-1983 : c'est, dit M. Messerlin, à cause de la loi Lang. Mais il diminue en 1984 : alors, c'est malgré la loi Lang. Avec une dialectique si affûtée, M. Messerlin est assuré de toujours l'emporter. Économiste et universitaire, il dispose en outre sur moi d'un immense avantage, en ce qu'il ignore visiblement tout des problèmes spécifiques de l'édition. Pour lui, le livre est un produit comme un autre, et l'intérêt des consommateurs serait simplement qu'on le leur fournisse au meilleur marché possible, un point c'est tout. Je n'aurai pas la prétention d'apprendre l'édition à M. Messerlin. *Mais* je puis peut-être lui signaler, et signaler à ses lecteurs, quelques points non négligeables dont je n'ai pas vu trace dans son article.

Contrairement à ce qu'il semble croire, les rabais pratiqués par les détaillants, qu'ils soient de 5, de 10 ou de 25 %, représentent en définitive un élément très secondaire du prix payé par l'acheteur. Qu'on vive sous le régime du prix unique ou sous n'importe quel autre, la base des tarifs est toujours établie par l'éditeur, en fonction de ses propres *coûts de fabrication*. Or ces coûts dépendent essentiellement d'un facteur : le tirage initial. Selon qu'on pourra tabler, par exemple, sur 100 000 exemplaires ou sur seule*ment 1 000, le prix de revient uni*taire se situera dans le rapport de 1 à 8 : cela signifie par exemple que, pour le même nombre de pages, un ouvrage pourra être vendu, suivant le tirage qu'a décidé l'éditeur, soit 20 F, soit 160 F.

Le tirage initial est lui-même fixé en fonction des perspectives de mise en place chez les détaillants au moment de la sortie. Une large diffusion ne pose guère de problèmes pour les auteurs vedettes ou les sujets dans l'air du temps. Mais la grande majorité des livres de littérature générale, au sens large, n'appartiennent à aucune de ces deux catégories. La seule façon pour l'éditeur d'en assurer la diffusion est de les adresser d'office aux quelques centaines — voire, dans certains cas, quelques milliers — de librairies, réparties sur l'ensemble du territoire, qui acceptent, en les achetant à la parution (avec faculté de retour), de partager les risques de leur publication. C'est grâce à cette distribution immédiate que, dès le jour de leur sortie, des livres d'auteurs totalement inconnus sont mis à la disposition du public, non seulement à Paris et dans les grandes métropoles régionales, mais dans d'innombrables points de vente en province, qui vivent souvent dans des conditions précaires mais dont on ne dira jamais assez le rôle indispensable dans la vie intellectuelle.

L'« office » — puisque c'est le nom de ce système de diffusion — ne touche pratiquement pas les grandes surfaces aux « *compétences commerciales hors de pair* » qui font l'admiration de M. Messerlin : ces établissements-là trouvent, à juste titre, plus rentable de n'offrir au public que des ouvrages dont le succès est déjà largement assuré. La seule chaîne à faire exception est la FNAC, qui, avec une quinzaine de succursales situées exclusivement dans les zones géographiques de clientèle très sélectionnée, tant au plan culturel qu'économique, peut sans risque élargir d'autant la gamme de ses produits. Mais l'ensemble des FNAC représente, pour une maison d'édition comme la nôtre — ce qui n'a rien d'exceptionnel — moins de 10 % de la mise en place des ouvrages courants. Les librairies indépendantes, petites ou moyennes, constituent le reste, l'écrasante majorité. Le prix unique est au demeurant depuis longtemps en vigueur chez nos principaux voisins européens. (...)

Les prix restent bas

Qu'importe la mort des petits détaillants, diront peut-être les amateurs de lecture qui, ayant la chance d'habiter les quartiers centraux d'une dizaine de grandes villes, ont l'impression que la loi Lang les prive injustement de possibles rabais. Et tant pis, devraient-ils ajouter, pour les autres Français, qui risquent de ne plus pouvoir disposer, dès lors, de la moindre possibilité d'achat. Mais même les privilégiés dont je parle auraient tort, dans ce cas, de se réjouir. En effet, la disparition de la *majeure partie du réseau des* libraires, et spécialement des plus dynamiques qui pratiquent l'office, aura pour conséquence immédiate de diminuer les tirages initiaux de la plupart des livres. Ce qui entraînera, non moins naturellement, une hausse des prix de vente incomparablement supérieure au montant des rabais que pourraient consentir les *grandes surfaces* les *plus performantes* (lesquelles sont aussi, ce n'est pas un hasard, celles où l'éventail des choix est le plus restreint). Et cette hausse du prix des nou*veautés risque en définitive* de se révéler si sensible qu'elle convaincra souvent l'éditeur de ne pas publier du tout un ouvrage dont l'avenir commercial déjà aléatoire sera à ce point hypothéqué.

Un tel dilemme, c'est déjà le nôtre. Mais il ne faudrait pas que nous nous demandions, chaque fois que nous entreprenons de publier tel traité de philosophie analytique ou tel premier roman un peu déconcertant, si notre décision ne risque pas d'infléchir défavorablement les statistiques nationales du prix moyen des livres. Car, avant d'être un prix de vente, le livre est un texte.

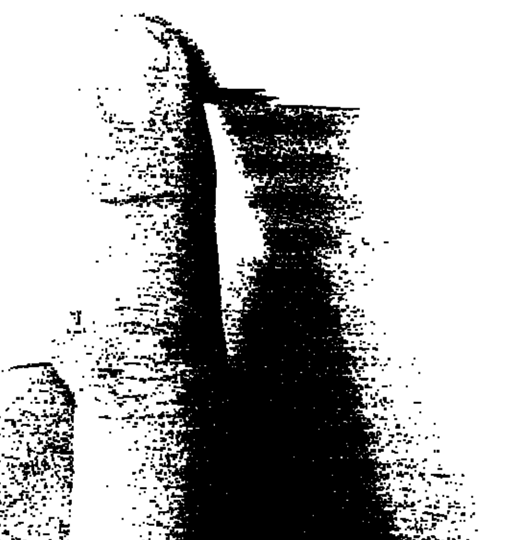
Un pays qui ne publierait plus que des auteurs consacrés pourrait certes battre le record du monde du bon marché. De même qu'un forestier qui se contenterait de vendre les arbres qu'il abat sans en planter de nouveaux pourrait présenter, des années durant, des bilans fort bénéficiaires... jusqu'au jour où son exploitation serait irrémédiablement ruinée !

Qu'on ne vienne pas parler, d'ailleurs, de tarifs exorbitants. Contrairement à certaines idées reçues, le prix des livres en France reste extrêmement bas. On peut acheter *l'Odyssée* pour le pix d'un verre de whisky et toute l'œuvre de Proust pour celui d'un repas au restaurant. Même les nouveautés (...) bénéficient dans une large mesure d'un système de péréquation qui leur permet de profiter du succès des autres.

Le commerce du livre traverse simultanément deux crises. D'abord, la baisse du pouvoir d'achat des catégories sociales qui constituent par nature ses principaux soutiens, notamment les intellectuels, lesquels ont tendance, comme tout un chacun, à économiser d'abord sur les dépenses non obligatoires. Ensuite, la transformation des habitudes de consommation en matière de biens culturels : l'essor formidable de l'audiovisuel ne peut pas ne pas mordre sur le temps et le budget consacrés à la lecture en général et à celle *des livres en particulier.*

Ce qui m'étonne personnellement, j'ose le dire, c'est que la création maintienne si fermement ses positions dans une conjoncture si défavorable. Les chiffres que l'on connaît pour 1984 disent que le volume global de la production n'a guère diminué durant cette période par rapport à l'année précédente. C'est bien évidemment à la *loi Lang* que nous devons cet étonnant résultat. Personne n'a jamais prétendu que le prix unique soit à lui seul capable de faire qu'on produise et qu'on lise en France de bons livres. Mais, si ce n'est pas une condition suffisante, c'est à coup sûr une condition nécessaire.

(*) Président-directeur général des Editions de Minuit.



étranger

AMÉRIQUES

Pérou

Le procès des assassins de huit journalistes en 1983 relance la polémique sur la « sale guerre »

Des défilés silencieux et des meetings organisés par les syndicats de la presse péruvienne ont marqué, samedi 26 janvier, à Lima, le deuxième anniversaire du massacre de huit journalistes péruviens à Uchuraccay, dans les Andes. L'enquête sur les circonstances exactes de ce drame se poursuit, et le verdict, rendu par le tribunal d'Ayacucho, devrait être connu à la fin février. Des indiscrétions laissent entendre que les autorités militaires, responsables en 1983 du maintien de l'ordre dans la région d'Ayacucho, seraient directement impliquées.

De notre correspondante

Lima. – La scène se passe à Ayacucho. Sur une banderole : « *Non à la sale guerre* », « *Non au génocide* », « *Non à l'oubli, non au pardon* ». Sur une autre, maladroitement peinte, un gamin, les bras tendus, court vers sa mère en criant : « *Manan* », ce qui veut encore dire « *non* », mais dans la langue des Indiens, le quechua. Des centaines de manifestants vocifèrent : « *El pueblo ya lo sabe, los* sinchis *los mataron* » : (Maintenant, le peuple le sait ; les *sinchis* (paramilitaires) les ont tués.)

Sur le podium, les parents des huit journalistes sauvagement massacrés, le 26 janvier 1983, près d'Uchuraccay, une communauté de paysans perdue à plus de 4 000 mètres d'altitude dans le département d'Ayacucho, cœur de l'action de subversion lancée par le mouvement Sentier lumineux il y a près de cinq ans. Les reporters péruviens souhaitaient vérifier, sur le terrain, un communiqué des forces de l'ordre annonçant que les Indiens d'un hameau voisin d'Uchuraccay venaient d'assassiner douze guérilleros présumés, tous des adolescents.

Ce meurtre collectif, sans précédent, de huit journalistes avait immédiatement été attribué par les autorités à l'exaspération des Indiens, qui, par crainte de représailles, avaient spontanément attaqué les « étrangers », les prenant pour des « terroristes ». Cette version n'a satisfait ni les parents des victimes ni leurs collègues, qui refusèrent la version officielle en s'appuyant sur un *témoignage enregistré par un correspondant local* : « *Les* sinchis, assurait un Indien, *avaient ordonné de tuer tous les ennemis qui venaient par les sentiers, car seuls les bons viennent du ciel* » (c'est-à-dire l'armée, dans les hélicoptères...).

Pour pacifier les esprits, le président Fernando Belaunde désignait alors une commission d'enquête présidée par un homme de confiance et de prestige, l'écrivain Mario Vargas Llosa. Elle remettait peu après au président une copieuse documentation, confirmant en gros la version officielle : les paysans d'Uchuraccay avaient confondu « sendéristes » et reporters, mitraillettes et téléobjectifs... L'assassinat avait été commis dans la plus pure tradition ancestrale. La sauvagerie du crime s'expliquait, selon le rapport, par l'isolement de ces Péruviens abandonnés à leur sort, dans l'Altiplano, depuis des siècles.

Epilogue ? « *Nous sommes tous responsables*, concluait le rapport. *Bien que les auteurs* de ce meurtre *aient été quelques individus, et les instigateurs et les provocateurs quelques autres, derrière les pierres et les bâtons sanguinaires d'Ayacucho, il existe une responsabilité que la plupart des Péruviens doivent assumer au même degré...* »

Dans une interview, l'écrivain ajoutait : « *Nous sommes sous-développés. Nos institutions sont défectueuses, admettons-le... Prenant en compte cette réalité, croyons-nous sincèrement que cette affaire puisse être éclaircie par le pouvoir judiciaire ?... Il ne serait pas surprenant qu'il se perde dans un labyrinthe de documents, que l'enquête tourne court, et qu'elle ne se traduise jamais en une sentence...* »

La « militarisation » des paysans

Deux ans après l'assassinat des huit journalistes, six juges ont démissionné, victimes de l'obstruction des autorités ou même de menaces plus directes ; quatorze coupables présumés sont en fuite ; les autres ont été assassinés ; seuls trois paysans d'Uchuraccay sont au banc des inculpés.

La plupart des *témoins ne se sont* pas présentés à la barre. Les sous-officiers *sinchis*, premiers arrivés sur les lieux du crime, n'ont pu être interrogés : ils ont été mutés pour des raisons de service dans d'autres districts, et le *général* Clemente Noel, à l'époque commandant politique et militaire de la région déclarée en état d'urgence, est *en mission* à Washington...

Néanmoins, le tribunal correctionnel d'Ayacucho poursuit son enquête, avec plus ou moins de bonheur, utilisant les moyens du bord, inspiré tour à tour par la patience et l'obstination indiennes et l'impatience politique de l'opposition.

Mais cette triste affaire a connu plusieurs rebondissements : trois mois après les huit assassinats, des films pris par une des victimes apparaissaient mystérieusement dans une grotte. Ces prises de vues démentent le rapport de la commission d'enquête, puisqu'elles montrent les reporters (trois d'entre eux parlaient Quechua) parlementant avec les indigènes et montrant leurs appareils photo. La théorie de la confusion sommaire est donc à rejeter : les journalistes ont *été* tués en connaissance de cause ; mais pour quelles raisons ?

Nouveau rebondissement, *la* semaine dernière, grâce à une nouvelle photo montrant le chef de la communauté d'Uchuraccay, Fortunato Gavilan (en fuite), et l'un des inculpés, Dionisio Morales, posant, *mitraillette et fusil en main*, au milieu d'une dizaine de *sinchis* en treillis. C'est M. Hemenegildo Ventura, *président* du tribunal d'Ayacucho, qui a laissé « filtrer » cet élément en sa possession. Il annonce d'autres « *sensationnelles révélations* » avant le moment de la sentence, prévu fin février.

La « militarisation » des paysans dans la région andine déclarée en état d'urgence ne surprend plus personne aujourd'hui : des dizaines de reportages ont montré des communautés entières, armées d'instruments primitifs, défilant au pas de l'oie devant quelques sous-officiers ou réalisant des « battues » contre les terroristes. En fait, la « sale guerre » touche aujourd'hui toute la population de la région d'Ayacucho. Elle a déjà provoqué la mort de plus de six mille personnes, victimes anonymes pour la plupart. En outre, plus d'un millier de détenus sont portés disparus, selon le rapport annuel d'Amnesty International.

Ce rapport, qui dénonce tant de violations des droits de l'homme, a été, une fois encore, jugé très sévèrement par les autorités péruviennes. Celles-ci pensent qu'Amnesty est le « cheval de Troie » d'une campagne internationale visant à porter atteinte au prestige international du pays.

M. Javier Alva Orlandini, vice-*président de la République et* candidat à la magistrature suprême d'Action populaire, le parti au pouvoir, lors des *élections générales* du 14 avril, a dénoncé « *l'étrange coïncidence que l'on peut noter entre la publication de ce rapport, le 23 janvier, et la visite du pape, le 1er février, qui fait du Pérou le point de mire du monde entier* ».

Malgré ces attaques, le Comité national de défense des droits de l'homme a donné, le 25 janvier, une conférence de presse au cours de laquelle plusieurs mères ou épouses de détenus disparus ont apporté de nouveaux témoignages de la violence institutionnalisée, lesquels ne figurent pas dans le rapport d'Amnesty.

Quant à la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui devait visiter le pays le 22 janvier, elle a été priée par les autorités de bien vouloir reporter ce rendez-vous à deux ou trois mois – c'est-à-dire après les élections.

NICOLE BONNET.

TRIBUNE INTERNATIONALE

Des morts qui en annonçaient d'autres...

par ALFREDO PITA (*)

***IL y a deux ans, le 26 janvier 1983, huit de mes confrères qui étaient aussi des amis, étaient massacrés dans les montagnes de la région d'Ayacucho. A coups de pierres, de haches, de bâtons. On avait dit alors qu'on les avait pris pour des guérilleros de Sentier lumineux. Tout simplement ils enquêtaient, ils faisaient leur métier de journalistes. Ils cherchaient la vérité sur la mort de douze adolescents, dans la même région, une action que le président Belaunde avait saluée le 21 janvier en disant** « que l'action des forces de l'ordre contre la guérilla était complétée de manière patriotique, volontaire et civique, par les communautés paysannes ».*

Aujourd'hui, ces communautés paysannes, « civiques et patriotiques » mais en fait toujours oubliées, sont soumises à la violence et à la terreur imposées dans cette région par les hommes en armes des deux camps qui s'affrontent. Certains des membres de ces communautés sont poursuivis en justice – à la suite de l'assassinat des journalistes – mais les vraies responsabilités sont ailleurs, et tout particulièrement du côté du général Noel. Ces paysans ont seulement été l'instrument d'une politique définie pour lutter contre le terrorisme de Sentier lumineux. Une politique qui consiste à lancer les populations les unes contre les autres, et qui fait des victimes, de nouveaux morts.

HUANTA, dans le département d'Ayacucho, est aujourd'hui la terre des fosses communes. Les massacres se sont généralisés et les forces de l'ordre en sont parfois responsables. Tout le monde sait – mais peu osent le dire au Pérou – que la province de Huanta est sous le contrôle de l'infanterie de marine, une unité d'élite. Ceux qui sont fusillés sont conduits devant les fosses communes, nus, attachés, les mains liées, les yeux bandés. Les autorités s'obstinent à dire que ces atrocités sont l'œuvre des guérilleros de Sentier lumineux. Mais qui prend maintenant ces affirmations au sérieux ?...

(*) Journaliste péruvien.

Etats-Unis

M. Reagan renouvelle ses critiques contre certains dirigeants noirs

Pour la deuxième fois en une dizaine de jours, M. Reagan s'en est pris, samedi 26 janvier, à « *certains* » dirigeants noirs américains, qu'il a accusés de se refuser à reconnaître les bienfaits de sa politique et de vouloir créer deux Amériques, l'une noire, l'autre blanche. Qualifiant cette tendance de « *destructrice* », le président a affirmé : « *Il faut davantage mettre l'accent sur les progrès réalisés et moins sur la création de mauvais sentiments et la persistance de griefs.* »

Déjà, le 18 janvier, M. Reagan avait critiqué l'attitude de « *certains* » leaders noirs « *qui défendent les positions plutôt confortables qu'ils détiennent actuellement* » en n'informant pas leurs partisans des initiatives du gouvernement en matière de logement et d'encouragement à la création d'entreprises. Si les Noirs connaissaient, avait ajouté le président, « *le nombre croissant de possibilités qui s'offrent à eux, ils pourraient se demander s'ils ont encore besoin de certaines de ces organisations* » (de défense).

Des chiffres accablants

A l'évidence, M. Reagan, qui n'a obtenu le vote que d'un Noir sur dix lors de l'élection du 6 novembre dernier, a décidé de consacrer plus d'attention au problème racial. Mais il n'est pas sûr que la méthode employée soit vraiment la bonne. Les propos présidentiels du 18 janvier suivaient de près la publication par la National Urban League, organisation noire traditionnelle, de son rapport annuel sur la situation de la communauté noire. Résumant d'un mot les conclusions de cette étude, M. John Jacob, le président de la League, avait déclaré que la condition économique et sociale des Noirs était « *lugubre* » et que la politique de M. Reagan était à cet égard « *déplorable* ». Si le statut des Noirs s'est amélioré dans les années 60 et 70, avait précisé M. Jacob, la tendance s'est, en revanche, inversée depuis le début des années 80.

Quelques chiffres illustrent cette dégradation, ceux, en particulier, concernant le nombre des sans-emploi. Alors que, en 1975, le taux de chômage était de 14 % dans la communauté noire et de 7,6 % chez les Blancs, *il s'élevait à la fin de* 1984 respectivement à 16 % et 6,5 %. Dans certaines grandes villes, *plus de la moitié des jeunes Noirs* n'ont pas de travail. Trois familles noires sur quatre ont des revenus in*férieurs à 25 000 dollars* (le revenu familial moyen américain). Et sur 35 millions de personnes officiellement classées au-dessous du seuil de la pauvreté, dix millions sont des Noirs, alors que cette communauté ne compte que vingt-huit millions de membres.

Au crédit de sa politique en faveur *des Noirs, M. Reagan* a l'habitude de citer la baisse de l'inflation, qui bénéficie, souligne-t-il, aux fa*milles de revenus modestes*, ainsi que diverses réalisations, telles que l'aide apportée à certaines univer*sités* et *petites entreprises noires*. Mais l'aggravation de la situation d'une communauté de plus en plus *défavorisée exige assurément un* programme plus vaste. La recherche de solutions nécessiterait sans doute aussi *que l'administration républicaine* ne limite plus ses contacts à certains hommes d'affaires noirs, *tels ceux réunis* au sein du Council for a Black Economic Agenda (Conseil pour un programme économique *noir*), *mais daigne enfin* les étendre aux dirigeants des organisations qui restent, quoi qu'en pense M. Reagan, *assez largement représentatives* des sentiments de la communauté.

M. L.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

- VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE LA MARINE AMÉRICAINE : une délégation américaine, conduite par M. Melvin Paisley, secrétaire adjoint à la marine, est arrivée, le dimanche 27 janvier, à Pékin par avion spécial pour discuter de ventes d'armes à la marine chinoise. Les Chinois s'intéressent à des matériels de lutte anti-sous-marine et à des équipements modernes de contre-torpilleurs. Le contrat envisagé constituerait le premier achat important d'armements américains par la Chine populaire. – *(AP.)*

El Salvador

- SIX ASSASSINATS POLITIQUES DANS LA CAPITALE. – Six personnes ont été assassinées pour des raisons politiques à San-Salvador le dimanche 27 janvier. Deux des victimes étaient des policiers, et deux autres des étudiants. Ces meurtres portent à soixante-trois le nombre de personnes tuées dans le pays au cours de la semaine précédente. Cette recrudescence de la violence a été dénoncée dimanche par l'évêque auxiliaire de la capitale, Mgr Rosa Chavez. – *(UPI, AFP.)*

Gabon

- POURSUITES CONTRE LES ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE. – Le président Bongo a invité les forces nationales de sécurité à pourchasser systématiquement les étrangers, notamment libanais « *entrés illégalement dans le pays* » pour se livrer à des activités commerciales « *anarchiques* ». Dans une allocution prononcée vendredi 25 janvier, M. Bongo a violemment critiqué les ressortissants étrangers, « *qui rentrent et sortent comme ils veulent du Gabon* » pour « *y semer le désordre* » et « *voler* » les Gabonais. Il a chargé les gendarmes d'« *aller de boutique en boutique, là où il n'y a pas de Gabonais* », *pour confisquer les marchandises* importées et non déclarées aux services des douanes. Le chef de l'Etat a promis aux gendarmes de leur allouer une somme équivalant à 10 % de la valeur de tous les produits saisis. – *(AFP.)*

Koweït

- PROCÈS D'UN « GROUPE SUBVERSIF » IRANIEN. – Cinq Iraniens, accusés d'appartenir à un « *groupe subversif* » ayant cherché à renverser le régime monarchique à Koweït, ont comparu le samedi matin 26 janvier devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les cinq hommes, selon l'acte d'accusation, étaient en possession d'explosifs destinés à perpétrer des attentats dans l'émirat. Les chefs d'inculpation, que les accusés rejettent, ne précisent ni le nom ni l'origine du groupe clandestin dont ils étaient membres.

Le procès de leur complice présumé, un Koweïtien, avait commencé samedi dernier, et le verdict le concernant sera rendu public le 13 février prochain.

Les six hommes avaient été arrêtés le 27 février 1984 à Koweït.

Mali

- LES EFFETS DE LA SÉCHERESSE. – *Six sur les sept régions* économiques du Mali sont affectées par la sécheresse, a in*diqué, vendredi 25 janvier*, le lieutenant-colonel Abdourahamane Maiga, ministre de l'inté*rieur. Il a précisé que près de* 135 000 tonnes de céréales devront être trouvées en 1985 pour *venir en aide à 1,9 million de* personnes sinistrées.

Philippines

- DES MISSIONNAIRES MASSACRÉS A COUPS DE HACHE. – Un couple de missionnaires australiens a été assassiné à coups de hache par des inconnus le samedi 26 janvier. Selon les autorités locales, Michael et Janice Shelling, respectivement âgés de trente-cinq et trente-deux ans, appartenaient à une organisation missionnaire protestante et s'étaient installés à Baguio, à 200 kilomètres au nord de Manille.

Vietnam

- VISITE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU. – Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, était attendu le lundi 28 janvier à Hanoï, venant de Bangkok après une escale de quelques heures à Vientiane. Dimanche, M. de Cuellar avait visité des camps de réfugiés à la frontière khméro-thaïlandaise, où de violents combats ont eu lieu depuis la mi-décembre. En quittant Hanoï, il se rendra de nouveau à Bangkok, où il *soit s'entretenir jeudi* avec le prince Sihanouk, chef de la coalition cambodgienne anti-vietnamienne, qui a *été* samedi l'hôte à dîner, à Pékin, du chef du PC chinois, M. Hu Yaobang. – *(AFP, AP.)*

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1983

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

هكذا من الأصل

EUROPE

Autriche

L'affaire Walter Reder a dominé l'ouverture des travaux du Congrès juif mondial

L'affaire Reder a dominé l'ouverture de la session du comité exécutif du Congrès juif mondial, samedi 26 janvier, à Vienne. Le fait que le ministre autrichien de la défense, M. Frischenschlager soit allé accueillir personnellement le criminel de guerre, jeudi, à son retour en Autriche après trente-quatre ans de détention en Italie, a en effet profondément ému la communauté juive internationale, ainsi qu'une large partie de la classe politique autrichienne. Le geste du ministre de la défense est apparu comme une véritable provocation, alors que le choix de Vienne pour la tenue de cette session du Congrès juif mondial avait une valeur symbolique et devait marquer l'ouverture d'une ère de réconciliation entre la communauté juive et les autorités autrichiennes, après la période des rapports très souvent tendus avec l'ancien chancelier Kreisky. Un grand nombre de délégués du Congrès avaient même envisagé, vendredi, de transférer *in extremis* la conférence dans une autre ville, et n'ont abandonné ce projet que devant les promesses du chancelier Sinowatz de venir présenter ses excuses devant le Congrès.

M. Sinowatz s'est acquitté de cette tâche en déclarant, samedi, devant le CJM que cette affaire lui faisait *« énormément de peine »*, mais qu'il ne fallait pas en tirer *« de fausses conclusions »*, car *« l'Autriche est un pays où les droits de l'homme sont respectés »*. Il a qualifié d'*« erreur politique »* le geste de son ministre de la défense. Bien que le président du Congrès juif mondial ait estimé que cette déclaration *« mettait un terme à l'affaire »*, les excuses présentées par le chancelier étaient bien en deçà de ce qu'attendaient nombre de délégués. Le président de l'Organisation sioniste mondiale, M. Léon Dulzin, a notamment rejeté le terme d'*« erreur politique »* et demandé au gouvernement de Vienne qu'il prenne ses distances *« non seulement par rapport à l'acte, mais aussi par rapport à la personne responsable de cet acte »*.

C'est aussi l'avis de plusieurs personnalités politiques autrichiennes, tant socialistes que populistes (opposition), qui réclament la démission du ministre de la défense. Le chef du Parti populiste, M. Aloïs Mock, a demandé la convocation d'une réunion extraordinaire du Parlement au cours de laquelle il entend déposer une motion de défiance contre le gouvernement. L'affaire risque donc d'être fort embarrassante pour le chancelier Sinowatz, d'autant que les fidèles de son prédécesseur et l'ex-chancelier Kreisky lui-même mènent depuis son arrivée au pouvoir un travail de sape discret mais constant dans les rangs même du Parti socialiste. Plusieurs personnalités proches de M. Kreisky ont été écartées du pouvoir lors d'un remaniement ministériel il y a quelques mois. La politique de rapprochement avec la communauté juive était l'un des thèmes, parmi bien d'autres, par lesquels M. Sinowatz cherchait à se démarquer de son prédécesseur et à *s'affirmer*. La logique voudrait donc qu'il sanctionne le ministre de la défense, au risque d'accroître la précarité de la coalition qu'il dirige.

Le ministre incriminé n'est guère défendable. Il appartient au petit Parti libéral (FPOE) avec lequel le Parti socialiste, ayant perdu la majorité absolue aux dernières élections, a dû faire alliance pour se maintenir au pouvoir, mais qui fut dans l'après-guerre et reste dans une large mesure le pôle de regroupement d'anciens nazis autrichiens. Le scandale avait été évité de justesse lorsque l'un des dirigeants de ce parti, M. Friedrich Peter, ancien officier d'une brigade SS ayant participé à l'élimination de populations juives et tsiganes, avait présenté sa candidature à la présidence du Parlement. Devant les protestations, il avait renoncé. M. Frischenschlager lui-même n'en est pas à son premier geste choquant ; il avait, notamment, tenu des propos ambigüs en 1983 dans l'enceinte de l'ancien camp de concentration de Mathausen, qui lui avaient valu de nombreuses critiques. Une large partie de l'opinion autrichienne, consciente du discrédit que l'accueil réservé à Walter Reder fait peser sur le gouvernement et le pays tout entier, attend donc la démission du ministre de la défense dès son retour d'Egypte, où il est actuellement en visite officielle. On ignore, au demeurant, toujours les raisons précises du retour anticipé du criminel de guerre en Autriche.

Le président du CJM en URSS

Devant les deux cents délégués des communautés juives de quarante pays, le président Bronfman a annoncé qu'il envisageait de se rendre en Union soviétique fin mars à *l'invitation des autorités soviétiques* pour y évoquer la situation des juifs de ce pays, notamment l'emprisonnement de dissidents et les restrictions à l'émigration. Il a, par ailleurs, indiqué que le comité exécutif du CJM se saisirait du problème du sauvetage par les Israéliens des juifs éthiopiens, interrompu il y a quelques semaines. Le grand rabbin de France, M. Samuel Sirat, a, pour sa part, déclaré que le problème majeur de la communauté française était celui de la *« déjudaïsation »*. *« De très nombreux jeunes juifs de France ne connaissent rien au judaïsme »*, a-t-il affirmé, le second problème majeur étant, selon lui, celui de la sécurité.

C. T.

RFA

LES VERTS DISSOLVENT LEUR SECTION BERLINOISE OU DES NÉO-NAZIS S'ÉTAIENT INFILTRÉS

A la quasi-unanimité, le comité directeur des Verts, la plus haute instance du parti écolo-pacifiste ouest-allemand, a décidé, le 26 janvier, lors d'une réunion à Fribourg, de dissoudre sa section berlinoise, forte de cent cinquante membres environ. Cette mesure a été prise en réponse à des révélations de presse selon lesquelles au moins quatre adhérents, dont un membre du présidium de la fédération de Berlin-Ouest, étaient des sympathisants néo-nazis actifs. Selon la plus haute instance des Verts, les dirigeants de l'ancienne capitale allemande ont été incapables de s'opposer efficacement à ces infiltrations ; dès lors, la dissolution devenait la seule mesure susceptible d'empêcher une *« association douteuse »* de se présenter aux prochaines élections à la Diète berlinoise, prévues pour le 10 mars.

Par ailleurs, le tribunal de Francfort a, le 25 janvier, condamné à de sévères peines de prison le chef de file de la jeune génération des nostalgiques de Hitler, M. Michel Kuehnen, vingt-neuf ans, et son adjoint, Arnd Heinz Marx, vingt-sept ans, pour *« production et diffusion de publications de propagande néo-nazie »*. M. Kuehnen, qualifié par le juge de *« symbole du néo-nazisme en Allemagne de l'Ouest »*, s'est vu infliger une peine de trois ans et quatre mois ; il est également déchu de son droit de vote pour cinq ans. M. Marx a été condamné à vingt-sept mois de prison.

Michael Kuehnen est un ancien lieutenant de la Bundeswehr, déjà renvoyé de l'armée pour ses activités néo-nazies. La formation qu'il avait fondée en janvier 1983, le Front d'action nationale socialiste (ANS-NA), avait été dissoute la même année. M. Kuehnen s'était réfugié en France, d'où il avait été expulsé l'année dernière. Il avait été aussitôt arrêté à Cologne. – *(AFP, Reuter.)*

Il y a quarante ans la libération des rescapés d'Auschwitz-Birkenau

Auschwitz *(AFP)*. – L'ancien camp de concentration de Birkenau, dimanche 27 janvier. Huit hommes et femmes, l'étoile *jaune de David à la poitrine*, sortent par les grilles du camp de la mort qui sont à jamais fermées sur plus de quatre millions de personnes exterminées pendant la deuxième guerre mondiale par les nazis à Auschwitz-Birkenau. Ce sont des survivants des expériences du criminel de guerre, le docteur Jospeh Mengele, que, disent-ils, *« nous traquons sans cesse pour le déférer en justice au nom des centaines de milliers d'enfants qu'il a assassinés »*.

Dans le cadre du 40e anniversaire de la libération du camp par l'armée soviétique, le 27 janvier 1945, ces hommes et ces femmes, venus d'Israël et des Etats-Unis, prennent le chemin de la *« marche de mort »* qu'ils ont parcouru autrefois dans des conditions atroces, quelques jours avant l'arrivée de leurs libérateurs.

Au premier rang, les deux sœurs jumelles Miriam Zaiger (Israël) et Eva Kor (Etats-Unis). Elles avaient neuf ans lorsqu'elles ont été soumises aux horribles traitements de leur tortionnaire. Suivent six autres jumeaux et jumelles, anciens cobayes aussi du docteur Mengele et une vingtaine d'anciens déportés.

Les visages sont graves. L'émotion est profonde, les jeunes à l'image d'Ayala (treize ans), fille de Miriam Zaiger, ont les yeux rougis par les larmes. La colonne emprunte la chaussée sur toute sa largeur. La voilà dans la petite ville d'Auschwitz (Oswiecim en polonais). Derrière elle, une importante file de voitures et d'autobus. Les rares passants sont surpris à la vue de cette manifestation inaccoutumée. La colonne s'arrête devant le portail d'entrée du camp d'Auschwitz où figure l'inscription *« Arbeit macht frei »* de sinistre mémoire. Les quatre kilomètres séparant les deux camps ont été parcourus en moins d'une heure.

Samedi, plusieurs centaines de rescapés polonais des camps d'Auschwitz-Birkenau s'étaient rendus sur les lieux de leur martyre.

A Moscou, les journaux soviétiques ont accordé une large place à cet anniversaire. Le quotidien des Jeunesses communistes décrit les horreurs d'Auschwitz et publie une photo représentant les soldats soviétiques arrivant dans le camp en 1945. D'autres organes de presse reprochent aux Etats-Unis d'avoir libéré le docteur Mengele en 1947 et affirment que certains groupes en Occident essaient de nier l'existence de ces camps.

● *Le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal* a annoncé dimanche qu'il avait engagé des poursuites contre le département américain de la défense, en vertu de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act), pour obtenir des documents sur l'arrestation du docteur Joseph Mengele par l'armée américaine, en 1947. M. Wiesenthal a affirmé que son centre de documentation sur les crimes nazis, à Los Angeles, disposait de deux documents selon lesquels l'« ange de la mort » a été arrêté à Vienne par l'armée américaine, puis libéré. Selon lui, le Pentagone a deux autres documents prouvant qu'il a été libéré. – *(AP.)*

● *Commémoration de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau.* – Le quarantième anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau a été célébré à Paris, dimanche 27 janvier. Les rescapés et les familles des disparus ont ravivé la flamme à l'Arc de triomphe. Des gerbes ont été déposées au mémorial juif et à la crypte de la déportation, où s'est également recueilli le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris.

URSS

Selon deux journaux britanniques

LA SANTÉ DE M. TCHERNENKO LE CONTRAINDRAIT A DONNER SA DÉMISSION LE MOIS PROCHAIN

Deux journaux britanniques croient savoir, dans leur numéro de dimanche 27 janvier, que M. Tchernenko se prépare à donner sa démission en raison de son état de santé pour laisser la place à M. Mikhaïl Gorbatchev, considéré comme le numéro deux du Kremlin.

« D'après des rumeurs qui circulent dans les milieux politiques de Moscou, le président Tchernenko est si malade qu'il sera très probablement contraint de démissionner », rapporte le *Sunday Express*. Pour sa part le *Sunday Times* écrit sous la plume de son correspondant à Moscou, Edmund Stevens, vétéran des journalistes américains en URSS, et souvent bien informé, que les troubles respiratoires du chef du parti soviétique, qui souffre d'emphysème, se sont compliqués récemment de difficultés cardiaques et que son état de santé *« semble s'être brusquement détérioré au cours de la semaine écoulée »*. Sa maladie étant maintenant considérée comme irréversible, ajoute-t-il, le Politburo aurait déjà approuvé un plan pour la succession, qui serait ratifié au cours d'une réunion pleinière du comité central le mois prochain : M. Gorbatchev deviendrait secrétaire général du parti, mais la présidence de l'Etat pourrait continuer d'être assumée par M. Tchernenko.

Rappelons que le chef du parti et de l'Etat n'a pas été vu en public depuis le 27 décembre dernier, soit il y a tout juste un mois. A la mi-janvier, une réunion au sommet du pacte de Varsovie prévue à Sofia a dû être ajournée en raison de l'état de santé de M. Tchernenko, ont précisé des sources soviétiques officieuses. La semaine dernière, la visite de M. Brandt, président du SPD ouest-allemand, a été également reportée (elle devait avoir lieu à la mi-février), mais celle de M. Papandréou, premier ministre grec, a été maintenue. Normalement, M. Tchernenko devrait voter aux élections aux soviets des républiques, prévues le mois prochain, et prononcer à cette occasion un discours.

Interrogé samedi à Washington par plusieurs chaînes de radio, M. Reagan a déclaré *« ne pas en savoir plus »* que ses interlocuteurs sur la santé de son homologue soviétique, *mais il a* ajouté que ce problème n'aura pas de conséquences négatives sur les négociations soviéto-américaines en matière de désarmement, l'URSS ayant à son avis l'intention *« d'aller de l'avant »* dans ces négociations.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Les Etats-Unis se seraient engagés à livrer des avions de combat à l'Irak

Les Etats-Unis se seraient engagés à livrer à l'Irak quarante-cinq appareils de combat, dont trente F-15 et quinze F-16, croit savoir, dimanche, le quotidien koweïtien *Al Watan*. Promesse en aurait été faite au ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, lors de sa visite en novembre dernier à Washington, ajoute ce journal, citant des *« sources informées dans le Golfe »*. Au cours de cette visite, Washington et Bagdad avaient annoncé le rétablissement de leurs relations diplomatiques. Les Etats-Unis se seraient engagés en outre à livrer à l'Irak un système radar et des rampes de missiles mobiles sol-air.

Al Watan rappelle que l'Irak avait demandé l'an dernier aux dirigeants soviétiques d'intervenir pour que Bagdad puisse utiliser à nouveau l'oléoduc qui leur permettait d'exporter leur pétrole via la Syrie, oléoduc fermé en 1981 par Damas. Cette demande avait été formulée par le vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, en visite à Moscou. L'Irak, ajoute le journal, a reproché récemment aux dirigeants soviétiques, dans une note, de ne pas avoir entrepris des *« efforts sérieux »* auprès de Damas et de continuer à livrer à la Syrie des armements dont la plus grande partie, selon Bagdad, est acheminée vers l'Iran en échange de pétrole.

Le journal n'exclut pas un changement de la politique de Bagdad vis-à-vis de l'Union soviétique, qui se traduirait par l'adoption de *« mesures préliminaires »* en vue de l'annulation du traité d'amitié et de coopération soviéto-irakien signé en 1972 pour une durée de quinze ans.

Un navire grec touché par un missile

Un navire grec, le *Serifos*, a été touché par un missile à l'entrée du port de Jubail (Arabie saoudite), dans l'ouest du Golfe, a-t-on appris auprès des Lloyds de Londres. Le service de renseignements maritimes des assureurs londoniens précise que l'attaque a eu lieu à 18 h locales (15 h GMT) et que le navire, jaugeant 47 869 tonnes en brut, se rendait *sur lest au port de Koweït*. Le bateau a néanmoins réussi à poursuivre sa route et a jeté l'ancre à Ras Tanura (Arabie saoudite). Il n'y a pas eu de blessés.

L'Irak a annoncé dimanche après-midi que sa chasse avait *« gravement touché »* deux *« objectifs navals »* à la même heure, au sud du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe).

Le *Serifos* appartient à la Serifos Shipping Corporation de Monrovia (Libéria), selon les assureurs londoniens. – *(AFP.)*



Liban

M. Selim Hoss revient sur sa décision de quitter le gouvernement

De notre correspondant

Beyrouth. – Le Liban a risqué de se retrouver sans gouvernement durant le week-end. En effet, un des piliers du cabinet, surnommé, ici, par dérision, de *« désunion nationale »*, *M. Sélim Hoss*, ministre de l'éducation et du travail, avait présenté sa démission de façon abrupte et « irrévocable ». Sollicité de toutes parts, y compris par Damas, M. Hoss a fini par retirer cette démission dimanche à minuit. Entre-temps, le cabinet a vécu durant deux jours sous une menace d'éclatement qui eût comporté des conséquences dramatiques.

Qu'il soit d'« union » ou de « désunion », le cabinet Karamé permet depuis sept mois d'éviter un conflit ouvert, même s'il n'empêche pas les « petites guerres ». Constitué, à l'*origine, de dix membres, il n'en a* jamais compté que neuf, un des principaux chefs chrétiens, M. Soleïman Frangié, qui devait être représenté par son gendre, l'ayant boycotté dès le début. Puis M. Pierre Gemayel, le chef des phalanges, est mort, aussitôt remplacé, il est vrai, par un autre ministre phalangiste, M. Joseph Hachem. L'autre pilier de la représentation maronite, M. Camille Chamoun, est âgé de quatre-vingt-cinq ans. Le ministre druze, M. Walid Joumblatt, n'a cessé de bouder un cabinet dont il dit être membre à son corps défendant. Depuis deux mois, il le fuit, sans que quiconque songe à l'y ramener. Le principal ministre chiite, M. Nabih Berri, est actuellement très actif au sein du gouvernement, mais il lui est arrivé d'en claquer la porte et d'y prendre des attitudes menaçantes.

C'est à ce cabinet instable que M. Hoss a failli donner le coup de grâce par sa démission. Son départ n'aurait pas manqué, en effet, d'abattre le château de cartes péniblement maintenu debout de crise en crise, et plus indispensable que jamais à vingt jours, au plus, du retrait israélien de Saïda.

Bien que prévisible depuis un mois, la démission de M. Hoss avait pris de court le petit monde politique libanais. Représentant de l'islam sunnite beyrouthin, il dénonce l'impéritie et la désinvolture du gouvernement face à la crise politique et économique ; le fait que, seul économiste du cabinet, ses suggestions pour enrayer la chute de la monnaie aient été systématiquement ignorées ; l'anarchie à Beyrouth-Ouest. Il serait, en outre, agacé par les avantages consentis aux chiites au détriment des sunnites, notamment dans les récentes nominations de hauts fonctionnaires. La désintégration du cabinet Karamé, évitée de justesse, ferait trop le jeu d'Israël, alors que les Libanais, surtout les musulmans, s'emploient à démontrer *qu'il n'en sera rien.*

C'est cet argument qui a fait fléchir M. Hoss, homme de principes au demeurant. Mais sa démission n'est que suspendue. Comme l'écrit à ce propos le quotidien *l'Orient-le Jour* : *« Les crises se succèdent sans se ressembler, l'une talonnant l'autre sans pour autant la chasser. En somme, elles s'accumulent et s'enchevêtrent en un écheveau de plus en plus inextricable. »*

L. G.

Soudan

LES REBELLES DU SUD ONT LIBÉRÉ QUATRE DE LEURS OTAGES, DONT DEUX FRANÇAIS

Les rebelles soudanais ont libéré lundi 28 janvier quatre otages – deux Français, un Britannique et un Kényan – détenus dans le sud du pays depuis près d'un an. Ils ont été remis à leur employeur, la Compagnie française de construction internationale, selon le ministère éthiopien des affaires étrangères.

La radio des rebelles, captée par la BBC, a indiqué que le chef de l'Armée de libération du peuple du Sud (ALPS), M. John Garang, avait ordonné cette libération *« pour des raisons humanitaires »* et à la suite des *« nombreuses lettres émouvantes envoyées par les familles des otages »*.

Les quatre otages avaient été capturés le *10 février 1984* sur le chantier de la firme française, le canal de Jonglei, dans le sud du Soudan. Il s'agit de deux ingénieurs français, MM. Yves Parisse et Michel Dupire, d'un Britannique, M. Ian Baini, et d'un pilote kényan, M. Guyne Monson. Lors de l'attaque du chantier du 10 février, un Australien avait été tué. Une autre otage, une Allemande de l'Ouest, et son petit garçon avaient été libérés trente-deux jours plus tard à Addis-Abeba.

L'émission clandestine de l'ALPS n'a pas mentionné deux autres otages : un journaliste suisse et sa compagne, suisse elle aussi. L'ambassade helvétique refuse de révéler leur identité, estimant que cela nuirait aux négociations. Ils sont détenus depuis cinq mois. En août dernier, l'ALPS avait libéré deux techniciens ouest-allemands, Klaus Frahm, quarante-cinq ans, et Horst Peters, vingt-sept ans, après les avoir gardés prisonniers pendant cinq semaines. – *(Reuter, AP.)*



Pologne

Le meurtre du Père Popieluszko n'aura été pour les autorités qu'un « acte illégal isolé »

Alors que le procès des assassins du Père Popieluszko touche à sa fin, à Varsovie le supérieur de ce dernier, le Père Bogucki, a déclaré, dimanche 27 janvier, dans son sermon prononcé à l'église Saint-Stanislas : *« L'ensemble des services de sécurité devrait passer en jugement, et pas seulement quatre de ses membres. Au procès, les criminels continuent de salir leur victime. Les meurtriers s'en prennent à un saint. »*

Le ministre des cultes polonais, M. Adam Lopatka, s'en était pris vivement, samedi 26 janvier, à la *« tolérance »* de l'Église à l'égard du *« clergé combattant »* qui développe en Pologne des *« activités anti-État »*. Dans une interview publiée par l'organe du gouvernement *Rzeczpospolita*, Lopatka s'est livré à une attaque en règle contre *« les curés qui abusent de leur sacerdoce à des fins politiques, compliquent les relations Église-État et empêchent l'entente dont la Pologne a tellement besoin »*.

Depuis plus de trois mois, la *Pologne a les yeux fixés* sur une même affaire : l'enlèvement et l'assassinat commis le 19 octobre dernier par des officiers de la police politique d'un prêtre que sa fidélité active à Solidarité avait rendu célèbre dans tout le pays. Le procès des auteurs de l'opération touche à sa fin et toute surprise ou révélation semble désormais hautement improbable.

Sur les faits eux-mêmes, le déroulement des audiences publiques, largement rapporté par la presse, a fourni une foule de détails, mais, pour l'essentiel, une confirmation : la mise à mort du Père Popieluszko a été parfaitement ignoble. Les quatre accusés n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter d'atténuer chacun leur responsabilité personnelle et se charger mutuellement. Ils ont surtout réussi à donner d'eux-mêmes une image affligeante, chacun dans un genre *différent*.

D'abord, les deux lieutenants, simples comparses, croyaient apparemment obéir à des ordres venus d'en haut, en vue d'une assez banale opération d'intimidation ; ils ont sans doute été surpris par la tournure inattendue des événements. *Mais, du moins jusqu*'à leur arrestation, ils ne semblaient guère rongés par le remords puisque l'un d'entre eux imaginait déjà de vendre en pièces détachées la voiture du prêtre.

Ensuite, beaucoup plus impressionnant, le capitaine Piotrowski, plein de haine et de morgue, surtout au début du procès, n'hésitant *pas à se faire l'accusateur* de l'Eglise tout entière, et en particulier de l'homme qu'il a sauvagement *frappé avant de le faire jeter* dans la Vistule. Et enfin le colonel Pietruszka, qui s'est réclamé d'admirables *principes politiques et* moraux avant d'être à peu près confondu par les témoins comme le *complice, sinon comme l'instigateur* de toute l'affaire.

Au-delà de ces quatre personnages, le procès aurait théoriquement pu être l'occasion de donner un coup de projecteur sur le monde mystérieux auquel ils appartiennent, celui du ministère de l'intérieur. En fait, on a seulement entr'aperçu quelques ombres, comme à la faible lueur d'une lampe de poche dans une cave obscure. Le nom du département auquel ils appartenaient (celui des cultes) n'a même pas été officiellement mentionné. Son chef, le général Platek, cité comme témoin, s'est certes un peu embrouillé dans sa déposition, mais la seule faute qu'on puisse apparemment lui reprocher est d'avoir peut-être cherché à entraver l'enquête. Il a d'ailleurs été suspendu de ses fonctions. Quant à son supérieur, le vice-ministre Ciaston, il a très vaguement été mis en cause (sans être *nommé*) *par les deux lieutenants*, mais ils se sont ensuite rétractés. De toute manière, le *vice-ministre avait lui aussi été discrètement sacrifié* (son remplacement a eu lieu mais n'a pas été clairement annoncé). *Mais n'est-il* pas naturel que, en cas de scandale dans leur service, les supérieurs paient sans que cela préjuge en rien de leur responsabilité ?

Effrayer la société

Au-delà, au-dessus, rien, ou du moins on ne sait rien. A-t-on vraiment cherché à savoir ? Les audiences ont été publiques mais fermement conduites de manière à éviter tout dérapage. Ainsi les autres enlèvements à fins d'intimidation qui ont également été opérés dans la même région de Torun, contre des militants de Solidarité mais sans qu'il y ait mort d'homme, n'ont pas été évoqués. Et le président du tribunal est intervenu à *plusieurs reprises pour mettre* un terme à certaines questions embarrassantes.

La leçon de toute l'affaire a déjà été tirée par l'organe du parti comme par le porte-parole officiel, M. Urban. Le crime est un *« acte illégal isolé »*. Il y a trois mois pourtant, les dirigeants décrivaient en termes solennels ce même crime comme une *« provocation »* destinée à compromettre le *« renouveau socialiste »*. Et les responsables de Solidarité, Walesa en tête, craignaient un piège et appelaient au calme. Les seuls provocateurs, les *auteurs de cette savante machination* censée déstabiliser l'équipe dirigeante, seraient-ils donc tous *réunis dans le box des accusés* ? Ou bien faut-il plutôt suivre l'analyse de Jacek Kuron, qui, dès le mois de novembre, interprétait l'affaire comme une opération destinée non à *« provoquer »* la société mais à l'effrayer. *« Disons les choses clairement*, écrivait Kuron, *ce crime a été dirigé contre sa victime, à travers elle, contre le clergé, contre Solidarité et contre tout le mouvement de résistance sociale, et pas du tout contre les généraux. Cependant, pour Jaruzelski, il réduisait à néant tous les maigres fruits de trois années de normalisation.* » C'est pourquoi, ajoute l'ex-animateur du KOR, l'équipe au pouvoir a décidé de frapper pour rétablir son autorité.

Ce rétablissement a, semble-t-il, été réussi. Pas seulement face aux rivaux potentiels du général Jaruzelski. Le général Milewski, responsable de la milice et des affaires religieuses (*attributions* traditionnellement liées), a été écarté de fait des réunions du bureau politique, mais de manière discrète. Le limoger ostensiblement aurait abouti à lui faire porter le chapeau, et la situation ne le permettait (ou ne l'exigeait) sans doute pas.

D'autre part, l'affaire Popieluszko n'a pas compromis le rétablissement de relations plus nor*males entre la Pologne et les* grands pays occidentaux. Même le voyage du ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, annulé à la dernière minute au mois de novembre, est à nouveau à l'ordre du jour. Surtout, les Etats-Unis ont, comme prévu, levé leur veto à la candidature de la Pologne au Fonds monétaire international, et Varsovie a obtenu un premier rééchelonnement de ses dettes, garanti par le gouvernement.

Des dégâts limités

Beaucoup estiment même que l'arrestation des meurtriers du Père Popieluszko et leur procès public ont amélioré l'image du général Jaruzelski en Occident, alors même qu'il n'a nullement renoncé à frapper l'opposition. A l'égard de l'Eglise aussi, les choses semblent se présenter de manière satisfaisante pour l'équipe dirigeante. Après une interruption de plusieurs mois, les négociations pour la création d'un fonds d'aide à l'agriculture privée viennent de reprendre entre le gouvernement et l'épiscopat. Enfin, le général Jaruzelski s'est payé le luxe d'aller visiter les chantiers navals de Gdansk.

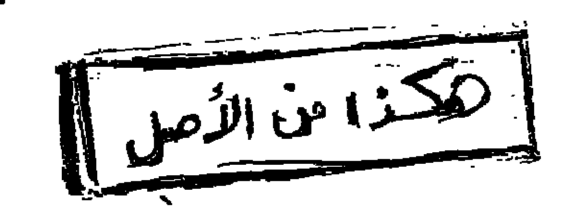
L'équipe en place semble donc avoir fait mieux que limiter les dégâts. Ces dégâts, pourtant, existent bien, et ils concernent le régime tout entier. Comment, dans l'opinion polonaise, les échos venus du tribunal de Torun ne susciteraient-ils pas tantôt une amère ironie (quand l'accusé Pietruszka se drape dans le principe de la morale socialiste), tantôt le simple dégoût (quand Piotrowski, en guise de justification, prétend que sa victime avait une maîtresse ou bien accuse des évêques connus d'avoir collaboré avec les Allemands pendant la guerre...). L'épiscopat, glacial, a fait savoir dans un communiqué que les allégations du capitaine ne méritaient même pas de réponse.

Moins choquantes mais néanmoins inquiétantes ont été certaines ambiguïtés de ce procès qui a bien souvent failli devenir celui de la victime et, à travers elle, de l'Eglise tout entière. Les avocats de la famille du Père Popieluszko ont dû batailler ferme pour empêcher que le tribunal ne joigne au dossier les accusations formulées contre le prêtre et le clergé en général. Accessoirement, l'attitude de la hiérarchie de l'Eglise à l'égard du pouvoir a pu, elle-même, souffrir de ce procès car il a mis en lumière certaines relations, forcées mais qu'on préfère garder discrètes, entre l'Eglise et les services compétents du ministère de l'intérieur. Le général Platek, témoin le plus élevé en grade, n'a-t-il pas affirmé que le secrétaire de l'épiscopat lui avait déclaré, en septembre dernier, que les problèmes posés aux autorités par les activités *du Père Popieluszko seraient* bientôt résolus puisque le prêtre allait partir pour Rome (ce que, de notoriété publique, il ne souhaitait pas).

Jusqu'à plus ample informé et au terme d'un procès chiche de révélations, la sinistre opération lancée contre le Père Popieluszko pourrait bien n'être qu'une bavure. Mais une bavure énorme. Et surtout révélatrice d'une certaine mentalité. Désignés par le pouvoir comme des brebis galeuses, le capitaine Piotrowski et ses comparses *risquent plutôt d'être perçus* par l'opinion comme le produit, monstreux mais logique, du système en *vigueur. Et cela d'autant plus que* l'accusé principal a voulu se poser en policier modèle, combattant avec zèle l'ennemi politique qu'on lui a désigné.

On peut aussi légitimement se demander comment les très nombreux « collègues » de l'ex-capitaine (à présent dégradé) réagiront à ce procès. Bien des attitudes sont possibles, à commencer par un certain mépris pour ces professionnels brouillons qui ont laissé stupidement s'échapper l'unique témoin de l'affaire (le chauffeur du prêtre) jusqu'à la rancune à l'égard de dirigeants qui, pour sauver leur propre image, ont permis que tout ce linge sale soit *lavé en public. On peut cependant* espérer que l'affaire servira de salutaire leçon. A cet égard, le verdict final aura tout de même une importance, d'autant que la peine de mort est assez largement appliquée en Pologne. Dans ce cas, il n'est pas exclu que l'Eglise elle-même se donne l'élégance de demander la grâce du ou des condamnés.

JAN KRAUZE.



هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

SOUS LA DIRECTION DE M. KAMPELMAN ET DE M. KARPOV

Les négociations américano-soviétiques sur les armements s'ouvriront le 12 mars à Genève

Les Etats-Unis et l'URSS ont annoncé simultanément, samedi 26 janvier, en fin d'après-midi, que les discussions sur les armements prévues à l'issue de la rencontre entre MM. Gromyko et Shultz s'ouvriront *le 12 mars à Genève. Les délégations seront* conduites respectivement par M. Kampelman, comme il avait déjà été annoncé à Washington pour la partie américaine, et par M. Karpov, pour la partie soviétique.

Le problème de la défense spatiale reste au centre des divergences entre les deux Superpuissances, comme l'atteste l'article que M. Kampelman a publié dimanche dans le *New York Times Magazine*, en commun avec M. Brzezinski, ancien conseiller du président *Carter et de Robert Jastrow*, professeur de physique. Les trois signataires y présentent un vigoureux plaidoyer en faveur de l'« *initiative de défense stratégique* » du président Reagan et estiment possible que les Etats-Unis déploient au début des années 90, pour un coût de 60 milliards de dollars, un *système de défense antimissiles* à deux couches, l'une s'attaquant aux missiles ennemis aussitôt après leur envol, l'autre, au moment où leurs *ogives s'approchent de leur cible.* Selon eux, un tel système serait efficace à 90 %.

Moscou. – *La procédure* d'annonces simultanées à Moscou et à Washington est désormais bien rodée. Le ministère soviétique des affaires étrangères (MID) avait mis au point une belle mécanique pour faire part de l'ouverture, le 12 mars prochain à Genève, de négociations entre les deux superpuissances sur les armes nucléaires et cosmiques.

A la minute prévcise où la Maison Blanche diffusait son communiqué, samedi 26 janvier, M. Vladimir *Lomeiko, chef du service* de presse du MID, faisait son entrée, à Moscou dans une salle moderne bourrée de journalistes étrangers et soviétiques. Cette organisation démontre que l'URSS entend, pour l'instant, jouer le jeu avec son partenaire américain jusque dans les détails des relations avec les médias.

M. Lomeiko a révélé que la délégation soviétique à Genève sera dirigée par M. Viktor Karpov, « *ambassadeur en mission spéciale* », spécialiste des armes intercontinentales, et comprendra MM. Youli Kvitsinski, ancien responsable du *dossier des euromissiles, et* Alexei Oboukhov, chef adjoint du département des Etats-Unis au MID.

Aussitôt, un assistant distribuait aux correspondants étrangers un texte écrit de cette déclaration. M. *Lomeiko précisait ensuite que* M. Karpov s'occuperait des armes à longue portée, M. Kvitsinski de l'espace et M. Oboukhov des euromissiles.

Plusieurs remarques peuvent être *faites à propos de cette délégation.* On notera d'abord son homogénéité et son expérience. Elle est uniquement composée de diplomates de carrière, tous trois versés depuis longtemps dans les questions stratégiques. A titre de comparaison, l'équipe américaine comprend un avocat, M. Kampelman, un sénateur, M. Tower, et un seul « *professionnel* », *en la personne de M. Glit*man.

On constatera ensuite que le chef de la délégation soviétique, M. Karpov, est aussi chargé du dossier des armes stratégiques (missiles inter*continentaux, sous-marins,* bombardiers), alors que son homologue américain, M. Kampelman, a, dans sa corbeille, les armes spatiales (ce que l'on appelle désormais par abus de langage la « guerre des étoiles »). Autrement dit, il y aura trois

De notre correspondant

groupes de travail à Genève (armes stratégiques, armes spatiales, euromissiles). Chaque chef de délégation aura, outre son rôle de coordination générale, la responsabilité de l'un d'eux. Mais ce ne sera pas le même pour le Soviétique et l'Américain.

Une courte absence

On remarquera enfin que les Soviétiques – à la différence des *Américains – n'aiment pas* beaucoup changer de têtes. Voilà plus de dix ans que M. Karpov est un habitué des négociations sur la limitation des armes nucléaires. Ce n'est pas mal pour un homme de cinquante-six ans qui est le plus jeune « *ambassadeur en mission spéciale* » et le plus ancien dans cette fonction relativement prestigieuse.

M. Karpov n'aura, le 12 mars prochain, été absent de Genève que quinze mois. C'est, en effet, le *8 décembre 1983 que les négociations* START sur les armements stratégiques, pour lesquelles il dirigeait la délégation soviétique, avaient été rompues par l'URSS dans la série des « représailles » à l'installation des Pershing-2 en Europe.

La permanence du personnel soviétique est encore illustrée par M. Kvitsinski, ancien chef de la délégation soviétique aux négociations sur les euromissiles, et qui est, *cette fois, chargé de l'espace.*

L'ouverture de « nouvelles » négociations

Il s'agit plutôt d'une promotion pour ce diplomate de quarante-huit ans, vu l'importance qu'on accorde à Moscou à ce dossier. La direction soviétique ne considère donc pas qu'il a « démérité » lors de sa fameuse promenade du 16 juillet 1982 dans les bois des environs de Genève avec le négociateur américain d'alors, M. Paul Nitze. Les deux hommes avaient esquissé un compromis qui aurait pu aboutir à une diminution du nombre des SS-20 pointés sur l'Europe occidentale, en échange d'un déploiement moins important que prévu des missiles américains. Soviétiques et Américains ont toujours, par la suite, estimé qu'il s'agissait d'une conversation « *privée* ». Celle-ci n'a eu d'ailleurs aucune conséquence pratique.

La nouvelle affectation de M. Kvitsinski peut aussi être considérée comme une opération de relations publiques. Si MM. Karpov et Kvitsinski avaient tous deux retrouvé les rôles qu'ils avaient à Genève jusqu'à l'automne 1983, il *aurait été plus difficile aux Soviéti*ques d'affirmer, comme ils ne cessent de le faire depuis plusieurs semaines, qu'il s'agit de négociations « *entièrement nouvelles* » et non pas d'une simple interruption, au demeurant assez courte, du dialogue *stratégique entre les deux superpuis*sances.

L'importance accordée à l'espace *permet, en outre, aux Soviétiques de* ne pas perdre la face. La troisième « corbeille » créée pour lui rompt l'impression fâcheuse qu'on ne fait que reprendre dans la même ville les mêmes négociations sur les mêmes thèmes (armes stratégiques et euro*missiles*).

Le choix de Genève s'explique vraisemblablement par des considérations pratiques. Les représentations américaine et soviétique y sont très voisines, ce qui évite les déplacements inutiles, et elles sont équipées de tout le matériel nécessaire pour ce genre d'opération (télex chiffré à grande vitesse, etc.).

Les charmes du ski – et des magasins de luxe détaxés – ne sont pas non plus à négliger car les diplomates soviétiques n'y sont pas insensibles. Il faut donc mettre au compte de la désinformation habituelle les « confidences » faites récemment par des officiels soviétiques sur leur « préférence » pour Vienne, voire pour Helsinki. Voilà près d'une semaine que les ambassadeurs américain et soviétique, dans une démarche conjointe, s'étaient rendus à Berne pour demander au gouvernement helvétique son agrément à l'ouverture des « nouvelles » négociations de Genève. La seule surprise dans ce processus jusqu'ici *bien huilé aurait été que celui-ci* refuse.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. MITTERRAND A REÇU M. TANCREDO NEVES A LATCHE

Le nouveau président brésilien, M. Tancredo Neves, a rencontré M. Mitterrand, samedi soir 26 janvier, durant près de quatre heures, à la maison de campagne du chef de l'Etat, à Latche, dans les Landes. M. Neves était venu de Rome, où il séjourne actuellement en visite privée, et a regagné la capitale italienne dans la soirée, après avoir pris part à un dîner « familial » d'une dizaine de convives.

Il avait, auparavant, eu une longue conversation informelle avec M. Mitterrand, passant en revue les différents sujets d'actualité en insistant sur la situation économique et politique de l'Amérique latine et du Brésil, dont l'endettement atteint 100 milliards de dollars.

Le président français a confirmé à cette occasion son désir de se rendre en voyage officiel au Brésil dans le courant de l'année. M. Neves, de son côté, a félicité et remercié son hôte, qu'« *il se réjouit d'avoir eu l'occasion de connaître en personne* », pour son action en faveur de la démocratisation des régimes politiques sud-américains et du développement du tiers-monde. Il s'est déclaré satisfait, en particulier de l'attitude de la France dans le *rééchelonnement de la dette brési*lienne.

[On précise dans les milieux informés ce lundi 28 janvier que le voyage de M. Mitterrand au Brésil n'aura sans doute pas lieu avant septembre (*le Monde* daté 27-28 janvier). On ajoute que l'entretien de Latche, qui a été « particulièrement cordial » n'a pas été décidé « à la dernière minute » comme semble le croire la presse brésilienne, mais était prévue dès l'échange de messages du 15 janvier incluant une invitation faite à M. Mitterrand de se rendre au Brésil cette année.]

EN MARGE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Seize ministres des affaires étrangères se réunissent à Strasbourg

L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est ouverte le lundi 28 janvier à Strasbourg. Ses débats seront dominés par deux grands sujets : la dégradation du climat politique et du respect des *droits de l'homme à Malte*, et la situation en Amérique latine.

Sur le premier point, les députés *des Vingt et Un* entendront mardi un rapport de leur collègue chrétien-démocrate ouest-allemand, M. Heinz Schwarz, d'une tonalité très critique à l'égard du gouvernement de La Valette, et un avis plus modéré de M. Giuseppe Amadei, social-démocrate italien, au nom de la commission politique.

En marge de la session est organisée une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères du Conseil de l'Europe, destinée à relancer le dialogue politique entre les pays membres de cette instance. Seize ministres, dont M. Dumas, pour la France, et ses collègues britannique et italien, ainsi que trois secrétaires d'Etat, ont répondu à l'appel de M. Hans-Dietrich Genscher, qui détient actuellement la présidence des Vingt et Un, afin d'étudier les moyens d'une reprise du dialogue Est-Ouest et d'un renforcement des contacts entre *pays européens, idée chère à Bonn.*

La situation au Moyen-Orient et en Amérique latine figurent également à l'ordre du jour de cette réunion informelle de trois heures, suivie d'un dîner, mardi, qui se tiendra en petit comité (trois personnes par délégation) et sans rédaction de communiqué final.

M. REAGAN FERA UNE VISITE OFFICIELLE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE EN MAI APRÈS LE SOMMET DE BONN

Washington *(AFP, Reuter, UPI).* – Le président Reagan a annoncé, samedi 26 janvier, qu'il effectuera une visite officielle d'Etat de « *quelques jours* » en République fédérale à l'issue du sommet économique des pays industrialisés, qui doit avoir lieu du 2 au 4 mai à Bonn.

Dans *une interview à plusieurs* chaînes de radio américaines, M. Reagan a précisé que les dates de cette visite seraient « *assez rapprochées* » de celle du quarantième anniversaire de l'armistice, le 8 mai, « *pour qu'il se trouve là-bas avec son hôte, le gouvernement allemand, si certaines cérémonies ont lieu à cette occasion* ». M. Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, a, par la suite, indiqué que le séjour de M. Reagan en Allemagne fédérale durerait « *environ deux jours* ». Il a ajouté qu'aucune décision n'avait été prise quant à la façon dont l'administration marquerait le 8 mai et qu'il n'était pas certain que M. Reagan soit encore en Europe à cette date.

ASIE

Afghanistan

Mort d'un des principaux chefs de la résistance dans le nord du pays

Islamabad *(AFP)*. – L'un des principaux commandants de la résistance, Zabiullah, trente ans, a été tué, le mois dernier, dans le nord de l'Afghanistan, à la suite de la trahison de certains de ses compagnons d'armes, a-t-on appris, dimanche 27 janvier, à Peshawar, auprès de son parti, le Jamiat-e-Islami. Le jeune commandant tadjik a été tué, le 14 décembre, avec huit autres maquisards par l'explosion d'une mine alors qu'il revenait en jeep d'une opération au sud de Mazar-i-Sharif, dans le nord du pays.

Selon le professeur Burhanuddin *Rabbani, chef du parti islamiste* Jamiat-e-Islami, considéré comme le plus important de la résistance afghane, le décès de Zabiullah est la conséquence d'un « *complot interne* » à la résistance, monté par les Soviéto-Afghans.

Zabiullah, de son vrai nom Abdul Kader, était considéré comme le plus actif chef de la résistance dans la *province* de Mazar-i-Sharif, où il organisait la lutte armée contre les forces soviéto-afghanes selon les mêmes méthodes que son ami personnel Ahmad Shah Massoud, le commandant de la vallée du Panshir.

Zabiullah avait notamment fait parler de lui au début de l'année 1983 avec l'enlèvement, à Mazar-i-Sharif, de seize conseillers civils soviétiques (*le Monde* des 12, 20 et 21 janvier 1983). Au cours d'une vaste opération héliportée, les Soviétiques avaient découvert et attaqué le lieu de détention des conseillers, sans toutefois empêcher les maquisards d'exécuter la plupart de leurs prisonniers.

D'autre part, un important chef local, allié des forces gouvernementales et des Soviétiques, Cheikh Agha Tchouré, a été assassiné le mardi 22 janvier dans l'hôpital d'Herat (nord-ouest de l'Afghanistan) par des membres de la résistance, a indiqué à l'AFP le porte-parole du Jamiat-e-Islami, à Téhéran. Radio-Kaboul a, par ailleurs, affirmé le 27 janvier que seize personnes avaient été tuées lors d'une attaque pakistanaise la semaine dernière contre une garnison *afghane* dans la province du Kunar, près de la frontière pakistanaise. C'est la première fois, note-t-on, que Kaboul fait état d'une attaque pakistanaise aussi meurtrière depuis que les deux pays échangent des accusations mutuelles de violations de territoire.

Selon plusieurs sources concordantes, enfin, la garnison de Barikot subit un siège de la part de la guérilla depuis plus de deux mois et les tentatives successives des troupes soviéto-afghanes pour briser le blocus se sont révélées vaines. Des diplomates occidentaux à Islamabad, citant les informations recueillies par leurs ambassades à Kaboul, indiquent que des renforts soviétiques ont été envoyés récemment dans les provinces limitrophes du Pakistan, notamment dans la vallée du Kunar. D'importants mouvements de troupes soviéto-afghanes étaient signalés simultanément dimanche dans cette direction et vers la vallée du Panshir.

Japon

L'assassinat d'un « parrain »

Osaka *(AFP)*. – Des centaines de policiers japonais sont sur *les dents depuis le dimanche 27 jan*vier dans la région d'Osaka, où l'on redoute que la mort d'un des principaux patrons du crime organisé au Japon ne déclenche une succession de vendettas.

Masahisa Takenaka, « parrain » du clan le plus puissant de la mafia japonaise, le Yamaguchi-Gumi, a été blessé samedi – il est décédé le lendemain à l'hôpital – de plusieurs coups de feu alors qu'il sortait de sa garçonnière en compagnie de deux de ses lieutenants, qui ont, eux, été tués sur le coup. Le patron d'un gang *rival*, Shuishi Nagano, a été arrêté alors qu'il tentait de fuir le lieu de la fusillade.

Le Yamaguchi-Gumi – dont on estime les effectifs à quelque douze mille membres – a été formé dès 1915, à Kobe, mais il *n'est devenu un véritable empire* que sous la direction de son précédent « parrain », Kazuo Taoka, dit l'« Ours », mort en 1981. Plus des deux tiers des revenus du gang proviennent du trafic de la drogue, mais ses activités s'étendent à la prostitution, aux prêts usuraires, à la contrebande d'armes, et dépassent les limites du Japon pour toucher Taiwan, la Corée du Sud, Hawaï, l'Asie du Sud-Est.

Les affiliés du Yamaguchi-Gumi se distinguent par leurs tatouages bariolés et la coutume de s'amputer de la dernière phalange du petit doigt de la main gauche pour la présenter à leur chef, sur un linge blanc, en signe d'allégeance.

AFRIQUE

Algérie

Lancement d'une campagne en faveur de « l'espacement des naissances »

Alger. – Faute de publicité commerciale, les affiches murales sont rares en Algérie. On n'en remarque que davantage celles qui viennent de faire leur apparition en de nombreux endroits de la capitale, sous l'égide du ministère de la protection sociale confié à une femme (Mme Zhor Ounissi), pour inviter la population à planifier les naissances. Elles représentent un landau surchargé de bébés et lâché sur un plan incliné qui semble conduire droit à l'abîme.

Ainsi les autorités relancent-elles de façon spectaculaire un pro*gramme d'action pour limiter* la croissance démographique élaboré en 1983 à partir d'une résolution adoptée trois ans auparavant par le parti du FLN au pouvoir. Malgré les discours, les chiffres sont plus que jamais préoccupants. Avec un taux démographique de 3,23 % et plus de sept enfants par famille, l'Algérie est en tête de liste des pays natalistes. Alors que les autorités se préoccupent déjà de préparer l'après-pétrole dans la planification économique, il est grand temps de passer à l'acte en matière de maî*trise de la population.*

Il est exclu pour le moment que l'Etat ait recours à des méthodes contraignantes comme en Inde ou en Chine. En revanche, les actions pour modifier les mentalités vont se multiplier. En principe, cela est conforme à un « *avis* » quelque peu ambigu du Conseil supérieur islamique. L'organe religieux suprême en Algérie estime que « *la régulation des naissances est permise lorsqu'elle est pratiquée à titre individuel en cas de nécessité dont l'appréciation est laissée aux intéressés eux-mêmes* ». Il considère que « *si*

De notre correspondant

le gouvernement estime devoir prendre des mesures, il est souhaitable qu'il organise au préalable une campagne d'animation et d'incitation à l'esprit civique ».

Rappelant la position du Conseil islamique pour répondre aux préoccupations de ses lectrices, le quotidien *El Moudjahid* ajoutait récemment : « *D'éminents savants pensent que la religion musulmane ne condamne pas l'espacement des naissances quand ce dernier est conçu dans le cadre de l'intérêt de la collectivité.* »

L'intérêt de l'opinion

Apparemment la préférence des religieux va aux « *moyens naturels* », mais pilules et stérilets sont en principe disponibles. La presse algérienne, si pudibonde par ailleurs, publie parfois des lettres de lecteurs parfaitement explicites qui dénoncent la pénurie de pilules dans les pharmacies. La dernière en date a suscité dans *El Moudjahid* du 27 janvier une mise au point d'un directeur de la santé à Annaba, qui invite les plaignants à s'adresser aux « *centres* d'espacement des naissances » créés un peu partout sur le territoire et où les prestations sont gratuites. Avec les pénuries d'eau, les problèmes de transport, ce sujet alimente désormais la chronique des difficultés de la vie quotidienne dans les journaux. C'est la preuve qu'il a cessé d'être tabou.

Alors que l'image de la famille idéale tend à se modifier, le sort de la femme stérile ou supposée telle n'est pas enviable. *La répudiation* ou plus souvent le divorce sous les pressions de la belle-famille sanctionne cette « *tare* ». D'où les espoirs fondés par beaucoup de patientes en contact, avec ceux des médecins pour lesquels la politique de la famille consiste aussi bien à programmer des naissances qu'à aider les couples sans enfant.

Récemment le Parlement a *été* saisi d'un code de la santé. Les élus du parti unique n'approuvent pas nécessairement tous les projets gouvernementaux. On l'avait déjà vu lors du débat sur le code de la famille au cours duquel certains s'étaient appliqués à modifier dans un sens rétrogrades des textes déjà fort prudents *(le Monde du 1er juin 1984)*. Concernant la santé, des députés ont décidé de différer le débat sur les articles ouvrant la voie à la fécondation artificielle. Estimant prématuré de légiférer, la commission des affaires sociales a laissé cela « *à la libre conscience du médecin* ».

Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* ouvre le dossier. L'Algérie n'en est pas aux *bébés-éprouvettes*, il s'en faut même de beaucoup. L'hebdomadaire présente comme une nouvelle ascension le fait qu'un bébé soit né, il y a un mois, dans un hôpital de la capitale après l'insémination artificielle de la mère avec le sperme de son mari.

L'intérêt concomitant de l'opinion pour cette « *prouesse* » du centre hospitalier et la campagne d'affiches contre ce qu'un journaliste algérien appelle crûment *le* « *lapinage* » n'est nullement paradoxal. Il témoigne d'une même remise en question prudente des traditions.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

République sud-africaine

En prison depuis 1964

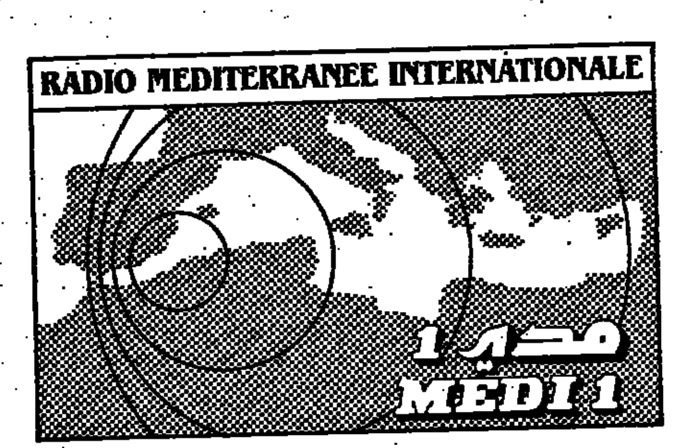
M. NELSON MANDELA DEMANDE A PRETORIA D'ENGAGER LE DIALOGUE AVEC L'ANC

Au cours d'un entretien qu'il a eu, dans sa prison du Cap, avec lord Bethell, député britannique au Parlement européen, et qui a été diffusé par le journal londonien *Sunday on Mail*, M. Nelson Mandela, « *chef historique* » de la résistance noire, a déclaré que la « *lutte armée* » contre l'apartheid se poursuivra tant que Pretoria ne voudra pas discuter avec l'ANC (Congrès national africain). « *La lutte armée nous a été imposée par le gouvernement et s'il veut que nous y mettions fin, la balle est dans son camp* », a notamment déclaré le dirigeant noir.

M. Mandela, qui est âgé de soixante-sept ans et incarcéré depuis 1964, s'est déclaré, par ailleurs, « *en bonne santé* », coupant court aux rumeurs selon lesquelles il souffrirait d'un cancer. Tout en se plaignant de la censure de son courrier, il a dit que les conditions de détention étaient « *correctes* » au Cap. En revanche, a-t-il ajouté, ses dix premières années de détention, à Robben Island, pénitencier situé au large du Cap, ont été très dures, car il était battu, contraint de travailler *pendant de longues heures dans* une carrière et mal nourri. – *(Reuter.)*

Nous avons déjà 18.000.000 de clients pour vous chaque jour.

Ils attendent de faire votre connaissance.



Depuis le 3 janvier 1983
avec la puissance de ses 2000 kW Grandes Ondes,
RADIO MÉDITERRANÉE INTERNATIONALE
EST DEVENUE LE 1er MÉDIA DU MAGHREB

Notre formule :
"une voix, deux langues, dire bonjour en arabe et au revoir en français".

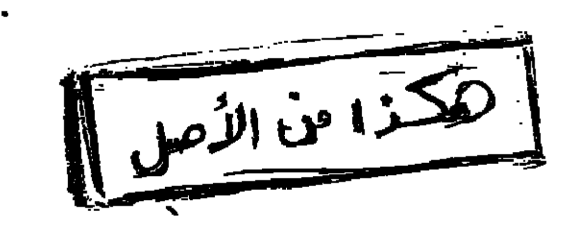
Vos produits peuvent-ils en dire autant ?

Nous sommes le 1er exportateur dans le Maghreb.

LE MONDE : "L'engouement des Algériens." "Même pour la météo, les gens lui font davantage confiance." "... les oreilles pleines d'une publicité pour Maghrébins, inexistante sur les ondes nationales." "Elle a su correspondre et coïncider sociologiquement avec la réalité bilingue d'une grande partie du public. On ne peut comprendre l'immense audience de RMI au Maghreb (on estime qu'elle touche plus de 18 millions d'auditeurs) sans tenir compte de ce fait social." **L'EXPRESS : "Tout le Maghreb est maintenant branché..."** "... la lettre d'un Grec voulant épouser une Marocaine (...), la réflexion d'un travailleur émigré marocain qui écoutait Médi 1 sur son transistor à Marseille et qui à son retour au pays s'étonnait : "Tiens ! je croyais que c'était une radio française !" **JEUNE AFRIQUE :** "Qu'on le veuille ou non, ..., après la création de cette radio, il existe un phénomène Médi 1." **LE POINT : "Une nouvelle voix pour le Maghreb."** "Une formule "music and news" originale adaptée au slogan "une voix deux langues." **TELERAMA :** "... En tendant un peu l'oreille, le voyageur attentif peut faire la traversée du Maroc sur une seule longueur d'onde : celle de Radio Méditerranée Internationale". **LIBERATION :** "Médi 1 se situe entre RMC et Europe 1 (...), Médi 1 a quelque chose de plus qui colle avec l'électricité, le plastique et les bagnoles : la publicité".

Siège Social : TANGER (Maroc)
SERVICES COMMERCIAUX INTERNATIONAUX :
78, avenue Raymond-Poincaré 75116 Paris - tél. : (1) 500.72.80 - (1) 500.76.72 - télex : 614264 F.
(Bureau national : Tour des Habous - Casablanca - Maroc)

Agence ZIG-ZAG - Paris



هكذا من الأصل

politique

LES RELATIONS PC-PS

Frissons et discipline

Les socialistes perçoivent, disent-ils, un doux *« frémissement »* de l'opinion. Les Français commenceraient à convenir que la gauche n'est pas si nulle qu'on le dit. Méthode Coué ou non, cette affirmation, ou cette intuition, tombe à pic : la campagne pour les élections cantonales des 10 et 17 mars vient de s'engager.

Les communistes frémissent aussi, mais d'horreur. Ce frisson ne les quitte plus depuis qu'ils ne sont plus au gouvernement. Mais jamais *l'Humanité* n'avait été saisie à un tel degré par l'angoisse. *« Tout va bien pour... la Bourse »,* titre le quotidien du PCF, ce lundi 28 janvier. *« L'optimisme béat »* des socialistes est jugé *« insupportable »* et l'on relève que les grands moyens d'information *« qui épousent constamment les thèse du patronat »* orchestrent les améliorations de la situation économique vantées par le gouvernement. *Manière de dire que* le socialisme version PS et le patronat, c'est du pareil au même.

« L'économie stagne. L'investissement régresse. Le pouvoir d'achat recule. Et le chômage continue de plus belle » : on croirait entendre, à quelques nuances près, M. Jacques Chirac, président du RPR, lorsqu'il s'en prenait à la politique économique conduite par son successeur, M. Raymond Barre, avant 1981. *On se souvient* qu'à cette époque une telle entreprise de démolition avait favorisé l'arrivée de la gauche au pouvoir.

La direction du Parti communiste joue, comme à la plus belle époque de la rupture de l'union en 1977, sur le thème de la trahison. M. Anicet Le Pors lui-même, ancien ministre, qui était contre le départ des communistes du gouvernement en juillet dernier, souligne que *ses anciens alliés retombent « dans les ornières de la gestion capitaliste ».*

Les socialistes espèrent que la désillusion de leur électorat — cette *« déception révolutionnaire des masses »,* comme disait Léon Blum — ne durera pas. Un jour ou l'autre, les *électeurs prendront* consience qu'ils ont trop rêvé et que la réalité présente n'est pas si éloignée de celle à laquelle ils devraient s'attendre.

Dans ces analyses contradictoires, les socialistes paraissent prendre l'avantage, si l'on en croit le sondage publié par *Libération.* Ce ne sont pas les *promesses du président* de la République qui sont les premières responsables de la déception, mais plutôt le fait que les Français ont trop attendu de la gauche, estiment une large majorité des électeurs de M. Mitterrand interrogés par la SOFRES.

Comme en 1977, une formidable partie de bras de fer est engagée entre le PC et le PS. Les socialistes avaient gagné la première en tirant dans leur sillage l'électorat communiste et *en contraignant,* du même coup, la direction du PCF à respecter la *« discipline républicaine »,* c'est-à-dire le désistement automatique.

Le combat, sur le fond, est le même, bien que la réforme du mode de scrutin envisagée pour 1986 en modifiera sensiblement les apparences. Dans l'immédiat, la question est posée pour les élections cantonales. Alors que M. André Lajoinie affirmait, à la fin de l'année dernière, *qu'il s'agissait pour* le PCF de tout faire pour battre la droite, les dirigeants communistes laissent aujourd'hui planer une menace. Au Parti socialiste, on ne s'en inquiète guère, dans la mesure où cette technique du chantage électoral est classique, d'autant qu'elle est mise en avant dans la phase préparatoire d'un congrès difficile pour la direction du PC.

L'effondrement électoral du PC, confirmé par les élections européennes de juin 1984, préoccupe plus les uns et les autres que la *« discipline républicaine ».* Les socialistes parce que cette perte d'influence s'exerce aussi à leur détriment. Les communistes parce que leur présence au second tour — il faut avoir franchi la barre des 10 % des inscrits au premier tour pour pouvoir y participer — sera, de toute façon, largement posée.

JEAN-YVES LHOMEAU.

DÉFENSE

ESCALES INÉDITES, EXERCICES ANTI-SOUS-MARIN ET MISSIONS HUMANITAIRES

L'escadre de l'Atlantique en ambassade

Pour la première fois depuis l'indépendance de la Guinée, il y a plus d'un quart de siècle, un officier général français, le contre-amiral Alain Coatanea, commandant l'escadre de l'Atlantique, et trois bâtiments de guerre français, la frégate *Duguay-Trouin,* l'escorteur d'escadre *Duperré* et le pétrolier-ravitailleur *Durance,* feront escale à Conakry du 11 au 14 février prochain, à l'occasion de la grande croisière d'hiver de l'escadre de l'Atlantique qui a commencé dimanche 27 janvier à Brest.

Baptisée « Okoumé-85 », cette mission de l'escadre de l'Atlantique comporte quarante jours de mer, au cours desquels une douzaine de bâtiments français parcourront l'équivalent de 20 000 kilomètres, et dix-huit jours d'escale en pays étrangers.

Pour l'essentiel de ses activités, l'escadre de l'Atlantique, qui comprend une quinzaine de frégates et d'escorteurs autour du porte-hélicoptères *Jeanne-d'Arc,* assure des tâches de protection de la navigation commerciale, de présence en mer pour la défense des intérêts maritimes nationaux et de sécurité des déplacements des sous-marins nucléaires stratégiques. En 1983 et en 1984, elle a même participé au soutien des contingents français au Liban avec, pendant des mois, devant Beyrouth, l'escorteur d'escadre *Dupetit-Thouars,* le transporteur de chalands de débarquement *Ouragan* et le pétrolier-ravitailleur *Durance.* Quatre mille marins, dont deux cent cinquante officiers, la servent.

Outre son escale à Conakry, l'escadre de l'Atlantique devrait réaliser d'autres « premières », à commencer par une série d'exercices, qui devraient durer trois semaines, avec le sous-marin nucléaire d'attaque *Saphir,* au large du golfe de Guinée.

Pour le reste, l'escadre de l'Atlantique s'exercera, pendant sa mission « Okoumé-85 », avec les forces aériennes et navales de certains pays, comme le Portugal, l'Espagne ou le Togo.

L'escadre du contre-amiral Coatanea à également inscrit à son programme une série de missions accomplies à titre humanitaire pour le compte d'organisations charitables. C'est *ainsi* qu'*elle* remettra à des paysans du Togo des charrues offertes par des agriculteurs bretons et que l'équipage de l'aviso *Jean-Moulin* doit repeindre l'hôpital d'Accra.

J. I.

LA PRÉPARATION DU XXVe CONGRÈS DU PCF

EN HAUTE-VIENNE

Il faut que le parti « retrouve sa crédibilité »

déclare M. Rigout

Limoges. — C'est par une procédure tout à fait inhabituelle, un vote « à double détente », que la fédération de la Haute-Vienne du PCF a exprimé sa position, au soir du dimanche 27 janvier, en conclusion des deux jours de travaux de sa conférence fédérale. Cent soixante-dix délégués étant présents, le projet de résolution proposé par le comité central pour le vingt-cinquième congrès a été repoussé par 66 voix (38,8 % des suffrages) contre 30 (17,6 %) ; il y eu 62 abstentions (36,4 %) et 12 refus de vote (7,2 %). Le projet remodelé par 68 amendements — dont plusieurs, au dire de certains délégués, apportent des modifications de fond au texte initial de la direction du PCF, — au terme d'un *« débat démocratique qui s'est déployé de manière remarquablement calme et responsable »,* selon les paroles du premier secrétaire de la fédération, M. Eric Fabre, a été adopté par 139 voix 81,7 %) contre (7,2 %), avec 19 abstentions (11,1 %).

Le débat a donc été très « pointu », samedi et dimanche, à Limoges. *« Il a,* dit M. Fabre, *exprimé, dans toute leur diversité, les opinions des communistes de la Haute-Vienne ; une diversité d'où se sont dégagées nettement les orientations largement majoritaires. »*

Ces lignes de force sont au nombre de quatre :

— « Coller » aux luttes populaires, notamment face aux fermetures d'entreprises et aux problèmes paysans, toujours sensibles en Limousin ;

— Mieux définir le *« socialisme démocratique et autogestionnaire »,* que reprend à son compte le *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »* (concept dont la conférence fédérale a demandé *« une définition beaucoup plus précise et articulée »)* ;

— Mieux évaluer *« les responsabilités propres du parti, à tous les niveaux, dans les reculs graves enregistrés ces dernières années et que l'on ne peut dissocier de la façon dont nous avons mis en œuvre notre stratégie »* ; cet appel à l'autocritique a été très largement repris dans les travaux de la conférence fédérale ;

— Donner une expression claire et, surtout, *« stable »* de l'appréciation portée par le PCF sur l'Union

De notre correspondant

soviétique et les pays socialistes, *« tant pour ce que nous approuvons que pour ce que nous désapprouvons, notamment en matière de manquements aux exigences démocratiques universelles dont le socialisme est porteur ».*

« Consolider l'unité »

M. Marcel Rigout, ancien ministre, qui « suivait », pour le comité central, la conférence de sa fédération et qui s'était lui-même abstenu, en octobre dernier, sur le projet de résolution, a insisté, en conclusion des travaux, sur *« le caractère exemplaire de la préparation et de la tenue »* de cette conférence, qui, a-t-il dit, *« est une démonstration concrète du centralisme démocratique, tel qu'il peut et doit s'exercer ».* M. Rigout a souligné que le débat *« s'est déroulé uniquement sur ce qui était en discussion : le document préparatoire adopté par la majorité du comité central ». « Notre souci,* a-t-il dit, *c'est de consolider l'unité du parti, mais nous voulons que cette unité soit vraie ; elle ne doit pas être confondue avec l'abstraction, le monolithisme, l'inconditionnalité, la confiance aveugle. »*

« Il faut, a conclu M. Rigout, *que le parti retrouve sa crédibilité ; chacun doit en convenir, notre image s'est profondément dégradée ; il sera peut-être long et difficile de remonter la pente et de donner de notre parti l'image qui doit être la sienne, c'est-à-dire celle d'un parti vivant, d'un parti uni mais divers, d'un parti ouvert, rassembleur et unitaire, d'un aprti novateur et constructeur. »*

Les résultats de cette conférence fédérale viennent couronner un débat qui s'était ouvert, en Haute-Vienne, après les élections européennes ; un débat sans nul doute voulu par la « base », mais qui avait été lancé par la direction fédérale elle-même. Celle-ci avait demandé aux responsables des sections et des cellules, ainsi qu'à ses élus locaux et départementaux, de lui adresser un maximum de contributions écrites, *« note de réflexions personnelles ou comptes rendus de réunions ou de rencontres ».* Une cinquantaine de textes très étoffés lui étaient parvenus de cellules, de sections et de militants s'exprimant individuellement. C'était, avant la publication du projet de résolution soumis au vingt-cinquième congrès, un débat sans ligne directrice préétablie, et dont tout semble indiquer qu'il avait donné lieu à un foisonnement d'idées très libre.

Cependant, la fédération de la Haute-Vienne refuse l'étiquette de chef de file du courant « rénovateur » qui commence à lui être accolée. *« Cette classification rénovateur-conservateur, c'est une simplification des médias et une idée fausse,* disait, dimanche soir, un dirigeant fédéral. *Des militants qui pensent qu'on n'aurait pas dû aller au gouvernement en 1981 et, d'autres, qui estiment qu'on aurait dû y rester, se sont malgré ces divergences de vues, retrouvés, au moment du vote, pour exiger la même chose : la cohérence d'une ligne politique. »*

GEORGES CHATAIN.

M. LE PORS : les socialistes gèrent le capitalisme.

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF et ancien ministre, a déclaré dimanche 27 janvier à l'émission « Midi Presse » sur TF 1 que le PS, *« parti social-démocrate incontestable (...), a adopté une logique politique de développement qui le fait retomber dans les ornières de la gestion capitaliste ».* M. Le Pors a en même temps fait observer que le parti communiste *« reste fermement partisan de l'union de la gauche (...) mais que, pour le moment,* [son] *partenaire ne crée pas les conditions heureuses pour une union solide ».*

A propos de la politique économique et sociale, il a estimé qu'il fallait *« aller dans un autre sens »,* car, a-t-il dit, *« elle aboutit à l'échec et à l'aggravation de nos difficultés ».* M. Le Pors a souligné, à cet égard, que, *« pour la première fois depuis 1958, le pouvoir d'achat horaire des ouvriers avait perdu 0,6 % en 1984 ». « Ce gouvernement (...) a imposé* [aux salariés] *une politique d'austérité que la droite n'était pas parvenue à imposer »,* a-t-il ajouté.

M. Le Pors ne s'est pas prononcé sur l'attitude qu'adopterait le PCF au second tour des élections cantonales. *« Ce n'est pas une question qui se pose dans les profondeurs de la société française »,* a-t-il observé, en soulignant que ses électeurs de Nanterre (Hauts-de-Seine) sont davantage préoccupés par *« le chômage, le pouvoir d'achat ou l'insécurité ».*

Quant à l'avenir de l'union de la gauche, il s'est refusé à faire des pronostics, se bornant à rappeler que son premier métier avait été celui de météorologiste. *« Il n'y a pas d'exemple qu'après la pluie ne vienne pas le beau temps »,* a-t-il noté.

Il s'est enfin inquiété de *« la présidentialisation effective »* des institutions, ce qui est *« contraire »,* a-t-il dit, *« aux appels à la responsabilité des gens ».*

CORRESPONDANCE

LE RETRAIT DE M. SANGUEDOLCE DU COMITÉ CENTRAL

*M. Joseph Sanguedolce, ancien maire de Saint-Etienne, qui a décidé de se retirer du comité central du Parti communiste (*le Monde *du 23 janvier), nous précise à ce sujet :*

Je suis un militant communiste depuis 1935. J'ai occupé des responsabilités syndicales à la Fédération des mineurs et à l'union départementale CGT. Je suis membre du comité central du Parti communiste français depuis 1954, et j'ai été maire de Saint-Etienne de 1977 à 1983.

J'ai soixante-cinq ans et j'ai décidé d'adapter mon activité de militant en fonction de mon âge. Je dois vous rappeler que j'ai été prisonnier de guerre au stalag 7-A. Rentré en France j'ai participé à la Résistance. Arrêté, j'ai été déporté à Dachau. Mon état de santé est encore bon, mais je ne veux pas disperser mon activité. Voilà pourquoi j'ai décidé de continuer à militer essentiellement au niveau départemental et local.

Pour être complet, je vous indique que j'ai défendu le projet de résolution au comité central ainsi qu'à la conférence fédérale, car je suis d'accord avec l'analyse qu'il fait de la situation.

Une évolution des comportements

(Suite de la première page.)

Du moins, n'a-t-elle pas démenti les chiffres cités ci-dessus lorsqu'ils ont été rendus publics, dans la presse à la fin de la semaine.

La démarche suivie par la fédération des Hautes-Alpes est dépourvue d'ambiguïté. Il en est de même pour celle de la Haute-Vienne, qui, comme l'avait fait auparavant la section d'Ajaccio (*le Monde* du 24 janvier), a choisi d'émettre deux votes, l'un sur le texte de la direction, tel quel, l'autre sur un texte amendé. Les choses sont rarement aussi claires. Les amendements soumis aux conférences fédérales et, éventuellement, adoptés par elles ne sont pas rendus publics dans le détail, et le vote final peut recouvrir des motivations diverses : vote pour la direction par accord avec sa « ligne » ou par souci de donner une image de cohésion du parti pour les uns ; vote pour un texte modifié pour d'autres ; ou encore, dans certains cas, vote tactique, destiné à conforter, face à la direction du parti, une équipe fédérale qui s'est montrée ouverte au débat. A chacune de ces intentions s'oppose une intention contraire, qui peut s'exprimer par un vote « contre » ou une abstention.

Certes, en revendiquant la totalité des votes « pour » comme traduisant une *« approbation massive »* de sa politique, la direction du parti n'est pas seulement dans son droit. Elle exprime bien la tendance générale qui s'affirme dans la préparation du congrès.

Cette tendance, toutefois, doit être appréciée en tenant compte de la variété des situations. Dans la Meurthe-et-Moselle, par exemple, fédération où le débat consécutif aux élections européennes a été intense, le projet de résolution, modifié par une quarantaine d'amendements, a été adopté par 75 % des délégués à la conférence fédérale, le quart restant s'étant partagé à peu près également en votes « contre » et abstentions. La signification de ce résultat est éclairée par celui d'un précédent vote de la même conférence, portant sur le rapport du premier secrétaire, M. Alain Amicabile, qui a recueilli 90 % des voix, avec 10 % d'abstentions. Ce soutien massif est allé à une direction fédérale qui a été, ces temps derniers, la cible de plusieurs attaques venues du sommet du parti. La façon dont la direction fédérale a mené le débat semble ainsi correspondre aux souhaits des militants, même si ceux-ci ne sont pas pour autant unanimes, ni sur les orientations ni sur l'attitude qu'il convient d'adopter dans la période actuelle.

La répartition des votes est très amplement favorable à la direction à quelques exceptions près, comme la fédération de la Haute-Corse, dont la conférence a donné 51 voix pour le projet de résolution, 36 contre, avec 13 abstentions. A l'inverse de cette petite fédération, la grande fédération du Nord a donné 96,60 % de ses voix, au niveau de sa conférence, au texte de la direction, les « contre » ne représentant que 0,90 % des 442 délégués, et les abstentions, 2,48 %. L'exemple de cette fédération, qui a rendu publics les résultats de ses conférences de sections, permet d'observer le filtrage dû à la sélection des délégués d'un niveau à l'autre. En effet, le projet de résolution n'avait été adopté que par 89,07 % des délégués aux conférences de sections, deux d'entre elles rejetant le texte.

Comme ceux de la fédération du Nord, les débats de la fédération de la Haute-Garonne ont mis en évidence les préoccupations des communistes face à la situation électorale de leur parti et aux choix de la direction. La proportion des votes « contre » et des abstentions a été relativement élevée dans les sections toulousaines. A la conférence fédérale, sur 276 délégués, 6 ont voté contre le projet et 25 se sont abstenus. Mme Sylviane Ainardi, premier secrétaire de la fédération, a admis qu'il s'agit là d'un résultat *« inhabituel ».* Si l'opposition de M. Daniel Garripuy — qui avait été, au vingt-quatrième congrès, en février 1982, le seul délégué à exprimer son désaccord avec la direction — n'est pas nouvelle, celle de M. Alain Pecastaing, conseiller municipal de Toulouse, a créé une certaine surprise. A la différence de ce qui s'était passé il y a trois ans, aucun représentant des minoritaires n'a été élu délégué au congrès.

PATRICK JARREAU.

● *M. Zuber à la tête d'une mission pour l'Alsace.* — M. Fabius a nommé, vendredi 25 janvier, M. Bernard Zuber, âgé de quarante-huit ans, originaire de Saverne (Bas-Rhin), conseiller-maître à la Cour des comptes, comme responsable de la mission interministérielle pour le développement technologique et la modernisation industrielle de l'Alsace, dont l'idée avait été lancée par M. Mitterrand, le 22 novembre dernier à Mulhouse. Le premier ministre a demandé à M. Zuber de lui remettre dans un délai de deux mois ses premières propositions. Il lui a précisé que le gouvernement *« souhaite que l'Alsace soit à même de confirmer sa place éminente et son rayonnement international dans le domaine scientifique »* et qu'il *« est convaincu que le tissu industriel très développé dans cette région nécessite aujourd'hui un effort de modernisation important ».*

AU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Les élections cantonales seront « l'occasion de renforcer le soutien à la politique de la gauche »

Le comité directeur du PS, qui s'est réuni le samedi 26 janvier à Paris, a adopté un texte appelant à la mobilisation du parti pour les élections cantonales de mars prochain.

La perspective de ce scrutin, qui constituera pour les socialistes un « galop d'essai » avant les législatives de 1986, a, comme il était logique, dominé les débats. Le contenu du nouveau « *contrat* » que le PS propose aux électeurs pour les *législatives* est de plus en plus souvent évoqué dans les débats intérieurs du parti.

Les socialistes cherchent aujourd'hui à relativiser les données évolutives du paysage politique. Ce nouvel état d'esprit s'est essentiellement manifesté dans la façon d'appréhender les meilleurs résultats économiques, la stabilisation de leur image dans l'opinion que les socialistes croient déceler (*le Monde* du 26 janvier) et l'affaire de la Nouvelle-Calédonie.

S'ils estiment que le pouvoir a, jusqu'à maintenant, effectué – globalement – un « *sans faute* » sur la Nouvelle-Calédonie, selon l'expression d'un parlementaire, les socialistes mesurent les risques potentiels de ce dossier. Tandis que Mme Geneviève Domenach-Chich (courant Mauroy), qui a vécu elle-même la réalité des pieds-noirs d'Afrique du Nord, soulignait le parallélisme Nouvelle-Calédonie-Algérie dans la perception tardive par les Européens de la revendication d'identité des peuples autochtones, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, affirmait la nécessité pour les socialistes de trouver une méthode d'action conforme à leurs principes. Pour sa part, M. Robert Chapuis (rocardien), soulignait les risques et les limites de l'état d'urgence, qui « *doit recréer les chances du dialogue* ».

La complexité du dossier est illustrée par les approches apperemment différentes de M. Chapuis d'un côté, de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du budget, et Mme Françoise Gaspard (courant Mauroy) de l'autre. Pour M. Chapuis, il faut éviter de ramener la question néo-calédonienne à « *un débat interne gauche-droite* », alors que Mme Gaspard se demande comment débattre avec des gens qui, « *faute d'aiguiser les couteaux de cuisine, chargent les fusils* », et M. Emmanuelli affirme qu'il convient d'empêcher « *les mêmes hommes, avec les mêmes méthodes* », d'abattre la cinquième République comme ils ont abattu la quatrième à l'occasion du drame algérien...

Le « frémissement » de l'opinion

Moins porteuses d'incertitudes dramatiques, les relations de la gauche avec l'opinion en métropole ne suscitent pas, malgré le « *frémissement* » que les socialistes croient percevoir, un optimisme sans frein.

Pour M. Jospin, « *le retournement de l'opinion* », qui « *ne s'est pas encore opéré* », ne « *deviendra saisissable qu'à force de présence, d'expression et d'action du parti* ».

De son côté, M. Jean-Paul Planchou (CERES) a estimé que l'amélioration ressentie vient « *d'abord d'une meilleure maîtrise gouvernementale, d'une plus grande cohérence de l'équipe au pouvoir* ».

Bien que le bilan économique à mi-septennat leur donne quelque satisfaction, les socialistes savent que les indices sont fragiles et qu'une politique économique et sociale n'est pas jugée seulement sur la réalité des chiffres. « *Ce ne sont pas*, a expliqué M. Planchou, *les évolutions des grandeurs économiques en tant que telles qui sont vécues, ce sont les effets sociaux ressentis d'une politique économique qui emportent ou non l'adhésion.* »

Les socialistes savent qu'en période électorale, le parti majoritaire n'a d'autre choix, dans la Ve République, que de « coller » au gouvernement. C'est pourquoi le texte relatif aux élections cantonales adopté par le comité directeur souhaite que ces élections « *soient l'occasion de renforcer le soutien à la politique de la gauche et d'en populariser les résultats* ». Mais c'est pourquoi aussi certains voudraient que cette politique soit plus « lisible » par les électeurs de la gauche.

L'opposition et le PC

MM. Goux et Planchou ont demandé que le gouvernement prenne des initiatives symboliques et offensives, sans se contenter de « *gouverner en creux* », selon l'expression de M. Planchou. Pour M. Goux, le gouvernement devrait s'engager à maintenir à 25 % la part de la richesse nationale consacrée aux prestaions sociales, ainsi qu'à diminuer tous les ans le déficit budgétaire. Il souhaite une baisse de la taxe d'habitation et aimerait que le secteur pulic nationalisé fasse un effort particulier d'investissement.

M. Emmanuelli a répondu d'une formule lapidaire : « *Rien ne serait pire*, a-t-il dit, *que de forcer un convalescent qui remarche à peine à courir une sorte de marathon.* »

Les socialistes se sont efforcé de ne pas rester les yeux fixés sur les indices. Ils veulent tenter d'assumer leur rôle de force de proposition. Le débat sur le nouveau « *contrat* » a donc été entrouvert. M. Jospin a affirmé : « *Nous aurons à débattre sans procès et sans* à priori. » Pour M. Chapuis, qui veut « *retrouver l'esprit de réforme* », les socialistes doivent envisager que la ligne de leur parti soit « *prolongée, précisée, voire révisée* ».

Dans l'immédiat, le PS se préoccupe avant tout des élections cantonales. Mme Françoise Seligmann a rappelé que la sécurité « *sera l'un des principaux thèmes de la campagne électorale qui s'ouvre* ». Elle a dressé une sorte d'argumentaire destiné à répondre aux « *arguments simplistes et irresponsables qui foisonnent* » à droite.

A la mi-décembre 1984, la direction du PS constatait encore que, sur le terrain, certains élus rechignaient à donner à ces élections locales une portée politique nationale. Il apparaît maintenant que la « *révalorisation politique* » de ces cantonales, selon la formule d'un parlementaire, a probablement été faite (*le Monde* du 26 janvier) et qu'en tout cas les militants sont remobilisés.

Qui dit mobilisation dit lutte contre la droite. M. Jospin a dénoncé vivement les principaux dirigeants de l'opposition, qu'il a jugés « *dangereux* » : M. Jean-Marie Le Pen pour son extrémisme ; M. Valéry Giscard d'Estaing pour son « *esprit de revanche* » ; M. Raymond Barre pour son « *absence de modestie* ». « *Il y a*, a lancé M. Jospin, *comme du Salazar dans ses débuts chez Raymond Barre.* » Quant à M. Jacques Chirac, « dangereux » par son « *opportunisme* », il a eu droit à un traitement spécial, puisque M. Jospin s'est employé, force citations à l'appui, à l'enfermer dans ses contradictions.

Pour M. Jospin, la droite n'est « *cimentée* » que contre les socialistes; car elle oscille entre deux pôles : « *l'unité par tactique, la division comme réalité* ».

Second volet politique de ces élections cantonales : l'attitude des communistes. M. Jospin a souligné que si la direction du PC « *semble avoir arrêté son attitude à notre égard* », elle n'a « *plus de stratégie politique* ». Pour les cantonales, les socialistes « *ne doivent pas s'en préoccuper à l'excès* ».

Malgré tout, les conversations de couloir ont montré que les socialistes sont, de fait, préoccupés par ce qu'ils ressentent parfois, sur le terrain, comme une *quasi-disparition* des communistes. Ils craignent que les anciens électeurs du PC ne s'égayent dans la nature et ne reportent pas, en tout cas, leurs voix sur les candidats socialistes.

Une délégation a été constituée, à l'intérieur du comité directeur, pour examiner la question des relations PS-PC, dans l'optique des cantonales. Cette délégation devrait apporter sa contribution au rapport qui sera soumis au bureau exécutif du parti, mercredi *30* janvier, par les socialistes membres de la délégation (1) invitée à assister au congrès du PCF.

La réforme du mode de scrutin pour les *élections législatives* – introduction d'une dose de proportionnelle – a permis à M. Jospin d'indiquer qu'il serait nécessaire de tenir compte des « *habitudes prises* » par les électeurs.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Cette délégation, conduite par M. Marcel Debarge, comprend aussi MM. *Pierre Brana, Luc Soubré et Jac*ques Delhy, premier secrétaire de la fédération socialiste de Seine-Saint-Denis.

La « bataille de l'emploi »

Le comité directeur a adopté un appel à la mobilisation pour les élections cantonales.

Après avoir rappelé « *les dangers d'une gestion de droite en matière d'aide sociale, de solidarité, de lutte contre le chômage, de politique culturelle, de politique de la jeunesse* », le texte affirme : « *Que les élections cantonales soient l'occasion de renforcer le soutien à la politique de la gauche et d'abord d'en populariser les résultats ! Des mesures rudes ont été nécessaires (...). Aujourd'hui, les socialistes sont en train de réussir l'assainissement économique (...). Dès maintenant, à partir des résultats acquis, d'une économie en progrès, il faut gagner la bataille pour l'emploi. C'est là que le gouvernement concentre ses efforts (...). Cet effort peut encore être accru : toutes les possibilités seront explorées. Que les Français (...) marquent leur volonté de gagner contre les professionnels du dénigrement, de la morosité, du défaitisme.* »

Le texte ajoute : « *Gagnons aussi pour la liberté. L'imposture du printemps dernier éclate aujourd'hui aux yeux de tous (...). La droite, qui s'était affublée du masque de la liberté, montre aujourd'hui son vrai visage : celui de l'* « *ordre moral* ». *L'ombre de Le Pen s'étend sur la droite. Le Parti socialiste appelle (...) à s'unir pour dire non à l'ordre moral, non aux atteintes et aux menaces contre la liberté d'expression.* »

M. Mitterrand à Angoulême

ENTRE CHARENTAIS

(De notre correspondant.)

Angoulême. – Samedi 26 janvier à Angoulême, M. Mitterrand a passé plus de temps au conseil général de la Charente que sous la « bulle » du Salon de la bande dessinée, *objectif de sa visite* (*lire* page 20). En glissant à la dernière minute son invitation dans celle du maire socialiste de la ville, M. Pierre-Rémi Houssin, président du conseil général (RPR), a réussi un joli coup à six semaines des cantonales.

Le président de la République a été plus qu'aimable. On était entre Charentais ; trois au moins des trente-cinq conseillers généraux avaient été des condisciples à l'Institut Saint-Paul d'Angoulême.

Certes, M. Mitterrand est resté ferme sur les principes. Au président Houssin, qui s'était plaint des conséquences financières de la décentralisation, le chef de l'Etat a rappelé qu'une commission nationale de contrôle, où les élus de l'opposition détiennent la majorité, avait reconnu que le transfert des compétences s'était accompagné, au centime près, des ressources correspondantes. Même réponse sur les infrastructures routières : l'Etat respectera le contrat du Plan, ni plus ni moins.

En revanche, sur un certain nombre de dossiers agricoles, le pouvoir peut faire un geste : attribution d'un supplément de quotas aux laiteries pour calamités agricoles et mise en place de capsules-congé pour le pineau, M. Mitterrand est « *personnellement favorable* » à la liberté des prix pour le cognac.

J.-P. D.

POLITIQUE

M. GRIOTTERAY ET L'IMMIGRATION

L'excision sera-t-elle remboursée par la Sécurité sociale ?

De notre correspondant

Toulon. – Invité à Fréjus, la semaine dernière, par M. François Léotard, maire de la ville et secrétaire général du PR, M. Alain Griotteray (PR), maire de Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), a donné le coup d'envoi d'une *« campagne pour l'organisation d'un référendum sur l'immigration »*.

Ne s'embarrassant pas de nuances, l'auteur de *les Immigrés : le choc*, a posé quelques questions à son auditoire : *« Va-t-on légaliser l'excision des petites filles et la faire rembourser par la Sécurité sociale sous prétexte que c'est une coutume traditionnelle dans certains pays africains ? Va-t-on protéger les vaches dans les quartiers hindous ? Va-t-on supprimer la mixité dans les écoles pour faire plaisir aux imams ? Va-t-on légaliser les jeux de hasard et d'argent des Chinois ? »*

Pour M. Griotteray *« l'immigration massive que notre pays continue de subir est le plus grave problème auquel la France a à faire face depuis la décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie »*, et *« cette population étrangère ne répond à aucun besoin »*.

M. Griotteray, au nom du PR, a souhaité que soit *« réglé le problème en plaçant les étrangers devant l'alternative suivante : s'assimiler pleinement à la France ou repartir »*. Il a proposé que tous les Français soient consultés par voie de référendum sur ce problème et sur la création d'*« un haut commissariat aux étrangers, chargé de mettre en œuvre une politique restrictive de l'immigration »*.

J. L.

NI DE DROITE NI DE GAUCHE

Le désengagement des Français augmente

Les Français qui refusent de se laisser classer sur l'échiquier politique sont de plus en plus nombreux : 20 % en 1981 ; 22 % en 1983 ; 27 % en janvier 1985. C'est une des indications fournies par un sondage de la SOFRES publié, lundi 28 janvier, dans le quotidien *Libération*.

D'après cette enquête réalisée du 9 au 12 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 32 % des Français se déclarent de gauche et 35 % de droite. En octobre 1983 (enquête SOFRES-*Figaro*), ils étaient respectivement 34 % et 36 %, et en février 1981 (enquête SOFRES-*Nouvel Observateur*) 42 % et 31 %. En quatre ans, 10 % des Français ont donc abandonné la gauche.

Ce sont essentiellement les ouvriers (37 %), les hommes (34 %) et les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans (36 %) qui fournissent la plus grosse part de ceux qui avouent être de gauche. Le taux le plus élevé des gens de droite se trouve chez les petits commerçants et artisans (52 %) et les personnes âgées de trente-cinq à quarante-neuf ans (42 %). Lorsqu'on demande aux personnes interrogées pourquoi elles sont de gauche, 77 % répondent que c'est parce qu'elles croient *« à certaines valeurs »*, telles la justice, la générosité et la fraternité ; et 20 % parce qu'elles *« veulent lutter contre le capitalisme et construire le socialisme »*.

Les Français sont en tout cas nombreux (60 %) à souhaiter que la gauche se rénove en profondeur dans les prochaines années (60 % chez les sympathisants communistes et 63 % chez les sympathisants socialistes). 14 % d'entre eux seulement se prononça pour un retour de la gauche à ses idées traditionnelles.

LE DÉSINTÉRÊT DES JEUNES POUR LA POLITIQUE SELON INFOMÉTRIE

L'hebdomadaire *le Point* publie, lundi 28 janvier, un sondage réalisé par Infométrie, en novembre dernier, auprès d'un échantillon représentatif de huit cents jeunes de seize à dix-huit ans.

D'après cette enquête, 73,4 % d'entre eux se déclarent *« peu »* ou *« pas du tout intéressé »* par la vie politique française, contre 26,6 % qui émettent l'avis contraire. Les partis politiques n'attirent pas non plus leurs faveurs. En effet, si 68,1 % des jeunes s'intéressent à la vie politique en tant que futur électeur, 13,1 % seulement le font en tant que sympathisant d'un parti et 2 % en tant que membre d'un parti.

Ils sont nombreux (74,7 %) à affirmer vouloir user de leur droit de vote pour les élections législatives de 1986, mais refusent encore (59,1 %) de se prononcer en faveur d'un parti. Parmi les 40,9 % qui ont déjà fait leur choix, l'opposition est largement majoritaire : s'ils devaient voter aujourd'hui, 10,7 % d'entre eux choisiraient le RPR, 4,9 % l'UDF et 2,6 % le Front national, tandis que 8,6 % choisiraient le PS et 2,9 % le PC – les candidats écologistes sont crédités de 10 % des intentions de vote par ces futurs électeurs.



LA CRISE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Tjibaou : les militants piaffent

M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, invité dimanche 27 janvier de Radio Monte-Carlo, a indiqué qu'il était prêt à rencontrer M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial et sénateur RPR, mais il a précisé : *« Nous ne discuterons pas d'un statut en retrait par rapport à l'indépendance »*. Il a ajouté : *« Les militants piaffent. J'essaie de maintenir le cap de la discussion, mais le militant de base ne voit rien venir. Les biscuits en retour, je n'en ai pas »*.

Au même moment, une manifestation en faveur de la Nouvelle-Calédonie française se déroulait à Nice, à l'appel, notamment, de l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord, l'Union nationale des parachutistes, l'Association Femmes et libertés et le RPR. M. Jacques Médecin, député RPR, maire de Nice, a prononcé un discours devant quelque trois mille manifestants, selon la police (huit mille selon les organisateurs). Ceux-ci avaient défilé dans le centre-ville en lançant notamment les slogans *« Mitterrand fous le camp »*, *« Pisani pourri »*, *« Tjibaou au trou »*.

En revanche, le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 26 janvier, a adopté une motion de soutien au gouvernement dans sa recherche d'une solution *« qui permette de prendre en compte l'aspiration à l'indépendance et d'assurer la présence de la France dans cette partie du monde »*. Les socialistes dénoncent *« les provocations de l'extrême droite »* et souhaitent que *« les auteurs de tous les attentats soient recherchés et déférés à la justice »*.

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, a jugé *« tout a fait arbitraire »* la décision du gouvernement de dissoudre la municipalité de Thio, alors qu'il n'a pas *« cru devoir dissoudre ni le FLNKS ni les conseils municipaux de Lifou et de Ponerinouen, dont les maires séparatistes avaient empêché le bon déroulement du scrutin de novembre dernier »*.

Sur place, en Nouvelle-Calédonie, une information judiciaire a été ouverte sur la mort du jeune Yves Tual, tué le 11 janvier, à la suite du dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile par sa famille. Sur le site de la société Le Nickel à Thio, où la mine est fermée depuis le 19 novembre, une *« mini-reprise symbolique »* du travail s'est effectuée lundi matin : quinze employés, non canaques, sur les deux cent cinquante-trois salariés que comptait l'installation ont été chargés de remettre les bureaux en état.

Près de Nouméa, le nouveau PDG de la compagnie Air-Calédonie a été attaqué par des indépendantistes et roué de coups. M. Oenegei, qui est mélanésien, avait remplacé à la tête de la compagnie aérienne territoriale, après un vote du conseil d'administration, M. Yéwéné Yéwéné, devenu porte-parole du FLNKS.

L'envoyé spécial du *Figaro*, Thierry Desjardins, a été entendu à titre de témoin, lundi matin, par le juge d'instruction. Notre confrère a été interrogé sur l'origine des documents et des photos publiés par son journal sur la mort d'Eloi Machoro (*le Monde* du 26 janvier). Il a indiqué, après trois quarts d'heure d'entretien, qu'il n'a pas pu fournir au magistrat les informations que celui-ci lui a demandées.

M. Charles Hernu, ministre de la défense, a indiqué dans une interview accordée dimanche 27 janvier au *Progrès* de Lyon : *« Il y a à Nouméa deux patrouilleurs, un aviso-escorteur, deux bâtiments hydrographiques et deux transports de troupes Batral. Par ailleurs, un aviso-escorteur vient d'être relevé par un bâtiment de même type venant de Papeete.*

Ce mouvement correspond à une relève normale et non pas à un renforcement de nos forces navales en Nouvelle-Calédonie ».

LES HUIT MESURES PRÉVUES PAR L'ÉTAT D'URGENCE

L'état d'urgence rétabli en Nouvelle-Calédonie, depuis le dimanche 27 janvier à midi (2 heures à Paris), et qui s'appliquera jusqu'à la fin du mois de juin, prévoit les huit mesures suivantes :

– Interdiction aux personnes et aux véhicules de circuler sans autorisation entre 23 heures et 5 heures ;

– Interdiction des attroupements de plus de cinq personnes sur les voies et espaces publics ;

– Interdiction de distribution sur la voie publique de tout tract ou d'utilisation de tout dispositif d'amplification sonore appelant à des manifestations ;

– Interdiction de toute détention d'arme normalement soumise à règlement sans autorisation des autorités compétentes.

– Interdiction totale de port et de transport d'armes et de munitions de toute nature ;

– Possibilité de perquisitionner même de nuit au domicile de personnes ayant contrevenu aux dispositions de l'arrêté ;

– Possibilité d'interdiction d'entrée sur le territoire à toute personne susceptible de troubler l'ordre public ;

– Possibilité d'interdire le séjour sur tout ou partie du territoire à toute personne susceptible de troubler l'ordre public.

M. GISCARD D'ESTAING À LA CONVENTION NATIONALE du PSD :

La France laissera-t-elle le territoire devenir le Cuba du Pacifique ?

La présence et les interventions de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, ont donné dimanche 27 janvier à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), à la convention nationale du Parti social-démocrate plus d'éclat que n'en revêtent habituellement les discrètes manifestations de cette modeste composante de l'UDF.

Venu en *« ami et en partenaire »*, l'ancien chef de l'Etat a d'abord entendu la pathétique intervention de M. Ukeiwé et sa requête : *« Nous vous demandons de nous aider à conserver notre liberté d'être français (...), libres et français dans le cadre de nos traditions et de nos coutumes. »*

Il devait, ensuite, expliquer les raisons de sa *« sympathie »* pour M. Ukeiwé et sa cause. *« Je préfère*, a dit M. Giscard d'Estaing, *quelqu'un qui est citoyen français et souhaite le rester à quelqu'un qui est citoyen français et demande à cesser de l'être. » « Au moment où la France accueille sur son sol de nombreux immigrés*, a interrogé le député du Puy-de-Dôme, *est-il juste de transformer certains de ses citoyens en immigrés ? »*

S'il est *« normal qu'il y ait des indépendantistes »*, *« le respect de la loi et ensuite le respect du verdict populaire »* demeurent *« deux exigences fondamentales »*. Si le gouvernement *« n'était pas enfermé dans son idéologie, il verrait*, juge encore M. Giscard d'Estaing, *que ce qu'il dit maintenant conduit à l'autonomie »*.

Il ne suffit pas pour le prédécesseur de M. Mitterrand de promettre que la présence militaire de la France sera assurée. Il faut que cet engagement puisse être respecté, faute de quoi la France aurait *« le triste privilège d'avoir créé le Cuba du Pacifique »*.

La raison première de la venue de M. Giscard d'Estaing était bien sûr de lancer son appel désormais incessant à l'unité de l'opposition, à l'élaboration du *« libéralisme français »*. *« La tâche est simple : s'unir et préparer l'alternance »*, que le compte à rebours de l'ancien chef de l'Etat situait dimanche dans trois cent quatre-vingt-quinze jours. *« Rendez-nous l'héritage »*, s'est exclamé à deux reprises M. Giscard d'Estaing en s'adressant au pouvoir socialiste.

Au petit PSD, *« composante à part entière de l'UDF, à l'égal des autres »*, M. Giscard d'Estaing a donc assigné sa tâche en présence de quelque quatre cents élus (municipaux pour la plupart) et cadres du parti de M. Max Lejeune : *« Participer à l'union, infléchir l'union. »*

L'union s'est trouvée renforcée – *de façon infime, il est vrai* – par le ralliement du Parti socialiste démocrate de M. Jacques Cance, qui a rejoint, dimanche, au terme de longues fiançailles, le Parti social démocrate.

M. Paul Alduy, maire de Perpignan, sénateur des Pyrénées-Orientales (rattaché au groupe Union centriste) a proposé de régler le sort des immigrés en situation irrégulière avec *« vigueur, énergie et cette teinte d'humanisme qui est la caractéristique de notre politique personnelle »* refusant de *« laisser se développer une nation multiraciale où les Français seraient minoritaires »*.

M. Georges Donnez, député européen, président délégué du PSD et vice-président de l'UDF, a demandé s'il n'est pas temps de *« réfléchir à dénationaliser Renault dès à présent »*. Deux inflexions de l'union en cours d'élaboration ?

M. K.

ISÈRE : l'opposition va déposer un recours contre le redécoupage cantonal

(De notre correspondant.)

Grenoble. – La publication au *Journal officiel* du vendredi 25 janvier du décret portant de cinquante à cinquante-sept le nombre des cantons dans l'Isère (*le Monde daté* 27-28 janvier) a ravivé dans le département dirigé par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, la querelle du « charcutage ».

M. Alain Carignon (RPR), maire de Grenoble en avait appelé au président de la République lors de sa visite le 23 janvier à Grenoble *« pour que l'honneur de l'Etat ne soit pas à la merci des partis politiques et que la balance de l'Etat ne fluctue pas au gré des échéances »*. (*le Monde* du 25 janvier).

L'opposition, qui entrevoyait une victoire facile à l'occasion du prochain renouvellement – pour moitié – de l'assemblée départementale, estime que ses chances sont beaucoup plus réduites avec la création des sept cantons supplémentaires *« découpés pour faciliter l'élection d'un candidat de gauche »*.

L'opposition déposera donc un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du redécoupage isérois.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, lui a aussitôt répondu que *« le bon sens et l'honnêteté l'avaient emporté »*.

C.F.

● *Une invalidation en Guyane.* – Le Conseil d'Etat vient d'invalider l'élection du conseiller général du canton de Cayenne Nord-Est, M. Paulin Bruné (RPR), qui l'avait emporté avec une seule voix d'avance sur son adversaire, M. Antoine Karam (Parti socialiste guyanais), à l'occasion d'un scrutin partiel, en novembre 1983. M. Bruné avait alors obtenu au second tour 961 voix contre 960 à M. Karam. Il y avait eu 1 950 votants pour 3 270 électeurs inscrits. Le tribunal administratif avait décidé d'annuler le bulletin qui avait fait la différence en faveur de M. Bruné mais avait proclamé celui-ci élu au bénéfice de l'âge. Cette élection partielle de novembre 1983 résultait elle-même d'une décision d'annulation de l'élection de mars 1982 au terme de laquelle M. Bruné avait devancé M. Karam de cinq voix.

● *Centre gauche : assises à l'automne.* – Après les travaux du comité directeur de l'Alliance sociale-démocrate (ASD) dont il est le président, M. Eric Hintermann a souhaité que des assises soient organisées à l'automne pour entreprendre le regroupement des réformistes avec le MRG, l'ASD, les gaullistes de gauche avec M. Léo Hamon, les écologistes de M. Brice Lalonde et l'UCR de M. Olivier Stirn. Il a fixé l'objectif de ce regroupement à 10 % des voix pour les élections législatives de 1986.





société

L'enquête sur l'assassinat de René Audran

L'enquête sur l'assassinat revendiqué par Action directe, vendredi 25 janvier, de René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense, continue sous la direction du procureur de la République de Versailles, M. Robert Barbat. Elle est confiée au *service régional de police judiciaire* (SRPJ) de Versailles, le plus important des dix-huit SRPJ, dirigé par M. Claude Bardon, qui travaille en collaboration avec la section *antiterroriste* (SAT) de la brigade criminelle de Paris.

L'autopsie a établi que, sur les huit balles de calibre 11,43, quatre avaient atteint René Audran – *deux à la tête*, deux à la poitrine. Aucune interpellation n'a encore été faite, les policiers préférant, dans l'immédiat, multiplier les filatures et surveillances dans la mouvance d'Action directe.

Les enquêteurs favorisent actuellement la thèse d'un attentat « à l'italienne », le scénario de l'assassinat de René Audran rappelant les méthodes des *Brigades rouges italiennes. A l'appui de cette hypo*thèse, le fait que, durant les deux affrontements armés entre Action directe et la police, la présence d'Italiens issus des organisations terroristes de la péninsule a *été établie* : Ciro Rizatto, *tué lors* d'un hold-up à Paris, à l'automne 1983 ; Gloria Argano et Franco Fiorina qui, arrêtés dans leur pays en 1984, étaient aux côtés de membres d'Action directe – les frères Claude et Nicolas Halfen et Régis Schleicher – lors du meurtre de deux policiers, à Paris, en mai 1983. Rien ne permet cependant d'affirmer, en *l'état actuel de l'enquête, que le bras armé d'Action* directe, vendredi soir, ait été un extrémiste italien.

Au ministère de la défense, l'émotion et la surprise ne sont pas feintes. *« Je perds un collaborateur de toute confiance, je suis surtout bouleversé »*, a déclaré M. Charles Hernu. Les responsables de la défense reconnaissent leur relative impuissance *devant le choix de cibles militaires par ce* terrorisme-là : qui protéger ? Jusqu'à quel niveau de responsabilités ? Celles de René Audran n'étaient-*elles pas publiques, et son adresse privée* inscrite dans le dernier annuaire du *Who's who ?*...

JEAN-MARC ROUILLAN, LE FONDATEUR D'ACTION DIRECTE

Un guerrier inguérissable

Action directe, c'est lui. Lui le fondateur, le responsable, l'exécutant. Jean-Marc Rouillan, à trente-deux ans, ne peut échapper à son identification avec ce groupe extrémiste aujourd'hui accusé d'une cinquantaine d'attentats en France, de plusieurs homicides au cours de hold-up. Il ne peut refuser d'être le symbole d'une organisation, qui – depuis son apparition en 1979 – a lentement glissé vers une clandestinité professionnelle et une violence politique de plus en plus mêlée à la violence criminelle. Bref, le bilan d'Action directe le dénonce tout entier.

Les armes à la main, il n'a cessé de livrer, ces dernières années, une étrange guerre à la *« guerre impérialiste »*, selon sa phraséologie. A croire que le militant antifranquiste qu'il fut, encore adolescent, n'a pas enregistré que la guerre était finie. A croire que Jean-Marc Rouillan n'a pu se défaire de la passion des armes et des rites de la clandestinité.

Né à Toulouse, enfant du Sud-Ouest, rien ne le prédisposait, *a priori*, à cet itinéraire *militaire*. Rien sinon la proximité de l'Espagne, la fréquentation – à l'âge du bac – des milieux de réfugiés politiques et la fascination pour les opposants au général Franco. Alors, à son tour, Rouillan en fut. Il milita au sein du Mouvement de libération ibérique. Il eut son lot de sueurs froides et de vrais coups de feu. En 1973, accompagné de Puig Antich, à Barcelone, ce *fut la* mauvaise rencontre avec les carabiniers sous un porche, la fusillade. Rouillan put s'échapper. Puig Antich, lui, fut arrêté.

L'histoire d'Action directe plonge ses racines en Espagne. Ces années sont celles de la « formation ». Car, à peine rescapé de cette fusillade à Barcelone, Rouillan regagne la France. *Pour lui* et pour *beaucoup* d'autres, il n'y a plus qu'une raison de vivre et de combattre : obtenir la libération de Puig Antich. C'est ainsi que les GARI – ces Groupes d'action révolutionnaire internationaliste – se constituent en France, en Italie et en Belgique pour faire pression sur ces pays afin qu'ils interviennent auprès de Franco.

Les GARI commettent de la sorte ainsi, en 1974, une série impressionnante d'attentats et de hold-up pour financer leur « campagne ». Rien n'y fera. Puig Antich sera jugé, condamné à mort et garrotté en mars 1974. Rouillan, alias « Sebas », a perdu un ami et un combat.

Mais d'autres prisonniers sont à sauver. *Jean-Marc Rouillan résume* succinctement sa démarche d'alors. *« Nous avions cherché par tous les moyens légaux et illégaux à sauver Puig Antich. La seule issue était de passer à une action beaucoup plus violente pour sauver nos autres camarades. »* C'est ainsi que les GARI vont jusqu'à séquestrer pendant tois semaines le banquier Angel Balthazar Suarez et faire sauter un train de marchandises.

« Révolutionnaire »

La multiplication de ces attentats commis par les GARI monopolise la police. Peu à peu, *tous* les amis de Rouillan sont arrêtés. Le 5 décembre 1974, lui-même n'y coupe pas alors qu'il circule sous l'identité de Dominique Moran, dans Paris, au volant d'une voiture dans laquelle des armes sont mal dissimulées. C'est la fin d'une *période. Rouillan*, séparé de sa femme, va passer deux ans et demi en prison. Ce militant clandestin, marqué par le courant anarchiste espagnol, évolue vers le communisme révolutionnaire. Sans doute rêve-t-il déjà de fonder une organisation *« révolutionnaire »*.

D'autres, qui ne sont pas en prison, s'y emploient à leur manière. Les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP), nés sur les cendres du gauchisme, veulent *« bousiller* [la] *société pourrie et contribuer à en construire une autre »*. Les regards ne sont plus tournés vers l'Espagne, mais vers l'Italie et son extrême gauche. En 1977, Jean-Marc Rouillan recouvre précisément la liberté alors qu'un mouvement contestataire inspiré par les autonomes *italiens commence* à bouillonner en France.

En germe, Action directe est déjà là. Ce groupuscule va naître de la coalition très souple de membres des GARI, des NAPAP et d'autonomes. En deux ans (mai 1977-mai 1979), Jean-Marc Rouillan aura donc réussi à s'entourer de militants prêts à l'action, non plus contre la dictature franquiste, mais contre l'Etat français et *« l'impérialisme »*.

La première période d'Action directe commence. Avec le recul, son terrorisme ressemble alors à un terrorisme doux. Jean-Marc Rouillan et ses camarades s'emploient, certes, à alimenter leur trésor de guerre par des hold-up ou des vols – comme celui d'un tableau de Jérôme Bosch, *l'Escamoteur*, – mais leurs attentats restent « symboliques ». Il faut comprendre par là que les objectifs visés sont des biens, des immeubles, et non des per*sonnes. Action directe, en* 1979 *et* 1980, partage ses actions entre des attentats par explosifs contre des bâtiments (du CNPF, de promoteurs immobiliers, du ministère du travail) et des mitraillages (beaucoup plus spectaculaires) comme celui qui visait la façade du ministère de la coopération.

Ces pieds de nez au pouvoir prendront fin en 1980 par l'arrestation de la plupart des membres actifs du groupuscule (une vingtaine). Rouillan et sa compagne Nathalie Ménigon, tout spécialement traqués, sont attirés dans un guet-apens. Après de nombreux contacts, croyant se rendre à un rendez-vous avec le terrorisme Carlos dans un immeuble de la rue Pergolèse (Paris 16e), ils sont arrêtés par les Renseignements généraux. Rouillan est aussitôt ceinturé, Nathalie Ménigon a le temps de sortir son arme et de tirer, sans dommage, avant d'être immobilisée.

Le retour de Rouillan en prison sera bref. Comme ses camarades, il bénéficie, durant *l'été 1981*, de l'amnistie votée par le Parlement. Le gouvernement de M. Mauroy parie à ce moment sur la sagesse d'Action directe. L'avenir montrera en fait que le groupe profite de cette liberté pour se remobiliser, chercher à recruter parmi les immigrés de la deuxième génération et à s'implanter dans des « squatts ». Action directe se cherche aussi une cohérence, un discours politique, et fait imprimer deux textes intitulés *Pour un projet communiste* et *Sur l'impérialisme américain*.

MOI AUSSI JE SUIS POUR LA PEINE DE MORT !

PLANTU

Dessin de PLANTU.

La parenthèse de la prison (1980-1981) et les premières hésitations sont donc de courte durée. Les hold-up et autres moyens de « financer » ce mouvement reprennent très vite. La venue en France de M. Ronald *Reagan, en 1982, au sommet* des pays industrialisés à Versailles, est l'occasion d'une reprise des attentats. Ceux-ci s'amplifieront contre des objectifs israéliens et juifs durant l'été tandis que l'armée israélienne envahit le Sud-Liban et Beyrouth. *Jean-Marc Rouillan voit* alors son groupe « éclater » en plusieurs fractions. Deux tendances – anti-capitalistes et anti-impérialistes – s'affrontent.

En toile de fond, l'attentat de la rue des Rosiers, à Paris (six morts). Pour un groupe engagé dans la violence, se taire équivaudrait à une approbation. Aussi Rouillan déclare-t-il au journal *Libération* qu'Action directe n'a *« rien à voir »* avec cet attentat, mais c'est pour mieux revendiquer, dans la foulée, les attentats contre un véhicule israélien, une banque et un commerçant juifs.

C'en est trop pour les autorités. Le lendemain, 18 août 1982, le conseil des ministre dissout Action directe. Rouillan, à la *tête* d'un groupe morcelé, entame une longue plongée dans la clandestinité. On le voit en Italie, en Belgique. On murmure qu'il se rend en Algérie. Sa fuite n'est pas éperdue. Il a de l'argent, des planques. Il noue des liens très étroits avec des terroristes italiens de l'organisation COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat). Le groupe extrémiste français devient une association franco-italienne : une organisation hybride née de l'après-gauchisme hexagonal et des années de plomb de la Péninsule. C'est à ce moment que sa violence devient plus *dure*.

Parallèlement à des attentats de plus en plus dévastateurs, commis en 1983 et 1984 à Paris notamment, Action directe est accusée d'attaques à main armée répétées. La police suit à la trace ces hommes et ces femmes. Le 14 octobre 1983, l'un d'eux – Ciro Rizzato – trouve la mort après un hold-up avenue de Villiers, à Paris. *Quelques mois* auparavant, deux policiers avaient été tués lors d'une fusillade, avenue Trudaine, avec six ou sept membres d'Action directe.

Une énorme machine policière se met en place avec pour objectif de resserrer l'étau autour d'Action directe. Les succès policiers, les arrestations de militants « périphéri*ques » ou « centraux »* du groupe, la découverte de stocks d'armes n'empêchent pas, pour autant, la survie d'Action directe. Jean-Marc Rouillan, toujours libre, toujours insaisissable, continue de livrer sa guerre à *« la guerre impérialiste »*.

Il semble se moquer des *« cent policiers de la préfecture de police à ses trousses »* dont parle le capitaine Barril dans son livre de souvenirs *Missions très spéciales*. Il leur échappe, début 1984, dans la région parisienne, à Levallois-Perret, alors que son camarade Vincenzo Spano est arrêté. Il échappe de justesse à la police belge, près de Bruxelles, *après avoir pris quelques minutes* un policier en otage avec Nathalie Ménigon et Régis Schleicher. Il échappe encore à une souricière, près d'Avignon, en mai 1984. Douze ans d'activisme aux frontières de la « lutte armée » et du gangstérisme ont développé chez *lui le sens du* danger, du piège. La peur de finir sous les balles sans sommation, comme Jacques Mesrine, fait de lui un homme sur le qui-vive.

Partiellement en charge de la lutte anti-terroriste, le capitaine Barril essaiera d'obtenir *la* reddition du chef historique d'Action directe en 1982-1983. Il lui enverra un mot, ainsi libellé : *« Monsieur Rouillan, je désirerais vous rencontrer personnellement, où vous voulez et quand vous voulez, afin de mettre au point un dialogue permettant la régularisation de votre situation. Je suis habilité par la présidence pour traiter directement avec vous. A bientôt, j'espère. »* La reddition n'aura pas lieu. Au contraire. Les attentats continueront. Le 15 janvier dernier, Action directe *et* le groupe ouest-allemand la Fraction armée rouge signent en commun un communiqué en forme de déclaration de guerre.

LAURENT GREILSAMER.

Les quatre phases de l'organisation

L'histoire du groupe Action directe, depuis son apparition en 1979, peut être divisée en quatre *phases qui illustrent une progression* dans le degré de violence.

● **1979-1980 : MITRAILLAGES DE FAÇADES ET ARRESTATIONS** – Le 18 mars 1980, un jeune homme et une jeune fille tirent au pistolet-mitrailleur contre la façade du ministère de la coopération. C'est le premier attentat important d'Action directe qui s'était aupa*ravant signalé par une dizaine* d'actions mineures. Le premier attentat à avoir été immédiatement revendiqué sous le sigle d'Action directe visait le 15 septembre 1979, des locaux du ministère du travail. Plus tardivement, Action directe réclamera la responsabilité de coups de feu tirés, le 1er mai 1979, contre la façade du siège du CNPF.

Les mitraillages semblent alors la méthode privilégiée du mouvement : le 15 avril 1980, c'est un attentat au *lance-roquettes contre des* locaux du ministère des transports ; le 15 septembre 1980 c'est au tour de l'Ecole militaire, dont la façade essuie plusieurs rafales d'armes automatiques. Au total, une vingtaine d'attentats, ne faisant que des dégâts matériels et auxquels plusieurs arrestations, dont celles, le 13 septembre 1980, de Jean-Marc Rouillan et Nathalie *Ménigon, mettront fin*.

● **1982 : GUÉRILLA « ANTISIONISTE » ET RÈGLEMENT DE COMPTES.** – Bénéficiant de l'amnistie votée après l'élection de M. François Mitterrand ou de mesures individuelles, Rouillan et Ménigon sont libérés en 1981 ainsi qu'une quinzaine d'autres membres d'Action directe. Durant l'été 1982, *le groupe fait sa véritable réapparition* ; au cours des mois précédents, le groupe s'était cependant signalé par le mitraillage de la mission d'achat du ministère israélien de la défense à Paris, le 31 mars, puis par quelques attentats anti-américains.

Lors de la vague terroriste de l'été 1982, Action directe accentue cette orientation *« anti-impérialiste »* et *« antisioniste »* par trois attentats à l'explosif, contre des objectifs israéliens ou juifs. Le 18 août, ce mouvement est dissous et se signale une dernière fois par l'explosion d'une bombe, le lendemain, 19 août, au *siège de l'hebdomadaire Minute.* Cette seconde phase est cependant marquée par le meurtre, en mars 1982, à Paris, d'un artiste peintre libanais, Gabriel Chahine, appartenant à la mouvance d'Action directe, mais aussi indicateur des Renseignements généraux.

● **1983 : HOLD-UP, FILIÈRE ITALIENNE ET MEURTRE DE DEUX POLICIERS.** – Le financement de l'organisation paraît être la priorité : les membres d'Action *directe se signalent par plusieurs* attaques de banques ». C'est lors de l'un de ces hold-up, qu'un Italien, issu du terrorisme de la péninsule, Ciro Rizatto, est tué par des policiers, le 14 octobre 1983. La seconde dimension de cette période intermédiaire voit l'établissement de liens avec quelques extrémistes italiens, confirmés par l'arrestation, le *2 février 1984, dans la région* parisienne, de l'un d'entre eux, Vicenzo Spano.

Action directe revendique quelques attentats mineurs durant cette période : le saccage du musée de la Légion d'honneur en avril, deux petites explosions contre le siège du Parti socialiste et le ministère de la défense en août, et un attentat contre le cercle militaire en septembre. Toutefois, l'action la plus sanglante, quoique non préméditée du groupe, est le meurtre de deux policiers, avenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1983.

Selon toute probabilité, les policiers qui, lors d'une ronde, voulaient contrôler un groupe de six personnes au comportement suspect, étaient tombés sur une équipe d'Action directe se préparant à commettre un hold-up. Policiers et magistrats estiment que trois des six personnes impliquées sont aujourd'hui emprisonnées.

● ***1984 : « GUÉRILLA EUROPÉENNE » CONTRE « L'AMÉRICANISATION DE L'EUROPE »*** – Action directe confirme son orientation « internationaliste » par dix attentats à l'explosif qui provoquent d'importants dégâts matériels. *29 janvier : le siège de la société* Panhard-Levassor, à Paris ; 12 juillet : l'institut atlantique des affaires internationales, à Paris ; 14 juillet : un bâtiment du ministère de l'indus*trie, à Paris* ; 2 août : le siège de l'Agence spatiale européenne (ESA), à Paris ; 23 août : le siège de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), à Paris, mais la charge de 23 kilos de TNT n'explose pas ; 20 octobre : des locaux de la société Messier-*Hispano-Bugatti, à Montrouge* (Hauts-de-Seine) ; 21 octobre : un établissement de la société Marcel-Dassault, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) ; 9 décembre : le siège du RPR, à Paris ; 10 décembre : le siège de la société ELF-Aquitaine, à Paris.

Cette ultime phase est celle des contacts internationaux : en octobre, un groupe terroriste, les Cellules communistes combattantes (CCC), fait son apparition en Belgique ; en octobre, sur une même orientation qu'Action directe. Des liens matériels de l'un à l'autre sont établis. La suite *est connue : fusion proclamée avec la* Fraction armée rouge allemande, le 15 janvier 1985, et assassinat de *René Audran, le 25 janvier.*

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

6,12 % des crimes non élucidés

Au cours de l'année 1983, 2 043 crimes entrant dans la catégorie des « homicides non crapuleux » ont été constatés. Dans le même temps, 1 968 affaires de cette même catégorie ont été élucidées, ce qui établit le pourcentage de succès des services de police (ou de la justice) à 93,88 %. Toutefois, il convient de noter, comme le souligne un récent document du Sénat (1) qu'*« il n'y a pas de rapport immédiat entre les faits constatés au cours d'une année et les faits élucidés de la même année »*, les affaires ayant abouti pouvant avoir été constatées au cours des années précédentes.

Depuis 1980, un certain nombre de crimes de sang restent une énigme, comme les 6 que nous évoquons ci-dessous.

Affaires à suivre

Dans la nuit du 4 au 5 février 1980, Mᵉ Jean Flauder, cinquante et un ans, notaire à Cons-la-Grandville (Meurthe-et-Moselle), est découvert, tué de six balles de pistolet, non loin de Muzeray (Meuse), où un rendez-vous lui avait été fixé par téléphone quelques heures plus tôt, dans une maison *« située à l'entrée du village »*, avec des personnes ne figurant pas parmi ses clients habituels.

En examinant un par un les sept mille dossiers de l'étude, les policiers remarquent que le notaire s'était opposé, en *1976*, à l'homologation du testament sous seing privé d'une vieille demoiselle, testament, portant sur 3,5 millions de francs, établi en faveur de l'un des membres d'une famille de vanniers et ferrailleurs gitans fixés dans la région, les Clarenn. Sept membres de la famille Clarenn sont entendus le 18 mars suivant, durant trente-quatre heures d'affilée, puis remis en liberté. Mais, le 6 juillet 1980, Maurice Clarenn, vingt-quatre ans, chauffeur de poids lourds, et son épouse, Marie-Hélène, infirmière, sont inculpés d'assassinat *« ensemble et de concert »* et écroués. Pourtant, le 11 septembre 1980, Marie-Hélène Clarenn est remise en liberté et son mari bénéficiera *de la même mesure deux mois* plus tard. Le dossier Flauder en est là.

Le 24 mars 1980, le comte Charles Huchet de La Bédoyère, soixante et un ans, riche propriétaire terrien et, depuis peu, maire de Brasseuse (Oise), un village de 133 habitants, où est situé le manoir familial, est tué à son domicile de deux coups de fusil de chasse. Le meurtre *jette la consternation* dans le village, même si certains, à l'inverse de beaucoup d'autres, semblent n'avoir pas porté « Monsieur Charles », comme on disait ici, dans leur cœur. Vengeance, crime d'un cambrioleur surpris par le comte, crime d'un débiteur aux abois ? Toutes les hypothèses sont retenues, mais aucune ne tient à l'examen. Le meurtrier court encore...

Le 30 décembre 1980, un garçon de laboratoire de la faculté de médecine de la rue des Saints-Pères, à Paris (6ᵉ) découvre dans une poubelle placée dans les toilettes attenantes aux salles de dissection deux sacs en plastique contenant les restes mutilés d'un corps de femme dont manque la tête.

Bien que le meurtrier ait pris soin de « lessiver » à l'aide d'une solution caustique les restes de sa victime pour effacer toutes traces, y compris ses empreintes digitales, les policiers sauront assez vite qu'il s'agit de Carole Simon, dix-neuf ans, étudiante. Les parents de celle-ci ont indiqué qu'elle avait été opérée d'une fracture d'un coude une dizaine d'années plus tôt. Des radiographies vont établir formellement qu'il s'agit d'elle.

Un jeune Laotien, M. Xayne Xunebane, alors âgé de vingt-quatre ans, qui a été l'ami de Carole Simon, et déclare avoir passé la soirée du 23 décembre avec elle, fait un moment figure de « témoin numéro un ». Placé à plusieurs reprises en garde à vue, il ne sera cependant jamais *inculpé ni écroué. Le mystère reste* entier.

Meurtre en Normandie

Dans la nuit du 3 au 4 avril 1983, Germain Descombes, soixante ans, propriétaire d'un grand restaurant parisien, est assassiné de plusieurs coups de couteau, peu après être arrivé, comme chaque week-end, à sa résidence secondaire de Normandie, où sa femme, Eliane, cinquante-six ans, l'a précédé de vingt-quatre heures. Aux enquêteurs, Mᵐᵉ Descombes déclare qu'elle était descendue à la cave pour chercher une bouteille de vin destinée au souper de son mari lorsque, d'en bas, elle entendit un bruit sourd...

Un chauffeur de taxi d'Evreux, Max Fritot, vingt-huit ans lors des faits – dont la liaison avec Mᵐᵉ Descombes est de notoriété publique, – est un moment sur la sellette, mais il possède, semble-t-il, un alibi irréfutable. Le 15 octobre 1983, Mᵐᵉ Descombes va se voir inculper d'*« homicide volontaire »*, après l'avoir déjà été de *« recel de malfaiteur »* en *avril de la même année. Ecrouée*, elle sera pourtant remise en liberté treize jours plus tard. Au mois de novembre dernier, elle tente de se donner la mort pour la troisième fois. L'affaire suit son cours...

Le 6 mars 1984, le corps du producteur de cinéma Gérard Lebovici, cinquante et un ans, est découvert dans le parking de l'avenue Foch, à *Paris ; il a été tué de quatre balles* de 22 long rifle au volant de sa voiture. Pour venir à ce rendez-vous imprévu – on trouvera dans sa poche un papier chiffonné sur lequel il a noté un nom, « François » et l'heure de la rencontre, – le producteur a annulé un rendez-vous pris depuis longtemps et fait savoir qu'il serait probablement en retard à son domicile, où il doit recevoir des *invités* à dîner. Personnalité marquante des milieux du cinéma et du spectacle, Gérard Lebovici avait eu aussi des activités « marginales » : il *a été de 1970 à 1974 directeur* des éditions Champ libre et le mécène du groupe situationniste. Ayant gardé des intérêts à Champ libre, il avait fait récemment rééditer *le* livre de Jacques Mesrine, *l'Instinct de mort*. Ce qui conduira les enquêteurs *à entendre* Sabrina Mesrine, la fille du malfaiteur, de même que M. Guy Debord, théoricien du mouvement situationniste, auditions *restées apparemment sans résultat*.

Le 4 avril 1984, vers 22 heures, le prince Edouard-Xavier de Lobkowicz, vingt-trois ans, fils du prince Edouard de Lobkowicz – financier internationalement connu et haut dignitaire de l'Ordre de Malte – et de la princesse Françoise de Bourbon-Parme, indique à celle-ci, avant de prendre le volant de sa voiture, qu'il se rend à un rendez-vous. On ne le reverra pas vivant : à la mi-avril, le véhicule est retrouvé à proximité de la gare de Paris-Lyon, mais c'est seulement le 27 avril 1984 que le corps du jeune homme, lesté d'un parpaing, sera repêché à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), pour n'être formellement identifié que le 5 mai. L'autopsie établira que la victime a été tuée d'une décharge de fusil de chasse dans le cou et d'une balle dans le dos avant d'être jetée à l'eau.

Le fait que le jeune prince ait probablement tâté parfois d'un peu de cocaïne et que sa voiture ait été retrouvée à proximité de *l'îlot Chalon* – alors marché permanent et point de rencontre des drogués – n'est pas une hypothèse suffisamment étayée pour orienter l'enquête. Non plus que le fait que la famille de la victime compte parmi ses membres plusieurs négociants en armes ni enfin que cette même famille entretienne avec les milieux chrétiens du Liban des relations très *étroites*. Le 10 mai 1984, un membre du cabinet du président de la République, l'ancien ambassadeur du Liban en France et plusieurs *hauts dignitaires du Gotha et* de l'ordre de Malte ont assisté aux obsèques du prince Edouard. Quelques policiers aussi, c'est probable.

Affaire à suivre.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) *Sénat, première session ordinaire de 1984-1985*, « *Avis* », tome 1, « Intérieur », par M. Pierre Salvi, sénateur.

LES FRANÇAIS SE MARIENT MOINS ET DIVORCENT DAVANTAGE

284 000 mariages ont été enregistrés en France en 1984. On en comptait 300 000 en 1983 et 334 000 en 1982.

Cette baisse des mariages s'accompagne d'un accroissement important du nombre des divorces qui s'élève à 130 000 en 1984 alors qu'il n'était que de 92 358 en 1982.

Mᵐᵉ Evelyne Sullerot, sociologue, commente ces chiffres : *« Si on en était resté*, dit-elle, *à l'indice de nuptialité de 1971. Il aurait dû y avoir 420 000 mariages en 1984 »*. Mᵐᵉ Sullerot constate que *« la France est arrivée à une situation analogue à celle de la Suède dans la deuxième moitié des années 70 »* et estime que les chiffres confirment ce qu'elle essayait de démontrer dans son livre *Pour le meilleur et sans le pire* : la montée d'une société de plus en plus individualiste.

★ *Pour le meilleur et sans le pire*, Ed. Fayard, 250 pages. 69 F.

EN BREF

En Corse

Deux étudiants écroués après les incidents de Corte

Deux étudiants non grévistes de l'université de Corte (Haute-Corse) *qui, le vendredi 25 janvier*, avaient grièvement blessé d'un coup de fusil un de leurs camarades participant à un piquet de grève, ont été inculpés et écroués le 26 au soir à Bastia (*le Monde* daté 27-28 janvier).

Les deux agresseurs, Jean-Marc Penciolelli, vingt et un ans, et Louis Sinibaldi, dix-neuf ans, étudiants en sciences économiques à Corte, ont été inculpés de coups et blessures volontaires avec arme, violence avec arme et infraction à la législation sur les armes.

A Corte toujours, en signe de protestation, samedi 27 janvier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à l'appel du Collectif nationaliste corse, accusant « l'Etat français colonisateur ».

Enfin, sur l'île, dans la nuit du 26 au 27 janvier, cinq attentats ont été commis, visant divers objectifs matériels, à Sartène et à Propriano, en Corse du Sud et à Bastia.

● *Meurtre d'une Danoise à Paris*. – Le cadavre d'une femme étranglée sur son lit avec une corde en nylon a été découvert, vendredi *25 janvier, dans le studio dont elle* était locataire, 52, boulevard du Montparnasse à Paris (15ᵉ). La victime, quarante-quatre ans, originaire *du Danemark, vivait apparemment* seule. Le meurtre remonterait à plusieurs jours. L'appartement était en désordre et la porte était verrouillée de l'extérieur.

● *Suicide à la prison de Nîmes*. – Un détenu de vingt-cinq ans, Jacques Bayle, s'est pendu dans sa cellule de la prison de Nîmes (Gard), samedi 26 janvier, quelques heures après son inculpation. Arrêté mercredi par la police judiciaire de Montpellier, Jacques Bayle était accusé d'avoir tué un docker de Sète. *Le meurtrier aurait agi pour le* compte d'un commanditaire actuellement emprisonné à la maison d'arrêt de Montpellier où il purge une peine pour trafic de drogue. Jacques Bayle aurait laissé près de lui une lettre pour expliquer son geste.

Condamnation de M. J.-F. Kahn pour diffamation envers M. Romain Marie

La dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné, le 25 janvier, à 3 000 francs d'amende *M. Jean-François Kahn* pour diffamation envers M. Bernard Anthony, dit Romain Marie, actuellement député européen élu sur la liste du Front national.

Dans une interview au *Quotidien de Paris* publiée le 15 juin 1984, M. Kahn avait prêté à M. Marie la phrase suivante : *« L'Internationale communiste est essentiellement composée de juifs. »* Le tribunal a jugé que la phrase incriminée utilisait en fait l'imparfait ; ainsi – comme le soutenait M. Marie, – il s'agissait seulement d'une référence historique à l'époque de l'installation du régime soviétique en Russie. M. Marie obtient en outre 5 000 francs de dommages intérêts.

● *Jeûne de militants basques à Bayonne*. – La cathédrale de Bayonne est occupée, depuis samedi 26 janvier, par une vingtaine de jeunes nationalistes basques français, qui ont décidé d'observer jusqu'à dimanche soir un jeûne de solidarité avec notamment les militants emprisonnés du groupe clandestin Iparretarrak. L'un des deux détenus, Gabriel Mouesca, condamné à cinq ans de prison le 17 janvier, est en grève de la faim depuis vingt-quatre jours. Il a été transporté le 25 janvier à l'hôpital des prisons de Fresnes.

D'autre part, Miguel Uriz Deusto, vingt-trois ans, basque espagnol, membre présumé des Commandos autonomes anticapitalistes (CAA, aile libertaire du séparatisme basque espagnol), a été assi*gné à résidence dans la moitié nord* de la France, le 26 janvier à sa sortie de la prison de Bayonne. Miguel Uriz Deusto avait été arrêté le 24 mai 1984 lors d'une opération de police contre un groupe des CAA qui détenait des munitions et divers matériels. Il avait été condamné à un an de prison ferme.

Environ vingt-cinq séparatistes basques espagnols sont actuellement assignés à résidence *hors des départements* français proches de la frontière espagnole.

Inculpation d'un reporter-photographe

Un reporter-photographe profes*sionnel a été inculpé et écroué*, vendredi 25 janvier, à Melun. M. Michel Rillon est accusé de *« vol et atteinte à l'ordre public par la diffusion sur l'ensemble du territoire national de documents obtenus frauduleusement en vue du sensationnel »*. Ce chef d'inculpation vise l'utilisation de photos extraites d'un album de famille après un drame qui n'est pas élucidé. Le 26 novembre, un pavillon de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne) était détruit par une explosion d'origine criminelle ; une mère de famille et ses trois enfants étaient retrouvés morts sous les décombres. Selon la gendarmerie, les quatre victimes avaient été tuées par balles, avant l'explosion. Des voisins ayant récupéré un album de photos de famille, M. Rillon en a extrait des clichés ; l'agence où il travaille les a vendus au journal *le Nouveau Détective* qui les a publiés.

Le juge d'instruction, M. Serge Portelli devra établir si le reporter-photographe n'a fait qu'emprunter l'album de photos aux voisins ou s'il l'a subtilisé pendant quelque temps à des fins commerciales. La bonne foi de l'agence et du journal dans la transaction n'est pas mise en cause.

● *Nouvel emprisonnement pour un hôtelier meurtrier*. – L'hôtelier de Montpellier, M. Louis Ducrocq, accusé d'avoir blessé mortellement, le 14 janvier, Rabah Saadi, trente-cinq ans, qui s'était introduit dans l'hôtel, a été de nouveau écroué, vendredi 25 janvier. Inculpé d'homicide volontaire, M. Ducrocq avait été libéré vingt-quatre heures auparavant, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier ayant constaté un vice de forme dans la *procédure* (*le Monde du 26 janvier*).

● *Six morts et plus de deux cents blessés* à la suite du tremblement de terre qui s'est produit à Mendoza, ville située au pied des Andes, dans l'ouest de l'Argentine, le 26 janvier à 0 h 07 (heure locale, soit 4 h 07, heure de Paris). La magnitude du séisme était de 5,8 sur l'échelle de Richter. *L'épicentre* semble avoir été très proche de Mendoza. – *(AFP, AP, UPI.)*

RELIGION

LA VISITE DU PAPE AU VENEZUELA

Une Eglise en déclin...

Première étape du voyage de Jean-Paul II en Amérique du Sud, le Venezuela, *pays pétrolier en crise sérieuse*, est officiellement une nation catholique. La population, estimée à dix-sept millions d'habitants, est catholique à *90 %*, mais les pratiquants sont très minoritaires : 5 % environ, selon les autorités religieuses elles-mêmes.

Rares sont les Vénézuéliens qui fréquentent assidûment les églises et qui respectent les principes et les dogmes. L'absentéisme religieux est tel que l'épiscopat local a lancé une vaste campagne, à l'occasion du voyage du pape, sur le thème *« Renouvelle ta foi »*. Cette opération est animée par une centaine de milliers de personnes qui ont rendu visite à un million de foyers, distribué des dizaines de milliers de catéchismes. Elle a pour but *« d'inciter les Vénézuéliens à se comporter en chrétiens »*. Il est vrai que l'Eglise, qui n'a jamais eu un rôle prédominant dans ce pays, a encore un peu plus perdu de son influence ces dernières années.

Le Venezuela (916 700 kilomètres carrés) a *été emporté* par un boom pétrolier qui a fait un temps sa richesse, mais aussi son malheur. L'Eglise n'a pu s'opposer à un style de vie favorisé par l'abondance relative de la « belle époque » de l'or noir. Elle aimerait aujourd'hui susciter des vocations – en chute libre, – rappeler les vertus traditionnelles de la famille et lutter contre l'avortement, le divorce, l'abandon des enfants (on estime que 60 % des naissances sont illégitimes, mais c'est un pourcentage que l'on retrouve dans de nombreux pays d'Amérique latine), la permissivité d'une jeunesse largement majoritaire (plus de la moitié de la population a moins de vingt ans).

L'Eglise n'a guère d'influence ni sur l'évolution de la société ni sur la culture, et son rôle vis-à-vis du pouvoir politique est infiniment plus faible qu'en Colombie ou au Pérou, par exemple. Elle échappe, en revanche, aux *dissensions qui déchirent certaines* Eglises latino-américaines. Peu ou pas au Venezuela de représentants ou d'avocats de la théologie de la libération, en honneur dans certains pays andins, et notamment au Pérou.

Le clergé local est composé d'étrangers, dans une proportion de 60 %. On dénombre un millier de paroisses et six archidiocèses. Les trois universités catholiques et des dizaines de collèges privés d'enseignement catholique affichent un total de trois cent mille élèves (soit moins de 7 % de la population scolaire totale). C'est peu, à l'image d'une Eglise faible, en déclin, et qui cherche son second souffle.

La Vierge de Coromoto

Notre Dame de Coromoto, appelée la Vierge de Coromoto, a été déclarée patronne du Venezuela par l'Eglise, le 1ᵉʳ mai 1942. Au début de l'année 1952, alors qu'il franchissait un fleuve en compagnie de son épouse dans les plaines de *l'ouest du pays, le chef de* la tribu Coromoto avait vu se diriger vers eux *« une très belle dame »* qui marchait sur les eaux. Elle leur avait demandé *d'aller se* faire baptiser par les hommes blancs *« afin d'aller au ciel »*. Le chef avait obéi et, après quelques mois passés dans une hacienda dirigée par des Blancs, il était retourné dans sa tribu. Dans la nuit du 8 septembre 1952, la Vierge fit une apparition, mais le chef s'était rebellé et l'avait menacée de son arc. La *« belle dame »* lui avait alors remis une image avant de disparaître. Le lendemain, le chef mourait, mordu par un serpent. Le culte de la Vierge de Coromoto se répandit rapidement, et les habitants du pays firent pression, lors de la guerre d'indépendance (1811-1823), pour qu'elle devienne la patronne du Venezuela.

Jean-Paul II dénonce la théologie de la libération

(Suite de la première page.)

Dès son premier discours aux évêques, quelques heures après son arrivée à Caracas, samedi 26 janvier, Jean-Paul II avait déjà abordé le grand thème de son voyage : la nécessaire promotion de la justice sociale à laquelle l'Eglise doit participer, en évitant toutefois les errements que peut engendrer une telle action si les prêtres s'écartent de ce *qui est, pour Rome, l'essence du* message évangélique.

L'Eglise vénézuélienne ne cause pas de soucis particuliers au Saint-Siège : traditionaliste, fidèle à Rome, elle n'a été jusqu'ici que très peu touchée par la théologie de la libération. Mais le Venezuela, trop riche et trop pauvre à la fois, est un exemple de cette profonde injustice sociale qui règne en Amérique latine.

Jean-Paul II a rappelé que les évêques sont les seuls dépositaires de la vérité des textes : *« Pourtant, a-t-il dit, vous savez fort bien que ne manquent pas ceux qui, abusant de la mission d'enseignement qu'ils ont reçue de l'Eglise, annoncent moins la vérité du Christ que leur propre théorie (...), comme ne manquent pas ceux qui déforment le message évangélique en l'asservissant à des idéologies ou à des stratégies politiques dans la quête d'une illusoire libération terrestre qui n'est pas celle de l'Eglise ni celle conduisant au véritable bien de l'homme. »*

La foi, a poursuivi le pape, n'est pas *« que croyance »* : elle doit aussi être *« pratiquée », « appliquée à la vie »*. D'abord dans le cadre de la famille : c'est là l'un des problèmes les plus préoccupants pour l'Eglise vénézuélienne, qui appelle d'ailleurs sans relâche à un *« renouvellement moral »*.

Mais aussi, et surtout peut-être, a poursuivi Jean-Paul II, *« la foi doit s'exprimer dans le domaine social. Votre pays possède des richesses abondantes mais il y a de vastes secteurs de la population qui souffrent d'une pauvreté parfois extrême »*. Il a souligné que la mission spécifique de l'Eglise est, certes, d'abord le salut spirituel de l'homme, et il a déclaré : *« Il est vrai aussi que Christ veut la dignité de tout homme et de tout dans l'homme. »* Aussi, a-t-il poursuivi, *« je vous exhorte à diffuser toujours plus l'enseignement social de l'Eglise (...). Cherchez toutes les voies possibles (...). Prêchez sans repos les exigences sociales du christianisme et favorisez toutes les formes de rapprochement et d'aide envers les démunis, envers l'homme vénézuélien qui souffre. »*

C'est à un autre grand thème cher à Jean-Paul II, la famille, qu'était consacrée l'homélie qu'il prononça, dimanche, sur l'immense esplanade de Montalban, près de Caracas, où s'étaient rassemblés, selon les estimations officielles, plus d'un million *de personnes*. Beaucoup de personnes, dans cette foule colorée, chaleureuse et émue, étaient venues des *ranchitos* (bidonvilles) entourant Caracas. *Au cours de la messe*, Jean-Paul II a souligné le caractère sacré de la famille, de l'amour conjugal, rappelant que la famille doit être l'*« Eglise domestique »*. Il a condamné l'avortement et les différentes méthodes anticonceptionnelles, tout en appelant à une *« paternité responsable »*.

Au Venezuela, comme dans le *reste de l'Amérique latine, on* compte un nombre élevé de naissances illégitimes : 60 % selon certaines estimations. L'Eglise n'a jamais été en mesure de réagir contre le « machisme », qui pousse l'homme à avoir une progéniture quelque peu disséminée. Même si l'immense majorité se dit « catholique ». Pour le petit peuple, la foi se mêle à des superstitions variées, séquelles de pratiques magiques et de fétichisme d'origine africaine et indigène, plus importantes que certains commandements de l'Eglise. Pour beaucoup, la Vierge de Coromoto, patronne du Venezuela, que Jean-Paul II a couronnée au cours de la messe, est censée avoir des pouvoirs miraculeux.

PHILIPPE PONS.

● *La retransmission de la messe du pape interrompue au Pérou par un prédicateur*. – Un prédicateur anonyme est intervenu sur les ondes d'une chaîne de télévision péruvienne en prononçant un réquisitoire contre l'Eglise catholique et un éloge du protestantisme lors de la retransmission de la messe célébrée par le pape au Venezuela. Le prédicateur a critiqué le rôle de l'Eglise catholique au Moyen Age, période selon lui de terreur et d'*« obscurantisme »*, et a fait l'éloge de la Réforme. Son intervention a duré envi*ron quatre minutes, puis le son* de la messe célébrée au Venezuela est revenu. La chaîne péruvienne affirme que l'incident *« ne venait pas du tout de Lima et qu'il y avait eu probablement une interférence au Venezuela »*. – *(AFP.)*

En URSS

UN ACADÉMICIEN RÉCLAME L'INTERDICTION DES BOISSONS ALCOOLISÉES

Moscou *(AFP)*. – Un académicien soviétique a ouvertement réclamé, cette semaine, l'interdiction légale de la fabrication et de la vente d'alcool en URSS, à l'instar du « régime sec » qui avait été en vigueur pendant onze ans sous Lénine, entre 1914 et 1925.

L'académicien Fiodor Ouglov, l'un des toxicologues soviétiques les plus en vue, s'est insurgé dans les colonnes du quotidien *Moskovski Komsomolets* (le Komsomol de Moscou) contre l'accroissement constant du nombre d'alcooliques en URSS. Il a accusé la propagande officielle de prôner la tempérance, au lieu d'interdire purement et simplement la distribution de boissons alcoolisées.

« La sobriété absolue est la seule solution digne de notre époque, si nous ne voulons pas dégénérer et devenir des demeurés », écrit ce spécialiste, citant le naturaliste anglais Charles Darwin, selon lequel *« l'alcoolisme est plus dangereux pour l'humanité que la guerre, la faim et la peste réunies »*.

L'académicien évoque les effets bénéfiques qu'avait eus le « régime sec » abrogé en 1925. Un quart de siècle plus tard, le niveau de consommation d'alcool en URSS était encore deux fois inférieur à celui enregistré avant le décret de Lénine. Il rappelle, notamment, que l'alcoolisme est à l'origine de plus de 80 % des crimes en Union soviétique.

● *Tornade en Périgord*. – Une tornade s'est abattue, samedi 26 janvier, sur le village de Saint-Sauveur, près de Bergerac (Dordogne). Elle a été brève – moins de trente secondes – et n'a dévasté qu'une bande de 200 mètres de large, mais *les vents soufflant à plus de 150 kilo*mètres à l'heure ont enlevé les toitures de la mairie, de l'église, de l'école et de plusieurs maisons. Des arbres et des pylônes ont été arrachés. Il n'y a toutefois pas de victimes.

SCIENCES

POINT DE VUE

Une politique spatiale pour l'Europe

par FRÉDÉRIC D'ALLEST (*)

IL n'y a plus de grande puissance moderne soucieuse de son indépendance et de la qualité de son industrie qui ne doive être puissance spatiale. Il s'agit là d'un enjeu majeur.

Face à cet enjeu, la France et ses partenaires européens disposent d'acquis importants. Une politique dynamique et tenace poursuivie depuis la création du CNES en 1962 et faisant une part grandissante à la coopération internationale, en premier lieu européenne, nous a permis de maîtriser progressivement les techniques spatiales et de constituer une solide capacité scientifique, technologique, industrielle et commerciale.

Grâce à des choix clairs et une volonté marquée par des décisions prises en temps opportun, la France et l'Europe ont ainsi remporté des succès incontestables, dont certains doutaient encore il y a peu d'années : lanceur Ariane, satellites de télécommunications (Télécom-1, TDF-1), systèmes opérationnels de localisation et de sauvetage (Argos, Sarsat), satellites météorologiques (Meteostat) et d'observation de la Terre (Spot), succès à l'exportation de notre industrie (Arabsat).

Il nous faut désormais affirmer la politique spatiale pour les quinze prochaines années. Dans notre monde moderne, l'évolution rapide des technologies et la rigueur implacable de la compétition internationale, sanctionnent très rapidement ceux qui relâchent leurs efforts.

La ligne est donc claire qui conduit impérativement à :

- développer les activités scientifiques et technologiques de base, en augmentant l'effort de recherche et développement, afin de donner à nos industriels et à nos laboratoires les bases techniques solides permettant d'aborder les projets plus complexes et plus évolués de la prochaine décennie ;
- développer les améliorations indispensables pour accroître la compétitivité des produits de l'économie des systèmes spatiaux ;
- renforcer, en les adaptant si nécessaire, les structures industrielles ;
- accentuer l'effort de maîtrise de la valeur et de maîtrise de la qualité des matériels spatiaux ;
- accroître l'effort entrepris de commercialisation et de valorisation des développements.

Cette politique servira de cadre à la préparation des satellites automatiques de la nouvelle génération, qui verront le jour d'ici une dizaine d'années pour prendre la relève des satellites scientifiques, météorologiques, de télécommunications, de télévision et de télédétection d'aujourd'hui.

Un consensus sur ces objectifs devrait être assez aisément obtenu à Rome les 30 et 31 janvier prochains, lors de la réunion des ministres européens chargés des affaires spatiales, car nos partenaires européens partagent l'essentiel de ces préoccupations.

Cependant, la décision des Etats-Unis de construire une station spatiale habitée en permanence, et l'invitation faite à l'Europe d'y participer, imposent de définir maintenant la politique européenne en matière de vols habités et de stations spatiales. C'est le dossier le plus délicat, dans ses implications à long terme, mais aussi le plus important sur lequel les ministres auront à se prononcer à Rome.

La politique française en ce domaine est claire, réfléchie et déterminée. Un débat a souvent opposé dans les années récentes les tenants des missions spatiales entièrement automatiques et les tenants de l'intervention maximale de l'homme dans l'espace. Un consensus se dégage, à l'expérience, pour conclure à un faux débat. Comme dans tous les milieux hostiles ou dangereux où l'homme est amené à intervenir, il est nécessaire dans l'espace de faire appel au maximum à des systèmes automatiques et robotiques. Mais l'homme est irremplaçable pour intervenir dans des situations imprévues, pour juger et analyser, pour visiter, maintenir, réparer. La vraie question à laquelle seule l'expérience donnera une réponse, au cas par cas et suivant les technologies disponibles, est la bonne répartition des rôles entre l'homme et les systèmes automatiques et robotiques.

A cet égard, une participation, dans des conditions à négocier, à la station spatiale américaine à travers le projet Colombus permettrait à l'Europe de bénéficier plus tôt et à meilleur compte de l'utilisation de cette station spatiale pour conduire les expériences qu'elle jugera utiles.

Cependant, l'expérience amère de cette coopération pour le programme Spacelab et la politique déclarée des Etats-Unis de limiter les transferts de technologie et d'informations techniques au strict nécessaire pour assurer la compatibilité des éléments européens, et américains, montrent les limites d'une telle coopération. C'est pourquoi une politique de l'Europe ne peut être réduite, dans ce domaine, à une coopération avec les Etats-Unis.

La France, face à cet enjeu majeur à terme, a la même détermination qu'il y a dix ans à Bruxelles, lorsqu'elle a convaincu ses partenaires européens de construire le lanceur Ariane. Elle propose une nouvelle étape fondamentale de la construction de l'europe spatiale en décidant, dès à présent, l'acquisition de l'autonomie en matière de vols habités et la mise en place progressive d'une station spatiale européenne.

Autonomie

Mais il n'y a pas d'autonomie dans l'espace sans véhicule pour s'y rendre et en revenir. Il est maintenant établi qu'un lanceur automatique du type Ariane est plus économique pour lancer des satellites qu'un système habité récupérable, du type navette spatiale américaine. En conséquence l'approche de CNES, à la fois simple et originale, est de définir un système qui découple la fonction lancement de satellites automatiques de la fonction lancement, intervention en orbite et retour d'un équipage et de matériels divers.

Nous pensons que c'est une erreur et une complexité inutile de la navette spatiale américaine de mélanger ces fonctions. Pour la première, le CNES a étudié le lanceur Ariane-5. Pour la seconde, Ariane-5 mettra en orbite l'avion spatial Hermès, capable de transporter deux astronautes. Ainsi le système formé par Ariane-5 et Hermès sera capable d'assurer l'essentiel des missions actuellement réalisées par la navette spatiale, depuis les lancements des satellites les plus lourds jusqu'aux missions d'intervention et d'expérimentation en orbite. Plus souple et flexible d'emploi, il pourra faire des missions de longue durée ou de haute altitude, aujourd'hui hors de portée de la navette américaine.

Le programme Hermès fait la synthèse des technologies les plus avancées (aérodynamique hypersonique, aérothermie, robotique, télémanipulations, logiciels évolués, piles à combustibles) qui mobolisent l'enthousiasme de nos jeunes ingénieurs, chercheurs, techniciens, et suscitent l'intérêt des industries de l'aéronautique, de l'espace, et des organismes de recherche. Il est un remarquable symbole de cette volonté qu'a la France de relever, avec ses partenaires eurpéens, le défi technologique et spatial de la fin du siècle.

Nous sommes sur ce programme à la fois confiants et déterminés. Confiants de notre capacité de convaincre la grande majorité de nos partenaires de participer à ce programme et déterminés, comme nous le fûmes en 1973 avec Ariane, à aller de l'avant.

L'ensemble des programmes soumis à la conférence de Rome représente en termes financiers un accroissement de l'effort spatial d'environ 50 % en volume d'ici à 1990. Cela peut paraître important. Il faut cependant savoir que chaque citoyen français dépense pour l'espace environ un dixième de ce que dépense chaque citoyen américain, probablement un quinzième de ce que dépense chaque citoyen soviétique. Est-ce beaucoup si la France et l'Europe ont pour objectif d'affirmer leur rang de troisième puissance spatiale et leur volonté de jouer dans le monde le rôle qui est le leur ?

Colombus, Hermès : deux éléments complémentaires qui conduiront à la construction et à l'exploitation d'une station habitée européenne.

* Directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES).

DISCOVERY : UN ALLER-RETOUR SANS INCIDENT

La navette spatiale américaine Discovery s'est posée à Cap Canaveral (Floride), dimanche 27 janvier, à 22 h 23 (heure de Paris). Le point fort de cette mission de trois jours a été le lancement d'un gros satellite militaire SIGINT (Signal Intelligeace), qui aurait été déployé, vendredi 25 janvier, à 13 heures (heure de Paris). Fidèle au mutisme qu'elle a observé depuis le début de cette troisième mission de Discovery, la NASA n'a pas précisé l'heure exacte du largage de ce satellite, ses responsables se bornant à indiquer que le propulseur à deux étages IUS, chargé de transporter SIGINT vers l'orbite géostationnaire, *« avait rempli avec succès son objectif »*.

Deux expériences scientifiques étaient également au programme de ce vol : l'une destinée à étudier en apesanteur des échantillons de sang prélevés sur des personnes souffrant de cancers du colon, d'hépatites, de diabète ou d'hypertension ; l'autre portant sur des transferts de fluide, prévue pour affirmer les techniques de ravitaillement de satellites en orbite.

MÉDECINE

LES THÉRAPEUTIQUES PARALLÈLES EN ACCUSATION

Les plaintes pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie se multiplient

Assiste-t-on à une opération concertée du gouvernement contre les thérapeutiques parallèles ? Ceux qui aujourd'hui l'affirment ne manquent pas d'arguments : ils observent depuis quelques mois les développements d'une série d'actions en justice fondées sur des plaintes pour exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie. Au secrétariat d'Etat à la santé, on n'est ni surpris ni vraiment mécontent. On fait toutefois remarquer qu'il ne faut pas voir là une quelconque volonté politique de *« faire le ménage »*. *« Pour la plupart*, explique-t-on, *les plaintes ont été déposées à l'échelon local ou régional et seule la coïncidence peut faire croire à une opération d'ampleur nationale. »*

Quoi qu'il en soit, la polémique a repris comme aux plus beaux jours d'avant 1981, lorsque le comité de défense et d'information sur le cancer lançait par voie de presse un appel solennel *« pour l'expérimentation des médicaments mis au point par Jean Solomidès »*, action alors appuyée par des parlementaires et des hommes politiques militant – entre autres – au sein du Parti socialiste. Initiative identique, aujourd'hui, où – toujours par voie de presse – on vient de lancer un *« appel pour la défense et l'expérimentation des médecines parallèles »* signé par plus d'une centaine de médecins. Ces derniers *« dénoncent le fait que l'administration de la santé soit passée brutalement de la concertation à la répression, réduisant à néant les effets du dialogue et interrompant un débat scientifique par un acte de police »*.

C'est vrai, les temps changent. Passé 1981, le gouvernement avait officiellement manifesté une volonté de dialogue. Ce fut, en particulier, le cas lors de la concertation nationale sur le cancer organisée par M. Jack Ralite, alors ministre de la santé. Que tout semblait simple en 1982 ! C'était compter sans la pesanteur du système et, surtout, sans la crainte (réciproque ?) d'avoir à reconnaître un jour qu'on s'était trompé.

Concertation et répression

Rapidement, c'en fut fini des espoirs nourris par ceux qui, d'un côté ou de l'autre, espéraient de bonne foi qu'on parviendrait avec un peu de travail, pas mal de méthode et beaucoup de bonne volonté, à séparer le bon grain de l'ivraie. Rapidement, des actions judiciaires furent engagées. C'est ainsi, par exemple, que le 28 juillet 1983 la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de l'Ile-de-France déposait une plainte contre la société Olea-Centre de Sceaux (Hauts-de-Seine), petite entreprise familiale productrice de *« physiatrons synthétiques »*, ces produits contre les affections cancéreuses mis au point il y a une trentaine d'années par le docteur Jean Solomidès, mais qui n'ont jamais fait la preuve scientifique de leur efficacité. *« Nous sommes formels*, confie-t-on au secrétariat d'Etat à la santé. *Les analyses faites par le laboratoire national de la santé ont conclu à la présence de substances toxiques dans ces préparations. »* La récente saisie de matériel et de documents comptables au siège de la société Olea-Centre, venant après plusieurs actions en justice visant d'autres praticiens ou produits « parallèles », voilà qui était amplement suffisant pour mobiliser sans attendre les militants. Il est vrai qu'un autre projet les menace directement, celui de la direction de la Sécurité sociale qui limitera bientôt le remboursement des préparations magistrales faites par les pharmaciens d'officine.

On peut s'interroger sur la stratégie adoptée par les autorités sanitaires françaises. Les thérapies marginales ne sont rien d'autre au fond que l'expression d'une angoisse, d'un besoin face auxquels la cancérologie officielle n'a pas toujours la réponse. A cet égard, la concertation, tout comme la répression ont leurs avantages et leurs limites. A ce point rapprochées dans le temps, elles donnent surtout l'impression d'un pouvoir hésitant sur la meilleure conduite à tenir. Face à de telles pratiques, il peut y avoir des urgences sanitaires. C'est notamment le cas si les physiatrons du Docteur Solomidès sont des produits toxiques, si le commerce est par trop illégal, s'il prend des proportions telles que les substances proposées deviennent des médicaments de première intention détournant les malades des traitements officiels.

On regrettera cependant qu'aucune action de fond ne soit entreprise, et que, par exemple, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ne soit pas sollicité d'entreprendre une étude sur les produits Solomidès.

JEAN-YVES NAU.

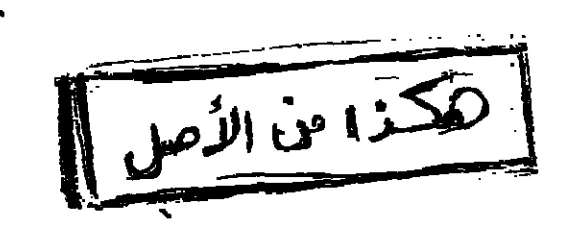
Des fidèles du docteur Solomidès à Paris

« On nous ment, on nous trompe ! »

Son père a été guéri grâce aux *« physiatrons synthétiques »* du docteur Jean Solomidès, sa nièce également et elle-même se soigne *« de manière préventive »*. *« J'en ai*, dit-elle, *plein le frigo »*. D'où sa volonté, le samedi 26 janvier à quelques dizaines de mètres du ministère de la santé, de manifester, avec quatre cents autres, contre la saisie du matériel des laboratoires Solomidès ; d'où sa certitude, comme tous les autres, de se battre contre une coalition hétéroclite qui comprendrait à la fois la *« médecine officielle*, la *« mafia des pharmaciens »* et les *« lois injustes autant que rigides » « On nous ment*, dit-elle. *On nous trompe »*.

Le nom du docteur Jean Solomidès, *« mort de n'en pouvoir plus, le 28 mai 1979 »*, est sur toutes les lèvres. Des brochures à lui consacrées sont distribuées, des photos montrent ses guérisons spectaculaires et on parle du docteur au présent : *« Si j'étais malade*, affirme un manifestant, *j'irais voir Solomidès »*. Certains sont venus de Belgique ou de Lyon clamer leur certitude et tenter de rallier, dans un Paris désert, les forces de l'ordre, leurs seuls interlocuteurs : *« Un CRS sur quatre*, indique une pancarte, *aura le cancer. CRS-malades, même combat »*.

N. B.



هكذا من الأصل

sports

LA REPRISE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

« Ça ira » pour les Girondins

Après les quatre semaines de trêve hivernale prévues au calendrier et une cinquième semaine imposée par les intempéries, le championnat de France de football a repris, samedi 26 janvier, par un choc au sommet entre les deux prétendants au titre, le Football Club de Nantes et les Girondins de Bordeaux. La rencontre, disputée à guichets fermés devant plus de *quarante-cinq mille spectateurs,* a permis aux visiteurs bordelais de prendre un avantage surtout psychologique en s'imposant par *1 but à 0.*

L'Association sportive de Monaco a profité de cette reprise de la compétition pour inaugurer victorieusement son nouveau stade Louis II *(le Monde* daté 27 et 28 janvier) par un succès contre Lens (3 à 0). Cette reprise a, en revanche, confirmé la crise traversée par les deux équipes de la capitale avec le Paris-Saint-Germain, battu à Brest (3 à 1), et surtout le Racing, qui n'a pas eu le sursaut espéré après son changement d'entraîneur et qui s'est incliné (2 à 0) au Parc des princes face à l'Olympique de Marseille devant... trois mille spectateurs.

De notre envoyé spécial

Nantes. – Surmonté de sa corolle de béton illuminée, le nouveau stade de la Beaujoire, semblable à une immense soucoupe volante posée à l'écart de la ville, offrait un cadre très symbolique au retour à la compétition nationale des Girondins de Bordeaux, consacrés nouveaux ambassadeurs du football français *par leurs performances en Coupe* d'Europe.

L'avenir permettra de juger si les Bordelais ont mis à profit cette reprise de la compétition sur le terrain de leurs plus dangereux adversaires pour prendre leur envol vers un deuxième titre national consécutif. La sérénité des vainqueurs et l'abattement des vaincus après le match laissent en tout cas penser que les Girondins ont marqué un avantage psychologique plus important encore que les deux points d'avance acquis au classement.

« Nous les avons trop respectés en première mi-temps », reconnaissait Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur nantais. Dès le coup d'envoi le contraste était en effet saisissant entre la maturité des Bordelais, confiants dans leur organisation de jeu qui avait fait ses preuves sur le front européen, à Bilbao ou à Bucarest, et la retenue d'une équipe nantaise en devenir qui tardait, à engager les hostilités par peur des représailles.

Dans ce football de position du début de match, limité à quelques escarmouches, la maîtrise collective et le talent individuel des milieux de terrain Alain Giresse, Jean Tigana, René Girard et Thierry Tusseau suffisaient en tout cas pour étouffer les initiatives de José Touré, le Nantais le plus entreprenant. Ce malaise des joueurs locaux se concrétisera d'ailleurs à la trente-quatrième minute par une incompréhensible mésentente entre les deux internationaux Michel Bibard et Maxime Bossis, qui laisseront Dieter Muller marquer le seul but du match pour Bordeaux.

Un manque de rodage

Menés au score, les Nantais pouvaient enfin prendre des risques et tenter de revenir aux sources de leur football. *« Si on laisse les Bordelais jouer à leur rythme ils nous sont incontestablement supérieurs,* expliquait Jean-Claude Suaudeau. *C'était à nous d'imposer notre plus grande vitesse mais sans gaspillage. Nous avons manqué de simplicité et joué en aveugles ».*

Lancés à l'abordage des buts girondins en deuxième mi-temps, les Nantais ont maintes fois gaspillé le ballon dans des centres, des déviations ou des « une-deux » trop imprécis. Très perturbés dans leur préparation par le mauvais état des terrains manquaient-ils plus que leurs adversaires de quelques matches de rodage pour tenir un rythme supérieur ou faut-il voir dans ces échecs répétés une nouvelle preuve de la parfaite organisation de la défense bordelaise devant Dominique Dropsy ?

Par leur comportement les Girondins ont surtout rassuré leur entraîneur avant les quarts de finale de la Coupe d'Europe qu'ils disputeront, pour la première fois dans l'histoire du club, les 6 et 20 mars. *« Je craignais,* disait-il, *que les regards et les pensées se tournent dès la reprise vers la Coupe d'Europe. J'avais la hantise du décrochage. Ce soir je suis rassuré. »*

L'heure n'est pas à la démobilisation. Pas moins de dix matches figurent à leur programme des cinq prochaines semaines. Pour ce marathon, les Bordelais devraient enfin enregistrer les débuts officiels du Portugais Fernando Chalana, qui était indisponible depuis son transfert l'été dernier pour 16,2 millions de francs. Un renfort de premier choix pour servir les nouvelles aspirations d'Aimé Jacquet, quand il confie : *« Nous avons acquis une expérience, une confiance, une saisie collective très satisfaisantes. Maintenant il nous faut aller plus loin en faisant preuve de plus d'imagination et de spontanéité afin de donner un mouvement perpétuel au groupe ».*

GÉRARD ALBOUY.

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI NORDIQUE

Le fond français refait surface

Seefeld. – La Norvège a exercé une nette domination au cours des championnats du monde de ski nordique qui se sont disputés du 18 au 27 janvier à Seefeld (Autriche). A l'occasion de la dernière épreuve – le 50 kilomètres messieurs, – Ove Aunli, troisième, a remporté en effet la quinzième médaille pour son pays. Il a été devancé par le Suédois Gunde Svan, vainqueur en 2 h 10 min. 49 sec., et par le surprenant Italien Maurilio de Zolt. La razzia norvégienne avait déjà connu un temps fort la veille.

De notre envoyé spécial

Samedi matin, près de la petite chapelle qui marque l'entrée de Seefeld, les Norvégiennes avaient raflé les trois médailles dans le 20 kilomètres, plongeant les autres prétendantes – la championne olympique finlandaise Marja-Liisa Hamalainen, et la Soviétique Raisa Smetanina – dans un sentiment d'impuissance. Dans l'après-midi, le sauteur Per Bergerud gonflait la note au bas du tremplin de 70 mètres en terminant troisième. Aussi, lorsqu'au terme du 50 kilomètres, disputé dimanche matin sous un déluge de neige, Ove Aunli permit à son pays de dépasser le record établi en 1982 dans le sanctuaire d'Holmenkollen, au-dessus d'Oslo (quatorze médailles), les supporters norvégiens avaient beau jeu de rappeler par leurs chants qu'ils sont *« les inventeurs du ski ».*

Cette fierté pouvait d'autant mieux s'exprimer que leurs athlètes préférés renversent ainsi une tendance favorable à la Finlande lors des Jeux olympiques de Sarajevo en 1984. Ils le doivent essentiellement aux fondeuses, détentrices de sept des neuf médailles individuelles attribuées, alors que, chez les messieurs, il n'y a eu que Ove Aunli (deux médailles) pour se glisser dans les batailles autour des podiums. Ils ont été neutralisés dans ce secteur par deux riches individualités, celle du Suédois Gunde Svan et celle de l'Italien Maurilio de Zolt.

Les deux médailles d'or remportées par le premier n'ont surpris personne. Les épreuves olympiques de Sarajevo l'avaient porté à un formidable degré de compétitivité. Il était rentré dans sa Dalécarlie natale avec quatre médailles, dont deux d'or déjà. Ce fut une sorte de récompense pour le public que les championnats s'achèvent par son irrésistible chevauchée dans le 50 kilomètres, au cours duquel il réussit à tenir Zolt à distance, lequel lui vola quand même la vedette.

Le miracle italien

Il est tellement surprenant de voir un *Européen du Sud jouer dans* la cour des Nordiques. Aux championnats du monde de Lahti, le Français Jean-Paul Pierrat avait déjà provoqué une énorme sensation en s'adjugeant la médaille de bronze du 50 kilomètres derrière le Suédois Lundbaeck et le Soviétique Saveliev. Précédemment, aux Jeux olympiques de Grenoble, en 1968, l'Italien Franco Nones avait fait mieux, avec une victoire dans la course de 30 kilomètres. Mais cette fois, Maurilio de Zolt, trente-quatre ans, originaire de San-Pietro-in-Cadore, près de Bologne, a réussi, à lui seul, à faire nombre : médaille de bronze du 15 kilomètres, médaille d'argent du 50 kilomètres, plus une troisième de ce même métal dans le relais. On a pu ainsi parler de *« miracle italien ».*

Le sujet des transfusions sanguines est revenu à la surface. Elles sont à peine niées par les Transalpins, qui préfèrent insister sur la rationalité de leurs méthodes de préparation, englobant les aspects physiologiques et l'alimentation. L'ombre du professore Francesco Conconi planait sur Seefeld. Celui qui a aidé le cycliste Francesco Moser à battre le record du monde de l'heure en lui faisant appliquer des méthodes modernes de préparation, intervient en réalité depuis trois ans, dans le travail des skieurs de fond.

Est-ce un exemple à suivre pour les Français ? *« Les résultats des Italiens constituent un encouragement pour nous,* explique Jean-Paul Pierrat, devenu il y a quatre mois à peine, directeur de l'équipe nationale. *Cela dit, nous sommes désavantagés car nous ne disposons pas des mêmes moyens financiers. D'autre part, j'hésite à m'engager dans certaines pratiques qui ne servent qu'à dénaturer le sport. »*

L'ancien vainqueur de la Vasaloppet ne refuse quand même pas la rigueur dans la préparation de ses athlètes, qui ont réussi un score honorable si l'on considère le retard accumulé ces dernières années par rapport aux Italiens, bien sûr, mais aussi par rapport aux Suisses. Le fond français *« touchait le fond »* après les Jeux olympiques de Sarajevo. La présence de Patrick Fine à la quinzième place du 30 kilomètres, celle de Dominique Locatelli à la dix-septième du 50 kilomètres, et la performance de Jean-Denis Jaussaud, dix-neuvième du 30 kilomètres, constituent un tir groupé comme la France n'en avait jamais connu. Pour Jean-Paul Pierrat, il ne s'agit pas là d'une consolation, mais d'une illustration des possibilités de ses fondeurs à qui il a eu le temps d'imposer – en dépit du caractère tardif de son entrée en fonctions – un certain nombre de règles de rigueur qu'il avait suivies avec succès au cours de sa carrière.

LLIBERT TARRAGO.

CYCLO-CROSS

La famille Madiot

Le championnat de France de cyclo-cross, dimanche 27 janvier à Gesté-la-Chaussaie, près de Nantes, a été une affaire de famille : le régional Yvon Madiot a conservé son titre devant quinze mille spectateurs, précédant son frère aîné Marc, l'un des chefs de file de la nouvelle vague cycliste. Si l'on considère que ce même Marc Madiot avait remporté le championnat national de cyclo-cross en 1982, avant de s'illustrer dans Paris-Roubaix, et que Martial Gayant, classé troisième cette année, avait triomphé en 1983 pour ses débuts chez les professionnels, on admettra que le cross cyclo-pédestre est redevenu une affaire de spécialistes.

Les trois hommes, nettement supérieurs à leurs adversaires, appartiennent depuis quatre ans à l'équipe Renault-Gitane dirigée par Cyrille Guimard. Cet excellent éducateur – un ancien champion de France lui aussi – croit aux vertus du cyclo-cross bien que cette discipline marginale soumette les concurrents à des efforts antagonistes : le cyclisme, y compris le cyclisme tous terrains, et la course à pied ne sauraient être complémentaires comme peuvent l'être, par exemple, l'exercice de la bicyclette et le ski de fond ou le patinage de vitesse.

Pour Cyrille Guimard, l'essentiel est de pratiquer, durant l'hiver, une activité d'appoint afin de se maintenir en condition et d'éviter une rupture souvent fâcheuse. C'est la raison pour laquelle plusieurs routiers faisaient partie du maigre peloton réduit à vingt-cinq unités. Parmi eux, Régis Clère s'est distingué en imprimant à l'épreuve un rythme soutenu. Bernard Hinault, en revanche, n'a pas digéré le départ rapide. Il a préféré abandonner à mi-parcours, vers le dixième kilomètre. Le Breton n'était préparé, ni physiquement, ni moralement, pour une compétition de ce type. De toute évidence, ses objectifs sont ailleurs. Les frères Madiot participeront au championnat du monde le 16 février, dans la région de Munich.

J. A.

SKI-ATHLON

Les nordiques coiffent les alpins

De notre envoyé spécial

Les Deux-Alpes. – *La météo n'est décidément pas favorable cette saison aux compétitions de ski. C'est dans le vent, la neige et le brouillard que les quatre cents concurrents du premier ski-athlon se sont élancés schuss, samedi 26 janvier, du sommet du Rachas vers la vallée des Deux-Alpes dans la version à ski des grands départs des marathons populaires. Par miracle il n'y a pas eu à relever plus de deux blessés légers dans la pente. Et après quelque trois minutes à très grande vitesse, les meilleurs « alpins » avaient encore à couvrir successivement une boucle de ski nordique (5 kilomètres pour les femmes, 10 kilomètres pour les hommes) et un parcours de cross (4 kilomètres pour les femmes, 8 kilomètres pour les hommes). Transposition hivernale des épreuves combinées, tel le triathlon, qui connaissent une vogue croissante, cette course comptait en effet trois volets : descente alpine, fond et course à pied.*

Ce sont les spécialistes de fond, le Vosgien Guy Belland chez les hommes et la Dauphinoise Jannie Longo chez les dames, qui ont finalement reçu les prix – des automobiles – offertes aux vainqueurs. Les Alpins ont été désavantagés par la réduction de moitié du parcours de descente en raison des mauvaises conditions. Des champions comme Annie Breyton (recordwoman de kilomètre lancé) et Fabienne Serrat (ancienne championne du monde de slalom géant) n'ont pas pu ainsi creuser un écart significatif (1 seconde de descente alpine comptait comme sept secondes de fond) avant de changer de skis. La formule n'en est pas moins particulièrement attractive et après quelques aménagements, elle promet de beaux affrontements entre Alpins et Nordiques lors des prochaines éditions.

ALAIIN GIRAUDO.

ESCRIME

Fines mouches allemandes

Près de trois cents fleurettistes, représentant vingt et une nations, ont participé à la trente-deuxième édition du Challenge Martini, gagné, dimanche 27 janvier, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, par l'Allemand de l'Ouest Mathias Gey. Cette victoire, obtenue en finale face à son compatriote Harald Hein par dix touches à une, est la quatrième remportée depuis 1980 dans ce challenge par un fleurettiste ouest-allemand. Pour la troisième place, un autre Allemand, Schreck, a battu l'Italien Montanari, par dix touches à zéro.

Qui mettra un terme à la domination des Allemands de l'Ouest dans le Challenge Martini, qui réunit depuis 1953 les meilleurs fleurettistes du monde ? Seuls, les Italiens semblent aujourd'hui capables de rivaliser avec les Allemands. Après Harald Hein, qui avait ouvert la voie en 1977 avant de renouveler sa victoire en 1984, Rainer Wirz (1980), Mathias Behr (1981) et Mathias Gey (1982), se sont succédé au palmarès de cette compétition. Les Allemands ont fait mieux encore cette année, en plaçant trois des leurs dans le tableau final, qui réunissait également deux Italiens (Montanari et Cipressa), un Polonais (Sypniewski), un Soviétique (Romankov) et un Français (Omnes).

Ces résultats ne sont pas toutefois le fruit du hasard. La première victoire d'Hein a coïncidé avec le premier titre obtenu aux Jeux olympiques par les fleurettistes de la RFA. Le champion ouest-allemand, alors âgé de vingt-sept ans, ne se distinguait pas par la finesse de son escrime. Petit et trapu, il affichait une expérience et une envie de vaincre qui étonnaient déjà ses adversaires. Il n'avait surtout pas son pareil pour galvaniser l'énergie de ses coéquipiers et renverser les situations les plus périlleuses. Son palmarès n'est pas exceptionnel, mais il est l'exemple même de la réussite ouest-allemande. Il a toujours fait partie du cercle d'escrime de Tauberbischofsheim, situé à une centaine de kilomètres au sud-est de Francfort-sur-le-Main. Cette petite ville d'une dizaine de milliers d'habitants est le centre nerveux de l'escrime ouest-allemand. Elle dispose d'un animateur exceptionnel : Emile Beck. Cet ancien coiffeur a découvert ce sport en 1952, en regardant un film. Deux ans plus tard, il fondait son club, il était à l'origine du premier titre obtenu par la RFA. Il devait devenir ensuite le patron de l'escrime fédérale. Il a formé Hein et bien d'autres champions.

Avec les autres tenants de la tradition, les Soviétiques et les Hongrois, les Français ont toujours fait la moue devant le spectacle de ces bretteurs plus soucieux de l'efficacité que de l'esthétisme. L'arrivée de ces derniers sur le devant de la scène internationale marquait toutefois la fin glorieuse d'une époque. Dès 1981, l'escrime française, qui avait perdu Christian Noël, Bernard Talvard et Daniel Revenu, était bel et bien au creux de la vague.

Technique française

Directeur technique national qui a succédé à Jacques Donnadieu, Jean-Michel Oprendek est un homme de terrain. Après avoir réorganisé le sabre et l'épée, il n'a pas attendu les résultats des Jeux olympiques, où le fleuret a obtenu les moins bons résultats, pour remettre de l'ordre dans cette spécialité. Jacky Courtillat, entraîneur national, a quitté ses fonctions et a été remplacé par Bernard Talvard, médaillé olympique en 1976 à Montréal et dernier vainqueur français du Martini en 1974. Celui-ci a reçu pour mission d'enseigner *« une technique française adaptée aux réalités du combat ».*

Le constat du directeur technique national est, en effet, celui-ci : *« Le fleuret masculin a été longtemps la Rolls-Royce de l'escrime. Il a connu depuis plusieurs saisons un lent déclin. Le départ de grands champions a entraîné une cassure. La relève n'était pas prête. Il n'y a pas eu, de plus, suffisamment d'initiatives en faveur des salles d'armes et des clubs. Seul, Ernest Revenu à Melun a maintenu le niveau de son école. C'est peu pour obtenir un renouvellement sérieux de l'élite. »*

La Fédération française d'escrime, à la tête de laquelle est arrivé M. Pierre Abric, président de la Ligue de Paris, portera donc ses efforts sur le développement du fleuret en vue des Jeux de Séoul en 1988. Pour autant, elle n'entend pas augmenter ses effectifs à tout prix : *« Nous devons d'abord,* dit M. Abric, *créer ou améliorer les structures d'accueil, susciter des vocations de dirigeant, posséder surtout des maîtres d'arme en nombre suffisant pour obtenir une escrime de qualité. »*

GILLES MARTINEAU.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

RALLYE DE MONTE-CARLO

Après cinq épreuves spéciales chronométrées, l'Allemand de l'Ouest Walter Roehrl, quatre fois vainqueur du « Monte » sur quatre voitures différentes, occupait le 27 janvier, le commandement de ce 53e Rallye. Son Audi Sport-quatro avait 35 s d'avance sur la Peugeot 205 turbo du Finlandais Ari Vatanen, qui a blessé légèrement deux spectateurs, lors d'une sortie de route, dans la deuxième spéciale. La troisième place était occupée par la Lancia 037 du Finlandais Henri Toivonen, qui avait perdu seulement 1 mn 24 s sur les routes sèches.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Quinzième journée)

*Le Mans b. Monaco 111-91
*Antibes b. Stade Français 90-77
*Avignon b. Caen 94-84
*Vichy b. Challans 106-90
Villeurbanne b. *Saint-Etienne 87-85
*Limoges b. Mulhouse 131-98
*Orthez b. Tours 87-57

Classement. – 1. Villeurbanne et Limoges, 41 pts ; 3. Antibes et Stade Français, 37 ; 5. Challans et Orthez, 33.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-troisième journée)

Bordeaux b. Nantes 1-0
*Toulon b. Bastia 1-0
*Toulouse et Metz 1-1
*Monaco b. Lens 3-0
*Brest b. Paris-SG 3-1
*Laval b. Sochaux 2-1
*Lille b. Tours 3-0
Marseille *RC Paris 2-0
*Nancy et Auxerre 1-1

(La rencontre Strasbourg-Rouen a été reportée.)

Classement. – 1. Bordeaux, 35 pts ; 2. Nantes, 33 ; 3. Auxerre, 28 ; 4 Toulon, 27 ; 5. Metz, 26 ; 6. Brest, 25 ; 7. Lens, 24 ; 8. Monaco, Paris-SG et Bastia, 22 ; 11. Laval, 21 ; 12. Sochaux, 20 ; 13. Lille et Marseille, 19 ; 15. Toulouse et Nancy, 18 ; 17. Strasbourg et Tours, 16 ; 19. Rouen, 15 ; 20. RC Paris, 12.

Deuxième division
(Vingt et unième journée)

GROUPE A

*Rennes b. Quimper 5-1
*Angers et Dunkerque 1-1
*Châteauroux et Mulhouse 1-1
*Stade Français b. Abbeville .. 2-1
*Caen et Red Star 0-0
*Le Havre b. Guingamp 3-1
*Sedan et Valenciennes 2-2

(Les rencontres Amiens-Orléans et Besançon-Reims ont été reportées.)

Classement. – 1. Mulhouse et Le Havre, 29 pts ; 3. Rennes, 26 ; 4. Orléans, 26 ; 5. Guingamp, 25.

GROUPE B

*Béziers b. Limoges 4-1
*Saint-Etienne b. Gueugnon ... 7-0
*Grenoble b. Nîmes 1-0
*Cuiseaux-Louhans b. Le Puy .. 4-1
*Thonon b. Sète 4-0
*Martigues et Nice 0-0
*Montpellier b. La Roche 3-1
*Cannes b. Lyon 2-2
*Alès b. Valence 2-0

Classement. – 1. Nice, 28 pts ; 2. Montpellier, 26 ; 3. Nîmes et Thonon, 25 ; 5. Saint-Etienne, 24.

Hippisme

PRIX D'AMÉRIQUE

Vainqueur en juillet dernier au Roosevelt Raceway de New-York, championnat du monde des trotteurs, Lutin d'Isigny *(huit ans), s'est imposé le 27 janvier à Vincennes dans le Prix d'Amérique, la plus grande course de trotteurs dotée de 2 millions de francs. Drivé par J.-P. André, il a précédé* Mon Tourbillon *et* Minou du Donjon. *Le pari tiercé (14-12-11) rapporte pour 5 francs dans l'ordre exact 179,50 francs, et dans un ordre différent 31 francs.*

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
POULE FINALE
(Quatrième tour)

*Gap b. Megève 5-4
*Saint-Gervais b. Grenoble 6-2
*Français Volants b. Chamonix . 10-2

Classement. – 1. Saint-Gervais, 44 pts ; 2. Gap, 39 ; 3. Megève, 38 ; 4. Français Volants, 31 ; 5. Grenoble, 30 ; 6. Chamonix, 28.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Seizième journée)

POULE 1

*Aurillac b. Tyrosse 19-3
*Stade Toulousain b. Racing-CF . 41-0
*Narbonne b. Béziers 22-19
Carcassonne b. *Aire-s.-l'Adour . 10-6
*Tarbes b. Montauban 36-13

Classement. – 1. Béziers, 39 pts ; 2. Stade Toulousain, 38 ; 3. Tarbes et Tyrosse, 33 ; 5. Montauban, 31.

POULE 2

*Romans et Le Boucau 3-3
*Valence b. Bègles-Bordeaux ... 10-9
*Hyères b. Biarritz 13-9
Agen b. *La Rochelle 15-7

Classement. – 1. Agen, 40 pts ; 2. Biarritz, 39 ; 3. Dax, Hyères, Oloron et Le Boucau, 33.

POULE 3

*Lourdes b. Le Creusot 35-7
Brive b. *Angoulême 13-6
*Pau b. La Voulte 15-12
*Montferrand b. Bagnères 60-4

Classement. – 1. Lourdes et Montferrand, 40 pts ; 3. Pau, 31 ; 4. Grenoble et Brive, 30.

POULE 4

*Albi b. Mont-de-Marsan 15-13
*Graulhet b. Toulon 14-6
Perpignan b. *Tulle 22-8

Classement. – 1. Toulon, 42 pts ; 2. Nice, 41 ; 3. Graulhet, 35 ; 4. Perpignan, 32 ; 5. Mont-de-Marsan, 31.

Ski alpin

COUPE DU MONDE MASCULINE
à Garmisch-Partenkirchen (RFA)

DESCENTE

1. Hoeflehner (Aut.), 1 mn 54 s 56 ; 2. Mueller (Sui.), 1 mn 54 s 78 ; 3. Anton Steiner (Aut.), 1 mn 55 s 23.

Huitième de cette descente en 1 mn 56 s 4, Frank Piccard obtient le meilleur résultat qu'un français ait obtenu dans cette discipline depuis 1979.

SUPER-GÉANT

1. Girardelli (Lux.), 1 mn 34 s 9 ; 2. Wenzel (Lie.), 1 mn 34 s 26 ; 3. Stuffer (RFA), 1 mn 34 s 59.

COUPE DU MONDE FÉMININE
à Arosa (Suisse)

SUPER-GÉANT

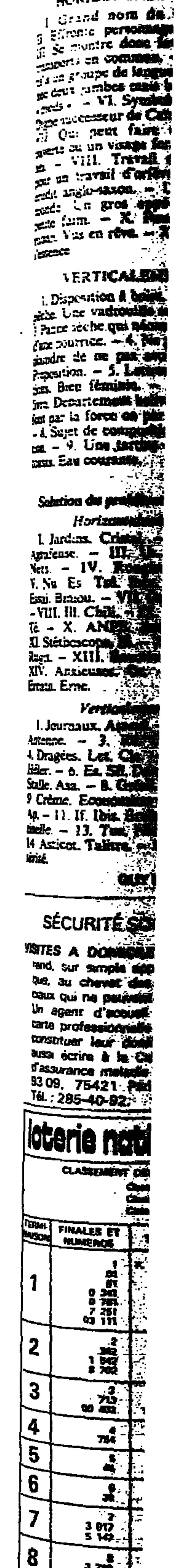
1. Kiehl (RFA), 1 mn 25 s 7 ; 2. E. Twardokens (E-U), 1 mn 25 s 41 ; 3. Figini (Sui.), 1 mn 26 s 6.

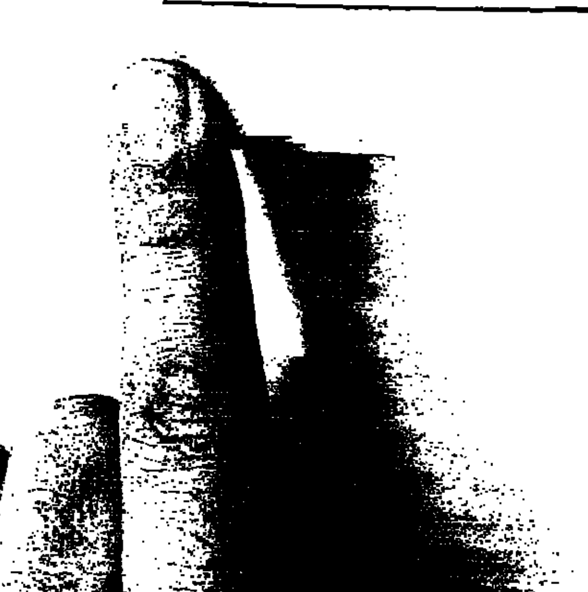
Tennis

TOURNOI DE PHILADELPHIE
(300 000 dollars)

Demi-finales. – McEnroe (E-U) b. Davis (E-U) 6-2, 6-4 ; Mecir (Tch.) b. Connors (E-U), 5-7, 6-4, 6-3.

Finale. – McEnroe b. Mecir, 6-3, 7-6, 6-1.





INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3891

HORIZONTALEMENT

I. Grand nom du cirque. – II. Effronté personnage. Saint. – III. Se montre donc favorable aux transports en commun. – IV. Relatif à un groupe de langues. – V. N'a que deux jambes mais beaucoup de « pieds ». – VI. Symbole chimique. Digne successeur de Caïn et Abel. – VII. Qui peut faire une figure ouverte ou un visage fermé. Personnel. – VIII. Travail de tabletier pour un travail d'orfèvre. Saint et érudit anglo-saxon. – IX. Bout du monde. Un gros appétit ou une petite faim. – X. Possessif. Long ruban. Vus en rêve. – XI. Relatif à l'essence.

VERTICALEMENT

1. Disposition à boire. – 2. Bonne pêche. Une vadrouille en bateau. – 3. Panne sèche qui nécessite l'emploi d'une nourrice. – 4. Ne peut donc se plaindre de ne pas avoir de taille. Préposition. – 5. Lettres de félicitations. Bien féminin. – 6. Titre de livre. Département bolivien. – 7. Se font par la force ou par la douceur. – 8. Sujet de composition. Interjection. – 9. Une tartine en plus des toasts. Eau courante.

Solution du problème n° 3890

Horizontalement

I. Jardins. Cristal. – II. Obéré. Agrafeuse. – III. Us. Ane. Reg. Nets. – IV. Rougissement. – V. Nu. Es. Tsé. Inca. – VI. As. Essai. Binion. – VII. Oseille. Béats. – VIII. Ill. Chili. – IX. Ail. Elo. Sl. Té. – X. ANPE. Ana. Epar. – XI. Stéthoscope. Ili. – XII. Sea. Es. Rugit. – XIII. Enucléation. Eté. – XIV. Anxieuses. Or. – XV. Ue. Errata. Erne.

Verticalement

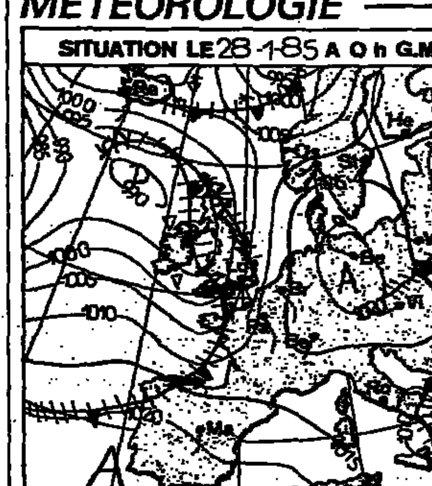
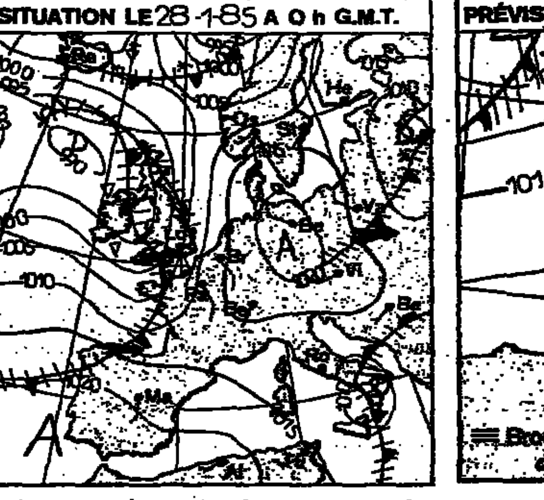
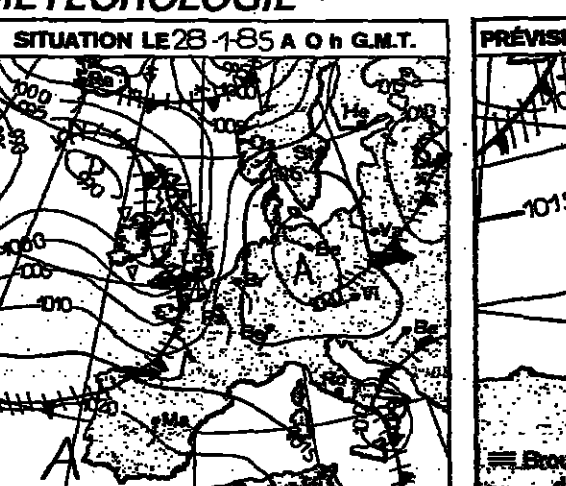
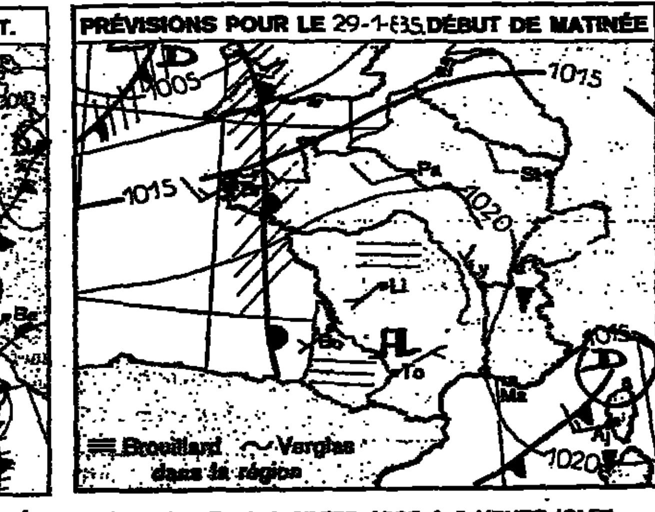
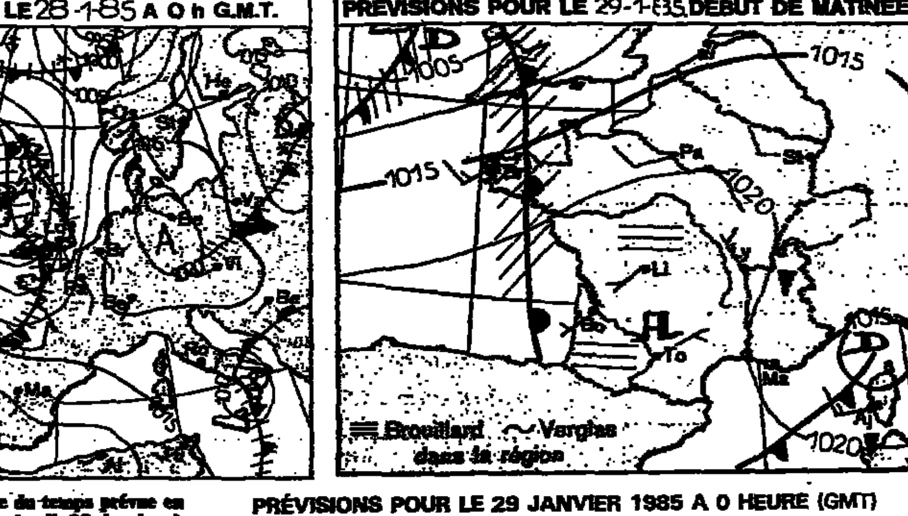
1. Journaux. Asseau. – 2. Absous. Antenne. – 3. Ré. Oripeaux. – 4. Dragées. Let. Cie. – 5. Ienisseï. Héler. – 6. Es. Sil. Doseur. – 7. Sa. Stalle. Asa. – 8. Gréail. Lac. Têt. – 9. Crème. Economisa. – 10. Rage. Ap. – 11. If. Ibis. Ernée. – 12. Sentinelle. – 13. Tue. Nisi. Pigeon. – 14. Asticot. Talitre. – 15. Les. Austérité.

GUY BROUTY.

SÉCURITÉ SOCIALE

VISITES A DOMICILE. – Elle se rend, sur simple appel téléphonique, au chevet des assurés sociaux qui ne peuvent se déplacer. Un agent d'accueil muni d'une carte professionnelle les aidera à constituer leur dossier. On peut aussi écrire à la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris, BP 93 09, 75421 Paris Cedex 09. Tél. : 285-40-92.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps prévue en France entre le lundi 28 janvier à 0 heure et le mardi 29 janvier à 24 heures.

Le champ de pression est en hausse par le sud-ouest du pays, et la partie active du courant perturbé océanique circulera à des latitudes plus élevées.

Mardi matin, un temps souvent nuageux et brumeux prédominera sur le pays ; quelques bancs de brouillard se formeront de l'Aquitaine au Massif Central. De faibles chutes de neige résiduelles pourront encore être observées sur les Alpes.

Au cours de la journée, une zone de temps couvert et humide s'étendra à tout le pays, épargnant les régions du Sud et du Sud-Est où de belles éclaircies se développeront. Les nuages seront accompagnés de précipitations, le matin, sur la Bretagne, s'étendant vers la Normandie, le Nord, la Picardie et les Flandres en soirée.

Le vent, faible en général, soufflera modérément d'ouest sur les régions du Nord. Le vent du nord sera modéré le matin dans la vallée du Rhône.

Les températures minimales avoisineront 0 à 3 degrés dans l'intérieur, 5 à 7 degrés près des côtes de l'Atlantique et de la Manche, ainsi que près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures maximales atteindront 6 à 13 degrés du nord au sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 28 janvier, à 7 heures, de 1 007,5 millibars, soit 755,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 janvier) : Ajaccio, 14 et 3 degrés; Biarritz, 14 et 8; Bordeaux, 11 et 6; Bourges, 9 et 2; Brest, 10 et 7; Caen, 6 et 5; Cherbourg, 6 et 4; Clermont-Ferrand, 6 et – 1 ; Dijon, 5 et – 3 ; Grenoble-St-M.-H., 6 et 0; Grenoble-St-Geoirs, 5 et – 3; Lille, 4 et 1; Lyon, 6 et – 2; Marseille-Marignane, 10 et 1; Nancy, 4 et – 5; Nantes, 9 et 7; Nice-Côte d'Azur, 13 et 6; Paris-Montsouris, 6 et 2; Paris-Orly, 5 et 1; Pau, 13 et 5; Perpignan, 14 et 3; Rennes, 8 et 6; Strasbourg, 6 et – 3; Tours, 6 et 3; Toulouse, 11 et 2; Pointe-à-Pitre, 27 (max.).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 3; Amsterdam, 2 et – 1; Athènes, 18 et 13; Berlin, – 1 et – 4; Bonn, 3 et – 5; Bruxelles, 2 et – 1; Le Caire, 25 et 14; îles Canaries, 21 et 15; Copenhague, – 5 et – 16; Dakar, 21 et 16; Djerba, 15 et 7; Genève, 6 et – 3; Istanbul, 15 et 10; Jérusalem, 18 et 12; Lisbonne, 13 et 10; Londres, 4 et 3; Luxembourg, 1 et – 5; Madrid, 10 et 1; Montréal, – 10 et – 14; Moscou, – 12 et – 10; Nairobi, 27 et 21; New-York, 0 et – 7; Palma-de-Majorque, 15 et 1; Rio-de-Janeiro, 25 et 20; Rome, 15 et 12; Stockholm, – 13 et – 24; Tozeur, 14 et 8; Tunis, 14 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :
Classée première : la série 7 (Lutin d'Isigny)
Classée deuxième : la série 1 (Mon Tourbillon)
Classée troisième : la série 2 (Minou du Donjon)

TERMINAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 7	SERIE 1	SERIE 2	AUTRES SERIES
1	1 01 51 0 341 0 781 7 251 03 111	F. 250(1) 2 000 2 000 20 000 20 000 22 000 500 000	F. néant 1 000 1 000 10 000 10 000 11 000 250 000	F. néant 500 500 4 000 4 000 4 500 100 000	F. néant 250 250 2 000 2 000 2 250 40 000
2	2 382 1 642 8 702	250(1) 10 000 20 000 20 000	néant 4 000 10 000 10 000	néant 2 000 4 000 4 000	néant 1 000 2 000 2 000
3	3 713 00 403	250(1) 10 000 5 500 000	néant 4 000 500 000	néant 2 000 250 000	néant 1 000 70 000
4	4 754	250(1) 10 000	néant 4 000	néant 2 000	néant 1 000
5	5 45	250(1) 2 000	néant 1 000	néant 500	néant 250
6	6 36	250(1) 2 000	néant 1 000	néant 500	néant 250
7	7 3 017 5 147	250(1) 20 000 20 000	néant 10 000 10 000	néant 4 000 4 000	néant 2 000 2 000
8	8 3 798 8 606	250(1) 20 000 20 000	néant 10 000 10 000	néant 4 000 4 000	néant 2 000 2 000
9	9 79 99 489 6 089 5 149 08 289	250(1) 2 000 4 000 10 000 20 000 20 000 200 000	néant 1 000 2 000 4 000 10 000 10 000 100 000	néant 500 1 000 2 000 4 000 4 000 70 000	néant 250 400 1 000 2 000 2 000 20 000
0	0 8 090 8 480	250(1) 20 000 20 000	néant 10 000 10 000	néant 4 000 4 000	néant 2 000 2 000

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 7 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

TRANCHE DU PRIX D'AMERIQUE

TIRAGE DU SAMEDI 26 JANVIER 1985

EN BREF

LOISIRS

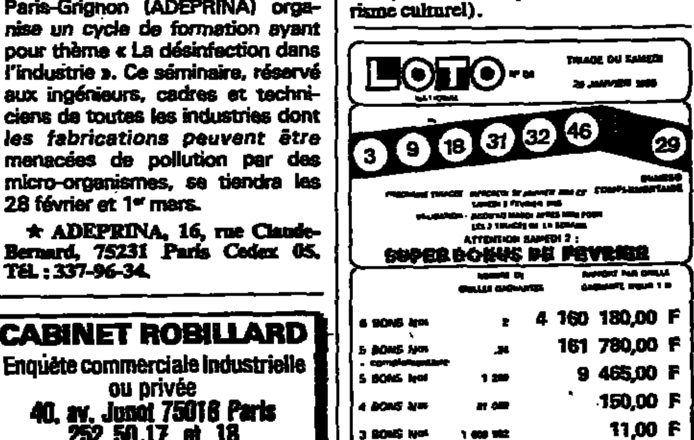
VAPEURS ET FUMÉES. – Les Chemins de fer régionaux d'Alsace, association à but non lucratif, met en service des trains à vapeur spéciaux au départ de Paris et de banlieue durant la période du 3 au 14 juin 1985. Destination : la mer, Dieppe pour les personnes du troisième âge ; Le Tréport pour les groupes d'enfants. Un regroupement par destinations et par villes d'origine doit permettre de faire passer le train au plus près des voyageurs. Il est donc conseillé aux nostalgiques de la Belle Epoque de se faire inscrire dès à présent auprès de l'association organisatrice. D'autres voyages sont prévus pour le deuxième et le troisième week-end de juin.

★ CFRA, GP Rosny 2, 93117 Rosny-sous-Bois Cedex.

SÉMINAIRE

POLLUTION ET INDUSTRIE. – L'Association pour le développement de l'enseignement, du perfectionnement et de la recherche à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (ADEPRINA) organise un cycle de formation ayant pour thème « La désinfection dans l'industrie ». Ce séminaire, réservé aux ingénieurs, cadres et techniciens de toutes les industries dont les fabrications peuvent être menacées de pollution par des micro-organismes, se tiendra les 28 février et 1er mars.

★ ADEPRINA, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 337-96-34.



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 27 janvier 1985 :

DES ARRÊTÉS

- Relatif à l'obligation de la vaccination antirabique de certains carnivores domestiques.
- Portant approbation de la décision de la SNCF de prendre une participation dans la société chargée d'exploiter les services de restauration ferroviaire sur le réseau Sud-Ouest.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 30 JANVIER

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (G. Botteau).

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Autour de Saint-Germain l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).

« La mosquée », 14 h 30, entrée, (M. Pohyer).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 heures, porte Denon (Tourisme culturel).

LOTO

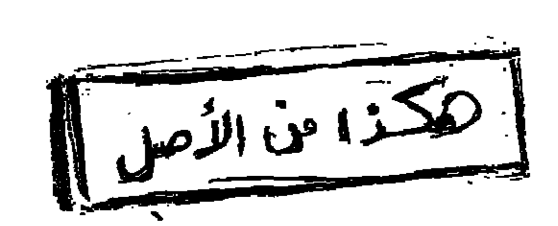
TIRAGE DU SAMEDI 26 JANVIER 1985

3 – 9 – 18 – 31 – 32 – 46 – complémentaire 29

ATTENTION SAMEDI 2 : SUPER BONUS DE FEVRIER

6 bons numéros	2	4 160 180,00 F
5 bons numéros + complémentaire	34	161 780,00 F
5 bons numéros		9 465,00 F
4 bons numéros		150,00 F
3 bons numéros		11,00 F

11 F x 2 = 22 F



هكذا من الأصل

ÉDUCATION

SIX MOIS APRÈS LEUR ÉCHEC

Les laïques à la recherche de la laïcité

Pour redonner vigueur à la notion de laïcité, la Fédération des conseil des parents d'élèves de l'école publique (FCPE, fédération Andrieu), composante du Comité national d'action laïque (CNAL), a confronté, le 26 janvier à Paris, ses militants à quelque deux cents représentants des mouvements de pensée (syndicaux, religieux, philosophiques et politiques) sur le thème « Laïcité, expace de liberté ». Dans son intervention, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé que *« les idées ne sont plus claires au PS »* sur la question scolaire.

Le grand oiseau multicolore choisi par la FCPE pour symboliser la laïcité vole, toutes ailes déployées, dans un ciel serein. Les derniers nuages de la querelle scolaire se seraient-ils dissipés ? Six mois après le choc des grands défilés de l'école privée et les déceptions de l'été, les laïques veulent tirer les leçons de leurs échecs.

Décision impensable voici moins d'un an, l'épiscopat a délégué un de ses membres, Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, au colloque des laïques, où des organisations comme la Libre pensée étaient représentées ; et M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), a adressé une contribution écrite.

Pour sortir la laïcité du strict domaine de l'école, on a évoqué sa liaison intime avec la défense des droits de l'homme, avec des valeurs comme la tolérance, la justice, la démocratie, le respect des libertés individuelles et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Sur tous ces terrains, a-t-on constaté, l'idée laïque peut retrouver une modernité.

Mais cela ne suffit pas. Afin de redonner un contenu positif à la laïcité et la libérer des images du passé, il faut l'adapter aux évolutions de l'Eglise. Ses militants doivent cesser d'apparaître d'abord comme des *« bouffeurs de curé »*. La laïcité de l'Etat est un acquis auquel les catholiques ont fini par se rallier, ont estimé les participants. Dans la mesure où, comme l'a admis Mgr Plateau, *« la distinction se fait dans la pratique entre le laïcisme militant (...) et cette laïcité ouverte, conçue comme une attitude d'accueil et de respect vis-à-vis des différentes familles spirituelles qui font la richesse de la nation »*.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, comme M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, ont confirmé que la laïcité ne se définit plus comme un combat anticlérical. Elle devrait, selon M. Hermier, répondre aux *« défis d'aujourd'hui qui s'appellent justice sociale, nouvelle croissance, démocratie autogestionnaire, pluralisme réel (...) »*.

C'est à l'intérieur même de l'école publique que la laïcité doit être repensée, au prix d'une mutation de l'école elle-même, ont convenu les participants. L'idée que l'école laïque devait fonder la République contre ses ennemis en diffusant les lumières et l'esprit critique n'a plus cours, surtout parmi les jeunes.

Le consensus sur des valeurs comme le progrès, la science, le patriotisme, décline, a souligné en substance M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. D'où la dérive vers une école à qui on ne demande plus d'éduquer, de transmettre des valeurs libératrices, mais seulement d'instruire avec un maximum d'efficacité, dans la course aux diplômes. Et M. Legrand a mis en garde le pouvoir contre la tentation de favoriser cette tendance en cédant aux *« consommateurs d'école »*.

« Mieux vaut quitter le pouvoir que de donner satisfaction à ceux qui veulent des écoles séparées », a-t-il lancé. Pour lui, l'école laïque ne peut pas se contenter de diffuser un savoir, sorte de *« catéchisme positiviste »*, proche du *« dressage verbal »*, mais doit permettre à chaque enfant de construire sa vérité. C'est le sens de la proposition faite par Mme Francine Best, directrice de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), d'une école laïque qui soit à la fois *« lieu de vie, de bonheur et d'apprentissage des savoirs pour tous les enfants »*.

Le renouveau de *« la laïque »* passerait donc par l'ouverture sur le monde et l'innovation pédagogique, par l'aménagement aussi de nouveaux espaces de liberté pour les élèves et les parents. Mais les militants laïques ont-ils suffisamment analysé les conditions dans lesquelles le thème de la liberté leur a été dérobé en 1984 ? *« Je ne sais si nous sommes assez mûrs pour sortir des formulations dépassées »*, a admis M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN.

PHILIPPE BERNARD.

● *Directeurs d'établissements socio-culturels.* – Le Centre public de formation de directeurs d'établissements socio-culturels ouvrira son 12e cycle à partir du 30 septembre 1985 jusqu'au 30 juillet 1986. Les candidats intéressés, désireux de bénéficier d'un congé individuel de formation peuvent se mettre dès maintenant en relation avec le Centre public de formation de directeur. – CREPS de Poitiers, Château de Boivre. Vonneuil-sous-Biard 86000 Poitiers. date limite d'inscription : 15 février.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme Philippe COMBIN ont la joie de faire part de la naissance de

Cyrille.

Paris, le 20 janvier 1985.

9, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

– Michèle LÉRIDON et Thomas SOTINEL ont la joie d'annoncer la naissance de

Timothée,

à Paris, le 24 janvier 1985.

105, rue Championnet,
75018 Paris.

– Jeangil et Sylvie SCEMLA, née Silbert
Pierre et Anne,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Isabelle,

le 22 décembre 1984.

13-15, avenue Foch,
94160 Saint-Mandé.

Adoptions

– Bernard et Christine FRANCOU ont la joie de faire part de la venue de

Julie,

le 17 décembre 1984.

Le Replat-du-Pinet,
38410 Uriage.

Mariages

– Hubert MARTINI, professeur,
et Laurence TRENTESAUX

font part de leur mariage, qui a été célébré samedi 29 décembre 1984.

141 *bis*, rue Raymond-Losserand,
75014 Paris.

Décès

– Mme Bismuth
et ses enfants,
M. et Mme Brami,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Chemla,
leurs enfants et petits-enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M. Gaston BISMUTH,

survenu le 24 janvier 1985.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, à Nice.

– Mme Jacques Jacolin,
M. et Mme Choppy-de Dominicis,
M. et Mme S. Lagrue,
M. et Mme Pierre Jacolin
Et M. G. Farkas,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maryse CHOPPY-JACOLIN,

survenu le 25 janvier 1985, à Nantes.

Un service religieux sera célébré le 30 janvier, à 10 h 30, au foyer de l'Ame, rue du Pasteur-Wagner, Paris.

– M. Guy Dumoulin,
son mari,
M. Laurent Dumoulin,
M. et Mme François Dumoulin
et Louis,
ses enfants et petit-fils,
Gérard et Janine Méry,
ses frère et sœur,
Les familles Dumoulin et Méry,

ont la profonde tristesse d'annoncer la mort de

Mme Guy DUMOULIN,
née Liliane Méry Van Minden.

Le culte de la Résurrection sera célébré le mercredi 30 janvier, à 8 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, *rue* Roquépine, Paris-8e.

Tous ceux qui ont admiré son courage feront un don à l'Institut Curie, CCP 1325-40 Paris.

« Mon âme compte sur le Seigneur, plus que les gardes ne comptent sur le matin. »

Ps. 130.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Paris. Tokyo.

M. et Mme Yves Eschalier
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Grasset
et leurs enfants,
M. et Mme Claude Eschalier,
ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean ESCHALIER,
née Marie-Antoinette Antoine,

survenu le 22 janvier 1985, à Paris.

Le service religieux et l'inhumation au cimetière de Thueyts (Ardèche) ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le docteur Jean Fauvet,
son époux,
Alain et Catherine Fauvet,
Marie-France
et Jacques Fauvet-Berthelot,
Anne-Dominique Fauvet,
ses *enfants,*
Marc-Alexis, Guillaume, Vincent, Jean et Pierre Fauvet,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean FAUVET,
née Ioucla Teodorescu,
docteur en médecine.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylau dans la plus stricte intimité.

78, rue Boissière,
75116 Paris.

– Le Vicariat patriarcal maronite à Paris fait part du rappel à Dieu de

Mgr Joseph FEGHALI
(1908-1985),
professeur honoraire
à l'Institut catholique de Paris
et à l'université de Louvain,

survenu le 20 janvier 1985.

Une messe de requiem sera célébrée le dimanche 27 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm.

La dépouille mortelle sera rapatriée au Liban pour être inhumée dans le caveau familial.

– Mme Joseph Furginé,
Josiane Furginé,
font part du décès de

M. Joseph FURGINÉ,

enlevé à leur affection, le 15 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 janvier à Wattwiller (Haut-Rhin).

3, *rue du Général-de-Gaulle,*
Wattwiller 69700 Cernay.

– **Noëlle HUSSENOT**
nous a quittés.
Anne-Marie Hussenot,
sa mère,
Martin Garanger,
son fils,
Ses frères et sœurs,
Sa famille et ses amis,
Tous ceux qui l'ont aimée l'accompagneront au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 29 janvier 1985, à 14 heures.
Rendez-vous à 13 h 30 devant l'entrée principale.

74, rue A.-Guilmant,
92190 Meudon.

– Pascale Dapremont
Et Lorène Cousin,
ses filles,
Carol Bucher
Et Rafaël Bucher-Cousin,
son petit-fils,
font part du décès de

Mme Jacqueline L'HOMMÉE-VALTER,

Jacqueline est partie rejoindre Roger.
Caracas, 3 décembre 1969.
Paris, 16 janvier 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Huguette Lobry,
sa mère,
Jean et Michèle Lobry,
ses père et belle-mère,
Toute sa famille,
Ses alliés, ses proches,
Ses amis et camarades de classe,
ont la cruelle douleur de faire part du décès accidentel de

Nathalie LOBRY,

le 21 janvier 1985, à 14 h 30, à Paris.
Elle avait dix-neuf ans.

Ayez des pensées pour elle ou priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 janvier, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 *bis,* rue de Chateaudun, à Paris-9e, où l'on se réunira à 10 h 30 précises.
Condoléances sur registre.
L'inhumation aura lieu le même jour dans l'intimité, au cimetière de L'Hosmes (Eure), vers 15 h 30.

Huguette Lobry.
40, rue de Provence,
75009 Paris.

Jean Lobry,
2 *bis,* place Bienvenüe,
75015 Paris.
L'Hosmes,
27570 Tillières-sur-Avre.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– **Charles MARTEL,**
directeur d'agence honoraire
de la Société générale,
chevalier
dans l'ordre national du Mérite,

s'est endormi dans la paix du Seigneur, le 24 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

Françoise Martel,
son épouse,
Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

prient sa famille et ses amis de bien vouloir participer ou s'unir par la pensée et la prière à la messe des funérailles qui sera célébrée le mercredi 30 janvier, à 15 h 45, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, place du Président-Mithouard, à Paris-7e.

Ni fleurs ni couronnes.

Prière de les remplacer par des messes.

42, avenue de Ségur,
75015 Paris.

– **Le docteur Pierre MENUAU,**

ancien médecin-chef
des hôpitaux psychiatriques de la Seine,

est décédé à Crosne le 24 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 29 janvier, à 15 h 45, en l'église de Moisselles (Val-d'Oise), suivie de l'inhumation.

– **Charles MOYON,**
architecte enseignant
à l'unité pédagogique de Nantes,

nous a quittés.

De la part de
Son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
De toute la famille,
Et de ses amis.

La levée du corps aura lieu le mardi 29 janvier 1985, à 8 heures, à l'hôpital Saint-Antoine, 23, rue de Chaligny, à Paris-12e.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Joachim (Loire-Atlantique), vers 15 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– François Neuburger,
Annie Neuburger,
Antoine et Olivier Hyafil
et leur famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Albert NEUBURGER,

survenu dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

39, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.

– Grenoble. Paris.

Marie-Hélène et Ernie Riley
et leurs enfants,
Anne-Marie et Alfred Schwartz
et leurs enfants,
Jacqueline et Pierre Trincaz
et leurs enfants,
Pierre et Marie-Christine Pillet
et leur fille,
Gérard Pillet,
Mme Renée Teston,
M. Paul Lepinoy,
M. Freddy Percheron,
Mlle Yvonne Pillet,
Les familles Percheron, Lepinoy, Teston, Pillet, Morel, Bayet Eymery,
Parents et alliés,
ont l'immense chagrin de faire part du décès, au terme d'une longue et douloureuse maladie, de

Mme veuve Georges PILLET,
née Josette Percheron,

survenu à l'âge de soixante-six ans, le *25 janvier 1985.*
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Bruno de Grenoble, le mardi 29 janvier, à 10 h 15.
Selon sa volonté, ni fleurs ni couronnes, collecte ou dons directs aux organismes de lutte contre le cancer.
Condoléances sur registre.

– Aix-en-Provence.

Mme Geneviève Rainaut,
son épouse,
Monique et Emmanuel Pavageau,
Philippe, Francis, Jean Rainaut,
ses enfants,
Janine Rainaut,
sa sœur,
Max et Hélène Thomann
et leurs enfants,
Jacqueline et Pierre Willm
et leurs enfants,
Christiane Thomann,
Les familles Rainaut, Thomann, Florent, Haury, Willm, Paillon,
Et ses fidèles amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Pierre RAINAUT,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur général du génie rural,
des eaux et forêts,
chevalier de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu subitement, en son domicile du Tholonet, le 22 janvier 1985, dans sa soixante-troisième année.
Les obsèques ont été célébrées en l'église du Tholonet, le 26 janvier.

« Auprès de Toi est la source de la vie, par ta lumière nous voyons la lumière. »

(Ps. 36, v. 10.)

– Aix-en-Provence.

Le directeur général du Centre national du machinisme agricole,
Du génie rural,
Des eaux et forêts,
Le personnel du groupement d'Aix-en-Provence,
Et l'ensemble du personnel de l'établissement,
ont le regret de faire part du décès, au Tholonet, le 22 janvier 1985, de

M. Pierre RAINAUT,
ingénieur général du GREF,
chevalier de la Légion d'honneur,
directeur du groupement
d'Aix-en-Provence.

– Philippe Salvat,
son mari,
Odile, Bernard et Catherine Salvat,
ses enfants,

font part, avec une extrême tristesse, du brusque décès, le 20 janvier 1985, à l'âge de cinquante-huit ans, de

Jacqueline SALVAT,
née Dupouy,
ingénieur agricole.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le 23 janvier.
La cérémonie d'inhumation a eu lieu dans l'intimité à La Ferrière (Deux-Sèvres).

Anniversaires

– Il y a neuf ans, disparaissait

Pascal Pepin LEHALLEUR.

Une pensée à sa mémoire et à celle de

Françoise.

Communications diverses

– Le mardi 29 janvier, salle Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac, à Arcueil (Val-de-Marne), le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif, donnera une conférence sur le thème : « Recherches sur le cancer en 1985. Perspectives nouvelles. »

– Un débat sur le thème : « Nouvelle-Calédonie, les thèses en présence », animé par Paul Viallaneix, directeur de *Réforme*, entre Jean Guiart, ethnologue, et Jean-Louis Seurin, professeur en sciences politiques, aura lieu le jeudi 31 janvier, à 20 h 45, à la Maison paroissiale de l'Annonciation, 27, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.

– *Société des études renaniennes.* – Samedi 2 février, à 14 heures, dans la salle VIII du Collège de France, table ronde sur « Renan et la IIIe République ». Communications de M. Agulhon, professeur à Paris-I, sur « La réforme intellectuelle et morale, texte de circonstance » ; de Mme Laudyce Rétat, professeur à Lyon-II, sur « Le problème religieux de la IIIe République et Renan » ; de M. Jean Balcou, professeur à l'université de Brest, sur « Ernest Renan et les républicains bretons. »

– Le centre culturel Les Fontaines organise les 2 et 3 février un week-end sur le thème : « Vivre la musique », pour apprendre, non seulement à l'aimer, mais à la ressentir.
Renseignements et inscriptions : Les Fontaines, BP 205, 60500 Chantilly. Tél. : (4) 457-24-60.

– La Dante Alighieri, accès 12, rue Sedillot à Paris-7e, annonce que les inscriptions aux cours accélérés de langue italienne, session de printemps, du 5 février au 6 juin, seront closes le 7 février. Un cours de conversation est organisé l'après-midi de 15 h 30 à 17 heures.
Renseignements au secrétariat de 17 heures à 19 heures. Tél. : (1) 705-16-26.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Paris-I, lundi 28 janvier, à 10 heures, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, Mme Amira El Gammal : « Analyse de la migration de la main-d'œuvre égyptienne vers les pays arabes producteurs de pétrole ».

– Université Paris-I, samedi 2 février, à 9 heures, salle Liard, M. Mahdi Fadlallah : « La pensée politique et religieuse de l'islam (d'après le Coran, la tradition et la pensée musulmane contemporaine) ».

– Université Paris-I, lundi 4 février, à 14 h 30, salle C 22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. Jean Luciani : « Le chômage au dix-neuvième siècle en France ».

– Université Paris-II, mardi 29 janvier, à 17 heures, salle des Conseils, M. Jean-Marie Piot : « Le président René Coty ».

– Université Paris-VIII, mardi 29 janvier, à 15 heures, salle C 047, M. Moctar Haïba : « Problèmes théoriques et pratiques de l'intégration : l'aménagement du bassin du fleuve Sénégal ».

– Université Paris-I, vendredi 1er février, à 17 heures, salle des Commissions (centre Panthéon), M. Mamadou Diakite : « Le contrôle juridictionnel de l'administration en *République du Mali* ».

– Université Paris-III, samedi 16 février, à 14 heures, salle Greard : M. Aimé Petit : « Naissances du roman. Les techniques littéraires *dans* les romans antiques du douzième siècle ».





culture

JAZZ

LA MORT DE KENNY CLARKE

Le batteur de la « chaise électrique »

Installé à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis 1956, le batteur Kenny Clarke est mort des suites d'un infarctus du myocarde dans la nuit du 25 au 26 janvier 1985. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né le 9 janvier 1914 à Pittsburgh, en Pennsylvanie, aux États-Unis, Kenneth Spearman Clarke, qu'on appelait « Klook », avait été, au début des années 40, un des fondateurs du jazz moderne.

En 1941, quand les boîtes fermaient au milieu de la nuit, une poignée de musiciens se retrouvaient au Minton's Playhouse, un club de la 52e rue que la ville de New-York a rebaptisé Swing-Street. C'est là qu'est né le jazz moderne.

Insomniaques attelés à la découverte de ce qui était le plus intimement gravé en eux, la musique noire qu'ils ont portée au-delà d'elle-même, ils s'aimaient et aimaient tant le jazz qu'ils le réinventaient chaque nuit. Au piano, Thelonious Monk ; à la guitare, Charlie Christian ; à la trompette, Roy Eldridge ou Dizzy Gillespie ; parfois, ombre venue des ombres, passait Charlie Parker ; et, derrière ses tambours, ses peaux et ses cymbales, Kenny « Klook » Clarke donnait le tempo de ce qui n'apparaîtrait que plus tard comme une révolution.

Il avait appris la musique avec sa mère qui était pianiste, avec son père qui jouait du trombone, puis dans la rue, dans les fanfares, au régiment et finalement n'importe où. Il était noir : donc, ce qu'il jouait était du « jazz ». C'est ainsi qu'on raisonnait à l'époque, à Pittsburgh ou ailleurs. On ne savait pas encore qu'il serait un des plus grands batteurs du jazz moderne.

Venu des grandes régions industrielles, orphelin de bonne heure et grand coureur de rues, comme les enfants noirs et juifs de sa ville, Kenny Clarke commence sa carrière dans les bals, les défilés et les orchestres d'accompagnement.

Les batteurs qui venaient du Nord avaient la cote à ce moment-là. Kenny Clarke débute avec Leroy Bradley, puis avec Roy Eldridge. Il gagne Saint-Louis et rejoint Edgar Hayes à New-York. Il se retrouve alors batteur attitré de l'Apollo Théâtre de Harlem. Un poste glorieux, si l'on veut, mais un poste à très haut risque : *« vous faisiez deux erreurs dans la nuit et vous étiez viré »*, dit-il. C'est simple : ce travail de batteur à l'Apollo, les musiciens l'appelaient entre eux la *« chaise électrique »*.

Quand il connaît Dizzy Gillespie et Charlie Parker, Kenny Clarke entreprend de tout changer dans l'ordre de la batterie : les divisions, les accentuations, les rôles respectifs des différentes caisses et cymbales, tout... Dans les quatre temps subdivisés, la croche vient remplacer la noire comme unité rythmique. Les accents placés par la caisse claire, la grosse caisse ou les toms multiplient les possibilités de syncopes. Le rythme de base est donné aux cymbales et contredit par la mobilité des ponctuations. C'est la voie ouverte vers la polyrythmie. C'est même le point de départ de toutes les recherches postérieures : *« C'est ainsi,* dit encore Kenny Clarke, *que j'ai cassé la prison et les menottes de la batterie. »*

Au début, cela ne lui réussit pas vraiment. On le renvoie des orchestres classiques. On le prend pour un original : *« Teddy Hill m'avait flanqué à la porte en disant que je démolissait le tempo. En fait, il écoutait mal car je menais la mesure sans arrêt. Je crois que c'est mon improvisation de la main gauche qui le trompait. »*

Pendant plus de quinze ans, il est le maître d'une génération de percussionnistes qui impressionnent la rigueur de ses conceptions et la beauté de sa sonorité. Batteur du grand orchestre de Dizzy Gillespie, il vient en 1948 en Europe pour la deuxième fois. Il avait fait une tournée en 1937 en Finlande et en Suède. Il séjourne alors plusieurs mois à Paris, où il enregistre et enseigne.

De retour aux États-Unis, il travaille avec Tad Dameron et Billy Eckstine. En avril 1952, il participe à la fondation du Modern Jazz Quartet, le « MJQ », qu'il accompagne jusqu'en 1955.

De retour en France en 1956, il est, dans un premier temps, le batteur de l'orchestre de Jacques Hélian, puis le batteur de prédilection des Américains de passage, comme celui des Américains installés (Bud Powell). Il est également l'âme des rythmiques de la capitale, avec Pierre Michelot, René Urtreger, Jimmy Gourley, etc.

Il dirige ensuite le Grand orchestre Kenny Clarke-Francy Boland, continue d'enseigner et joue comme il a toujours joué : comme on respire. Tout au long de sa vie, il aura accompagné les plus grands musiciens (Louis Armstrong ou Ella Fitzgerald) et aura enregistré avec Sidney Bechet, Charlie Parker, Roy Eldridge, Miles Davis, Coleman Hawkins, Dexter Gordon, Cannonball, Adderley ou Lee Konitz. Entre l'exubérance du grand orchestre de Dizzy et la délicatesse retenue du « MJQ », où il était exactement Kenny Clarke ? Partout, partout où il y a de la musique. Montreuil, où il résidait, savait lui rendre hommage.

Si la mort des musiciens nous touche d'une façon particulière, c'est parce qu'ils partent avec le secret de leurs gestes, de ce son qui n'était que d'eux, le secret de ce rapport exact entre l'espace, l'air et le mouvement de leur corps qu'ils étaient seuls à savoir répéter. Qu'avec Kenny Clarke disparaisse aussi un homme chaleureux et rieur, pour qui tous les musiciens avaient du respect, c'est simplement ce qu'indique toute son aventure musicale.

FRANCIS MARMANDE.

MUSIQUE

CRÉATION A MONTPELLIER

La « Geneviève » de Schumann réhabilitée

Tendue vers la célébration, cette année, de son millénaire, la ville de Montpellier fait feu des quatre fers dans toutes les directions, sous l'impulsion de son maire, M. Georges Frêche ; et les entreprises artistiques, avec des personnalités telles que Ricardo Bofill, Jérôme Savary, Dominique Bagouet, ne sont pas oubliées, *« la richesse culturelle étant devenue aujourd'hui une absolue nécessité pour attirer dans une ville des entreprises de haut niveau »*.

La musique, qui fut longtemps parente pauvre, met les bouchées doubles pour rattraper son retard. Depuis deux ans, l'Orchestre philharmonique, élevé cette saison à la dignité d'Orchestre régional du Languedoc-Roussillon, poursuit une action exemplaire sous la direction de son nouveau chef, Cyril Diederich, et l'Opéra renaît de ses cendres dans le très beau théâtre à l'italienne de mille deux cents places, construit en 1888 par un élève de Garnier. Le directeur fraîchement nommé, M. Henri Maier (trente-huit ans), qui vient de l'Opéra du Rhin via la salle Favart, aura pour mission non seulement de lui donner une stature nationale, mais encore de préparer pour 1988 l'ouverture de la toute nouvelle salle de deux mille deux cents places, qui se dressera à l'autre bout de la place de la Comédie...

En attendant ce beau château en Espagne d'une ville qui se flatte d'être la dernière de la région pour les impôts locaux, la création en France de *Geneviève*, l'unique opéra de Robert Schumann, est incontestablement un coup d'éclat. Qui aurait pu croire que cette œuvre, universellement dédaignée, traitée avec commisération par la plupart des exégètes, se révélerait aussi belle, charmante, touchante, et tiendrait aussi bien la scène, éveillant tant d'enthousiasme dans le public montpelliérain ?

Composé entre 1847 et 1849, elle a subi le discrédit qui s'attache aux partitions tardives de Schumann, pâti de la comparaison avec *Lohengrin*, sur un sujet analogue, et des faiblesses de son livret, d'une certaine inconsistance dramatique des personnages.

Mais l'intrigue est-elle plus invraisemblable que celle des opéras de jeunesse de Verdi ? C'est l'histoire de Geneviève de Brabant, si aimée des romantiques allemands. Son mari, Siegfried, partant pour la « croisade » sur les traces de Charles Martel (!), la confie imprudemment à Golo, qui est amoureux d'elle ; il n'a pas tourné les talons que celui-ci profite de l'évanouissement de la jeune femme pour l'embrasser sans qu'elle s'en aperçoive. Pour tromper son ennui, elle demande innocemment à Golo de chanter un duo enflammé, puis, comme il se fait pressant, elle le rejette en le traitant de bâtard. Avec l'aide de sa nourrice, la sorcière Margareth, il ourdit un complot contre elle : on découvre un homme dans sa chambre et la foule la condamne.

Un agneau pour l'abattoir

Le pauvre Siegfried, victorieux mais blessé, tombe entre les mains de Margareth qui le hait et lui montre dans son miroir magique les preuves de l'infidélité de sa femme. Il demande à Golo de tuer Geneviève. Arrivé au lieu du supplice, le traître tente encore de séduire celle-ci en lui promettant la vie sauve, puis s'enfuit désespéré. Au moment où ses complices vont enfin accomplir le forfait, un jeune muet sauve Geneviève, Siegfried survient et tout s'achève en un hymne de reconnaissance de la foule, comme dans *Fidelio*.

Inconsistance dramatique des personnages ? Certes, Siegfried est un guerrier obtus, peu sensible au charme de sa femme et dépourvu de la plus élémentaire intuition ; l'émouvante Geneviève, un agneau pour l'abattoir, *« musicalement la sœur de* Fidelio, *mais le pistolet de Léonore lui manque »*, disait Liszt. Et a-t-on vu un personnage aussi vil que Golo confié à un ténor, qui se perd en indécisions, en rêves tendres et en remords ?

Mais le spectacle de Montpellier nous révèle que, sans atteindre la taille d'un drame shakespearien ou mozartien, *Geneviève* est capable de nous captiver par son action naïve, fertile en rebondissements, et surtout par une musique de bout en bout attachante, pleine d'élan, une musique d'effusion, intime, proche du *singspiel*, qui correspond bien au caractère légendaire du sujet.

Elle est écrite avec une grande souplesse, suivant le texte dans ses moindres détours, en une trame continue où se fondent les récits, les airs et les ensembles, enveloppée par un orchestre chaleureux, amoureux des voix, dialoguant avec elles ou les accompagnant à l'unisson, qui a montré les belles qualités des musiciens de Montpellier et de Cyril Diederich, à qui l'on doit en majeure partie cette réhabilitation de l'œuvre avec son véritable accent.

Pour sa première grande mise en scène, Elisabeth Navratil-Bouillon a réalisé un spectacle très vivant, d'une sorte de réalisme légendaire très original, qui fixe l'attention, sans gestes superflus ; les décors âpres et nus de Ruth Pulgram semblent quelque peu étrangers à l'esprit de l'œuvre, mais reflètent un certain climat tragique, cependant que les ravissants costumes campagnards d'Emmanuel Peduzzi, très dix-huitième siècle allemand, sans les fioritures écœurantes des gravures romantiques, conviennent à merveille.

Une distribution de qualité complète ce succès : le ténor James Anderson, dont le Golo, frère d'Hamlet, attire paradoxalement notre sympathie (comme celle de Schumann), d'autant que la voix est belle, chaleureuse et subtile ; Christiane Eda-Pierre, qui donne tant de richesse intérieure et de splendeur vocale à la malheureuse héroïne, et Danielle Grima, une sorcière de conte de fées à la voix pas toujours maîtrisée, mais primesautière et séduisante ; et aussi Frédéric Vassar, dans le personnage grandiloquent de Siegfried, Michel Trempont, Jean-Marie Fremeau, Philippe Bohée, ainsi que les chœurs de l'Opéra de Montpellier, qui jouent aussi bien qu'ils chantent.

Cette musique (1) et ce spectacle confirment l'étonnant développement de l'art lyrique en France.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations : le 29 janvier à Montpellier ; les 13, 15 et 17 février à Nancy.

(1) *L'Avant-Scène-Opéra* a consacré un excellent numéro spécial à cette œuvre quasi inconnue (nº 71, 146 pages, 58 F ; 1, rue Lord-Byron, 75008 Paris).

THÉÂTRE

LABICHE A LA CITÉ UNIVERSITAIRE

Mariage et eau de Javel

Allant droit au but, Labiche appelle sa pièce : *le Plus Heureux des trois*. Le plus heureux des trois, s'il faut croire l'auteur, c'est le mari.

Le mari de la pièce a pour nom Marjavel. Apparemment, c'est un nom composé : mariage, et Javel. Quand Labiche écrit l'eau de javel est en vente chez les droguistes depuis plus d'un demi-siècle. Elle est fabriquée quai de Javel – d'où son nom, – là où s'installera plus tard Citroën.

Labiche a sûrement voulu dire que le mariage stérilise et décolore son homme, comme fait l'eau de Javel.

Marjavel, donc, dispose quand même dans la vie d'une prérogative formidable : il n'est pas homosexuel. Ce qui lui permet de passer son temps avec son ami Ernest, « en tout bien tout dormeur », sans les frictions, jalousies, lassitudes, propres aux amours coupables.

Amis inséparables, Marjavel et Ernest prennent l'air, lisent le journal, causent politique, font un billard. Couple sans nuages, couple heureux, cela d'autant plus que Mme Marjavel, Hermance, se montre calme, gaie, affectueuse. Un vrai soleil dans la maison.

Pourquoi, dans ces conditions, le mari est-il le plus heureux des trois ?

Parce que le mari coule des jours, des nuits, d'une félicité égale. Tandis qu'Ernest et Hermance, qui, obéissant à la nature, s'envoient par-ci par-là en l'air, connaissent des moments d'alerte, d'inquiétude. Se compliquent la vie. Se fatiguent le cœur.

Pour les gens qui aiment le théâtre, les pièces d'Eugène Labiche sont une gourmandise. Fraîches, claires, aérées. Un regard perçant, coupant, sur les choses de tous les jours, mais la dureté du trait est allégée d'aquarelle.

Les faits défilent, vite et sec, mais au même moment des paroles tombent des nues, comme des cheveux sur la soupe, des paroles sans rime ni raison, comme au-delà de l'idiotie, et quand même évidentes.

François Timmerman et Claudia Morin ont raison de jouer *le Plus Heureux des trois* : on ne joue jamais assez le théâtre de Labiche. Ils jouent d'ailleurs cette pièce plutôt mal, avec des complications de décor, avec une lourdeur naturaliste, à tel point que l'oreille du spectateur perçoit distinctement, dans un lointain, des choses à mourir de rire, mais sans que le comique prenne corps une seconde.

N'importe, c'est Labiche malgré tout, farces et attrapes, couleurs pures et eau fraîche, mariage et Javel.

MICHEL COURNOT.

* Cité internationale universitaire, 20 h 30.

AVEC L'ORCHESTRE DE CHICAGO

L'art infaillible de Solti

Sir Georg Solti avait tenu à inscrire les deux concerts parisiens de l'Orchestre de Chicago, au cours de sa grande tournée européenne, dans le cycle d'abonnements de l'Orchestre de Paris qu'il dirigea de 1972 à 1975 et recevra à son tour dans la capitale de l'Illinois en mars 1986. Deux superbes concerts qui ont déchaîné l'enthousiasme, bien entendu.

Car l'Orchestre de Chicago, c'est la perfection et la précision absolues, des solistes d'une beauté confondante, une balance, une cohésion, un relief, exceptionnels, la plus extraordinaire des machines de « Formule 1 », avec ce moteur d'une énergie dévorante qu'est Sir Georg. Des bras de lutteur, une gestique un peu torturée, cette baguette qui tressaille tout à coup, ou dessine un moulinet au cours d'une battue régulière, comme un rappel à la tension intérieure, ces mains qui parcourent l'orchestre, lèvent les phrases, affinent une mélodie et soudain laissent courir le chant qui a atteint sa courbe la plus pure, c'est un spectacle prodigieux de maîtrise totale.

Cet art infaillible a parfois son revers. Ce formidable brio ne fait pas toujours rendre l'âme à la musique ; au-delà de la perfection, il y a le vrai treissaillement du cœur qui est l'imprévu, le moment où tout chavire. Tous nos désirs étaient certes comblés dans l'ouverture *Tournaments* de l'Américain John Corigliano (1938), simple et étourdissante démonstration d'orchestre. Mais la *Symphonie nº 39 en mi bémol* de Mozart, si rigoureuse et fière, avec ces violons plus brillants que profonds, nous restait un peu étrangère, comme un visage lisse, impénétrable, loin des enchantements de Bruno Walter.

Dans la *4e Symphonie* de Tchaïkovski, l'orchestre, d'une mise au point irréfutable, presque implacable, transfigurait à l'excès tout ce qu'il y a de souffrance, d'insécurité, de retours en arrière, dans l'écriture tourmentée des deux premiers mouvements, ainsi « canonisée », pourrait-on dire, en certitude, alors que la merveilleuse dentelle du scherzo en pizzicatti et le feu d'artifice du final, mené à un train d'enfer, correspondaient pleinement au trait fulgurant du compositeur.

Deux 9es symphonies bien différentes figuraient au second concert : Georg Solti a rendu admirablement le côté pétillant, grimaçant, sardonique, de celle de Chostakovitch, curieusement destinée à célébrer la fin de la guerre, avec un très bel accent intérieur dans le deuxième mouvement, d'une mélancolie insondable. Quant à l'œuvre ultime de Bruckner, ce fut une immense architecture de granit érigée avec une majesté sublime, dans toute sa solennité religieuse et méditative, où l'on retrouvait la grandeur du chef wagnérien.

J. L.

■ SOIRÉE JOSE AFONSO AU THÉÂTRE DE LA VILLE. – Pierre Arditi, Karim Kacel, Gilbert Lafaille, Paco Ibanez, le Cuarteto Cedron et Fernando Marques participeront lundi 28 janvier à 20 h 30 au Théâtre de la Ville à une soirée-hommage au profit du chanteur portugais Jose Afonso qui est actuellement gravement malade.

■ THÉÂTRE DE LA VILLE. – La représentation de *Richard III* du mardi 8 janvier, qui avait été annulée, ne pourra pas être reportée au lundi 4 février, comme l'avait annoncé le Théâtre de la Ville. Les spectateurs en possession de billets datés du 8 janvier sont invités à se présenter au théâtre le plus tôt possible afin de valider leur billet pour un autre jour.

■ RECTIFICATIF. – Dans l'article de Michel Cournot sur la pièce *le Moine*, présentée, au Théâtre Dejazet, d'après une nouvelle de Tchekhov (*le Monde* du 23 janvier 1985), une erreur de lecture a fait intervenir les rôles de deux comédiens : c'est Charles Gonzales qui interprète le rôle du jeune philosophe, le beau-père de celui-ci étant joué par Serge Frédéric.

Turandot à Bercy

Après le succès des représentations d'*Aïda* de Verdi au Palais omnisports de Bercy en 1984, un autre drame lyrique à grand spectacle, *Turandot* de Puccini, sera monté au même endroit du 28 mai au 20 juin 1985. Comme l'an dernier, c'est sous la direction musicale de Michel Plasson et dans une mise en scène de l'Italien Vittorio Rossi (également décorateur), que seront réunis les orchestres de Toulouse et de Cologne, le chœur de Toulouse et le chœur national bulgare, soit 130 musiciens et 200 choristes, auxquels s'ajouteront 250 figurants.

Six cantatrices étrangères alterneront dans le rôle-titre : Ingrid Bjoner, Magdalena Cononovici, Ghena Dimitrova, Gwyneth Jones, Galina Savova, Olivia Stapp. De même, six ténors interpréteront le prince Calaf : Giogio Lamberti, Angelo Marenzi, Nicola Martinucci, James MacCracken, Giorgio Merighi et Jesus Pinto et quatre sopranos joueront le rôle de la petite esclave Liu : Maria Chiara, Clama Dale, Seta del Grande et Josella Ligi.

Un nouveau « Tannhäuser » à Bayreuth

Le Festival de Bayreuth présentera l'été prochain, du 25 juillet au 28 août, une nouvelle mise en scène de *Tannhäuser* par Wolfgang Wagner, sous la direction de Giuseppe Sinopoli, avec des reprises de *Parsifal* (Götz Friedrich-James Levine), de l'*Anneau du Nibelung* (Peter Hall-Peter Schneider) et du *Vaisseau fantôme* (Harry Kupfer-Woldemar Nelsson).

Théâtre de la Monnaie

L'État belge va prochainement acheter à la ville de Bruxelles pour un franc belge symbolique l'immeuble du Théâtre royal de la Monnaie, siège de l'Opéra national de Belgique. L'État s'engage notamment à restaurer entièrement ce bâtiment, la plus prestigieuse salle de spectacle du pays. Les travaux, dont la durée est prévue pour un an environ, devraient coûter 460 millions de francs belges (77 millions de francs français).

Les prix de la critique

Le Syndicat français de la critique de cinéma vient de décerner ses quatre prix pour l'année 1984. Eric Rohmer reçoit le prix Méliès, qui récompense un film français, pour *les Nuits de la pleine lune*. Wim Wenders se voit attribuer le prix Léon Moussinac, destiné aux œuvres étrangères, pour *Paris Texas*. Enfin, le prix Novais-Texeira du court métrage français va à Michel Kaptur pour *le Secret de la dame en noir*, et le prix littéraire de la critique revient à Alain Sauzio et Paul-Louis Thirard pour leur livre *Luchino Visconti, un cinéaste*.

Les prix de VMF

L'association les Vieilles maisons de France (VMF), qui attribue chaque année des prix destinés à récompenser les personnes privées ou les associations (adhérentes ou abonnées aux VMF) ayant contribué à la sauvegarde d'un monument, annonce que les dossiers de candidature pour 1985 doivent être déposés avant le 15 février au délégué VMF du département où se trouve le monument concerné.

En 1984, plusieurs prix ont été décernés, notamment à l'Association de sauvegarde Saône-Lorraine : 10000 dollars donnés par l'association américaine Friends of VMF.

★ VMF, 93, rue de l'Université, 75007 Paris.

Les stalles de Saint-Claude

Après l'incendie qui a ravagé, le 26 septembre 1983, une partie des stalles de la cathédrale Saint-Claude, à Lons-le-Saunier, une association s'est formée pour tenter de reconstituer au moins l'iconographie de ces exceptionnels meubles sculptés au quinzième siècle par Jehan de Vitry. Mais l'association ne dispose pas de clichés pour certains éléments. Elle fait appel aux détenteurs de tels documents pour l'aider dans son difficile travail.

★ Rens. : Abbé Pierre Lacroix, 23, avenue de Montciel, BP 388, 37016 Lons-le-Saunier.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UNE NUIT DERNIÈRE : Espace Kiron (373-50-25) 22 h 15.

☛ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 18 h 30 : Tristan et Isolde.

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : le Convive de pierre.

☛ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Rue de la Folie Courteline.

☛ CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Pierre Guyotat lit « le Livre ».

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : Temporale (Orage, en langue italienne).

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-Rencontres : 21 h : Télévisions brésiliennes ; Concerts : 20 h 30 : Ensemble 2E2M (Monographie Pierre Boulez sous la direction du compositeur) ; Cinéma-Vidéo : 16 h : Londres-Paris : Première en ULM ; 19 h : Ananas, de A. Gitai ; Cinéma chinois : 17 h 30 : Histoire du fleuve Huangpu, de Z. Lin ; *20 h 30* : les Frissons du petit jour, de Y. Jizhou.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concerts : 18 h 30 : Festival Bach : *E. Heidsieck, V. Dietschy*, Orchestre Bernard Thomas, J.-P. Arnaud (J.S. Bach, concerto en ré mineur pour clavier ; extraits cantate du mariage ; *20 h 30* : E. *Nesterenko*, Orchestre national de Lyon, S. Bando (Schönberg, Sibelius, airs d'opéra).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), *20 h 30* : *représentation exceptionnelle au* profit de Jose Afonso (P. Ibanez, le Cuarteto Cedron, G. Laffaille...).

Les autres salles

☛ ARTSHEBERTOT (387-23-23), 21 h : *Poil de carotte – Un voyageur.*

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Journal d'un chien.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Ligue *d'improvisation française.*

☛ CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : le Paradoxe sur le comédien.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

CONCIERGERIE (359-63-01), 19 h : la Semaine de la comète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Mystère bouffe ; 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Coelina ou l'enfant du mystère.

☛ ESPACE MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Misanthrope (dern.) : 22 h 30 : Madras.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☛ LUCERNAIRE (544-57-34). I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : les Eaux et les Forêts ; 21 h 45 : le Prophète. – II. 18 h : la Gazelle après minuit ; 20 h : Pour Thomas ; 21 h 45 : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h : Parlons français, nº 2 ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

☛ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 19 h 30 : Hedda Gabler ; 21 h 30 : la Plus Forte.

☛ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : *Un drôle de cadeau* ; *Petite salle, 21 h* : Louki que quoi dont où.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Louloute.

POCHE MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Kidnapping.

RANELAGH (288-64-44), 21 h : Et à la fin était le bang.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : le Café par exemple.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 21 h : les Bâtisseurs d'empire.

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

☛ THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : le Malentendu.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Calamity Jane ; 22 h 30 : Carmen cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not Baby.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Fenêtre sur cœur ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : F. Msika.

Lundi 28 janvier

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry *Le Luron.*

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : G. Bécaud.

☛ THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), à 20 h 30 : Hollywood Paradise.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : le Treize, de M. Romm ; 17 h : Carte blanche à Theo Angelopoulos : Lola Montes, de Max Ophuls ; 19 h 30, Cinéma japonais - le documentaire : Joies d'être vivants, de F. Kamei.

Les exclusivités

AIDA (It., v.o.) (inédit) : Cinoches Saint-Germain, 6ᵉ (633-10-82).

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), Républic Cinéma, 11ᵉ (805-51-33).

AMADEUS (A., v.o.) : Forum, 1ᵉʳ (297-53-74) ; Vendôme, 2ᵉ (742-97-52) ; UGC Odéon, 6ᵉ (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8ᵉ (359-04-67) ; Escurial, 13ᵉ (707-28-04) ; Parnassiens, 14ᵉ (335-21-21) ; Kinopanorama, 15ᵉ (306-50-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (575-79-79). – V. f. Rex, 2ᵉ (236-83-93) ; Impérial, 2ᵉ (742-72-52) ; Athéna, 12ᵉ (343-00-65) ; Montparnos, 14ᵉ (327-52-37) ; Murat, 16ᵉ (651-99-75).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : UGC Opéra, 2ᵉ (574-93-50) ; 7ᵉ Art Beaubourg, 3ᵉ (278-34-15) ; Olympic Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; Parnassiens, 14ᵉ (335-21-21) ; Olympic, 14ᵉ (544-43-14).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5ᵉ (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1ᵉʳ (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5ᵉ (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77) ; Publicis Saint-Germain, 6ᵉ (222-72-80) ; Elysées Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; Ambassade, 8ᵉ (359-19-08) ; Olympic Entrepôt, 14ᵉ (544-43-14) ; Bienvenüe Montparnasse, 15ᵉ (544-25-02). – V.f. : Impérial, 2ᵉ (742-72-52) ; Montparnos, 14ᵉ (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15ᵉ (828-42-26).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Forum Orient Express, 1ᵉʳ (233-42-26) ; Parnassiens, 14ᵉ (320-10-19).

A NOUS LES GARÇONS (Fr.) : Richelieu, 2ᵉ (233-56-70) ; Publicis Champs-Elysées, 8ᵉ (720-76-23) ; Marignan, 8ᵉ (359-92-82) ; Français, 9ᵉ (770-33-88) ; Fauvette, 13ᵉ (331-56-86) ; Mistral, 14ᵉ (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14ᵉ (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15ᵉ (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18ᵉ (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20ᵉ (636-10-96).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Rex, 2ᵉ (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6ᵉ (574-94-94) ; Normandie, 8ᵉ (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9ᵉ (574-95-40).

L'AUBE ROUGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1ᵉʳ (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6ᵉ, (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8ᵉ (359-19-08) ; Paramount City, 8ᵉ (562-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2ᵉ (296-80-40) ; Richelieu, 2ᵉ (233-56-70) ; Paramount Opéra, 2ᵉ (742-56-31) ; Fauvette, 13ᵉ (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13ᵉ (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14ᵉ (335-30-40) ; Gaumont Sud, 14ᵉ (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15ᵉ (828-42-27) ; Bienvenüe Montparnasse, 15ᵉ (544-25-02) ; Images, 18ᵉ (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18ᵉ (606-34-25).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14ᵉ (327-95-94).

BÉBÉ SCHTROUMPF (Belg.) : George V, 8ᵉ (561-41-46) ; Bastille, 11ᵉ (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14ᵉ (320-12-06) ; Grand Pavois, 15ᵉ (554-46-85) ; *Clichy Pathé, 18ᵉ (522-46-01).*

BOLÉRO (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8ᵉ (563-16-16) ; v.f. ; UGC Boulevard, 9ᵉ (574-95-40) ; Paris Ciné-I, 10ᵉ (770-21-71).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6ᵉ (326-80-25)

BRIGADE DES MŒURS (Fr.) (**) : *Maxéville, 9ᵉ (770-72-86).*

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5ᵉ (326-84-65).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17ᵉ (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8ᵉ (359-31-97).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1ᵉʳ (233-42-26) ; UGC Opéra, 2ᵉ (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3ᵉ (271-52-36) ; Cluny Palace, 5ᵉ (354-07-76) ; UGC Odéon, 6ᵉ (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6ᵉ (575-94-94) ; Publicis Champs-Elysées, 8ᵉ (720-76-23) ; UGC Normandie, 8ᵉ (563-16-16). – V.f. : Richelieu, 2ᵉ (233-56-70) ; UGC Boulevard, 9ᵉ (574-95-40) ; Athéna, 12ᵉ (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12ᵉ (343-01-59) ; Nation, 12ᵉ (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13ᵉ (336-23-44) ; Miramar, 14ᵉ (320-89-52) ; Mistral, 14ᵉ (539-52-43) ; UGC Convention, 15ᵉ (564-93-40) ; Pathé Wepler, 18ᵉ (522-46-01) ; Secrétan, 19ᵉ (241-77-99).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1ᵉʳ (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5ᵉ (633-63-20) ; Hautefeuille, 6ᵉ (633-79-38) ; Ambassade, 8ᵉ (359-19-08) ; Escurial, 13ᵉ (707-28-04) ; Parnassiens, 14ᵉ (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (575-79-79) ; Mayfair, 16ᵉ (525-27-06) ; v.f. : Berlitz, 2ᵉ (742-60-33) ; Richelieu, 2ᵉ (233-56-70) ; Bretagne, 6ᵉ (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8ᵉ (387-35-43) ; Nations, 12ᵉ *(343-04-67) ; Fauvette, 13ᵉ (331-60-74)* ; Gaumont Sud, 14ᵉ (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15ᵉ (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17ᵉ (758-24-24) ; *Pathé Clichy, 18ᵉ (522-46-01)* ; Gambetta, 20ᵉ (636-10-96).

LE CRIME D'OVIDE PLOUFFE (Canadien-français) : Paramount Opéra, *9ᵉ (742-56-31).*

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4ᵉ (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5ᵉ (634-25-52).

SPECTACLES

EMMANUELLE IV, George V, 8e (562-41-46).

LES ENRAGÉS (Fr.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BUKOWSKI (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

GLAMOUR (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

GREMLINS (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46); Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-07-76) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

NEMO (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46).

LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE (A. v.o.) : UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

PARTENAIRES (Fr.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (562-41-46).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; (v.f.) : Lumière, 9e (247-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).

LA POULE NOIRE (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

QUILOMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RÉVEILLON CHEZ BOB (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES RIPOUX (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

RENDEZ-VOUS A BROAD STREET (A. v.o.) : Colisée, 8e (359-29-45).

LES RUES DE L'ENFER (A.) (**) v.f. : Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; George V, 8e (562-41-46) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

SHEENA, LA REINE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Paris Ciné II, 10e (770-21-71).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (561-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Reflet Balzac (H. sp.), 8e (561-10-60).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

TRAIN D'ENFER (Fr.) Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio Galande, 5e (H. sp.) (354-72-71).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Lumière, 9e (246-49-07).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LES FILMS NOUVEAUX

L'APOCALYPSE DE L'OCÉAN ROUGE, film franco-italien de John Old junior, v.o. : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA COMPAGNIE DES LOUPS, film britannique de Neil Jordan, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE DÉFI DU TIGRE, film américain de Walter Gordon : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

JE VOUS SALUE MARIE, film franco-suisse de Jean-Luc Godard : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Marilyn, 14e (544-43-14).

PALACE, *film français d'Edouard Molinaro* : Forum, 1er (293-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS, film français de Jean-Pierre Vergne : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UN FILM, film français de Michel Hanoun : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

Les grandes reprises

ACCIDENT (Ang., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

AIMEZ-VOUS BRAHMS ? (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

ALL THAT JAZZ (A., v.o.) : Châtelet Victoria (H.sp), 1er (508-94-14) ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Reflet-Quartier Latin, 5e (326-84-65).

L'AVENTURE DE Mme MUIR (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BEAT STREET (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BLANCHE COLOMBE ET VILAINS MESSIEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LE CŒUR EST UN CHASSEUR SOLITAIRE (Ang., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

LES CŒURS CAPTIFS (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA CORDE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

DERNIER CAPRICE (Jap., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FORT SAGANNE (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LA FLUTE ENCHANTÉE (Suéd., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (354-42-34).

LA FUGUE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).

GUYS AND DOLLS (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

HISTOIRE D'O No 2 (Fr.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).

LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

INDIA SONG (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films (H.sp.), 17e (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.), UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA JOYEUSE PARADE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LE JUMEAU (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LA LOI DU SILENCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LOULOU (All., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36), UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MONTEREY POP (A., v.o.) : Péniche des Arts, 15e (527-77-55).

LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PAIN ET CHOCOLAT (Franco-It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

PAS DE PRINTEMPS POUR MARNIE (A. v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SHINING (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15e (H.sp.) (554-46-85).

LE TEMPS DE LA REVANCHE (A., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

TESS (A., v.o.) : Châtelet Victoria (H.sp.), 1er (508-94-14) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

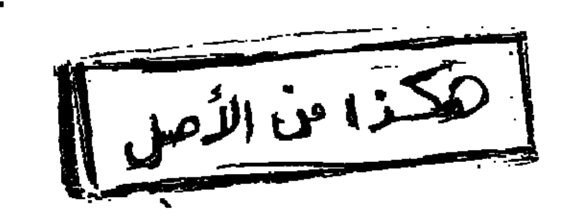
THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

TRASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47).

VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

WHISKY A GOGO (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOYO (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).



هكذا من الأصل

COMMUNICATION

M. MITTERRAND AU SALON DE LA BANDE DESSINÉE

Deux heures dans la vie d'un président

De notre envoyé spécial

Angoulême. – S'il fallait en faire un scénario pour une bande dessinée, on pourrait l'intituler « Deux *heures dans la vie d'un président de* la République » ou « M. Mitterrand *au royaume des bulles* ».

Le décor hyperréaliste est celui d'une *petite* ville balayée par les vents océaniques et une pluie infernale. 10 h 15 samedi. Devant l'entrée d'un chapiteau où ont pris place des centaines d'enfants des écoles amenés par cars spéciaux, il y a une automobile suspecte. Blanche, abandonnée. *Psychose* d'attentat : elle sera évacuée quelques instants *avant la venue du chef* de l'Etat. Sous la « bulle » du Salon de la BD une foule compacte, désordonnée, et officielle, navigue entre les stands. M. Mitterrand et son épouse feront quatre stations, chez chacun des quatre grands éditeurs : deux belges (Dupuis et Casterman), deux français (Glénat et Dargaud). Chez *Glénat, on offre* les cinq volumes des « Passagers du vent », de François Bourgeon au chef de l'Etat, qui, lui, aura traversé la « bulle » en coup de vent.

Mme Mitterrand avoue son incompétence : « *J'en suis restée à Astérix* ». Son époux commmente : « *Chez moi, je suis l'apôtre de la BD. J'en lis souvent le soir avant de m'endormir.* » Eloge ambigu. La houle l'emporte à nouveau. Dans la cohue des photographes, des hommes du service de sécurité, c'est miracle qu'on n'écrase pas quelques bambins. Va-t-on mourir étouffé dans cette bulle ? Non, car la visite s'achève après une demi-heure.

La mairie est toute proche. Le cortège s'y rue. Dans le grand salon d'honneur le président se fait présenter des auteurs de BD : *Bilal*, les frères Varenne, Druillet, Boucq, etc. *Une image : au premier plan, le chef* de l'État, face à lui le dessinateur Jean Giraud (Alias Moebius) qui lui remet une planche originale, derrière Giraud une grande toile de Druillet et puis, au fond, dominant *le tout, au-dessus d'une cheminée,* le portrait officiel du visiteur illustre. *Le chef de l'État et* son image encadrent le Salon de la BD.

Les éditeurs français glissent quelques mots sur les effets pervers de la loi Lang pour la BD. Le ministre de la culture explique qu'un texte est en préparation. Le temps presse : il y a bientôt une heure que M. Mitterrand est à Angoulême. On sort. Dans la mêlée, le préfet de la Charente reçoit un projecteur de télévision sur la tête. Au conseil général, tout proche, M. Mitterrand sera plus disert (lire page 9). *Dans* cette salle ronde (une vraie bulle..., *un havre de paix après le hourvari* qu'on vient de vivre), le président de l'assemblée départementale parle décentralisation, quotas laitiers, prix du cognac. Son hôte lui répond longuement, paisiblement. Pour finir, on offrira à M. Mitterrand une édition originale des *Maximes et pensées*, de Balzac, et une autre de *l'Annuaire statistique de la Charente*, par l'abbé Michon. Manière de montrer qu'il n'y a pas que la BD dans la vie.

A la *sortie, un groupe* de protestataires du CIDUNATI est réuni. Un pétard salue la sortie du chef de l'État. Quelques secondes de flottement. Les policiers se précipitent. « *Mais non, laissez-les* », dit M. Mitterrand en s'avançant vers eux. Un membre du service de sécurité ronchonne : « *J'aurais parié qu'il irait leur parler.* » Ils parlent. Sous le grand parapluie bleu tenu par le chauffeur en gants blancs, le président écoute patiemment les doléances. Il a désarmé l'agressivité.

A 12 h 15, le cortège va quitter la ville en trombe, comme il était venu. *He's a poor lonesome president...*

BRUNO FRAPPAT.

LE PALMARÈS

Voici le palmarès du douzième Salon de la bande dessinée :

● *Le prix « Alfred 1985 »* du *meilleur album de bande dessinée paru dans l'année a été attribué à la Fièvre d'Urbicande* du dessinateur belge François Schuiten et du scénariste français Benoît Peeters (Ed. Casterman) (*le Monde* du 25 janvier).

● *Le prix de la ville d'Angoulême* a été attribué au dessinateur français Jacques Tardi, pour l'ensemble de son œuvre (*Adèle blanc sec, Brouillard sur le pont de Tolbiac, Tueur de rafards etc.*).

● *Le prix « Alfred du meilleur premier album » a été attribué au* dessinateur Baru pour *« Quéquette blues »* (Ed. Dargaud) (*le Monde* du 23 mars 1984).

● *Le prix « Alfred enfants »* a été attribué à *Trafic* de Cothias et Sternis (édit. Bayard-Presse).

● *Le prix « Bloody Mary »*, décerné par les journalistes, a été attribué à François Boucq pour *« les pionniers de l'aventure humaine »* (Ed. Casterman) (*le Monde* du 19 octobre 1984).

● *Le prix « Alfred avenir* a été attribué à Daniel Germain et à Christophe Bonnot.

M. JACQUES VISTEL EST NOMMÉ CHEF DU SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE L'INFORMATION

M. Jacques Vistel, maître des requêtes au Conseil d'Etat, vient d'être nommé chef du service juridique et technique de l'information (SJTI), chargé auprès du premier ministre de l'application et du respect des textes relatifs à l'organisation de la presse écrite et audiovisuelle. Il succède à M. Jean-Pierre Hoss, nommé récemment directeur général de Radio-Monte-Carlo.

[Né le 20 janvier 1940, à Sainte-Colombe (Rhône), M. Jacques Vistel est diplômé de HEC et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il est *auditeur au Conseil d'Etat en 1966.* Nommé directeur du département Amérique latine à l'Institut international d'administration publique (1970-1974), il devient conseiller technique au cabinet de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture jusqu'en 1976. Adjoint au directeur des musées de France de 1978 à 1983, M. Jacques Vistel était vice-président de la commission d'aide à la distribution des films depuis avril 1981, fonction dont il vient de démissionner. Maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1973, il est le fils d'Alban Vistel, responsable à Lyon du journal clandestin *la Marseillaise*.]

Création de « Création »

Lourd de cent quarante-quatre pages, beau de quadrichromie, fort de parrains en vue (Thierry Ardisson, Jean-Marie Dru, Jean-Paul Goude et Philippe Starck pour ne citer que les plus en cote), le numéro un de *Création*, « *le magazine de la création publicitaire* », est paru. Mensuel luxueux, on l'aura déjà compris, il est édité par les Publications professionnelles françaises, *mieux connues sous le nom* de groupe Stratégies, et est vendu en kiosque 45 F. Son objectif : « *Tenter de faire partager la magie créative, montrer le grand show de la publicité, guider dans le triangle infernal de la pub : la stratégie, le concept et l'exécution.* » Son public : « *Ceux qui font la pub, ceux qui participent directement ou indirectement à l'idée publicitaire et à son expression artistique.* »

A la « une » de ce premier numéro, une photo extraite du dernier film de Jean-Paul Goude pour Maggi, qui n'est, curieusement, appuyée par aucun développement à l'intérieur du magazine. Celui-ci se structure autour de trois grands chapitres : toutes les informations remarquables du mois traitées en bref, un long regard sur la publicité à l'étranger et l'actualité de la pub en France. Le tout est pimenté de nombreux « portraits » de professionnels et de dossiers techniques.

Au total, la lecture de ce nouveau mensuel est agréable, très instructive pour les professionnels, mais aussi pour le grand public, qui sera peut-être agacé par un vocabulaire, typique du monde publicitaire, qui emprunte tantôt à la rue, tantôt à l'anglais et « date » le contenu rédactionnel sans pour autant en rendre la lecture plus joyeuse. Plus à voir qu'à lire, donc.

O. S.

EN BREF

● Plus, *nouveau magazine de télévision.* – Edité par le groupe Loisirs – qui publie déjà *TV-Couleur* – un nouveau magazine hebdomadaire spécialisé intitulé *Plus*, destiné d'abord aux abonnés de Canal-Plus vient de paraître. Le premier numéro a été distribué gratuitement en promotion aux 25 000 abonnés de la quatrième chaîne. Vendu uniquement par abonnement (139 F par an), *Plus* – qui offrira tous les programmes de télévision – fera paraître le 5 février sa première livraison régulière.

● *Au directoire du « Figaro ».* – M. Philippe Villin, administrateur général du *Figaro*, vient de faire son entrée au directoire de ce quotidien, qui reste présidé par M. Robert Hersant. M. Villin succède ainsi à M. André Boussemart, lequel est nommé vice-président du conseil de surveillance du *Figaro*, poste qu'il partagera avec M. Michel-P. Hamelet.

● *« La Feuille », lauréat du Prix de la presse libre.* – Décerné pour la quatrième fois par la Fondation pour la liberté de la presse, le Prix de la presse libre a été attribué, à *la Feuille*, bi-hebdomadaire satirique dont le siège est à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). La Fondation a voulu distinguer Anne Carpentier, rédactrice en chef, pour « *son indépendance d'esprit et sa liberté de ton* ». Elle a aussi voulu démontrer que, « *sans moyens, il était encore possible à un journal de s'affirmer et d'avoir l'ambition plus haute de devenir un hebdomadaire national* ». Notre regretté collaborateur Pierre Viansson-Ponté avait, le premier, *révélé, en* 1978, l'existence de *la Feuille* dans un de ses éditoriaux du samedi. Signalons que le premier numéro à vocation nationale de *la Feuille* sera tiré à 5 000 exemplaires et disponible uniquement par abonnement (renseignements au (53) 70-07-47).

● La Tribune de l'économie : *démarrage satisfaisant.* – M. Bruno Bertez, PDG de la société éditrice du quotidien *La Tribune de l'économie*, lancé le 15 janvier en remplacement du *Nouveau Journal*, se déclare satisfait, après réception des premiers chiffres de diffusion. Ceux-ci font état, pour les cinq premiers jours, d'une moyenne de diffusion sur Paris de 12 967 exemplaires et d'une moyenne en province de 31 620 exemplaires, ce qui représente un total de 44 587 exemplaires de vente au numéro.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 28 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 L'avenir du futur.
Emission de Jean-Pierre Hutin.

20 h 40 Cinéma : le Prix du danger.
Film français d'Y. Boisset (1982), avec G. Lanvin, M. Piccoli, M.-F. Pisier, B. Cremer, A. Ferreol...
Un jeu télévisé, organisé par une chaîne commerciale sur le principe d'une chasse à l'homme où le candidat peut perdre la vie, connaît un immense succès public. Un chômeur vient y tenter sa chance. Adapté d'une nouvelle de Robert Sheckley, le film de Boisset se présente, à peine, comme une anticipation. Il dénonce le mauvais pouvoir d'un média, le voyeurisme des foules, les truquages d'un spectacle où domine la violence. Un pamphlet gênant.

22 h 15 Débat : Nos cerveaux « bombardés » ?
Avec Enrico Fulchignoni, psychologue, Alain Wisner, professeur d'ergonomie, René Diatkine, psychanalyste, psychiatre, Michel Imbert, neurobiologiste.

23 h 25 Journal.

23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité : M. Jacques Chirac.
Une émission présentée par F.-H. de Virieu.
M. Jacques Chirac, président du RPR et maire de Paris, répond aux questions de notre collaborateur Jean-Marie Colombani, et d'Albert du Roy, Patricia Charnelet, François-Henri de Virieu, Alain Duhamel.

21 h 55 Document : Mon nom est Bond, James Bond.
Réal. J. Longley.
Le portrait d'un agent secret illustre incarné à l'écran par Sean Connery et Roger Moore. Ses témoignages d'acteur et des extraits de films.

22 h 45 Carnets de la danse.
Magazine de J.-J. Fourgeaud.
Au sommaire : Ecole de danse de l'Opéra de Paris ; premier concours international de danse de Paris ; Maguy Marin ; Compagnie Jeune Ballet de France ; ballet théâtre de Mulhouse ; ballet théâtre français de Nancy.

23 h 35 Journal.

0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : la Maison du diable.
Film américain de R. Wise (1963), avec J. Harris, C. Bloom, R. Jonhson, R. Tamblyn, L. Maxwell, R. Crutchley, F. Compton (N.).
Un anthropologue réunit, dans une maison de la Nouvelle-Angleterre, qui passe pour hantée et maudite, deux jeunes femmes et un jeune homme sensibles aux phénomènes paranormaux. Angoisse et terreur suggérées par des bruits, des coups dans les murs, des plaintes, des manifestations bizarres, et l'imagination maladive d'une des femmes. Un film original, envoûtant, bien différent des productions actuelles.

22 h 30 Journal.

22 h 55 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
Premier de plongée, reportage de Claude Rives sur le monitorat de plongée.

23 h 35 Folies ordinaires : Charles Bukowski.

23 h 45 Prélude à la nuit.
La Folia, *de Marin Marais, interprétée par René Benedetti, violoncelle, Nathalie Wayser, piano.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Ding Dang Dong ; 17 h 11, Document : Le Tassili civilisation et histoire ; 17 h 47, Médecine par les plantes ; 18 h 1, Les voyageurs ; 18 h 30, Sports ; 18 h 53, Feuilleton : Foncouvert ; 19 h 6, Atout PIC ; 19 h 15, Journal.

CANAL PLUS

20 h 30, Cinéma : la Scarlatine, de Gabriel Aghion ; 22 h 5, Spécial Golf ; 23 h 10, Basket-ball ; 1 h 13, Cinéma : Contamination.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique : autour de Johann Mattheson.
20 h 30 Série noire : Je tue à la campagne.
21 h 30 Musique : latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magnétiques : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE AU MIDEM A CANNES

20 h 30 Concert (en direct de la salle Debussy) : *Quatre préludes*, de Janacek ; *Khamma*, de Debussy ; *Double concerto pour violon, hautbois et orchestre*, de Bach ; *Symphonie en trois mouvements*, par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam, dir. J. Conlon.
23 h Les soirées de France-Musique : musiques traditionnelles.

Mardi 29 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Buffalo Bill.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 50 A pleine vie.
Série : Sloane, agent spécial ; 14 h 45, La maison de *TF 1* ; *15 h 20*, Modes d'emploi-*Initiatives* ; *16 h 15*, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; 16 h 30, Reprise : l'aventure spéléologique (diff. le 16 janvier) ; 17 h 30, La chance aux chansons.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Papa et moi.
19 h 10 Tify, s'il te plaît, raconte-moi une puce.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Proposé par J. Antoine et C. Savarit.
Enigmes en vingt-six épisodes. Un jeu « remake » de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor »...
21 h 35 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Le chant des dauphins.
L'équipe du commandant et la Calypso *se sont mêlées aux dauphins en Méditerranée, au large des côtes espagnoles.*
22 h 30 Tintam'art.
Emission d'Antoine Gallien.
Dossier, cette semaine, autour du chanteur « in ». Alain Bashung, auteur de Vertige de l'amour. *Il chante, compose, avec son parolier Boris Bergman. Et les actualités de la semaine.*
23 h 35 Journal.
23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : a 2

6 h 45 Télévision du matin.
8 h 30 Feuilleton : Escalier B, porte 4.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 *Aujourd'hui la vie : Idées en marche.*
14 h 50 Série : Magnum.
15 h 40 *Reprise : Le grand raid* (diff. le 27 janvier).
16 h 35 Le journal d'un siècle.
Edition 1899 : Dreyfus condamné, puis gracié.
17 h 45 Récré A 2.
Poochie ; Les devinettes d'Epinal ; Les quat'z'amis ; Anim'A 2 ; Latulu et Lireli ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : la Balance.
Film français de B. Swaim (1982), avec N. Baye, P. Léotard, R. Berry, M. Ronet, C. Malavoy...
Un inspecteur de la brigade territoriale veut contraindre un ancien truand, vivant des gains d'une prostituée dont il est amoureux, à s'infiltrer comme indicateur dans la bande d'un trafiquant de drogue à Belleville. Nouvelle police en jeans et baskets, méthodes expéditives et bavure. Bien fabriqué, bien joué et roublard.
22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Jean-Claude Brialy, Francis Perrin, Anémone, Dominique Lavanant.
23.35 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Arsène Lupin contre Arsène Lupin.
Film français d'E. Molinaro (1962), avec J.-C. Brialy, J.-P. Cassel, D. Gauchy, F. Dorléac, H. Garcin, G. Grad, J. Le Poulain, M. Marquet (N.).
Dans les années 20, deux fils naturels d'Arsène Lupin, qui ne se connaissaient pas, vont prendre sa succession et se trouver en concurrence. Excellent scénario imaginé à partir des œuvres de Maurice Leblanc. Vivacité de la mise en scène et gags à la manière des « ciné-feuilletons » d'aventures. Brialy et Cassel en héros fantaisistes.
22 h 30 Journal.
23 h Folies ordinaires : Charles Bukowski.
Série de Barbet Schroeder.
Contes et légendes de Buk.
23 h 5 Prélude à la nuit.
Festival de Prades 1984 : Scherzo n° 2, opus 31, de F. Chopin, interprété par B. Rigutto, piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 Michel Denisot ; 9 h, Série : Ellis Island ; 9 h 45, Documentaire : les ateliers du rêve ; 10 h 45, Cinéma : la Scarlatine ; 12 h 15, Cabou Cadin (dessins animés) ; 12 h 30, Série : Batman ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Feuilleton : Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cinéma : Girls, Girls, Girls ; 15 h 35, Cinéma : Meurtre par décret ; 17 h 20, Cabou Cadin (dessin animé, Paul et les Dizygotes) ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Cinéma : Itinéraire bis ; 23 h 50, SLAM ; 0 h 35, Cinéma : Horizons perdus ; 2 h 25, Rock concert.

FRANCE-CULTURE

7 h, *Le goût du jour* ; *8 h 15, Les enjeux internationaux* ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Robert Desnos ou le rêveur lucide (et à 10.50 Alexandre Csoma de Körös, fondateur de la tibétologie) ; 9 h 5, La matinée des autres : le crépuscule argentin de Don Luis ; 10 h 30, Musique : le grand voyage de la Hongrie à l'Himalaya (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : le grand âge de nos proches ; *11 h 30, Feuilleton : Han d'Islande* ; 12 h, Panorama, entretien avec Ionesco ; et à 12.45, Club de la presse ; et à 13.30, Tombé dans le pano... ; 13 h 40, Musique : instantané ; 14 h, Un livre, des voix : « Cœur de l'escargot », de Jacques Perry ; 14 h 30, Dramatique : Un petit paquet de feuilles dans un sac de plastique et la marée ; 15 h 30, Les mardis du cinéma : Joseph L. Mankiewicz, ou le texte et l'image ; 17 h 10, *Le pays d'ici.* En direct de Rennes, Saint-Brieuc ; 18 h, Subjectif. Agora avec Bertrand Jestaz ; à 18 h 35, Chroniques ; à 19.15, Rétro ; à 19.25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : une pensée libre ; 20 h, Musique : raisons chrétiennes et morales contre les duels.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Entretiens avec Tapiès.
21 h 30 Musique : diagonale ou l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magnétiques : mais à quoi pensent donc les intellectuels new-yorkais ?
0 h Le rendez-vous de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE AU MIDEM A CANNES

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Programme musical : œuvres de Bach, Smetana, Haydn, Messiaen, Mozart ; 11 h, Musique : œuvres de Beethoven, Berg, Mozart, Dvorak, Haydn ; 12 h 35, Concert (en direct de la salle A) : deux préludes de Debussy, « du feu et de la mer », de Nunes, par Alice Ader, piano ; 13 h 30, Programme musical : Debussy, Xenakis ; 15 h 30, Musique : *le Secret*, de Smetana ; *Images*, de Debussy par l'Orchestre du Théâtre national de l'Opéra de Paris, dir. M. Rosenthal ; 18 h 30, Concert (en direct de la salle A) musique contemporaine : œuvres de Koc, Brouwer, Antunes, Wilensky, Tessier, Terzian, Atehortua, par la Fondation des rencontres internationales de musique contemporaine – section Argentine ; 19 h 30, Jazz aujourd'hui : lecture au laser ; 20 h 5, Avant-concert.
20 h 30 Concert (en direct de la salle Debussy) : *Premier concerto pour violon*, de Paganini ; *Kindertotenlieder*, de Mahler ; *Deuxième concerto pour piano*, de Saint-Saëns, par l'Orchestre régional Alpes-Provence-Côte d'Azur de Cannes, dir. M. Fischer-Dieskau.
23 h Les soirées de France-Musique : jazz-club (en direct du Club 06), le groupe Azur.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 28 JANVIER

– *M. Valéry Giscard d'Estaing*, ancien président de la République, est reçu à l'émission « Découvertes » sur Europe 1 à 18 h 20.

– *M. André Bergeron*, secrétaire général de FO, est invité à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.

Le Monde

ECONOMIE

Le ministère des finances voudrait ramener le marché hypothécaire sur le bon chemin

LES POUVOIRS publics sont engagés, on le sait, dans un processus de déréglementation et d'élargissement du marché financier, qui les a conduits, tout récemment, à envisager le lancement prochain de certificats de dépôts négociables, nouvel instrument de placement à court terme (six mois à deux ans) mis à la disposition des entreprises. Cet instrument est déjà largement utilisé en Grande-Bretagne, au Japon, et surtout aux Etats-Unis, point de mire de la Rue de Rivoli. Dans ce dernier pays, il est un marché, le marché hypothécaire, qui dépasse en importance le marché des obligations, et qui assure la plus grande part des financements du logement, comme le font, en Grande-Bretagne, les Building Societies et, en Allemagne, les Bausparkassen. Dans ces trois cas, l'épargne liquide ou semi-liquide est transformée directement en prêts à long terme.

Aux Etats-Unis fonctionne un système particulier avec les Mutual and savings banks et les Savings and loans associations, coiffées par les Federal Home loans banks qui accordent, en cas de besoin, du crédit à court ou à long terme aux organismes prêteurs. *Au sommet, la célèbre* Federal national mortgage association (Fanny Mae) peut racheter les prêts et créances et les revendre à tout moment à des détenteurs de capitaux, le tout étant couronné par un organisme gouvernemental de garantie, la Federal housing association (FHA). Large financement, liquidités satisfaisantes, taux d'intérêt le plus bas possible et garantie efficace et peu coûteuse *pour une bonne fin des opérations*, tels sont les traits du système américain qui paraissent bien alléchants Rue de Rivoli.

Cette dernière a décidé de se pencher sur le marché hypothécaire français qui a été créé il y a un peu moins de vingt ans (en septembre 1966) avec deux idées. La première est de développer son rôle comme instrument de placement à moyen et long terme, com*plétant ainsi les certificats de* dépôts négociables. La seconde est d'obtenir, si possible, un abaissement du coût du financement du logement, sur le secteur non *aidé, qui représente une part* appréciable de l'immobilier.

LA PART DES CRÉANCES MOBILISÉES SUR LE MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE NE FAIT QUE DÉCROITRE
(en millions de francs)

	Encours des créances (M.H. pur + PIC + PC)		Mobilisées sur le M.H. par émission de billets	Mobilisées sur le M. M. par pensions	Fractions des PIC mobilisées au CFF	Total de la mobilisation	%
	A	B Mobilisables au MH (1)				C	C/A
Fin 1971	20 875	20 875	10 599	368		10 967	52,5
1972 (2)	30 624	30 624	13 856	651	0,1	14 507	47,3
1973	44 294	44 174	17 554	946	121	18 621	42,0
1974	54 607	53 891	21 182	1 529	716	23 427	42,9
1975	65 288	63 373	24 611	1 389	1 916	27 916	42,7
1976	83 383	80 192	28 689	2 964	3 191	34 844	41,8
1977	98 044	93 616	32 551	3 713	4 428	40 692	41,5
1978 (3)	120 570	114 833	38 039	2 211	5 737	45 987	38,1
1979	153 983	147 396	46 723	2 907	6 587	56 217	36,5
1980	180 929	174 318	54 910	4 070	6 611	65 591	36,3
1981	208 059	201 486	61 034	4 250	6 573	71 857	34,5
1982	228 753	222 434	63 940	4 795	6 319	75 054	32,8
1983	256 222	250 232	66 313	5 473	5 990	77 776	30,3
30-9-1984	274 164	268 472	69 376	5 701	5 692	80 769	29,4
			26 %				

(1) Exclue la fraction des PIC mobilisée au CFF (Crédit foncier de France).
(2) PIC (prêts immobiliers conventionnés) inclus à partir de 1972.
(3) PC (prêts conventionnés) inclus à partir d'avril 1978.

DÉTENTION DES BILLETS DE MOBILISATION NÉGOCIABLES SUR LE MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE
(en millions de francs)

Billets en circulation		Secteur public (1)		Secteur bancaire (2)		Autres investisseurs (3)	
1975	24 611	16 541	(67,2 %)	4 577	(18,6 %)	3 493	(14,2 %)
1976	28 689	19 728	(68,7 %)	5 452	(19,1 %)	3 509	(12,2 %)
1977	32 551	22 429	(68,9 %)	6 639	(20,4 %)	3 483	(10,7 %)
1978	38 039	24 596	(64,7 %)	9 693	(25,4 %)	3 750	(9,9 %)
1979	46 723	27 247	(58,3 %)	13 333	(28,5 %)	6 143	(13,2 %)
1980	54 910	28 751	(52,4 %)	19 431	(35,4 %)	6 728	(12,2 %)
1981	61 034	30 428	(49,8 %)	23 785	(39,0 %)	6 821	(11,2 %)
1982	63 940	31 149	(48,7 %)	25 712	(40,2 %)	7 079	(11,1 %)
1983	66 313	28 445	(42,9 %)	28 438	(42,9 %)	9 430	(14,2 %)
30-9-84	69 376	30 093	(43,4 %)	29 630	(42,7 %)	9 653	(13,9 %)

(1) *Essentiellement la Caisse des Dépôts et la Caisse nationale de Crédit agricole ;* (2) *L'ensemble des établissements émetteurs en dehors du secteur public ;* (3) *Investisseurs institutionnels et le Crédit foncier de France.* (Source : Crédit Foncier).

Ce faisant, les experts du ministère des finances sont obligés *d'avancer avec prudence, car ils* se heurtent à une difficulté : le marché hypothécaire français, détourné de son objet initial, c'est-à-dire le financement du logement *à long terme, est devenu un ins*trument monétaire qui se rapproche du court terme. En outre, du fait de la diminution de ses taux, il est devenu extrêmement renta*ble pour les établissements prê*teurs qui se refinancent sur ledit marché. Toute modification des taux pratiqués risquerait de perturber l'équilibre financier de ces établissements.

Le détournement de l'objet initial ? *A l'origine, on cherchait* à obtenir deux choses. La première était de permettre aux organismes prêteurs de mobiliser, en cas de besoin, les créances représentatives de leurs prêts, garanties par *des hypothèques. La seconde de* faciliter l'acquisition de telles créances par les institutions collectrices d'épargne, notamment d'épargne longue, comme les compagnies d'assurances et la caisse de retraite. Il s'agissait, à l'époque, de financer des emplois « longs » par des ressources « longues » et d'éviter la création monétaire tout à fait inflationniste que provoquait le réescompte, auprès de la Banque de *France, des crédits à moyen terme* accordés par les établissements.

Dans cette optique, les taux du marché hypothécaire étaient censés évoluer au voisinage de *celui des emprunts longs*, essentiellement les obligations, et les billets de mobilisation admis sur ce marché devaient avoir une durée assez longue, en général *supérieure à dix ans.*

« Dévoiement » de procédure

Or que s'est-il passé depuis 1966 ? Pendant longtemps, sauf en 1980-1981, les taux du marché hypothécaire sont, effectivement, restés collés au rendement des obligations. Puis, à partir de la fin 1982, dans un contexte de baisse général, on a vu ces taux « décoller » de celui des obligations et revenir pratiquement à celui du marché monétaire, au jour le jour, traditionnellement moins élevé, et réservé aux placements à court terme. En ce qui concerne les durées des billets de mobilisation négociables sur le marché hypothécaire, on constate que 41 % de ces billets sont à moins de cinq ans et 77 % à moins de dix ans, ce qui ne correspond pas précisément à des placements à long terme.

Le processus s'est accéléré en 1984 sous l'effet de la demande de SICAV et fonds communs de trésorerie, lesquels pour leurs emplois à court terme, sont preneurs de « papier » de toute sécurité à durée réduite (bons du Trésor, etc.). L'effet aura été de favoriser l'émission de billets hypothécaires, produit tout à fait « sûr », sur des durées très raccourcies. Tout cela a conduit les observateurs lucides à parler de « dévoiement » de procédure et de la « perversion » d'un produit à long terme transformé, pour une bonne part, en produit à court terme.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 23.)

Le Japon inquiet de son vieillissement

LA menace la plus grave qui pèse sur le niveau de vie de la population des pays industrialisés tient à son vieillissement : un nombre relativement de plus en plus restreint d'actifs devra entretenir un nombre de plus en plus grand d'inactifs. C'est au Japon que le phénomène prendra, d'ici à la fin du siècle, le plus d'ampleur.

Si la population doit encore augmenter de 120 à 130 millions d'habitants entre 1982 et l'an 2000, le pourcentage des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans passerait au cours de cette période de 9,5 %, à plus de 16 %, soit un taux record – avec la Suède – parmi les pays industrialisés.

En dépit des mesures d'austérité, et notamment du vote d'une loi réduisant de 10 % le montant des remboursements médicaux tandis qu'on prévoit un doublement des cotisations, les dépenses de santé seraient trois fois et demie plus élevées dans quinze ans. Encore, selon une étude de l'*Institut de recherches sur la population de l'université Nihon* (Tokyo), s'agit-il de l'hypothèse la *plus modérée*, le ministère de la santé avançant un chiffre sensiblement supérieur. Les dépenses passeraient de 5,17 % à 6,13 % du produit national brut. Leur progression serait donc bien supérieure à celle du PNB (en volume), lequel augmenterait seulement de 2 % par an en termes réels d'ici à la fin du siècle. Or cette divergence probable est une conséquence de l'évolution défavorable de la pyramide des âges : 40 % environ des charges globales des *systèmes d'assurance médicale* seront imputables aux personnes de plus de soixante-cinq ans.

Mais les effets du vieillissement seront beaucoup plus profonds. Ils contribueront à changer plusieurs des traits qui caractérisent encore aujourd'hui l'économie nippone. La part des prélèvements obligatoires dans le revenu national y est actuellement relativement faible : de l'ordre de 32 %. Elle passerait à 45 % d'ici à l'an 2000. Cela signifie qu'envi*ron 55 % du revenu individuel* disponible des actifs partira en impôts, taxes et cotisations. Du coup, l'épargne des ménages, qui a largement contribué à financer l'expansion économique du Japon, se réduirait dans de fortes proportions : elle passerait de 19 % à 12 % du revenu. Il faut tenir compte aussi du fait que le Japon est le pays où l'on vit le plus longtemps ; d'où la nécessité d'un système de prévoyance important, en cas de défaillance de l'épargne privée.

Des projets de regroupement et de réforme des systèmes d'assurance-maladie sont bien à l'étude. Cependant, en période de faible croissance, l'accélération du vieillissement, ajoutée à l'ampleur du déficit budgétaire et de la dette publique, ne laisse au pouvoir conservateur qu'une marge de manœuvre très limitée.

R.-P. PARINGAUX.

POINT DE VUE

Où sont les obstacles à l'emploi ?

par PIERRE URI

LES chômeurs, grands perdants au rejet du protocole patronat-syndicats ? Qu'ils se rassurent. La flexibilité, suivant le mot à la mode, et, plus précisément, les facilités aux licenciements n'étaient pas moindres en Amérique quand le récession y portait le taux de chômage à 11 % ; les créations d'emplois, c'est l'effet des dépenses militaires, des réductions d'impôts, des relâchements des restrictions monétaires.

Si le président du CNPF croyait ce qu'il dit, il se sentirait obligé à renouer au plus vite. Pas du tout : l'accord, paraît-il, formait un *bloc*, les concessions ne s'équilibraient pas chapitre par chapitre, mais de l'un à l'autre. On ne voit guère, d'ailleurs, ce que le patronat avait cédé si ce n'est d'en rabattre sur les changements les plus radicaux qu'il réclamait au départ, et d'envisager une concertation dans les entreprises sur les répercussions des mutations technologiques. Singulière conception de la négociation collective. On croyait que les deux parties se donnaient un objectif commun : créer davantage d'emplois. On se retrouve devant la conception la plus détestable du marchandage.

Voilà qui amène à réfléchir sur les méthodes et les limites de la politique contractuelle. Sa vertu, c'est que les partenaires fassent leurs des solutions dégagées en commun. Dans un face-à-face entre des organisations elles-mêmes divisées, ce serait un miracle que des propositions fusent de toutes parts. La réduction du temps de travail confiée aux partenaires sociaux en 1981 aboutissait à la solution la plus simpliste et la plus gaspilleuse, une heure par semaine (douze minutes par jour). La renégociation de l'UNEDIC aggravait la situation des exclus. Le protocole mort-né est sorti de rencontres étalées sur sept mois et se perd dans des détails à rendre jaloux les bureaucrates d'Etat. Ce ne serait diminuer en rien la responsabilité des partenaires que d'adjoindre à la négociation des personnalités indépendantes, choisies pour leur imagination et leur impartialité, et qui joueraient le rôle de catalyseurs par les suggestions qu'elles soumettraient au départ ou au cours des débats. Ce serait aussi accroître la chance que la politique contractuelle surmonte la contradiction à laquelle elle est exposée : être assez démultipliée pour s'ajuster à la diversité des situations, sans perdre sa cohérence ni rompre un équilibre global.

Si une négociation devait reprendre, on aimerait suggérer les vraies questions qui commandent la relance de l'emploi.

LES SEUILS. – Dans tous les domaines, la discontinuité est une mauvaise formule. On voit ici la difficulté de calculer les *effectifs qui* déclenchent la représentation du personnel, – délégués au-delà de dix ; et comité d'entreprise au-dessus de cinquante, – quand l'emploi varie en plus ou en moins, et les acrobaties nécessaires pour définir une moyenne sur une période. Il était simple d'accepter la suggestion d'Edmond Maire : créer des délégués inter-entreprises dont le *coût en crédits d'heures* serait moindre pour les patrons, l'efficacité plus grande pour la protection du salarié. On ne voit *pas d'ailleurs* pourquoi ils n'auraient pas un droit de regard sur les entreprises plus petites, où les relations sociales peuvent être tout à fait cordiales, où il n'y a pas, en revanche, de défense contre les cas d'exploitation ou d'arbitraire. Leur compétence serait maintenue et leur contrôle renforcé tant qu'un comité d'entreprise ne serait pas créé : le passage s'opérerait en douceur.

EMPLOIS INTERIMAIRES OU CONTRATS A DUREE DETERMINEE. – On comprend que la législation cherche à privilégier les embauches les plus durables. Mais la fixation de périodes limites ou de circonstances expressément énumérées pour le travail précaire est à son tour bien encombrante. Ne pourrait-on imaginer un mécanisme simple ? Embaucher pour une durée *limitée, c'est transférer un risque sur* le salarié. Il serait donc normal qu'à son salaire s'ajoute une prime, qui serait graduellement remboursable si son contrat est ensuite transformé en durée indéterminée. La balance des coûts et des avantages entraînerait d'elle-même les choix de l'employeur.

LE DISCOURS SUR LES CHARGES. – Globalement, il n'a *pas de sens : c'est avec ce que paie* l'économie productive, même indirectement à travers sa contribution au financement des dépenses publiques, que s'achètent ses produits. La répartition entre secteurs, c'est autre chose : il est insensé que l'industrie paie pour d'autres, petit commerce ou agriculture, par le jeu de la taxe professionnelle ou les compensations interrégimes de la Sécurité sociale. La taxe professionnelle privilégie ceux qui s'entêtent à travailler seuls et surcharge à leur profit ceux qui *offrent des emplois. Le maintien de* plafonds sur certaines cotisations sociales, et en particulier les alloca*tions familiales, aboutit à concentrer* les charges sur les salaires les plus bas, qui seront aussi ceux des nouveaux embauchés, et à rendre plus coûteux l'emploi de deux personnes à mi-temps que d'une à temps complet. Tout au rebours, c'est sur les emplois nouvellement créés que les charges devraient être allégées ou supprimées : proposition qui à la fois favorise l'embauche et, en abaissant les coûts sur les productions marginales, aide la lutte contre l'inflation

LE TEMPS DE TRAVAIL. – *Quand la productivité s'accroît plus* que la production, il n'y a pas d'autre choix que de travailler moins *d'heures ou de provoquer plus de* chômage. Mais la réduction du temps de travail n'est à son tour *créatrice d'emplois que si elle conci*lie deux exigences : maintenir le revenu, ne pas alourdir les coûts. Une meilleure répartition du travail effectif sur l'année, pour répondre aux variations saisonnières ou aux afflux discontinus de commandes, notamment de l'étranger, évite des *investissements dispendieux ; des* expériences réussies – où les salaires, par précaution, avaient été réduits avec la diminution globale des horaires, – ont montré que l'économie réalisée permettait, sous forme de bonus, de leur rendre leur pouvoir d'achat. La trop longue durée journalière d'aujourd'hui ne permet guère les deux équipes là où elles seraient les plus souhaitables, *dans le commerce de détail*, dans certains services publics, et même dans un bon nombre d'industries : la *meilleure utilisation de l'équipement* autoriserait le partage du travail sans le partage des revenus.

Encore faut-il que la croissance possible ne soit pas entravée. On se félicite des progrès de l'exportation : 5 % en volume, quand la reprise du commerce international atteint 9 %. Notre pays perd des parts de marché. C'est cette carence qui oblige à comprimer la demande pour rega*gner sur l'importation ce que l'on* n'obtient pas à l'exportation, c'est-à-dire à provoquer le chômage. *Qu'on discute* donc des moyens de sortir du déséquilibre par le haut.

Les partenaires sociaux peuvent aussi apporter une contribution décisive s'ils se mettent d'accord sur les conditions dans lesquelles l'inflation peut être arrêtée sans déflation. La désindexation doit être clarifiée : elle doit viser ce qui ne peut sans contradiction être compensé dans les revenus nominaux, hausse des prix d'importation, des impôts, ou des cotisations sociales, puisque l'argent va à d'autres. Faute de cette distinc*tion, on se condamne à des méthodes* restrictives qui bloquent mieux le progrès de la production que la pro*gression des prix. Il est temps de sor*tir du débat manichéen entre la rigueur et la relance. Dans un envi*ronnement international plus favora*ble, l'issue est de corriger les mécanismes qui font obstacle à la reprise.

Réglementation et fonctionnement

Le marché hypothécaire doit permettre aux organismes prêteurs, en immobilier, de mobiliser, en cas de besoin, les créances représentatives de leurs prêts. Par ailleurs, il doit faciliter l'acquisition de telles créances par les institutions collectrices de dépôts et d'épargne.

Les prêts admis (ou éligibles)

Pour être éligibles au marché hypothécaire, les prêts doivent être assortis d'une hypothèque ou d'un privilège immobilier. Cette sûreté réelle a paru être une garantie suffisante, l'évaluation des gages étant laissée à l'initiative des établissements prêteurs. Le nantissement de parts sociales d'une société de construction a également été admis, sous réserve qu'il s'accompagne d'un cautionnement hypothécaire de cette société. Sont également admis les prêts garantis à l'origine par un simple nantissement de parts sociales, à la condition, cependant, qu'ils soient suivis d'une affectation hypothécaire prise lors de l'attribution des logements en propriétés.

Quant à l'objet, les prêts admis peuvent être consacrés à la construction ou à l'acquisition de logements de particuliers. Y sont également assimilées les opérations aboutissant à la création d'une surface habitable nouvelle, ainsi que les grosses réparations, à l'exclusion des travaux d'aménagement et d'entretien, ceux-ci pouvant cependant être financés lors de l'acquisition d'un logement ancien.

Le financement de ces logements peut concerner aussi bien les résidences principales que secondaires ou locatives se rapportant à des habitations neuves ou anciennes. Le prêt peut, par ailleurs, englober le financement de locaux annexes à l'habitation (cave, garage ou emplacement de parking). Par contre, les locaux à usage professionnel ou commercial sont exclus du bénéfice de l'éligibilité. De même sont exclus les prêts destinés à la seule acquisition de terrains.

Afin de permettre aux emprunteurs de faire face au mieux à leurs charges de remboursement, la durée des prêts est comprise entre dix et vingt ans.

Le prêt peut atteindre au maximum 80 % de la dépense, l'apport personnel de 20 % exigé des emprunteurs pouvant être constitué par ses fonds propres, ainsi que par différents concours financiers à caractère social.

Les taux des prêts éligibles sont libres. Les établissements prêteurs fixent donc leurs conditions dans la limite du taux de l'usure, en considérant leur coût de refinancement et les conditions de la concurrence existant sur le marché. Les réformes apportées au financement du logement aidé en 1972, puis en 1977, ont apporté au marché hypothécaire de nouveaux produits : les prêts immobiliers conventionnés (PIC) et les prêts conventionnés (PC).

Les réglementations de ces deux types de prêts sont plus contraignantes que celles des prêts éligibles classiques.

Les prêts immobiliers conventionnés (PIC) résultaient de la réforme du logement de 1972. Il s'agissait de prêts amortissables à long terme ne concernant que les opérations de construction neuve et bénéficiant d'une aide de l'État sous forme de primes convertibles en bonifications d'intérêts.

Par ailleurs, pendant la période d'amortissement, seules les sommes fixées forfaitairement par arrêté ministériel pouvaient être mobilisées auprès du Crédit foncier de France. Durant cette même période, la fraction non bonifiable des *PIC*, ou la totalité de ceux-ci en l'absence de recours au financement du Crédit foncier, était éligible au marché hypothécaire, la créance étant obligatoirement hypothécaire.

Quant aux prêts conventionnés (PC) issus de la réforme du logement de 1977, *ils se sont substitués*, depuis 1978, aux prêts immobiliers conventionnés. Il ne s'agit plus de prêts directement aidés par l'État puisque la prime convertible est supprimée, mais les emprunteurs peuvent bénéficier de l'aide personnalisée au logement (APL).

Leur champ d'application est plus large, puisqu'il comprend l'amélioration du patrimoine ancien, et, depuis 1982, les travaux destinés à réduire les dépenses d'énergie dans les logements. Assorti d'un privilège immobilier, le prêt est éligible au marché hypothécaire dès lors que sa durée est comprise entre dix et vingt ans ; *pour financer les travaux seuls*, la durée retenue est de cinq à douze ans, le montant du prêt étant susceptible d'être mobilisé auprès du Crédit foncier dans le cadre de la réglementation des crédits à moyen terme.

Création et cession des effets éligibles

Fait capital : ce ne sont pas les créances hypothécaires qui sont l'objet de transactions sur le marché, mais les effets émis en représentation de ces créances.

L'établissement prêteur qui veut mobiliser tout ou partie de ses créances émet un billet à ordre en représentation du capital, et des billets au porteur représentatifs chacun des intérêts annuels payables à terme échu ; ces billets doivent être *conformes à un modèle établi par le* Crédit foncier de France.

Le billet représentant le capital comporte obligatoirement l'engagement de l'établissement émetteur de détenir, pendant la durée du billet et pour un montant au moins égal à celui-ci, un volume correspondant de titres de créances hypothécaires non échues répondant aux conditions d'éligibilité.

L'émetteur s'oblige en outre à se soumettre au contrôle du porteur du billet de mobilisation, afin que ce dernier puisse s'assurer qu'il détient un volume suffisant de titres de créances hypothécaires.

Les effets créés sont offerts sur un marché primaire aux différents investisseurs institutionnels agréés, ou à tous autres établissements à la recherche d'emplois pour les capitaux qu'ils détiennent. Ces organismes peuvent à leur tour céder les billets à ordre émis à leur profit, par endos, avec remise des billets représentatifs des intérêts ; ces transactions se réalisent sur le marché secondaire.

Les cessions d'effets sur le marché hypothécaire s'effectuent sous la forme d'achats et de ventes fermes ou de pensions, pour des durées librement débattues entre les parties. Ces billets comportent un taux d'intérêt résultant du libre jeu de l'offre et de la demande sur le marché au moment de leur émission.

On notera que seuls les prêteurs originaires, à l'exclusion des cessionnaires ou endossataires ultérieurs, sont garants des effets émis. Les acquéreurs successifs d'effets ne peuvent voir leur responsabilité engagée à l'égard de leurs cessionnaires. Cette exclusion du principe de la solidarité des signatures, propre au droit cambiaire, a été inspirée par la volonté d'inciter les investisseurs à se porter acquéreurs de tels billets dont la détention représente ainsi un simple placement de capitaux n'entraînant pour le porteur aucune obligation en cas de revente ultérieure. C'est qu'en définitive la garantie des billets repose avant tout sur la signature des émetteurs ou, le cas échéant, de leurs avaliseurs, elle-même couverte par un volume correspondant de créances hypothécaires.

La garantie du porteur

Les effets circulant sur le marché ne bénéficient pas directement de la garantie hypothécaire attachée aux créances qu'ils représentent. Cependant, aux termes de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1969, le porteur d'un billet à ordre a la faculté de demander la « mise à disposition » des titres de créances hypothécaires. Celle-ci se réalise par la mise sous dossier, au nom du requérant, d'une liste nominative de créances résultant de contrats et correspondant aux effets à propos desquels la « mise à disposition » est requise. Elle entraîne constitution de gage au profit du requérant et de ses cessionnaires successifs.

En cas de défaillance de l'établissement émetteur, le porteur des billets mis à disposition obtient, contre restitution de ces derniers, la remise matérielle des titres de créances dont il acquiert la propriété, dans la mesure des droits qu'il tient du billet à ordre de mobilisation. Il peut ainsi poursuivre le recouvrement de sa créance à l'aide d'un titre exécutoire et bénéficier de l'hypothèque dont celui-ci est assorti.

Le contrôle de ces dispositions a été confié au Crédit foncier de France ; un duplicata des listes nominatives des titres de créances tenues à la disposition des requérants doit lui être remis.

(Source : Crédit Foncier).







Les producteurs (ou émetteurs)

SUR le marché hypothécaire, il faut bien distinguer les émetteurs, ou producteurs, et les souscripteurs, ou détenteurs, de «papier». On sait (voir ci-dessus) que ce papier n'est qu'un «billet de représentation» d'un ensemble de créances hypothécaires : les créances elles-mêmes ou contrats, assorties obligatoirement d'une hypothèque sur le bien immobilier, restant détenues par l'établissement prêteur. En ce qui concerne les producteurs, sur 270 milliards de francs de créances éligibles au marché hypothécaire, 52 % sont constituées par le secteur bancaire pur, essentiellement le Crédit agricole et les grands établissements (BNP, Crédit lyonnais, Société générale), auxquels il faut ajouter les Caisses d'épargne. Les autres 48 % se décomposent en deux groupes.

Dans le premier (22 % du total), on trouve les établissements spécialisés dans le crédit au logement : Compagnie bancaire (UCB), Banque de La Hénin, Comptoir des entrepreneurs, SOVAC, BCT Midland Bank, et, pour une part, Indosuez. Dans le second (26 % de l'en-cours) figurent les «moyens» mutualistes (Crédit mutuel et banques populaires) à hauteur de 9 % ; et toute une *série de banques, dont le* groupe du CIC, le CCF, le Crédit du Nord, etc., plus des établissements comme la Banque hypothécaire européenne (BHE), CGIB, la SOFICAM, la SOFAL, etc. (17 % au total).

● LES SOUSCRIPTEURS (OU DETENTEURS) DE CREANCES HYPOTHECAIRES

Sur 270 milliards de francs de créances hypothécaires émises, 70 milliards de francs seulement (26 %) sont mobilisés, c'est-à-dire mises sur le marché à la disposition des souscripteurs ou détenteurs. Parmi ces derniers, on trouve d'abord, à hauteur de 43 % *(30 milliards de francs)*, le secteur public, essentiellement la Caisse nationale du Crédit agricole (20 milliards de francs) et la Caisse des dépôts (10 milliards de francs). Vient ensuite le secteur bancaire, c'est-à-dire l'ensemble des établissements qui *disposent de guichets, à hauteur* de 42,7 % (29,6 milliards de francs). Enfin, les investisseurs institutionnels, essentiellement les compagnies d'assurances et de retraite, détiennent environ 14 % des créances mobilisées, soit un peu moins de 10 milliards de francs.

● QUI MOBILISE SES CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES ?

A l'heure actuelle, sur les 70 milliards de francs de créances hypothécaires mobilisées par leurs émetteurs, la plus grosse partie (54 milliards de francs) est le fait des établissements spécialisés sans réseau (UCB, Banque La Hénin, Comptoir des Entrepreneurs, Sovac, Indosuez, BTC Midland Bank), qui mobilisent 88 % de leur « papier ». Viennent ensuite les banques de dépôts moyennes ou grandes (groupe du CIC, CCF, etc.) et de petits ou moyens établissements spécialisés (BHE, CGIB, SOFICAM, COCEFI, etc.), qui mobilisent 30 % environ de leurs créances hypothécaires.

En revanche, les grands réseaux collecteurs d'épargne (Crédit agricole, les trois grandes banques nationalisées et les Caisses d'épargne), qui, on l'a vu, émettent 52 % des créances hypothécaires, ne les mobilisent pas, *c'est-à-dire qu'ils utilisent leurs* propres dépôts pour les financer, de même que le Crédit mutuel et les Banques populaires. En outre, ces réseaux achètent, à l'émission ou sur le marché secondaire, des créances hypothécaires qu'elles « nourrissent » sur leurs ressources propres.





HYPOTHÉCAIRE

Ramener le marché sur le bon chemin

(Suite de la page 21.)

Ajoutons que les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, etc.), clients rêvés pour les billets hypothécaires, ont été découragés à la fois par la baisse relative de la rémunération de ces billets, désormais inférieure à celle des obligations, et par le fonctionnement souvent défectueux du marché hypothécaire. Ils se plaignent d'avoir de la difficulté à trouver du « papier », essentiellement sur les durées longues, en raison de la maigreur des transactions sur ce compartiment.

Cette situation explique que les investisseurs institutionnels ne détiennent que 14 % des billets hypothécaires. Par ailleurs, et c'est là l'un des points sensibles, le développement du marché a été freiné, en France, par la forte rentabilité qu'offrent les prêts immobiliers. Le crédit au logement non aidé est le deuxième dans l'échelle des coûts (environ 16 %), après le crédit à la consommation (19 % à 23 %). Il est, en outre, accompagné de frais supplémentaires importants, notamment pour la constitution des hypothèques, monopole des conservateurs et privilège tout à fait étonnant en cette époque de « modernisation ».

Cette forte rentabilité explique que 26 % seulement des créances hypothécaires soient mobilisées sur le *marché, essentiellement* par les établissements spécialisés sans réseaux de collecte de dépôts. Cette *proportion ne cesse de décroître* : elle était de 50 % au départ. L'essentiel des prêts au logement à taux libre *est donc « nourri » sur* les ressources propres (dépôts) des grands réseaux prêteurs – Crédit agricole, *grandes banques commerciales*, Crédit mutuel et banques populaires – pour qu'il constitue un emploi tout à fait sûr et rémunérateur, établissements qui ne mobilisent pas du tout leurs prêts.

On s'aperçoit que toute réforme des marchés hypothécaires sera difficile. Il faudrait d'abord rallonger la durée des billets pour éviter qu'à nouveau des placements à court terme ne financent des prêts longs et on voit que la tendance récente va à l'inverse. Il faudrait ensuite relever la rémunération des billets de mobilisation pour attirer le souscripteur, ce qui réduirait la marge des établissements prêteurs et mobilisateurs.

Si, en outre, on réduisait le coût des prêts, en suscitant par exemple une concurrence accrue, les marges d'exploitation bancaire se réduiraient, et les établissements, notam*ment les grandes banques de dépôts*, devraient trouver ailleurs, c'est-à-dire sur les prêts aux entreprises, les marges qui leur feraient défaut.

Pour développer le marché hypothécaire, on peut envisager, également, de l'ouvrir au public, comme aux Pays-Bas, suivant des formules voisines des obligations, mais là aussi il faudrait relever les taux. Cela risquerait en outre de réduire les souscriptions en obligations classiques.

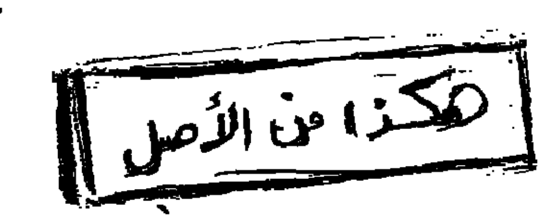
Le problème posé est donc difficile, et on comprend que la Rue de Rivoli procède avec prudence pour réformer un marché devenu, tout à la fois, inadapté aux conditions actuelles et très rentable pour les établissements qui s'y refinancent.

FRANÇOIS RENARD.

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 80 LE TAUX DU MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE SE RAPPROCHE DE CELUI DU MARCHÉ MONÉTAIRE

(Source Crédit Foncier).

● RECTIFICATIF. – Dans notre article consacré au bilan des stages Rigout (*le Monde de l'économie* du 22 janvier), *il a été transcrit*, par erreur, que le nombre des jeunes ayant redoublé au moins une classe s'élevait à 7,65 %, alors qu'il fallait lire 76,5 %. Ce pourcentage est d'ailleurs plus conforme au sens du texte puisqu'il était établi que les jeunes stagiaires cumulaient plusieurs handicaps, dont l'échec scolaire.



هكذا من الأصل

PAYS-BAS, URSS, ALGÉRIE...

Les grands producteurs de gaz prêts à baisser leur prix

QUASIMENT figé depuis 1981, le marché européen du gaz naturel se réveille. Les négociations se multiplient tous azimuts entre les pays consommateurs et les grands fournisseurs de l'Europe — Pays-Bas, URSS, Algérie, Norvège, — qui paraissent sur le point d'accepter des concessions sur les prix et les quantités livrées et prêts à adapter, selon les vœux des compagnies clientes, les contrats signés à la fin des années 70 aux nouvelles conditions du marché, devenu largement pléthorique. Pour Gaz de France, qui a perdu plus de 3,5 milliards de francs en 1984, ce dégel devrait se traduire rapidement par une baisse de ses coûts d'approvisionnement, qui représentent 66 % de ses charges. Après avoir obtenu l'an passé de l'Algérie *un assouplissement du* rythme de ses livraisons, GDF a de bonnes chances d'obtenir un *aménagement* substantiel de ses contrats avec les Pays-Bas et l'Union soviétique.

Principal producteur et fournisseur de gaz naturel de la communauté européenne, les Pays-Bas ont décidé, contrairement à leurs choix passés, de maintenir jusqu'à la fin du siècle un niveau élevé d'exportation. Ils ont en conséquence amorcé avec tous leurs clients européens des négociations visant à prolonger pour dix ans leurs contrats qui, tous, expiraient au milieu des années 90. Gasunie, la société d'Etat néerlandaise, a proposé à cette occasion une nouvelle formule de prix tenant compte des cours du fuel domestique, qui aboutit à une diminution de ses tarifs.

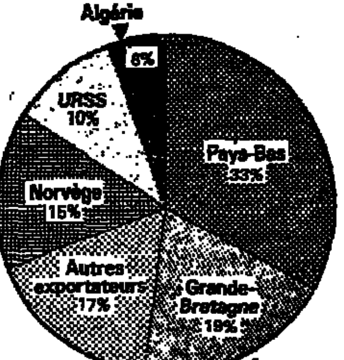
Cette initiative devrait permettre, selon la compagnie, de maintenir la compétitivité de ses ventes. Gasunie a d'ores et déjà conclu un accord en ce sens avec ses trois clients allemands (Ruhrgas, Thyssengas et EWE), reconduisant pour dix ans après 1995 ses livraisons pour un total de 100 milliards de mètres cubes *et fixant une nouvelle formule* de prix. Gaz de France, la SNAM italienne et Distrigaz (Belgique) *négocient* également actuellement des accords de même type. Les pourparlers avec les Français pourraient aboutir dans les semaines à venir à la prolongation jusqu'à l'an 2003 du contrat de fourniture signé en 1967 et qui prévoyait la livraison de 185 milliards de mètres cubes jusqu'en septembre 1993 (soit une moyenne de 7,5 milliards de mètres cubes/an). L'an passé, les Pays-Bas avaient accepté de fournir à la Belgique, par une vente « ponctuelle », quelques centaines de millions de mètres cubes de gaz naturel à un prix — 3,70 dollars par million de BTU (1) — nettement inférieur à ses tarifs contractuels (plus de 4 dollars par million de BTU).

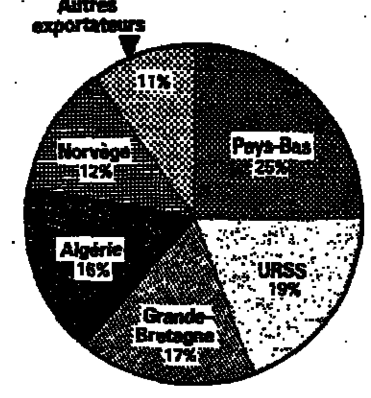
Quant à l'URSS, qui dispose des plus larges réserves mondiales, elle a tout intérêt, pour préserver sa part du marché à terme, à faire baisser les prix, de façon à éliminer les autres producteurs, comme la Norvège, dont les coûts aux prix actuels ne « passent pas la rampe ». Aussi paraît-elle décidée à faire quelques *concessions*. Les négociations récemment ouvertes avec la société allemande Ruhrgas, le principal client du gaz sibérien, auraient abouti, selon un représentant de la Commission européenne s'exprimant récemment en public, à une diminution du prix de vente (probablement 3,80 dollars par million de BTU). Cette information n'a toutefois jusqu'ici pas été confirmée par Ruhrgas.

Gaz de France, de son côté, a également repris langue avec les Soviétiques afin de négocier le contrat gazier signé en 1982 pour vingt-cinq ans, qui prévoit la livraison, dès 1986, de 8 milliards de mètres cubes par an, avec une « souplesse » de 20 % (2). Gaz de France s'est entretenu avec ses interlocuteurs soviétiques le 9 janvier à Vienne. La rencontre aurait permis de dégager un climat favorable aux négociations. Une autre est *prévue au cours de la première* quinzaine de février. Gaz de France souhaite d'abord obtenir un étalement des quantités livrées, puis une montée en puissance plus lente, notamment pour les volumes prévus en 1985 (6 milliards de mètres cubes) et en 1986 (8 milliards de mètres cubes) et tente d'autre part d'obtenir des conditions de prix analogues à celles acceptées l'an passé par les Soviétiques lors de la signature du contrat avec la SNAM italienne, qui donnaient un prix proche de 3,60 dollars par million de BTU (de 3,50 à 3,70 dollars selon ces estimations). La suppression du prix-plancher, qui semble déjà acquise, va dans ce sens. Notons que, l'an passé, l'URSS avait accepté d'offrir à la Belgique les mêmes conditions que celles finalement acceptées par les Pays-Bas *pour une vente ponctuelle*.

L'Algérie, troisième grand fournisseur de l'Europe, ne semble *pas en revanche prête à accepter* dans l'immédiat de nouvelles concessions. Fidèle à sa politique de *mise en valeur des ressources* gazières, elle entend bien conserver la formule de prix imposée *depuis le début des années* 80 à ses clients belges, français et italiens. Basée sur les prix officiels du pétrole brut, cette formule lui permet de pratiquer des tarifs — après transport et regazéification — supérieurs à la moyenne des gaz concurrents (3). Mais sa situation est de plus en plus délicate.

D'une part la baisse des prix du brut rend sa formule moins avantageuse : en dessous d'un prix de référence du brut de 26 dollars par baril, les prix du gaz algérien risquent de tomber en dessous du prix des gaz concurrents. D'autre part ses clients sont de plus en plus réticents à respecter leurs contrats. La Sonatrach a engagé deux procédures d'arbitrage international. D'abord avec la compagnie américaine Panhandle, qui a suspendu ses enlèvements fin 1983, puis avec l'Enagas espagnole, qui n'enlève qu'un tiers des quantités prévues par son contrat (signé en 1976). Contrairement aux informations parues récemment dans la presse espagnole, aucun progrès récent n'est intervenu, nous *signale* notre correspondant, dans les discussions entre Madrid et Alger, qui *réclame 500 millions* de dollars de pénalités.





LES FOURNISSEURS DE GAZ A L'EUROPE OCCIDENTALE EN 1983 ET PRÉVISIONS POUR 1995

(Source : DRI Europe).

Pour éviter des problèmes similaires, l'Algérie s'est toutefois résignée l'an passé à conclure des *arrangements* avec la France et la Belgique, autorisant Gaz de France et Distrigaz à n'enlever qu'une partie des volumes prévus *par leurs contrats sans pénalités*, à charge pour ces sociétés de « rattraper » ultérieurement le manque à gagner. La France a obtenu une souplesse de 10 %, grâce à laquelle elle n'a fait enlever en 1983-1984 que 7,36 milliards de mètres cubes, soit 19,6 % de moins que prévu ; la Belgique s'est fait livrer seulement 1,5 milliard de mètres cubes, soit 40 % de moins que son contrat (2,5 milliards par an). La position algérienne risque de devenir encore plus critique si les renégociations prévues cette année avec Distrigaz et Gaz de France coïncident avec une baisse du prix brut. Autre fait défavorable pour elle : la Libye, concurrent direct de la Sonatrach, a consenti à l'Italie et à l'Espagne des conditions très avantageuses tant pour les prix que pour les conditions de livraison, modulables en *fonction* des besoins.

La Norvège, enfin, a entamé *des démarches auprès des sociétés* européennes (Gaz de France et Ruhrgas notamment) pour la *vente* à terme du gaz naturel de son gisement géant de Troll. Des rencontres sont prévues dans les semaines à venir. Pour l'heure, toutefois, il y a peu à attendre de ces démarches, le coût de production du gaz norvégien dépassant très largement les possibilités du marché, sauf envolée improbable avant le milieu des années 90 des prix pétroliers.

Toutes ces négociations vont dans le même sens : une diminution graduelle des prix et une adaptation des contrats à l'évolution réelle de la consommation de gaz en Europe. Bien qu'en hausse en 1984 (de 7,8 % en France, de 8,1 % dans la CEE au cours des huit premiers mois de l'année), celle-ci reste très inférieure à ce qui était prévu à la fin des années 70.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) British thermal unit : 1 million de BTU = 25 mètres cubes et 0,025 tonne d'équivalent pétrole.

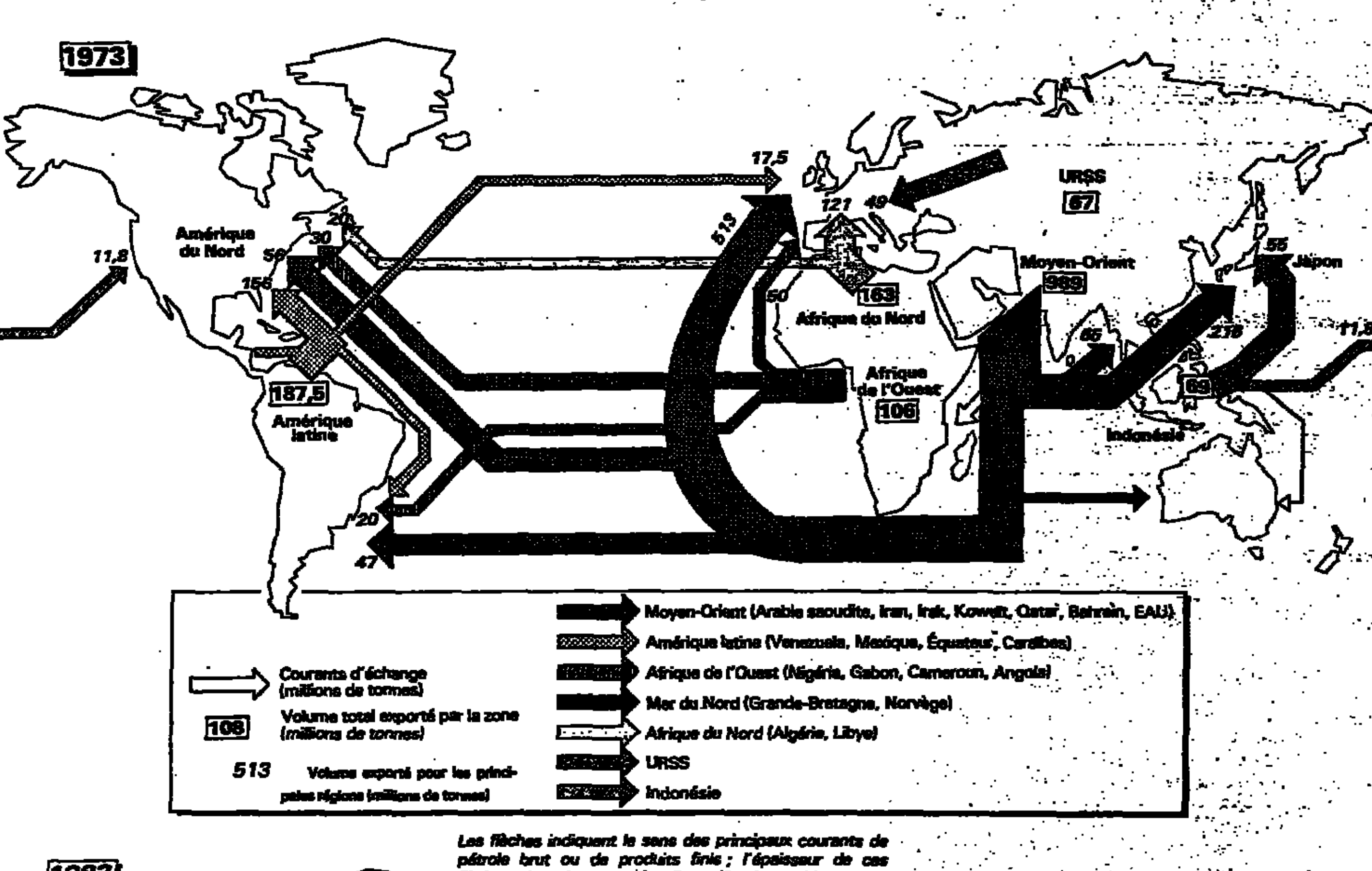
(2) Cette souplesse a permis à Gaz de France, l'an passé, ne n'enlever que 80 % des quantités prévues sans payer d'indemnités.

(3) L'Algérie, contrairement aux *autres fournisseurs de l'Europe*, vend son gaz sous forme liquéfiée, dont les coûts sont supérieurs au gaz naturel transporté par gazoduc.

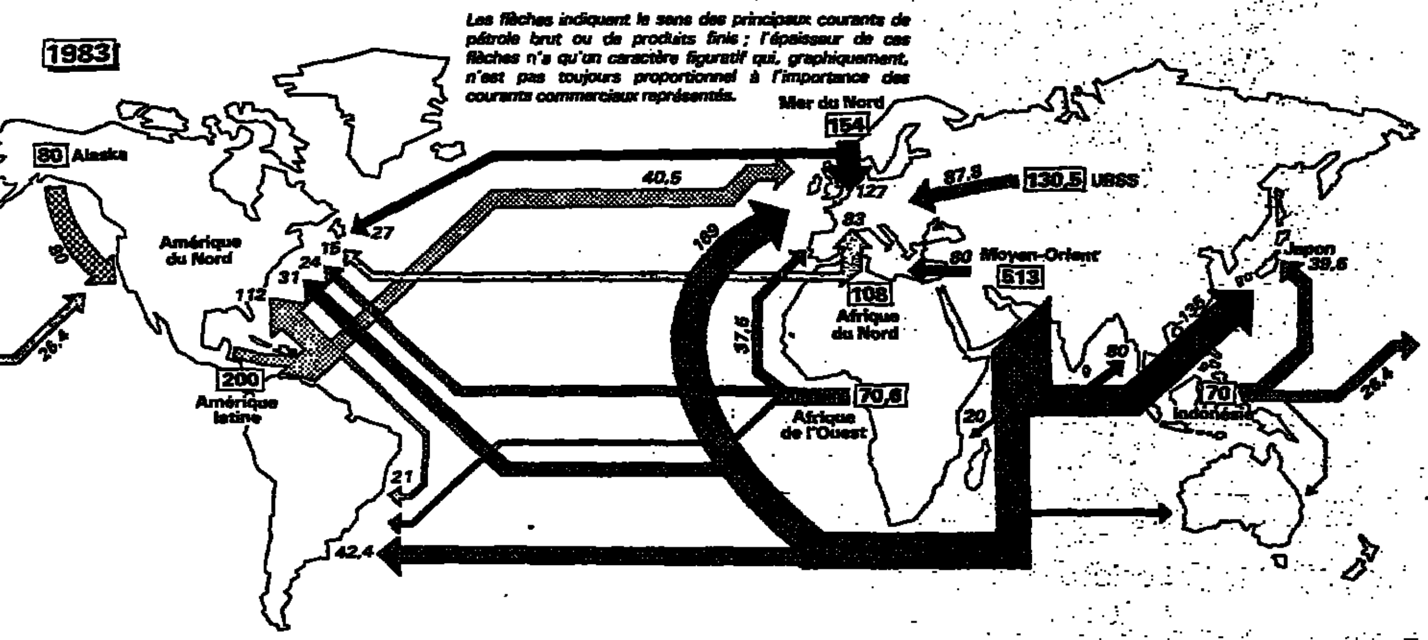
EN ARRIÈRE-PLAN DES LABORIEUSES NÉGOCIATIONS DE L'OPEP

Les courants des approvisionnements pétroliers se sont considérablement modifiés en dix ans

- *Diminution de moitié des exportations du Proche-Orient.*
- *Entrée en lice des producteurs de la mer du Nord et de ceux de l'Alaska.*
- *Doublement des livraisons soviétiques.*



Les flèches indiquent le sens des principaux courants de pétrole brut ou de produits finis ; l'épaisseur de ces flèches n'a qu'un caractère figuratif qui, graphiquement, n'est pas toujours proportionnel à l'importance des courants commerciaux représentés.



Les treize pays membres de l'OPEP (1) sont réunis à Genève, ce lundi 28 janvier, en conférence extraordinaire. Pour la seconde fois en moins d'un mois, ils vont tenter de s'entendre sur une nouvelle grille de prix officiels compatible avec l'état du marché. On voit mal, compte tenu de l'écart persistant entre les cours réels pratiqués au *jour le jour dans les ventes de brut et les tarifs* officiels de l'organisation, comment l'OPEP pourra éviter de diminuer le prix de son brut de référence Arabian Light, toujours fixé à 29 dollars per baril depuis mars 1983. *« L'OPEP a conservé des prix officiels inchangés, mais elle n'a pas réussi comme par le passé à maîtriser la dérive à la baisse des prix* (mondiaux) *dans les derniers mois de 1984 »*, a déclaré M. Michel Pecqueur, président du groupe Elf-Aquitaine, jeudi 24 janvier.

L'incapacité de l'organisation, jadis toute-puissante, à redresser les cours du brut sur le marché mondial en dépit de l'hiver et de la baisse de sa production, l'échec de ses tentatives pour empêcher les réductions de prix des producteurs concurrents (Grande-Bretagne, Norvège, Etats-Unis, *Canada, Union soviétique*), voire de certains de ses membres — que ces baisses soient officielles, comme pour le Nigéria, ou sous forme de rabais déguisés (Abou-Dhabi, Iran, Qatar, Algérie, Libye, etc.) — sont en effet patents. Ils rendent de plus en plus difficile le maintien de prix officiels inchangés, complètement décrochés du niveau des prix réels pratiqués sur le marché, sauf à reconnaître que le prix de référence de l'OPEP n'a plus qu'une signification théorique.

La perte de contrôle de l'OPEP sur les prix mondiaux du pétrole s'explique largement par la baisse de sa part du marché mondial du brut. Comme le montrent les cartes ci-dessus, les pays membres demeurent bien, pris ensemble, le premier exportateur du monde. Mais ils sont de plus en plus concurrencés par les nouveaux champs mis en exploitation depuis le second choc pétrolier.

Outre les grands producteurs concurrents (Grande-Bretagne, Norvège, URSS, Etats-Unis, Mexique), une foule de pays de moindre importance ont développé ces dernières années des *productions non négligeables* : Egypte, Malaysia, *Inde, Argentine, Brésil, Colombie, Angola, Cameroun, Australie, Chine, etc.*

Même si peu d'entre eux parviennent à exporter des *quantités significatives, l'addition de toutes* ces productions a largement réduit la demande adressée à l'OPEP. Quarante zones de production en dehors de l'OPEP extraient des *quantités significatives*, estime ainsi le bulletin spécialisé *Market Monitoring Bulletin*, qui souligne la hausse de la production des pays non membres de l'OPEP en 1984 (de 24,1 à 24,6 millions de barils par jour). Pour 1985, il prévoit une nouvelle progression de ces *productions concurrentes*, qui *ramènerait* la demande de brut adressée à l'OPEP au *second* semestre à 18,4 millions de barils par jour, soit 39,9 % de la demande mondiale totale (contre 41,8 % l'année précédente à même époque).

V. M.

(1) Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Algérie, Libye, Gabon, Nigéria, Venezuela, Equateur, Indonésie.

baisser leur prix

NÉGOCIAT...

...onnements pétroliers
...modifiés en dix ans

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Des services généraux... à l'ingénierie
Implanter un siège de 2 500 m² dans le XIIIe et 2 000 m² de magasins en banlieue
... dans un premier temps

laboratoires WYETH-BYLA

Filiale française d'un des tous premiers laboratoires pharmaceutiques américains, l'expansion soutenue de notre C.A. supérieur à 500 MF s'appuie sur des produits et des collaborateurs performants.
Nous réimplantons notre siège social et augmentons le nombre de nos entrepôts. Nous vous conferons la coordination de cette opération comme

Patron de l'ingénierie et des services

Secondé par un responsable des services généraux, vous suivrez en priorité la construction d'un immeuble en plein Paris. Vous agencerez celui-ci ainsi que le nouvel entrepôt d'Évry (aménagement et implantation intérieurs, réseaux télécommunications, besoins machines, etc.). Vous adapterez les normes du Groupe en la matière aux réglementations en vigueur, organiserez les déménagement, etc. Dans le cadre de vos budgets, vous détiendrez le « bon à payer ».

Très à l'aise en anglais, votre expérience confirmée de ce type d'opération, de préférence dans une multinationale, nous intéresse. Nous sommes donc prêts à vous rencontrer pour discuter de votre avenir chez nous.

Vous voudrez bien transmettre votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. C/PIS/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA BK

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Créer la fonction, la faire vivre

DIRECTEUR DU MARKETING

L'évolution rapide de ses produits industriels (classiques à l'origine) et de sa clientèle institutionnelle et internationale (60 % du CA à l'export) conduit le Président de cette Société (1,2 milliard de CA), intégrée à l'un des premiers groupes industriels européens, à créer un poste de Directeur du Marketing.

Membre du Comité de Direction, le titulaire du poste sera chargé de créer les outils indispensables à l'élaboration d'une stratégie adaptée. Il participera à la définition des produits en assurant les liaisons clients/service technique. Il appuiera la direction commerciale en concevant et réalisant des documents de vente performants. Il saura surtout faire «passer» l'esprit marketing dans l'Entreprise.

Une formation supérieure, 32 ans minimum, 10 ans d'expérience environ acquise, pour partie au moins, dans le marketing de produits industriels s'adressant à une clientèle internationale institutionnelle, la maîtrise de la langue anglaise, la possibilité de voyager sont les critères objectifs d'appréciation.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4/1270 B, à :

EGOR S.A
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO egor MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur administratif et comptable

Vous êtes depuis 3/4 ans chez un grand de la distribution, vous voulez maintenant mettre votre savoir faire au service d'une entreprise rigoureusement gérée et à taille humaine où l'on est jugé sur ses résultats.

C'est cette opportunité que vous offre le groupe HACHETTE, une PME en plein développement et en pleine restructuration sur un créneau de nouveaux produits de communication grand public.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez le Directeur Comptable et Administratif. A vous le bilan et le compte d'exploitation, les comptabilités et le contrôle de gestion, la trésorerie, la gestion administrative du personnel et les problèmes informatiques.

Pour vous l'organisation du travail d'une équipe de 6 personnes et la responsabilité du reporting vis-à-vis du Groupe.

Votre formation est de type ESCAE + DECS complet. Vous avez fait par exemple de l'audit chez un grand distributeur ou un franchiseur. Vous êtes ambitieux, mais pas instable. Vous êtes responsable et autonome. Vous pouvez le prouver.

Alors écrivez-nous sous réf. 520.
Gestion des Cadres 12 rue François 1er 75008 Paris.

HACHETTE

Société d'Ingénierie en forte croissance travaillant dans le monde entier, recherche :

Directeur d'Opérations Réseau de Données :

études de marché, préparation de projets
(aspects techniques et économiques),
appels d'offre, suivi de réalisation.

Ingénieur grande école,
expérience en transmission de données
à commutation de paquets,
disponible pour déplacements courte durée à l'étranger.

Anglais indispensable.

Envoyer candidature avec CV à Francacip Réf. 8658
17, rue de la Banque - 75002 PARIS
(qui transmettra)

Industrie des connecteurs
Grenoble

Cette importante société américaine (4.000 personnes, 275 millions de dollars de chiffre d'affaires) possédant plusieurs usines en Europe, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de connecteurs et de systèmes de connection destinés aux marchés électronique, informatique et électrique. Dans le cadre d'un plan de développement de son unité de production française (160 personnes) située dans la région grenobloise, elle cherche à intégrer deux responsables :

• **Directeur des opérations industrielles** - Placé sous l'autorité du directeur général France et dans le cadre d'une nouvelle organisation européenne, il prendra en charge l'ensemble des problèmes liés à la production de l'unité française : gestion de production, logistique, investissements, entretien et maintenance, dans un univers fortement informatisé. Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, de formation ingénieur type AM ou équivalent et ayant une expérience industrielle confirmée *acquise, par exemple,* en tant que responsable de production dans une industrie similaire ou dans la mécanique de précision, le décolletage, etc. Il sera familiarisé avec les problèmes liés à la moyenne série ainsi qu'avec les méthodes de gestion de production informatisée (*méthode MRP*). *Réf. A/R9090M*

• **Materials manager** - Directement placé sous l'autorité du directeur des opérations industrielles, *il sera responsable de la logistique* au sens large du terme : enregistrement des commandes France et export, achats, approvisionnements, planning de production, contrôle des inventaires et des stocks (7.000 références), expéditions nationales et internationales, *relations* avec les autres *filiales européennes. Il sera* aidé, dans sa mission, par une équipe d'environ 20 personnes. Ce poste est de nature à intéresser un ingénieur de 35 ans minimum, ayant une solide expérience de la logistique acquise impérativement en milieu industriel. Il sera familiarisé avec l'usage de l'outil informatique et s'insérera dans un contexte international. Réf. A/R9091M

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est nécessaire. Les rémunérations offertes sauront motiver des candidats de valeur. *Ecrire à H. MICHERON* en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

AVEC CONTINENT, AU PORTUGAL

La branche Hypermarchés du groupe PROMODÈS (35 établissements en France et à l'étranger, 8 MM de F de C.A.) ouvre au Portugal, près de Porto, un magasin de 6 000 m² qui constitue, sur un marché encore vierge, une véritable "première".

Vous avez déjà acquis en France une **expérience grande distribution** dans l'un des postes d'encadrement que nous recherchons, un sens développé du marketing qui s'appuie sur une bonne connaissance du marché local : une bonne occasion, pour vous, de retrouver votre pays, puisque le portugais est votre langue maternelle.

directeur de magasin
et **directeurs adjoints**

chefs de département
et **chefs de rayon**
alimentation - bazar - textile

Envoyer votre dossier de candidature (c.v. et prétentions) à Caroline MAINTROT, CONTINENT, 161, *rue de Courcelles, 75017 PARIS. Nous étudierons très rapidement et avec la plus grande attention* votre candidature.

C CONTINENT
groupe Promodès

Plan Champs

Directeur Financier
L'allié sûr de notre Directeur Général

Grand *constructeur informatique de rayonnement* international, avec une croissance de 45% de notre filiale française (300 MF CA +), nous comptons parmi les premiers et sommes fermement décidés à tenir le cap de l'excellence. *Membre à part entière* du Comité de Direction et véritable bras droit de la Direction Générale, en liaison avec le Controller Sud Europe, vous avez l'entière responsabilité de la finance et de la gestion :

- comptabilités générale et analytique, fiscalité,
- reporting mensuel,
- credit management,
- gestion financière (business planning, contrôle budgétaire),
- administration commerciale et gestion des contrats.

Vous êtes particulièrement soucieux de développer des procédures et des moyens d'analyse et de contrôle pouvant faciliter la rapidité des prises de décision de la Direction dans un contexte de croissance.

Homme de contacts et d'entreprise, de formation Grandes Écoles de Gestion + DECS, votre professionnalisme résultant d'au moins 10 ans d'expérience au sein d'entreprises américaines en milieu de haute technologie, vous incite maintenant à rejoindre *une société dynamique, à un véritable* niveau de Direction.

Une excellente maîtrise de l'anglais est nécessaire. *La rémunération sera assortie d'une voiture* de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV *détaillé, photo et salaire actuel en précisant* la réf. 37001M à Rudolph von Raesfeldt TEG 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

division de SYSTEMA

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

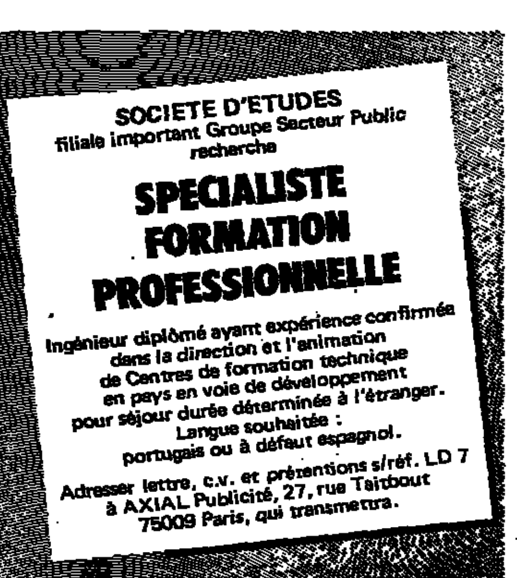
OIL EXPLORATION

International Service Compagny offers assignments Middle and Far East for

MUD LOGGERS
SENIOR MUD LOGGERS AND
DATA PROCESSING ENGINEERS

AVAILABLE IMMEDIATELY

Please send Biodata to :
RÉGIE-PRESSE n° 300.696 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

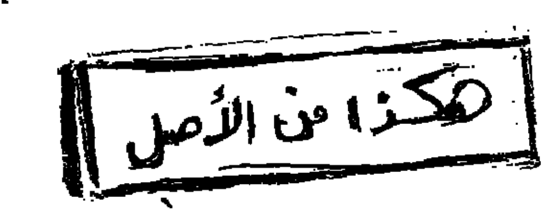


SOCIETE D'ETUDES
filiale important Groupe Secteur Public
recherche

SPECIALISTE FORMATION PROFESSIONNELLE

Ingénieur diplômé ayant expérience confirmée dans la direction et l'animation de Centres de formation technique en pays en voie de développement pour séjour durée déterminée à l'étranger.
Langue souhaitée :
portugais ou à défaut espagnol.

Adresser lettre, c.v. et prétentions s/réf. LD 7 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LIMAGRAIN

Groupe International de l'Agro-Industrie
recherche un

AUDITEUR INTERNE

qui souhaiterait valoriser une première expérience de 2 à 3 ans acquise en Cabinet d'Audit ou au sein d'un Groupe Important.

Ce poste, qui recouvre des missions d'Audit Financier et Opérationnel (Assistance/Organisation/Contrôle), permettra d'évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel au sein d'une des Unités.
Ses missions l'amèneront à se déplacer tant en France qu'à l'étranger et nécessiteront une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste, basé près de Clermont-Ferrand, conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, titulaire au minimum du DECS.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 331, à LIMAGRAIN – BP 51 – 63360 GERZAT.



emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

ASIE

SPECIALISTE ENERGIE

MAITRISE DE L'ENERGIE

De formation Grande Ecole, vous possédez une expérience "énergie" d'environ 10 ans en entreprise ou au sein d'un grand établissement public, vous avez plus de 35 ans et avez résidé à l'étranger.

Vous possédez une parfaite connaissance des structures administratives et industrielles françaises, une expérience de la coopération technique et industrielle et un intérêt marqué pour le développement des échanges entre la France et l'Asie.

La connaissance de l'Anglais est indispensable. Vous résiderez dans la capitale d'un pays Asiatique et travaillerez en liaison avec l'Ambassade de France.

Merci d'adresser votre candidature avant le 15 Février au
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES
Sous Direction des Infrastructures et de l'Industrie 1 bis Av. de Villars 75007 PARIS



LE SECRÉTARIAT DES NATIONS UNIES

recherche des candidates ou des candidats pour le poste de **Fonctionnaire chargé des examens (P-3)**, Service de la formation et des examens, Bureau des services du personnel.

Lieu d'affectation : New-York.

Fonctions : Recherche et réalisation des épreuves écrites et orales des concours et mise au point de la structure des entretiens. Organisation et administration des concours. Analyse statistique des résultats des concours. Entreprise de missions auprès des États membres pour organiser et faire passer les concours.

Qualifications : Diplôme d'études universitaires supérieures en psychologie avec spécialisation en psychométrie (construction de tests). Cinq années d'expérience dans le domaine de l'établissement et de la validation de tests et connaissance des systèmes de tests utilisés dans divers pays ; connaissance des statistiques et des techniques d'entretien.
Très bonne connaissance de l'anglais ou du français : une bonne connaissance de l'autre langue serait souhaitable. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU serait également souhaitable.

Traitement de base : 21 600 dollars EU et indemnité de poste initiale : 13 504 EU ; varie selon les qualifications et personnes à charge.

Date limite de dépôt des candidatures : 28 février 1985.

Envoyer curriculum vitae détaillé à l'adresse suivante :
Service de recrutement des administrateurs
Bureau 2465
Secrétariat des Nations Unies
New-York, N.Y. 10017, USA.

On demande diplômés qualifiés (si possible docteurs) pour

RECHERCHES MULTIDISCIPLINAIRES

Biotechnologie, cellules immobilisées.
– Physicochimie des interfaces.

Adresser cand. avec C.V., photo et références à :
Prof. P. Rouxhet, Université Catholique de Louvain.
Place Croix-du-Sud, 1
B – 1348 Louvain-la Neuve, Belgique.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



DIRECTIONS
Nationales et Internationales

**Organisme professionnel
Dans le domaine de la santé**
recherche

SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Envoyer C.V., prétentions au Syndicat National des Maisons de Santé.
M.C.O., 81, rue de Monceau, 75008 Paris.

E.D.I.
recherche
SON DIRECTEUR

Connaissant documentation technique pour Evry (91). Niveau ingénieur. Ecr. à E.D.I., 14, rue Bayard, 31000 TOULOUSE.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

L'ESPACE ÉLECTRONIQUE DANS LE SUD-OUEST

Notre Groupe, situé aux premières places dans le domaine de la haute technologie, développe actuellement son département électronique. Ce dernier étudie, réalise et commercialise des équipements et systèmes très sophistiqués.
Pour renforcer les équipes de haut niveau du département, nous recherchons :

LE RESPONSABLE MÉTHODES — Réf. 5863 C

Responsable de l'évolution des méthodes et moyens de fabrication électronique (CAO de conception et de fabrication des circuits imprimés, équipements et outillage), il assure l'encadrement du groupe, fixe les axes de développement, propose les investissements nécessaires. Sous sa conduite, son groupe étend et facilite l'utilisation de la CAO (RADAL REDAC + VAX) et fait évoluer les moyens de câblage, fabrication de circuits et ensembles mécaniques, vers l'automatisation.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé (AM, ENSI...) 30 ans minimum, ayant acquis une double expérience de 4 ans en circuits électroniques et informatique dans un service méthode.

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES — Réf. 5863 D

Cet ingénieur participe au développement de projets (équipements électroniques aéronautiques à base de microprocesseurs 16 bits, simulateurs de systèmes embarqués à base de calculateurs temps réel Gould, systèmes de tests automatiques), dans la phase de conception.
Nous recherchons un Ingénieur électronicien (ENSEEIHT, ESE, SUP AERO, SUP TELECOM ou similaire) de 28/30 ans, ayant acquis une expérience de 2 ans minimum d'études des circuits électroniques à base de microprocesseurs (si possible INTEL ou MOTOROLA).
Un candidat très expérimenté prendra immédiatement la charge d'un projet.

UN INGÉNIEUR SIMULATION — Réf. 5863 E

Responsable d'un groupe, cet ingénieur assure, pour les équipements de simulation destinés à l'instruction, la définition HARDWARE (interfaces, instrumentation, mécanismes, équipements hydrauliques ou pneumatiques, etc...) la réalisation et l'intégration des équipements, les essais en plate-forme, la recette. Il participe au support technique du service commercial.
Diplômé ingénieur électronicien 30 ans environ, il pratique l'informatique temps réel (si possible GOULD SEL 32, PDP, MITRA) et a acquis une solide expérience des systèmes microprocessés 8 et 16 bits INTEL ou MOTOROLA.

L'INGÉNIEUR DOCUMENTATION — Réf. 5863 F

Contrairement à une idée largement répandue, l'activité « Documentation » participe de façon très opérationnelle à la dynamique de développement du support technique des produits, systèmes et équipements.
Cet ingénieur, animant un groupe de 25 personnes, est responsable de l'élaboration, du suivi et de la diffusion des documents techniques d'utilisation optimale et de maintenance des équipements électroniques et de tests automatiques commercialisés.
La gestion de l'activité par des moyens informatiques enrichit et complète la mission.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electronicien diplômé, de 30 ans minimum, riche d'une expérience de documentation technique et de la gestion informatisée et ayant assuré un rôle d'animation des hommes et de commandement.

L'INGÉNIEUR QUALITÉ LOGICIEL — Réf. 5863 G

Au sein du service assurance qualité et garant de la qualité des logiciels, il assure l'établissement, le suivi et le contrôle des standards de plan qualité logiciel selon diverses applications à des systèmes variés (CAO circuits imprimés, tests automatiques, simulation, équipements embarqués). Il évalue la fiabilité de logiciels et leur évolution. Il contrôle l'activité logiciel des coopérants et sous traitants en terme de qualité.
Nous souhaitons un Ingénieur informaticien ayant acquis, par une responsabilité antérieure d'un projet logiciel, une solide expérience.

LE RESPONSABLE DE LA C.A.O. — Réf. 5863 H

Cet Ingénieur assure le fonctionnement du bureau de dessin et de CAO circuits imprimés.
Il anime des équipes spécialisées, coordonne, planifie et contrôle les études CAO et dessin.
Il développe l'utilisation de la CAO en conception de circuits. Dans le dessin des câblages et ensembles mécaniques, il cherche à optimiser les méthodes et à gérer les coûts.
L'Ingénieur recherché a une expérience de 3 ans minimum en matière de dessin et de CAO circuits imprimés (si possible VAX) acquis au sein d'un B.E. Il pratique les langages type assembleur, Fortran, Basic.

UN INGÉNIEUR ÉTUDES LOGICIEL — Réf. 5863 J

Au sein du servive « Etudes électroniques », il a en charge l'évolution du logiciel de base destiné à la gamme d'équipements de tests automatiques pour ensembles électroniques mettant en œuvre les ressources de calcul les plus évolués, il assure, avec l'appui d'un groupe spécialisé, la définition des spécifications et l'architecture du logiciel, sa gestion, sa réalisation et sa validation. L'évaluation des coûts et délais de modification font partie intégrale de son activité.
Le système est organisé autour d'un calculateur MITRA 225. Le poste s'adresse à un ingénieur informaticien (ENSEEIHT, SUPELEC, ENSI...) possédant une expérience de 2 ans minimum de B.E. en informatique temps réel ou différé (si possible en tests) et qui pratique les langages évolués PASCAL, ATLAS...

Tous ces postes demandent la connaissance de l'Anglais technique. Le groupe offre des possibilités d'évolution importantes aux candidats de valeur.

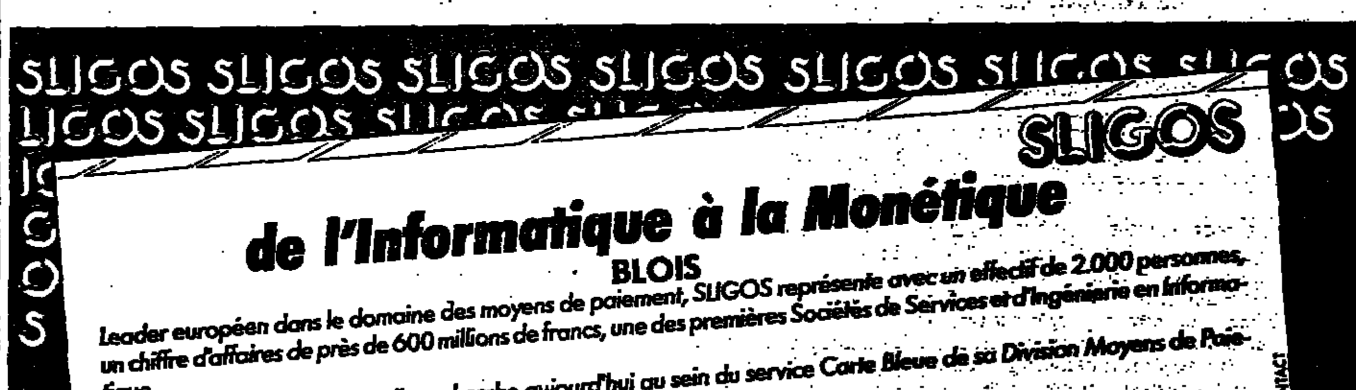
Les entretiens auront lieu à Paris ou à Toulouse.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, en précisant la réf., leur dossier de candidature, photo et rémunération à notre conseil, qui garantit une réponse rapide et une confidentialité absolue.

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri - 75008 PARIS



PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



de l'Informatique à la Monétique

BLOIS

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement, SLIGOS représente avec un effectif de 2.000 personnes, un chiffre d'affaires de près de 600 millions de francs, une des premières Sociétés de Services et d'Ingénierie en Informatique.
Face à son développement, elle recherche aujourd'hui au sein du service Carte Bleue de sa Division Moyens de Paiements, un jeune

INGÉNIEUR MÉTHODE EXPLOITATION

Rattaché au responsable Techniques d'Exploitation, il devra s'intégrer à l'équipe "Assistance-Exploitation" et être à même, rapidement, de mener à leur terme les différentes missions qui lui seront confiées dans la mise en place d'outils d'aide à l'exploitation (choix ou réalisation de produits, implantation) et interviendra, par ailleurs, dans la gestion et le développement des ressources de production.
Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur en informatique, diplômé de l'enseignement supérieur (MIAGE ou équivalent), débutant ou possédant une première expérience professionnelle, et motivé par une fonction technique et les méthodes de production informatique. La connaissance d'un environnement IBM/MVS constituerait un atout. La lecture de l'Anglais technique est indispensable.
Merci d'adresser lettre et candidature, C.V. complet, photographie et rémunération actuelle sous référence 1/1034 K/M, à : EGOR OUEST ATLANTIQUE — 15, rue Charles-Monselet, 44000 NANTES.

HAVAS CONTACT



Des responsabilités immédiates dans une entreprise qui se porte bien

JEUNE X, CENTRALE...
BATIMENT-TP

A 1 H DE PARIS,
EN NORMANDIE

Notre fer de lance : une Direction Technique de 50 ingénieurs et techniciens qui conçoit les produits nouveaux, garants de notre développement. Mais aussi une micro-informatique très présente aux différentes étapes de nos interventions. Enfin un projet d'entreprise pour baliser les 3 ans à venir.
Ingénieur de formation, vous êtes prêt à prendre très vite des responsabilités, à vous investir dans l'action : votre personnalité comptera plus que le fait de débuter ou de n'avoir qu'une courte expérience. *Par contre, nous veillerons à votre bonne intégration et à votre évolution parmi nous. Filiale régionale, à taille humaine, d'un groupe international, nous pouvons nous le permettre.*
Plus que son Secteur, c'est l'innovation, la gestion réaliste et la motivation de ses hommes qui font le succès d'une entreprise. Un "cocktail" que nous réussissons bien : plusieurs postes, essentiellement en travaux, sont offerts.

Pour juger sur pièces, écrivez-nous sans tarder, sous référence 4947 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable sécurité

produits chimiques et sécurité générale

Notre société, implantée à Valence, œuvre *dans* le secteur des industries électromécaniques et électroniques.

Les problèmes de sécurité y sont fort variés, du fait de la grande diversité des matériaux utilisés.

Nous proposons à un jeune diplômé *d'études* supérieures en hygiène et sécurité ou en chimie de prendre en charge, *sous la direction* de l'ingénieur de sécurité :

- *l'hygiène et la sécurité liées* particulièrement aux produits chimiques (nomenclature des produits, installations, détoxication...)
- la direction de l'équipe de techniciens contrôlant la sécurité générale dans *l'entreprise*

Une première *expérience, dans une société* de conseil ou une industrie similaire est *vivement souhaitée* pour ce poste.



Adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. : RSC/LM au responsable du recrutement, Crouzet SA, Direction du Personnel, 26027 Valence Cédex.

Contrôleur de gestion

250.000 F

Picardie - Une entreprise industrielle (chiffre d'affaires 700 millions de francs - 3.000 personnes) recherche, pour sa principale usine, son contrôleur de gestion. Dépendant hiérarchiquement du directeur de l'usine mais en relation fonctionnelle avec la direction financière du siège, il devra optimiser et mettre en place le système de contrôle de gestion au niveau de l'usine, établir les budgets mensuels et vérifier le bon suivi des procédures. Par ailleurs, il élabore les prix de revient et analyse les dépenses entre les différents services. Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école commerciale ayant acquis une expérience dans le contrôle de gestion industriel d'environ cinq ans. La rémunération annuelle, fonction des compétences du candidat, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2631M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable qualité

Ingénieur chef de service - Une entreprise industrielle alsacienne spécialisée dans l'appareillage électrique (plus de 500 personnes) et réputée à l'échelle internationale, recherche son responsable assurance et contrôle qualité. Il participera au sein d'un comité de direction à la définition et à l'évolution de la politique qualité et rendra compte à la direction industrielle. Il sera l'interlocuteur de l'ensemble des services de la société (études, méthodes, achats, fabrication, marketing, commercial) pour assurer la qualité de produits normalisés fabriqués en grande série dans un contexte automatisé (robots et ateliers flexibles) et animera un service de contrôle de 25 personnes. Le candidat recherché, âgé de 30 ans au moins, est un ingénieur diplômé (ENSAM, ENSI, INSA, etc...) pouvant justifier *d'une expérience récente même de courte durée dans une fonction de responsabilité* au sein d'un service qualité moderne (construction électrique, électroménager, équipements automobiles). *De bonnes connaissances de l'anglais constitueraient* un avantage supplémentaire. Le niveau de rémunération offert pour ce poste tiendra compte des antécédents professionnels ainsi que de la valeur personnelle du candidat retenu. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6282M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR D'AFFAIRES

Chef de Service Maintenance Industrielle
Le Havre

Spécialisée dans la maintenance industrielle, la Société (700 pers.) exerce ses activités en France et à l'étranger, principalement dans les secteurs marine et pétrochimie. Elle est implantée au Havre, à Brest, à Lorient et à Laverá.

Pour diriger le Service Pétrochimie de l'établissement du Havre (70 pers.), elle recherche un ingénieur dont la mission sera d'entretenir les relations avec les clients (raffineries et usines pétrochimiques), d'évaluer les coûts, d'en discuter avec les clients, de contrôler l'exécution des travaux. *Formation Ingénieur en mécanique,* chimie, génie chimique ou niveau équivalent. *Connaissance de l'industrie pétrolière ou pétrochimique.* Expérience de la gestion de chantiers. *Environ 32 ans. Anglais souhaité pour contrats à l'export.*

Adresser C.V. détaillé sous réf. 252/02 M à

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris

Jeune ingénieur d'affaires

Métropole nord - Cette importante filiale d'un groupe français de dimension internationale est spécialisée dans la conception et la réalisation en milieu industriel d'installations mettant en œuvre l'aérodynamique et la thermodynamique. Elle recherche un jeune ingénieur d'affaires susceptible de prendre en charge des missions de conception et mise en place d'équipements industriels dans leur totalité (étude, devis, réalisation, installation, réception). Dans ce cadre, il sera amené à travailler avec les différents services opérationnels de la société (commercial, B.E., achats, montage) et avec certains sous-traitants pour des opérations dont il restera *le maître d'œuvre et pour lesquelles il sera l'interlocuteur privilégié* du client. Ce jeune ingénieur possédera, si possible, une première expérience mais il est évident que les qualités de dynamisme et d'autonomie ainsi que l'aptitude à la relation et l'ouverture d'esprit seront déterminantes pour la réussite dans ce poste. Les candidatures de débutants seront donc étudiées avec attention. La rémunération proposée sera fonction de la valeur des candidats. Connaissance minimum de l'anglais indispensable. Ecrire à Ch. SANCHEZ en précisant la référence A/4726M.

MEMBRE DE SYNTEC



19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune responsable marketing

220.000 F

Produits de consommation industrielle - Rhône-Alpes - Cette filiale d'un important groupe industriel français conçoit, produit et commercialise des produits de consommation destinés à des industries diverses. Elle occupe la place de leader sur le marché européen et exporte plus de 75 % de son chiffre d'affaires dans le monde entier. Pour poursuivre son développement, elle recherche son responsable marketing international. Dépendant du directeur général il aura pour mission d'analyser, de suivre les besoins du marché, de définir une politique de développement en terme de nouveaux produits et de marchés, d'élaborer le plan marketing, d'assister la force de vente, de définir et mettre en œuvre les moyens de communication et de promotion des ventes. Ce poste s'adresse à un jeune ESC ou équivalent possédant au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la vente et/ou le marketing, la réussite dans cette fonction devant lui servir de tremplin pour prendre des responsabilités plus larges. La connaissance de l'anglais est indispensable pour ce poste à vocation internationale, celle de l'allemand et/ou de l'italien constituant un atout supplémentaire. La rémunération sera de l'ordre de 220.000 francs, voire plus si l'expérience le justifie. Ecrire à M. LE GOUEFF en précisant la référence A/3871M.

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de Gestion

Expérience Usine

Poste à Créer près de Strasbourg

ZH ZÆGEL HELD (C.A. 90 MF) fait partie du Groupe Airelec leader sur le marché européen des appareils de chauffage électrique.

Nous créons à notre siège social à Obernai le poste CONTROLEUR DE GESTION.

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, et en liaison étroite avec les services opérationnels, ce professionnel organisera, fera fonctionner et évoluer le système d'information de gestion (prix de revient, budgets, analyse écarts, tableaux de bord, ...).

Ce poste de confiance intéresse un diplômé de l'Enseignement Supérieur, ayant une expérience *effective des techniques de contrôle de gestion - 4 ans minimum - acquise pour partie en usine. Il sait* écouter, mais aussi convaincre et s'imposer.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 85 8201 M. Elle sera examinée confidentiellement *par François CORNEVIN qui vous contactera rapidement.*

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

ENERTEC

recherche pour son

Département de Saint-Etienne qui conçoit, fabrique et commercialise des Instruments et des Systèmes de mesure électronique dans les domaines de l'Instrumentation Générale (oscilloscopes, fréquencemètres, analyseurs logiques, enregistreurs graphiques, générateurs, contrôleurs d'instruments) et des Télécommunications (mesures sur les transmissions, mesures sur fibres optiques, hyperfréquences).

Ingénieur informaticien responsable du service logiciel

Rattaché au Directeur du Service Recherche et Développement, vous aurez avec une équipe de *4 ingénieurs informaticiens, à définir les structures* des analyses fonctionnelles et les procé*dures de test des logiciels, vous superviserez en* liaison avec le Service Assurance-Qualité la *conception et la réalisation de tous les logiciels* développés au Bureau d'Etudes (Systèmes temps *réel, VAX 780, HP 64000).*

- *Vous participerez avec les Chefs de Groupe* d'Etudes et les Ingénieurs Marketing à l'élabo*ration des cahiers des charges.*
- Vous assurerez par ailleurs, la liaison avec *les autres centres informatiques du Groupe* Schlumberger.
- *Ingénieur informaticien confirmé, vous avez les* qualités d'un animateur et d'un conseiller. *(Anglais indispensable).*

Ingénieurs logiciels

Appartenant au service logiciel, vous serez les *interlocuteurs des ingénieurs d'études pour* l'analyse fonctionnelle des programmes et vous *développerez les logiciels scientifiques de haut* niveau sur VAX 780. Vous participerez au déroulement des études pour toute leur partie logicielle. *Ingénieurs Grandes Ecoles, vous êtes spécialisés* en informatique et une première expérience est *souhaitée.*

Le **Groupe Mesure et Régulation** offre des opportunités d'évolution au sein de ses différentes *Divisions en France ou à l'étranger à travers les études, la production, les ventes ou le marketing.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le poste qui vous intéresse à C. RIOS, Service du Personnel, sous réf. M 1398, 5 rue Daguerre, 42030 St-Etienne Cédex.

ENERTEC
Schlumberger

Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, fabrication et commercialisation de biens d'équipement (MOCN) de haute technologie.

- CA croissance annuelle : 60% à 70%.
- Onze filiales.
- Vocation exportatrice très marquée.

Recherche

MARKETING MANAGERS

RESPONSABLES COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS de nos filiales en Europe, ou d'un marché hors Europe (Australie - Afrique du Sud - Nouvelle-Zélande - Bassin Méditerranéen...)

MISSION :

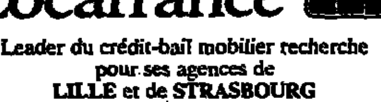
- Suivi de la filiale ou de l'agent
- Développement des moyens (locaux, personnel, etc.)
- Commercial / vente
- Interface technique maison mère/filiale/agent.

FORMATION :

- Diplôme d'enseignement supérieur (école de commerce ou équivalent)
- 5 années d'expérience à l'exportation
- Pratique courante de langues étrangères (anglais impératif) -
- Mobilité indispensable.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite + C.V. et photo à
LECTRA SYSTEMES S.A.
Chemin du Marticot 33610 CESTAS

Locafrance



Leader du crédit-bail mobilier recherche pour ses agences de
LILLE et de STRASBOURG

ATTACHES COMMERCIAUX

MISSION :

— Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.

— Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

PROFIL :

— Formation commerciale supérieure, (ESCP, EDHEC...).

— Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.

— Première expérience professionnelle de *quelques années dans une activité financière* ou commerciale requise.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LOCAFRANCE
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée -
75016 Paris.

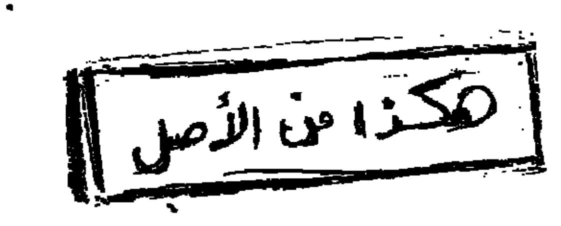
Banque nationale à taille humaine
recherche
pour sa succursale de **MONACO**

exploitant H/F

pour assurer des actions commerciales auprès d'une *clientèle d'entreprises et de particuliers.* Une expérience d'au moins 3 années acquise de préférence en milieu bancaire monégasque est *nécessaire pour cette fonction qui fait appel* en outre à votre goût pour l'autonomie, à vos qualités d'organisation et à votre sens du travail en équipe.

Votre formation supérieure de base (Grande École, Université ou diplômes bancaires) est renforcée par une bonne pratique de l'anglais et de l'italien.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) sous réf. 10824 à *PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS,* qui transmettra.



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



France

Usine de Montpellier

recherche

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

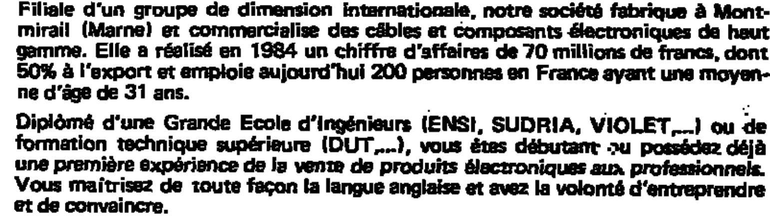
Pour ses Services de mise au point d'ordinateurs

- ESE, ENSI, INSA
ou de niveau équivalent,
- Débutant(e)s ou possédant une courte expérience professionnelle
- Une bonne pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Envoyer lettre de candidature et C.V. en mentionnant la référence MOP à :
IBM FRANCE Département Recrutement, Mr R. Rouvière,
2 rue de Marengo Paris 75001.

MASH

Deux ingénieurs technico-commerciaux à l'esprit de conquête



Filiale d'un groupe de dimension internationale, notre société fabrique à Montmirail (Marne) et commercialise des câbles et composants électroniques de haut gamme. Elle a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 70 millions de francs, dont 50% à l'export et emploie aujourd'hui 200 personnes en France ayant une moyenne d'âge de 31 ans.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENSI, SUDRIA, VIOLET,...) ou de formation technique supérieure (DUT,...), vous êtes débutant ou possédez déjà *une première expérience de la vente de produits électroniques aux professionnels.* Vous maîtrisez de toute façon la langue anglaise et avez la volonté d'entreprendre et de convaincre.

Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité de nos ventes sur l'un de nos marchés : véritablement autonome, vous devrez développer votre CA et vos marges auprès de la clientèle existante, accroître votre potentiel de vente.

La conquête vous passionne ? Alors adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire actuel), sous référence 6280HM, à notre Conseil MORENO.

SOURCES

Habia

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS 17 rue Courmeaux - 51054 REIMS CEDEX.
58 avenue de Wagram - 75017.
Recrutement Structures et Communication

Jeune ingénieur, implanter l'imprimerie d'un important quotidien à Reims 150.000 +

Avec 120 000 exemplaires, notre quotidien assure l'information de la région Champagne-Ardennes. Notre unité d'impression avec 250 personnes doit assumer une grande souplesse de fonctionnement pour faire face aux exigences de ce monde en pleine évolution.
Un important budget d'investissement nous permettra en 1985 de moderniser nos moyens de production surtout en développant l'automatisation et l'informatisation des équipements.
Rattaché au Directeur Technique et en collaboration avec nos fournisseurs de matériels, vous participerez à une implantation rationnelle et fonctionnelle de notre unité d'impression et assurerez par la suite une exploitation quotidiennne *efficace.*
Environ 28 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Arts et Métiers, INSA, ENSI...), de solides bases de mécanique et de bâtiment viennent étayer une bonne expérience électronique de terrain.
Motivation, disponibilité et ouverture d'esprit aux nouvelles technologies, autant de qualités qui vous permettront de relever avec nous le challenge de la communication au cours des prochaines années.
Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV + photo + prétentions), réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 1135/M 1, rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Tête bien pleine pour la presse

Quand vous arriverez dans cet important groupe de *communication*, vous commencerez par retrousser vos manches. On vous donnera tous les chiffres de la publicité : à vous de les analyser, de tirer des ratios, de les confronter aux données, d'en faire la synthèse et de proposer... On vous suggèrera aussi d'être pendu aux basques du régisseur pour compléter votre information. Vous aurez alors des idées sur la manière de développer le C.A. : à vous de les faire passer.

Puisque vous deviendrez rapidement un grand pro de la pub, vous suivrez l'évolution des régies, des agences, des autres supports et cela vous permettra de donner votre avis sur les nouveaux medias dans lesquels ce groupe investit énormément. Et comme il arrive que, des sociétés soient rachetées, on pourra vous demander d'en contrôler. C'est ce que faisait votre prédécesseur qui occupe aujourd'hui d'autres fonctions. *C'est ce que fait, en plus, votre patron, un jeune de 30 ans* qui est aussi directeur de 2 filiales.

Vous commencez à comprendre *que le responsable* recherché *a du potentiel devant lui. Vous avez dans votre poche un* beau diplôme d'école de commerce et vous connaissez le milieu de la publicité pour y travailler. Vous envisagez de vivre en province puisque c'est là que ce trouve le siège de l'entreprise. Merci d'envoyer votre candidature (CV, photo, rémunération actuelle), sous référence 289 112M, aux consultants de Sirca. Ils pourront vous en dire plus sur nous.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Nous sommes un laboratoire international, connu pour la qualité de ses produits et par la réussite de sa recherche.

Notre développement en France et à l'exportation en *très forte progression nous amène à recruter* des collaborateurs dynamiques, capables de mettre en oeuvre une très grande puissance de travail, recherchant les responsabilités et la performance.

Aujourd'hui, notre Unité de Production, située à *EVREUX (EURE), recherche* :

1 ingénieur grandes écoles

(Centrale, ENSAM, ICAM, IDN ou équivalent)

Ayant quelques années d'expérience dans un domaine similaire ou débutant, pour lui confier la maintenance de ses équipements de production (Fabrication et Conditionnement). (Réf. IGE)

Jeune pharmacien HF

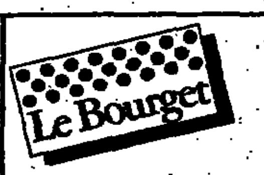
attiré par les techniques modernes de production.

Les candidats retenus auront le sens de l'organisation, de la précision dans le travail, une volonté de progrès et le goût des relations *humaines. Nous leur offrons de larges* possibilités d'évolution de carrière au sein de la société. (Réf. JP)

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence choisie à GLAXO, Service du Personnel Usine - BP 3531 27035 Evreux Cedex.

SOURCES

Glaxo
LABORATOIRES



Directeur Technique Adjoint

Notre marque, symbole de qualité, a su garder une place de premier plan dans le secteur du bas et du collant et connaît depuis plusieurs années une progression de plus de 25%/an.
Notre Directeur de Production recherche son adjoint pour lui confier l'amélioration de la productivité, le contrôle des prix de revient, l'étude de nouveaux produits et l'animation des cercles de qualité.
Très rapidement, il se verra confier la responsabilité d'une nouvelle unité de finissage (*implantation*, gestion de la production et du personnel, contrôle qualité...).
En outre, il participera aux études de nouveaux matériels auprès des constructeurs spécialisés.
Nous mettons à sa disposition un outil de production très performant et bénéficiant d'une technologie de pointe.

Ce poste sera confié à un jeune Ingénieur Textile ayant une expérience de production au sein d'une unité de confection et connaissant si possible le tricotage.
Une forte sensibilisation à l'informatique est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.
Résidence : St Quentin (Aisne).

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous réf. M 390 A2.

jpv

Jean Paul VELLA - 106, Bd Haussmann 75008 Paris

LEVI TOURNAY/ASSCOM

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
1,5 milliard de C.A. - 5000 personnes
recherche pour une de ses usines
située en NORMANDIE (700 personnes)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ENSAM, INSA mécanique, ENSM
(débutant ou 1 à 2 ans d'expérience).

Au sein de l'équipe Recherche et *Développement*, il sera chargé de la conception, des études et de la mise au point (applications) de produits nouveaux dans le domaine de l'*industrie (aéronautique, armement, etc...)*.
Ces travaux nécessitent des contacts avec des organismes officiels en France et à l'étranger.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour des candidats de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. n° 1402
à EMPLOIS ET ENTREPRISES, qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures.
Discrétion assurée.

Emplois et Entreprises



LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS
recherche
pour sa Direction Commerciale

INSPECTEUR du CADRE

Ce poste est offert à un Inspecteur I.A.R.D. confirmé qui prendra sa fonction après un stage de courte durée.

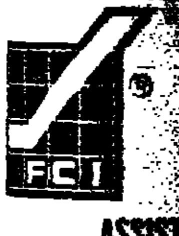
Il lui sera demandé de devenir à la fois un technicien en Assurance, un animateur commercial et un conseiller en organisation et gestion d'Agences.

L'évolution de sa carrière le conduira à résider dans différentes régions où il devra se déplacer très fréquemment.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae détaillé et vos prétentions sous référence JLS/CH 01 au :
GROUPE DES SOCIETES
MUTUELLE GENERALE FRANCAISE
Direction du Personnel - 19/21, rue Chanzy
72030 LE MANS CEDEX

COFAP







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



emplois régionaux

IMPORTANT ETABLISSEMENT DE CREDIT
recherche pour les
ALPES-MARITIMES

Ingénieur agronome ou agricole H/F

chargé de dynamiser la distribution du crédit à l'agriculture.
A l'écoute permanente des agriculteurs (vous assurerez un suivi régulier des exploitations agricoles), vous serez leur conseil en matière de politique de financement.
Vous effectuerez également des études économiques générales dans les domaines agricoles et horticoles.
Vous avez si possible une expérience dans cette activité et un bon esprit d'analyse et de synthèse, ainsi qu'un sens pedagogique certain, pour mener à bien ce rôle de conseil qui implique le goût des contacts et une grande disponibilité.
Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature manuscrite (avec C.V., photo et prétentions) sous référence 4912 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

---

cisigraph GROUPE CISI

CISIGRAPH est une nouvelle Société du Groupe CISI dédiée aux applications d'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et plus particulièrement à la *CFAO* et la *SIMULATION*.
Les succès enregistrés dans ces activités et les perspectives très importantes de développement nous conduisent à renforcer nos équipes de vente et de support à Paris, Lyon et Nancy.

Ingénieurs commerciaux (réf. DC1)

Après votre diplôme d'ingénieur (option Génie Mécanique ou équivalent), vous avez acquis une première expérience professionnelle en bureau d'études. Vous êtes passionné(e) par l'informatique et souhaitez orienter votre carrière vers la commercialisation de produits et de systèmes performants, dans un environnement de haute technologie.

Ingénieurs technico-commerciaux (réf. DC2)

- pour CFAO : Ecole d'Ingénieurs (option Génie Mécanique), bonne connaissance des surfaces de Béziers.
- *pour SIMULATION : Maîtrise de Physique, d'Electronique ou équivalent*, expérience de la modélisation appréciée, anglais nécessaire.

Ces postes peuvent convenir à de jeunes diplômés soucieux de concrétiser rapidement leurs connaissances dans un milieu *intellectuel très stimulant*, au contact des *réalités industrielles*.

Si vous souhaitez nous rejoindre, prenez contact, en précisant la référence et la région retenues, avec :
Serge Bragado - Direction Commerciale CISIGRAPH 35, boulevard Brune 75680 Paris Cédex 14.

Directeur Commercial : un professionnel de la vente grand public

Située dans le Nord-Est de la France, notre Société est l'un des leaders de la fabrication de produits liés à l'aménagement de l'habitat. *Notre forte croissance, tant en France qu'à l'etranger*, et nos différents projets de diversification sont les preuves d'un réel savoir-faire et d'une démarche marketing très professionnelle.

A vous d'en prendre le relais ! Patron de nos ventes France et Export, votre mission sera de maintenir et de renforcer par une politique de commercialisation novatrice, notre *leadership, et d'optimiser sans cesse nos ventes.*

Membre du Comité de Direction, vous élaborerez ainsi, avec le Directeur Général la stratégie commerciale, déterminerez les objectifs et programmes de vente des différentes lignes de produits, et participerez à leur renouvellement.

Meneur d'hommes, vous saurez animer les équipes qui vous seront confiées (environ *100 personnes) et impulser vos objectifs aux autres départements.*

35 ans minimum, diplômé d'HEC, ESSEC ou Sup. de Co. Paris, et bien entendu bilingue anglais vous êtes aujourd'hui un professionnel très confirmé de la direction des ventes de produits grand public, connaissant parfaitement les rouages de la distribution française et internationale.

Faites-nous part de vos motivations et de vos expériences précédentes en adressant votre dossier de candidature à notre conseil avec CV manuscrit et détaillé, photo et sal. actuel sous réf 1788M à

SOURCES 144 rue de Rivoli, 75001 Paris qui transmettra.

Département Vendée recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

d'aménagements touristiques form. sup. et exp. 5-10 ans. Photo, c.v. et prétentions à Cellule aménagement Littoral BP 518-85008 LA ROCHE-SUR-YON, ced.

Le service de recherche technique des postes

dans le cadre de son implantation à NANTES pour son département d'études sur les automatismes.

recherche

4 INGÉNIEURS

Ayant formation ou expérience professionnelle dans les domaines de la mécanique, de l'automatisme, de la robotique, de la saisie et du traitement d'images.

Quelques années d'activité de recherche souhaitées. Age maximum : 40 ans.

Env. lettre manusc. et C.V. à : S.R.T.P. Secrétariat général. 2, rue de Budapest. 44038 NANTES.

BRETAGNE

VENDRE DES LOGICIELS ET DE LA MICRO INFORMATIQUE

auprès des PME - PMI, professions libérales est l'objet de notre recherche.
A ce **CADRE COMMERCIAL** *de formation* ESC *et/ou informatique* -
30 ans minimum - il sera confié la responsabilité totale d'une société de services, en création
Il en sera le **PATRON** et bénéficiera d'appuis logistiques importants.
Fréquents déplacements de courte durée à envisager en France.

Merci d'adresser votre lettre manus. + CV sous Réf. 236 à CURRICULUM - 26, rue du 4 Septembre 75002 PARIS

URGENT
ANFOPAR RHONE-ALPES

RECHERCHE

12 RESPONSABLES COMMERCIAUX

Dans le domaine Agro-alimentaire, pour une formation de 8 mois en Transfert de Technologie Agro-alimentaire.

Les participants piloteront chacun un projet de transfert de technologie pour le compte de PME Agro-alimentaire de la région Rhône-Alpes.

Rémunération, prise en charge par l'Etat.

S'adresser à : ANFOPAR R.A.
3, place d'Arpo, 38206 VIENNE Cedex.
Téléphone : (74) 85-27-68.

GRENOBLE

Société ingénierie informatique innovatrice

- INFORMATIQUE TEMPS RÉEL ET INDUSTRIEL.
- MINI ET MICRO.
- LOGICIEL ET MATÉRIEL.

recherche

- **INGÉNIEUR COMMERCIAL**
  haut niveau - déplacements fréquents
  solide base technique exigée
- **INGÉNIEURS**
  LOGICIEL OU MATÉRIEL
  (X, ECP, TÉLÉCOM., ENSIMAG, N 7)

Ces postes sont à pourvoir pour PARIS et PROVINCE

Ecrire avec C.V. et prétentions
SILICONE, Chemin-des-Prés, ZIRST
38240 MEYLAN.

OFFRES D'EMPLOIS

ENSEMBLIER EN AUTOMATISMES INDUSTRIELS

Nous sommes la Division Automation d'un important groupe Français de travaux industriels.
Nos domaines de compétence sont l'informatique industrielle, les *télétransmissions*, l'instrumentation.
Pour poursuivre notre développement nous avons besoin de **collaborateurs motivés** acceptant de larges responsabilités.

RESPONSABLES SECTEUR CLIENTÈLE 250.000 F/AN +

- Niveau ingénieur informatique industrielle.
- 3 à 5 ans d'expérience, pour la conduite technico-commerciale d'un ensemble de projets

RESPONSABLES PROJETS 200.000F/AN +

- Niveau ingénieur
- 3 ans d'expérience ou DUT 5 ans pour *responsabilité et réalisation de contrats.*

Pour l'ensemble de ces postes nécessité de compétence affirmée sur gamme digital, système R5XII - m, MACRO

IMPLANTATION : BANLIEUE PARISIENNE OUEST

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 84612 M à BLEU Publicité - 17, rue Label 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

BLEU

Cette importante société, 35.000 personnes, filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, vous propose une carrière évolutive dans la

Fonction Personnel

Vous êtes âgé d'au moins 26 ans et diplômé de l'Enseignement Supérieur -Ecole de Gestion, Droit, CIFFOP, CELSA, etc...
Vous possédez une première expérience dans la fonction de 1 à 3 années, acquise de préférence en milieu industriel.
De fort potentiel, vous alliez des qualités de rigueur, de contact et d'autorité naturelle.
Vous trouverez les possibilités d'évolution que vous recherchez dans notre groupe, où 2 postes sont à pourvoir :

Assistant
Gestion-Recrutement Cadres — 160.000

Au sein d'une équipe jeune et motivée, celui-ci participera au développement d'une politique de gestion du personnel cadre (étude de fonction, évaluation, mise en place d'outils de gestion) et sera plus particulièrement chargé du recrutement. Le poste est situé à Paris. *Réf. 501355 M*

Responsable du Personnel
d'une unité de 160 personnes — 160.000

Sous l'autorité du Directeur du Personnel d'un établissement de 600 personnes qu'il secondera, il sera chargé d'assurer la fonction sociale de cette unité. *Réf. 501357 M*

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie, à notre Conseil ORION qui vous garantit réponse et discrétion.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

IMPORTANTE SOCIETE MUTUALISTE
recherche un professionnel
pour assister le Chef du Service Informatique au poste de :

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION INFORMATIQUE

MISSION :
- consolider le fonctionnement de l'outil de production actuel;
- *organiser et diriger le groupe système et le groupe exploitation;*
- assurer «service et qualité» aux utilisateurs;
- participer à la mise en place du plan informatique.

PROFIL EXIGE :
- expérience pratique de l'encadrement de techniciens de haut niveau et *de la conduite des grands systèmes* IBM dans un environnement de réseau : VSE ; MVS ; CMS ; CICS ; DL1 ; VTAM ; X25 ; ...
- formation supérieure : A.M. ; INSA...
- *âge : 35 à 40 ans maximum.*

Lieu de travail : PARIS 13ème.

Adresser dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous référence 4011 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

INGENIERIE
INFORMATIQUE
SYSTEMES EXPERTS
TELEMATIQUE
VIDEOTEX
MONETIQUE
GENIE LOGICIEL
ORGANISATION

Ingénieurs commerciaux senior grands comptes

Votre mission consiste à développer et à gérer un portefeuille de Grandes Entreprises ou d'Administrations. Vous êtes amené, à travers une action intensive de prospection, à positionner SG2 comme interlocuteur privilégié des *directions informatiques et utilisateurs.*

Vous définissez et négociez avec vos clients et avec les ingénieurs du Groupe SG2 des montages d'affaires dans des domaines diversifiés allant de *l'assistance technique à l'ingénierie de systèmes informatiques.*

Votre approche est celle du Conseil. La finalité de votre fonction est de conquérir et de gérer le chiffre d'affaires correspondant à vos objectifs.

A terme, vous pouvez vous voir confier la responsabilité d'un secteur et des moyens commerciaux vous permettant de le développer.

Votre réussite et votre évolution exigent une formation école d'ingénieur, commerciale supérieure ou équivalente.

Nous vous demandons une expérience significative de 2 à 5 ans dans au moins l'un des domaines suivants : connaissance de l'Entreprise, négociation à niveau élevé, connaissance du monde et des problèmes de l'informatique.

Votre potentiel personnel et votre capacité à intégrer notre organisation seront des atouts déterminants.



Pour nous rencontrer, écrivez en joignant votre C.V., photo et vos prétentions, sous la réf. IC/GC/851, à **SG2** - Direction Commerciale - 12-14, avenue Vion-Whitcomb - B.P. 215-16 - 75765 PARIS Cedex 16.

LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE

MEDIA PA



TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
recherche
pour sa Direction Comptabilité Générale

JEUNE DIPLOMÉ(ÉE)

GRANDE ÉCOLE, HEC, ESSEC

Le candidat sera rattaché à l'équipe de Direction et de ce fait aura des perspectives d'évolution.

Une première expérience solide en comptabilité est exigée.

Écrire avec CV, photo et prétentions sous référence 35944 à COFAP
40, rue de Chabrol - 75010 PARIS
qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
1,4 milliard F - 4.000 personnes

FILIALE D'UN DES PLUS GRANDS GROUPES FRANÇAIS
LEADER EN FRANCE DANS PLUSIEURS SPÉCIALITÉS
recrute

Ingénieur commercial DEBUTANT

Basé à PARIS
pour 7 dépts SUD Paris : 45, 41, 37, 89, 36, 18, 58

Après formation pratique
il sera RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES VENTES et de la marge brute de son secteur : PRODUITS DE GRANDE TECHNICITÉ, POUR TOUTES INDUSTRIES.

Il négocie en interface entre les centres de décision commerciaux et techniques des Clients et les Sces homologues de l'Entreprise, avec leur appui sur le terrain si nécessaire.

POSTE FORMATEUR & ÉVOLUTIF POUR
- un jeune INGÉNIEUR diplômé mécanicien.
- AYANT UNE FORTE ATTIRANCE POUR LE COMMERCIAL ou déjà 1re expérience de vente.

HOMME DE TERRAIN très disponible

S.C. vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8169 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

Un des leaders mondiaux dans son domaine, possède les centres de calcul les plus puissants (en France, en Angleterre, aux U.S.A. et au Canada) et recherche, pour renforcer son équipe informatique et géophysique, des

INGÉNIEURS

Ils seront chargés de développer les logiciels d'application géophysique. L'Anglais courant et la maîtrise du FORTRAN sont indispensables.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions à C.G.G. - 1, rue Léon Migaux - 91301 MASSY.
Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

Votre personnalité nous intéresse.

Paris, 28 Janvier 1985

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans le combat que nous menons au plan mondial pour maintenir et améliorer nos positions sur un marché marqué par une très forte compétition internationale, nous devons rechercher une plus grande qualité dans la gestion de nos ressources humaines. Cela concerne en particulier :
- le développement de la formation générale et spécialisée dans le cadre de l'évolution de nos métiers,
- la mise en œuvre d'une politique salariale plus centrée sur la rétribution des performances et de la prise de risque,
- la recherche d'une meilleure qualité dans le recrutement d'ingénieurs et de cadres pour accueillir et faire évoluer les plus entreprenants,
- le développement des communications et de la participation de chaque salarié au progrès de son unité.

Nous nous attacherons à réaliser avec vous ces objectifs, au sein d'une des équipes chargées, dans nos unités opérationnelles, de la gestion du personnel.

Votre ouverture aux autres, votre créativité, votre parti pris pour l'action et la richesse de votre personnalité sont les premières composantes de notre réussite commune.

Votre formation supérieure (type grande école) et vos premières années d'expérience dans l'industrie constituent une base que nous vous proposons d'enrichir et de développer.

Dans l'attente de recevoir votre courrier, veuillez agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

M. Claude DOUJON *C. Doujon*

THOMSON-CSF
Direction des Affaires Sociales
23, rue de Courcelles 75362 PARIS Cédex 08.

BARAINE

RESPONSABLE ADMINISTRATION COMMERCIALE H/F

Paris

Une société, filiale française d'un groupe multinational leader dans son domaine d'activité - produits de grande consommation - recherche le (la) responsable de son service Administation commerciale et service Clients. Il (elle) anime une équipe, prend en charge les problèmes d'organisation en coordonnant les relations avec la direction des Ventes, la Logistique, le Transport, la comptabilité Clients et l'Informatique. Ce poste sera confié à un(e) jeune professionnel diplômé d'études supérieures disposant des qualités essentielles suivantes : organisation, rigueur, aisance dans les contacts, autorité et esprit d'initiative. La connaissance des circuits de la grande distribution alimentaire est un atout, ainsi que la pratique de l'informatique. Rémunération et avantages attrayants.
Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 4009 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.

Passerelle vers l'entreprise pour un jeune clerc de notaire

La voie où vous comptiez trouver votre épanouissement professionnel ne satisfait pas aujourd'hui tous vos espoirs d'évolution. Vous êtes en train de le réaliser et vous vous prenez à regarder vers l'entreprise... Mais comment faire le passage ?

Un des leaders de la bière importée, mais avec une part encore modeste du marché français, nous faisons aujourd'hui un vigoureux effort de développement. Nos produits sont loués par les connaisseurs pour leur qualité et l'étendue de leur gamme. Nous vous offrons la responsabilité de notre service Prêts et Contentieux. Votre rôle ? Principalement intervenir dans l'attribution des prêts en émettant un avis sur la validité des demandes présentées par la force de vente et, le cas échéant, proposer les solutions à envisager. Faire aussi en sorte que le contentieux se maintienne, comme il est aujourd'hui, à un niveau acceptable.

Votre compétence juridique, en particulier votre maîtrise des problèmes immobiliers, mais aussi votre intérêt pour les problèmes financiers de l'entreprise doivent y trouver leur compte. Ajoutez au cocktail une dose convenable d'esprit commercial et une bonne aptitude à vous adapter aux spécificités du secteur brassicole. Vous apprécierez sûrement de pouvoir, au sein d'une petite équipe, peser directement sur les résultats et voir l'aboutissement concret de vos actions. Si vous êtes prêt(e) à vous engager sur la passerelle vers ce poste en banlieue nord de Paris, sans tarder votre candidature, sous référence 286 215M, aux consultants de SIRCA en précisant rémunération actuelle et délai de disponibilité.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

SWENSON® S.A.
(Evaporation - Cristallisation)
Société d'ingénierie, génie chimique, activités internationales, siège à Paris.
recherche

INGENIEUR PROCEDES

Diplômé grande école et anglais indispensable.

Missions :
- conception d'unités industrielles,
- ingénierie - process détail au stade réalisation,
- voyages fréquents à l'étranger et en France.

Merci d'adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
A. BLOCHET - SWENSON S.A.
22, rue Saint Augustin - 75002 PARIS.

Axial Publicité

De la négociation foncière au montage d'opérations

Depuis quelques années déjà vous affichez de belles qualités dans la recherche et la négociation foncière en région parisienne. Maintenant, vous souhaitez aller plus loin et participer au montage d'opérations sur vos terrains, c'est bien normal !

Notre société immobilière très performante, rattachée à un grand groupe, réalise et commercialise des bureaux et des locaux industriels. Nous vous proposons de rejoindre notre direction du développement. Vous y apprendrez les différentes phases créatives de notre métier passionnant : démarche marketing pour définir le meilleur produit, suivi avec l'architecte de la conception du projet, montage technique, chiffrage, recherche d'investisseurs ou de locataires...

Apporter aux consultants de Sirca, qui nous assistent dans ce recrutement, la preuve de vos talents de négociateur. Ils analyseront avec vous, votre motivation et vos possibilités d'évolution. Pour cela, adressez leur un CV complet sous référence 287 714M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

cegos

IPPSO

Consultants formateurs

CEGOS IPPSO Institut pour le Perfectionnement Psycho-sociologique des Organisations, est en forte progression et crée deux postes de consultants-formateurs. En contact avec une clientèle de grandes et moyennes entreprises, ils conçoivent et réalisent des actions de formation à l'intérieur des entreprises pour aider les cadres et les agents de maîtrise à faire face à leur nouveau rôle de manager. Ces situations très autonomes et "ouvertes" conviennent à des diplômés du niveau Doctorat ou Grande Ecole de Commerce ayant au minimum 5 ans d'expérience dans l'élaboration et l'animation de stages en entreprises.

sélé CEGOS

Veuillez adresser votre candidature, CV + lettre manuscrite sous réf. 23705/M à Dominique CHALVIN, Directeur de CEGOS IPPSO. Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.
Les consultants de Sélé-CEGOS seront chargés de ces recrutements.

Publival



Nous sommes une Société d'Ingénieurs Conseils en Organisation et en Systèmes d'Information.

Notre réussite depuis plus de dix ans prouve qu'une Entreprise à taille humaine et novatrice est performante.

Nous souhaitons intégrer à notre équipe des:

INGENIEURS-CONSEILS EN ORGANISATION
INGENIEURS INFORMATICIENS
DE HAUT NIVEAU

Diplômés Grandes Ecoles, vous possédez une première expérience en Cabinet Conseil ou en Grande Entreprise.

Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans d'importantes Sociétés.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposons une rémunération motivante.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature.
SIGMA-CONSEIL 12, rue Marbeuf - 75008 PARIS

FLONIC

Si l'avenir vous passionne...

Rejoignez cette unité du Groupe **Schlumberger** exerçant ses activités dans les domaines de la **Mesure** et de la **Régulation**.
Dans le cadre du développement de nos lignes de produits électroniques associés au comptage du gaz faisant appel aux technologies les plus avancées, nous recherchons

2 ingénieurs électroniciens

Etudes

SUPELEC, ENSEEIHT, ISEN...
Sous la responsabilité du chef de projet, vous participerez à l'étude de nouveaux produits électroniques : capteurs, enregistreurs, calculateurs.
Ce poste convient à un jeune ingénieur électronicien débutant disposant de solides connaissances en électronique analogique et micro-processeurs.

Industrialisation

CENTRALE, ENSAM, INSA...
A partir de schémas de principe, vous serez chargé de définir et mettre au point les procédés, moyens de fabrication et de test avant le lancement en production.
Ce poste s'adresse à des jeunes ingénieurs de grande école disposant d'une formation générale de haut niveau et de connaissances approfondies en électronique.

Une première expérience réussie dans l'un de ces 2 postes alliée à une bonne maîtrise de l'anglais offrent de réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe Schlumberger tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser CV + photo à FLONIC, X. Barrière 420 rue rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes.

FLONIC
Schlumberger

THOMSON

Audit financier et opérationnel un poste d'évolution dans notre groupe

Votre formation est celle d'une Grande Ecole ou Universitaire, avec option finance/comptabilité. Vous maîtrisez au moins une langue étrangère (anglais ou allemand). Votre expérience de l'Audit de trois ou quatre ans en cabinet ou dans une entreprise du secteur industriel vous conduit à rechercher aujourd'hui des responsabilités plus opérationnelles qui vous permettront demain d'évoluer vers des postes de Direction.

THOMSON vous offre cette possibilité.

Notre organisation est très largement décentralisée : 200 unités en France et à l'étranger réparties en 5 Branches opérationnelles : Grand Public, Industries et Ingénierie, Equipements et Systèmes, Composants Electroniques, Equipements Médicaux.

Notre taille (55 Milliards de Francs de CA - 112 000 personnes) permet de nombreuses opportunités d'évolution.

Les responsabilités qui vous sont offertes concernent à la fois des missions de contrôle et de révision, mais aussi la conduite de missions d'audits opérationnels dans l'ensemble des secteurs du Groupe.

Des responsabilités d'encadrement peuvent s'y ajouter au sein de la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne.

Celle-ci est composée de cadres jeunes et de haut niveau.

Vous évoluerez dans un délai de trois ans vers des postes fonctionnels ou opérationnels à l'intérieur du Groupe.

Nous vous proposons de nous rejoindre.

COFROR, Conseil en recrutement, étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine Roizot sous référence 499/33M (en indiquant votre rémunération actuelle).

Tour Fiat - Cedex 16 - 92804 Paris la Défense

Marlboro

PHILIP MORRIS FRANCE

De l'organisation à la gestion

DEVELOPPER NOS MOYENS D'INFORMATION

En liaison avec le Secrétaire Général, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des projets de développement des moyens d'information et de communication de l'Entreprise. Il analyse les circuits et procédures internes, étudie les besoins de chaque département (ventes, marketing, achats, comptabilité, gestion...) et élabore sous forme de plans à court et moyen terme les développements à réaliser en matière de bureautique, informatique et télématique.
Il propose les choix de matériels et de programmes avec l'appui du Siège Informatique Europe et éventuellement de conseils extérieurs. Il s'assure de la coordination de l'ensemble et de la formation des utilisateurs.
Parallèlement, cette mission le conduit à participer à la préparation des plans, à l'élaboration des budgets et à leur contrôle, et au reporting.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur type ESC option finance compta. 3 à 5 ans d'expérience lui ont permis de prouver concrètement ses qualités d'analyste, d'organisateur et de gestionnaire dans un contexte lié aux techniques nouvelles de communication et de traitement de l'information. Compte tenu de l'environnement international de l'Entreprise, la maîtrise de l'anglais est indispensable.
Les conditions offertes, le niveau de responsabilités ainsi que les perspectives d'évolution sont particulièrement compétitives.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 9/1106 B, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

ACOR *Informatique*

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs.
Nous souhaitons accueillir :

2 INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (télétraitement et bases de données).

3 ANALYSTES

Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et/ou CICS-DL 1.

Nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

Assistance
Conseil
Organisation
Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à :
Gérard MIARA - **ACOR Informatique**
26, rue Vivienne 75002 Paris.

Contrôleur Financier

Paris **250.000 à 300.000 FF**

Notre client, une grosse société d'informatique américaine en pleine expansion, recherche actuellement un contrôleur financier pour ses activités en France.
Placé sous la responsabilité directe du directeur général et fonctionnelle du contrôleur financier du groupe, il assurera une gamme variée de fonctions:

★ comptabilité financière et de gestion
★ systèmes et procédures comptables et leur application
★ contrôle et planification budgétaires
★ gestion de la MBA
★ revue des procédures opérationnelles, contrôles internes et liaison avec les auditeurs.

Le candidat retenu aura un minimum de 4 ans d'expérience au sein d'une multinationale.
Il devra parler couramment l'anglais et être capable de s'intégrer à l'équipe de gestion.
Il s'agit d'un poste important avec d'excellentes possibilités d'avancement au sein du groupe.
Prière aux personnes intéressées de contacter David Nicholson, ACA Londres, au (1) 831 0431, ou d'envoyer un C.V. complet en mentionnant la réf. 111 à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 2QH.

MP
Michael Page International
Recruitment Consultants
London New York

Une société spécialisée dans la construction de maisons individuelles et bâtiments industriels, filiale d'un groupe national de BTP recherche un

Jeune ingénieur

X, ECP, AM, IDN

Débutant ou justifiant d'une première expérience, il se verra progressivement confier la responsabilité :
- du bureau d'études (conception de produits, mise au point des techniques de production et de chantier),
- d'une usine d'une trentaine de personnes (achats, production, fabrication).

Basé à ROUEN, ce poste implique de nombreux contacts et est susceptible d'évoluer rapidement au sein du Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la réf. LM/01, à **VECTEUR CONSEIL - 83, rue Michel-Ange 75016 PARIS.**

VECTEUR CONSEIL
Conseil en recrutement

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

2 Experts comptables... pour marketing top niveau

Afin d'accompagner CCMC dans le développement micro-informatique des cabinets et renforcer la concertation avec la profession comptable libérale...

Responsables de la croissance d'une gamme de produits existants et du développement de produits nouveaux (de la conception à la communication), ils se verront confier l'animation d'une équipe de chefs de produits.

Rattachés directement au Directeur du Marketing, les candidats souhaiteront mettre leur expérience, leurs facultés d'analyse et de synthèse, au service de la profession comptable libérale. Ils contribueront à lui fournir des solutions informatiques encore mieux adaptées à leurs besoins actuels et définir les stratégies en fonction de leurs besoins futurs. Le goût du un attrait prononcé pour la micro, sont des atouts importants pour les candidats. Enfin l'aptitude au management, à diriger, à déléguer... est une condition indispensable compte-tenu du haut niveau de responsablités de ces postes.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature à Alain Bourgeois - Directeur du Personnel, sous référence EC 85.
99-115 quai du Pdt Roosevelt, 92136 Issy-les-Moulineaux.

CCMC INFORMATIQUE DE GESTION — MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

SOURCES

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le cadre du développement de ses activités
RADARS MILITAIRES

INGENIEUR
grandes écoles

(ENSEM, ENST, ESE) ou DOCTORAT

ayant plusieurs années d'expérience pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- très bon niveau mathématiques,
- expérience en circuits numériques et VLSI
- goût de l'analyse
- travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

CONTROL DATA : UNE ENTREPRISE À LA MESURE DE VOS AMBITIONS

3e constructeur mondial, présent dans 47 pays avec un effectif de 60 000 personnes, CONTROL DATA a réalisé un C.A. de 4,6 MM de $ en 1983.
Nous occupons aujourd'hui une place de leader dans les super-calculateurs de haute technologie, C.A.O., C.F.A.O., E.A.O., systèmes d'applications spécialisées, périphériques, supports magnétiques.
Dans le cadre de nos objectifs de développement, l'ambition va de pair avec une politique systématique d'innovation et de formation.

recherche

POUR SON CENTRE D'ENSEIGNEMENT
à PARIS 13e

ANIMATEURS DE FORMATION
aux techniques de maintenance des ordinateurs

essentiellement chargés :
- de l'animation des cours et de séminaires techniques,
- de l'assistance pédagogique des étudiants,
- du développement de nouveaux cours.

Vous êtes attirés par ce métier et pourrez ainsi exercer votre goût des contacts humains.
Vous avez :
- un DUT en électronique et 2 ans d'expérience,
- une connaissance des techniques numériques des micro/mini-ordinateurs et des systèmes d'exploitation,
- une expérience des équipements périphériques CDC,
- une bonne connaissance de l'anglais technique.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement par le Service Recrutement de CONTROL DATA, B.P. 139, 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

Plain Champs

Devenez le bras droit du responsable financier !

BTS, DUT gestion/finances + 1re exp.

Vous avez une formation en gestion/finances et une expérience de 2 à 3 ans dans une PME. Vous souhaitez maintenant évoluer vers plus d'autonomie et de responsabilités. Vous recherchez une société en pleine expansion. Enfin, vous désirez mettre en pratique vos connaissances en micro-informatique.

Devenez l'assistant du responsable des services financiers des Laboratoires CASSENNE-TAKEDA.

Votre mission : élaborer et contrôler le budget, analyser les écarts, suivre les ventes ; mais aussi seconder le responsable auprès de ses interlocuteurs.

Nous vous offrons, au sein d'un groupe important (Roussel Uclaf), le dynamisme d'une petite structure (80 personnes). Notre évolution est rapide grâce à nos produits nouveaux et à l'investissement de nos collaborateurs.

Si vous êtes autonome, apte au travail d'équipe, venez participer à notre croissance. Ecrivez-nous (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à M. RAUSCH - Service du Personnel

LABORATOIRES CASSENNE-TAKEDA
3, square Desaix - 75015 PARIS

MEDIA BA

COGINTEL

S.S.I.I. FILIALE DU GROUPE SEMA-METRA, SPÉCIALISÉE DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- RÉSEAUX DE TRANSMISSION DE DONNÉES ET A VALEUR AJOUTÉE
- BUREAUTIQUE et MESSAGERIE
- TÉLÉMATIQUE
- VIDÉOGRAPHIE

Recherche dans le cadre de sa forte expansion :

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
Possédant une formation informatique approfondie (ESE option informatique, INSA informatique, maîtrise + DEA...).

SPÉCIALISTES RÉSEAUX
Possédant des compétences approfondies en matière de protocoles (OSI, DSA, SNA...).

INGÉNIEURS CONFIRMÉS ET TECHNICIENS SUPÉRIEURS
Ayant acquis une bonne connaissance des mécanismes Temps Réel et expérimentés dans un ou plusieurs des domaines d'activité précités.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
Pour développer des applications Vidéotex.

Le fonctionnement convivial de la Société, la richesse de l'environnement intellectuel, le potentiel de croissance considérable, associés à une rémunération motivante, garantissent aux débutants une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle et aux plus anciens de réelles possibilités d'évolution.

Ecrire à Michel COMBES - COGINTEL
41, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

---

50 agences à Paris et en Ile-de-France
- une longue tradition de services et d'efficacité,
- une clientèle fidèle de PME/PMI,
- une structure légère à taille humaine...

... concourent au développement diversifié et autonome de l'Union de Banques à Paris.
C'est dans cet environnement que nous vous proposons d'évoluer au sein de notre Direction Internationale

Exploitants Entreprises Etrangères

Vous justifiez d'une expérience bancaire de 3 ans minimum au niveau des Entreprises et possédez une bonne connaissance de tous les produits internationaux (avance en devises, opérations de change, financement en devises import-export, ...). Pour un de ces postes, l'italien est indispensable. Pour l'autre l'allemand ou le néerlandais ainsi que l'anglais sont des impératifs. Basé à Paris, vous aurez à prévoir quelques déplacements à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 281 à Claudine Delplanque - Direction des Relations Humaines - 22, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Union de Banques à Paris

Organisation et Publicité

Bougez, Vivez...

Digital n°2 mondial de l'informatique consacre 10% du C.A. à la recherche et au développement dans le monde.
En France, 8% de la masse salariale ont été consacrés cette année à la formation de ceux et de celles qui nous ont rejoints.

Ingénieur Logiciel Principal

M 127

Ingénieur diplômé(e), accoutumé(e) à la négociation, vous jouerez un rôle de coordination entre les Producteurs de progiciels et différents services de DIGITAL (Marketing, Logiciel, Formation technique, etc...)
Vous gérerez le "cycle de vie" des produits existant au catalogue des progiciels de DIGITAL dans différents domaines d'applications tels que CFAO - intelligence artificielle - réseaux.

Ingénieur Logiciel Confirmé(e)

M 128

Vous assurerez l'information sur nos produits auprès des consultants travaillant en cabinet conseil en informatique de gestion ainsi que leur support technico-commercial. Une bonne expérience de l'informatique de gestion, acquise de préférence en cabinet conseil, est nécessaire.

Pour ces deux postes, la connaissance de l'anglais est souhaitée.

Bougez, vivez, écrivez sous la référence choisie, à A. CHEVALLIER, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 EVRY.

digital

Curriculum

HERCULES

Déjà leader sur plusieurs marchés dans le monde (24.000 personnes, 100 usines, CA $ 3 milliards), nous sommes fortement implantés en France, notamment dans le domaine des produits pour l'industrie papeterie, avec usine de production et laboratoires près de Grenoble.

INGENIEUR
INDUSTRIES DU PAPIER

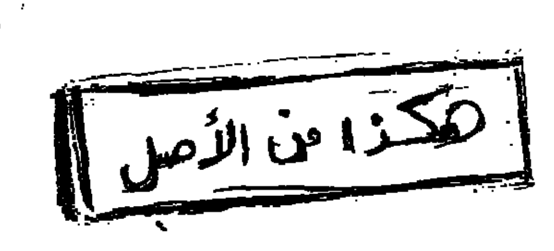
Attaché à l'un de nos Responsables Régionaux, vous avez pour mission, après une formation pratique, de développer les applications et les ventes de nos produits auprès d'une clientèle spécialisée. Vous étudiez votre marché, prévoyez les ventes, réalisez les objectifs, gardez le contact permanent avec vos clients sur le terrain, tant pour réaliser des essais sur ligne de production que des négociations commerciales, assurez la liaison avec usine et laboratoire, ainsi que l'information du marketing Europe.

Une formation d'ingénieur est nécessaire et 2 à 5 ans d'expérience souhaités. Parler anglais est un atout important dans un groupe multinational où la promotion interne est privilégiée.

Adresser lettre, CV, et rémunération sous réf. 901 M à M. d'Aboville
Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris

la gestion de personnel support ... résonance

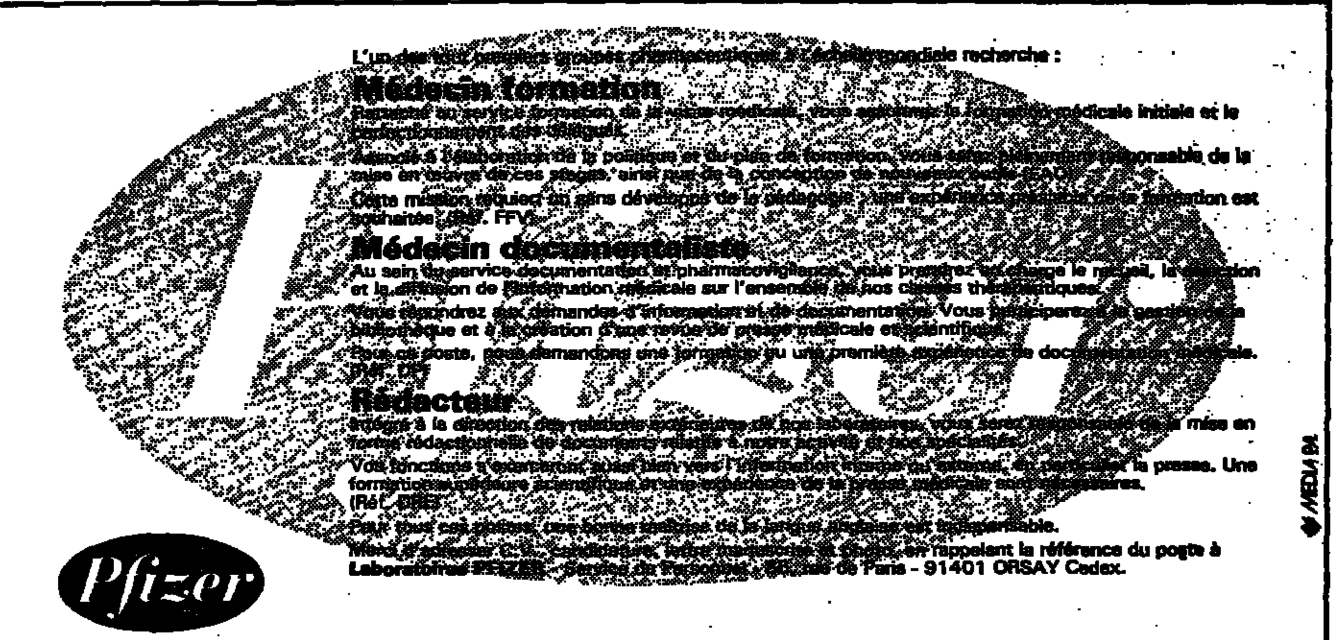
ASSCOM



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MEDECINS HF



L'un des [illegible] premiers groupes pharmaceutiques à l'échelle mondiale recherche :

Médecin formation

[illegible] au service formation de la visite médicale, vous assurerez la formation médicale initiale et le perfectionnement des délégués.

[illegible] à l'élaboration de la politique et du plan de formation, vous serez [illegible] responsable de la mise en œuvre de ces stages, ainsi que de la conception de [illegible].

Cette mission requiert un sens développé de la pédagogie ; une expérience [illegible] de la formation est souhaitée. (Réf. FFV)

Médecin documentaliste

Au sein du service documentation et pharmacovigilance, vous prendrez en charge le recueil, la [illegible] et la diffusion de l'information médicale sur l'ensemble de nos classes thérapeutiques.

Vous répondrez aux demandes d'information et de documentation. Vous participerez à la gestion de la bibliothèque et à la création d'une revue de presse médicale et scientifique.

Pour ce poste, nous demandons une formation ou une première expérience de documentation médicale. (Réf. DF)

Rédacteur

Intégré à la direction des relations extérieures de nos laboratoires, vous serez [illegible] de la mise en forme rédactionnelle de documents relatifs à notre activité et nos spécialités.

Vos fonctions s'exerceront aussi bien vers l'information interne qu'externe, en particulier la presse. Une formation supérieure scientifique et une expérience de la presse médicale sont nécessaires. (Réf. [illegible])

Pour tous ces postes, une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser C.V., candidature, lettre manuscrite et photo, en rappelant la référence du poste à Laboratoires PFIZER - Service du Personnel - [illegible] de Paris - 91401 ORSAY Cedex.

Pfizer

MEDIA 94

Responsable administratif des ventes
L'efficacité alliée à la diplomatie

Filiale d'un groupe international, notre société est l'un des grands noms de l'industrie agro-alimentaire française.

Nous recherchons aujourd'hui le (ou la) Responsable Administratif(ve) des Ventes. Ses missions concerneront :

- l'assistance du Directeur Commercial,
- l'animation de l'équipe administrative (12 personnes),
- le suivi des budgets ventes et promotion,
- l'analyse des ratios,
- la gestion de la force de ventes.

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou autodidacte chevronné(e), vous avez déjà une solide expérience d'une fonction similaire, et connaissez bien l'univers de la distribution alimentaire. Nous apprécierons tout particulièrement vos talents de diplomate, surtout s'ils sont complétés par un grand sens de la rigueur.

Merci de nous faire part de vos motivations, et de votre rapide disponibilité, en adressant votre dossier de candidature sous réf. 1787M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris (*qui transmettra*).

Les pays scandinaves et l'Angleterre votre zone à développer...

200 000+

250 MF, dont 30% à l'export. 600 personnes. Nous sommes les premiers européens dans ce secteur particulier des plastiques qui est le nôtre. Filiale d'un groupe multinational, notre société a conquis sur certains marchés extérieurs une position forte. Nous savons prendre les moyens de notre politique à l'export. Les résultats sont là pour le prouver mais il reste encore beaucoup à faire particulièrement dans la zone que nous voulons vous confier.

Faire vivre notre clientèle existante et la développer par une présence «terrain» efficace, prospecter de nouveaux clients dont vous appréciez la qualité et la solvabilité, évaluer avec précision la concurrence, faire évoluer nos produits en fonction des potentiels de marché et des applications nouvelles... voilà les dominantes de votre mission.

Pour ce poste basé à Paris, qui vous amène à voyager 30% de votre temps, vous êtes rattaché au directeur export. Autonome et actif, vous savez agir dans le cadre d'une stratégie définie et prouver votre valeur par les résultats. Parlant bien sûr parfaitement l'anglais, votre expérience d'au moins 5 ans à l'export vous a déjà bien fait connaître les pays d'Europe du Nord. Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ingénieur ou équivalent) si vous ne venez pas des plastiques ou du caoutchouc, vous avez une bonne sensibilité aux produits techniques.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2131 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Aéronautique, Spatial... Développez pour le Futur.

Nos projets sont ambitieux, notre laboratoire de transmission du signal en plein développement. Nous avons des idées, des technologies pointues... et des moyens. Notre objectif : un rayonnement international dans un secteur industriel exigeant et évolutif.

Ingénieur développement

De formation ingénieur électronique, débutant ou 2 ans d'expérience, vous aimez avant tout concrétiser vos idées dans des produits technologiquement parfaits. Bien sûr, vous êtes très à l'aise en Logique TTL, Basic et Métrologie, car vos missions concerneront, entre autres, la construction et la validation de circuits électroniques grâce à des appareils de mesures pilotés par ordinateur. Vous développerez également des produits basés sur la compatibilité électromagnétique, les hyperfréquences ou la transmission de données.

Nous sommes une société internationale mondialement connue pour ses technologies de pointe.
Notre croissance annuelle de 25 % vous assure une évolution de carrière certaine, en France comme à l'Etranger.

Envoyez votre candidature, sous référence 589 M, à :
RAYCHEM Direction du Personnel B.P. 738
95004 Cergy-Pontoise Cédex.

Raychem

Au volant de la comptabilité tiers

Un brillant importateur d'automobiles avec une finance qui tourne rond. Venez chez nous prendre la responsabilité de la comptabilité tiers : la comptabilité des fournisseurs et des clients, nos concessionnaires.

Avec 7 personnes que vous encadrez, vous garantissez la régularité de toutes les écritures et assurez tous les paiements. Vous participez également aux travaux de bilan. Notre mécanique comptable est bien rodée mais des progrès sont encore possibles : nous pouvons, par exemple, mieux nous organiser. Vos collaborateurs sont compétents mais vous pouvez encore mieux animer l'équipe.

Une telle responsabilité ne peut donc être confiée qu'à un(e) professionnel(le) déjà confirmé(e), ayant évidemment un DECS, mais aussi une expérience informatique et une certaine connaissance de la fiscalité. Les consultants de SIRCA nous aident dans le choix de ce collaborateur important de l'entreprise : écrivez leur rapidement sous réf. 285 112M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Les Editions Nathan

recherchent

Jeune Adjoint pour le Directeur Artistique

Animant sous sa direction le studio et les collaborateurs extérieurs.

Expérience du livre indispensable.
(maquette, couvertures, mise en page)

Connaissance parfaite de la photogravure et des techniques d'impression, bonne culture générale, sens de l'organisation.

Adresser CV, photo et références très précises à
J.B. BOUTRY,
9, rue Méchain - 75014 PARIS.

BANQUE FRANÇAISE PARIS
Active sur les marchés de capitaux en France et à l'Etranger

recherche

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

POUR SON DÉPARTEMENT

ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT

Il sera chargé de concevoir et mettre en œuvre des applications nouvelles de techniques financières existantes et des produits nouveaux.

Le candidat, diplômé de l'Enseignement Supérieur, devra posséder une solide formation juridique, économique et financière et une parfaite maîtrise de l'Anglais.

Il justifiera d'une expérience réussie, d'au moins 5 ans, des marchés monétaires et financiers, acquise de préférence dans un établissement de crédit.

Le poste requiert une forte motivation et un esprit créatif tourné vers les réalisations concrètes.
La rémunération sera fonction de l'expérience.

Ecrire sous nº 300.712 M – RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy – 75007 PARIS

L'abonnement au service de la presse

Nous sommes une société indépendante spécialisée dans la gestion des abonnements de presse.
Notre développement nous conduit à renforcer notre structure et à intégrer un

RESPONSABLE DE SECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Rattaché au Directeur Marketing, il est à la tête d'une équipe dynamique.
Sa mission consistera à assurer le suivi et le développement de la clientèle ainsi que l'administration des abonnements.
De formation commerciale, les candidats que nous souhaitons rencontrer auront acquis une expérience similaire de quelques années dans le milieu de la presse, une bonne connaissance de l'informatique et le goût des contacts.
Lieu de travail proche banlieue.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 501 093 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie



PARIS–NEW YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS

Groupe américain de taille internationale

dans le domaine de la machine-outil, l'ingénierie et la construction d'usines clés en main, ayant des succursales et filiales en Europe, Afrique, Océanie et Canada, recherche son

INTERNATIONAL CONTROLLER (300.000 F +)

Directement rattaché au siège américain du groupe, ce poste recouvre des missions de contrôle, d'organisation et d'assistance comptables et financiers pour l'ensemble des filiales et succursales françaises et étrangères du groupe.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'une grande école de gestion ayant acquis une formation complémentaire du niveau de l'expertise-comptable.

Le candidat, âgé d'au moins 30 ans, devra être parfaitement bilingue Anglais-Français et avoir une expérience de quelques années dans une fonction similaire au sein d'un groupe industriel ou d'un cabinet international d'audit.

Après quelques mois en France avec rattachement temporaire au quartier général européen, le poste serait basé aux Etats-Unis (côte Est).

Les candidatures manuscrites avec C.V. détaillé et photo doivent être adressées à : PUBLICLAIR. Réf. PM, 38, rue des Mathurins, 75008 Paris, qui transmettra.

NORTON COMPANY

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES PRODUITS *ABRASIFS ET DIAMANTES*

recherche :

AUDITEURS INTERNES

- diplômés(es) Ecole de Commerce ou équivalent
- niveau Senior dans un Cabinet d'Audit International ou une expérience d'auditeur interne d'au moins 3 ans dans un groupe international
- bonnes connaissances anglais et/ou allemand.

Niveau de rémunération intéressant pour candidats ayant potentiel d'évolution vers un poste de Contrôleur Financier dans le Groupe.

Déplacements fréquents en EUROPE.

Envoyer C.V. et photo à NORTON S.A. - Service du Personnel B.P. 8 - 78702 Conflans Ste Honorine Cedex qui transmettra.

Publicités Réunies

POSTE D'AVENIR
dans une activité
en plein développement

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
(filiale d'un Groupe puissant)
FABRICANT DES PIÈCES MOTEUR
pour **Auto et Moto**
recrute

CHEF SERVICE VENTES
Equipement + Rechange

Homme de terrain
APTE A GÉRER ET DÉVELOPPER CE Sce
France & Export

- PRATIQUANT L'ANGLAIS et, si possible, l'Allemand
- CONNAISSANT (indispensablement) LES CONSTRUCTEURS (AUTOMOBILE) EUROPÉENS, LES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION DE PIÈCES DE RECHANGE (AUTO) et les techniques de l'EXPORTATION
- Déplacements courts et fréquents.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 8166

SC sélection conseil
98, AV DE VILLIERS, 75017 PARIS

Responsable informatique

Notre société d'assurances située à Paris fait depuis longtemps la preuve de son sérieux et de son efficacité. Aujourd'hui, nous souhaitons à la fois élargir notre clientèle et modifier nos structures. Le responsable informatique que nous recherchons prendra ses fonctions en deux étapes : tout d'abord, il se consacrera à l'étude et à l'analyse de nos nouveaux besoins, ensuite il prendra en charge la totalité du *système et de l'exploitation d'un IBM 4331 sous CICS DL1.* Il animera alors une petite équipe. Vous avez un diplôme d'études supérieures en informatique (maîtrise) et 5 à 10 ans d'expérience dans une SSCI ou en entreprise, de préférence du secteur tertiaire. La rémunération proposée peut être supérieure à 250.000 francs en fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence A/2633M.

PA
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Contrôleur de gestion junior
170.000 F

Pour son siège parisien, un des premiers équipementiers d'automobiles recherche un contrôleur de gestion junior. Rattaché au directeur du contrôle de gestion, il devra gérer les stocks au niveau central et sera également responsable de l'élaboration des dossiers d'investissement en liaison avec les différents services. Ce poste, *qui s'inscrit* dans une volonté globale de renforcement du contrôle de gestion aux niveaux prévision et investissement, s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école de commerce, possédant une expérience d'un ou deux ans en audit ou en contrôle de gestion, si possible dans un groupe international. La rémunération annuelle, fonction du potentiel et des compétences du candidat, sera de l'ordre de 170.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/2632M.

PA
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

chef de projet, devenez responsable informatique d'une banque de dépôts à réseau national
Paris
250.000 F / an

Cette banque privilégie l'accueil à la clientèle et a conservé sa taille humaine : 1.000 p., 70 guichets à Paris comme en province. Pour améliorer les services rendus, une informatique nouvelle se met en place, *s'appuyant sur des logiciels* : nouvelle génération de terminaux financiers et informatique répartie.

Vous prenez la mesure des actions entreprises, les conduisez à leur terme en les perfectionnant tout en préparant le futur : développement de nouvelles fonctionnalités, messagerie électronique, politique micros...

INGÉNIEUR DIPLÔMÉ, vous avez acquis en 5 à 7 ans votre savoir-faire sur gros système et/ou minis conversationnels, chez un conseil ou une entreprise du tertiaire, une banque de préférence ; venez faire la preuve de vos capacités à piloter une informatique performante.

Notre consultant, J. THILY,
vous remercie de lui écrire (réf. 4602 M),
à **"Carrières de l'informatique".**



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Chef comptable
150.000 F

PAN AM. Cette importante compagnie aérienne de renom international recherche le chef comptable de son agence française. Basé à Paris, à proximité immédiate des Champs-Elysées, il sera directement rattaché au directeur administratif et financier et prendra en charge un service comptable composé de 6 personnes. Il se verra confier l'entière responsabi*lité de la comptabilité générale et du reporting* à la maison-mère dans un contexte de forte centralisation. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 28 ans minimum, titulaire d'un diplôme de comptabilité (ou justifiant d'un niveau équivalent) et faisant état d'une première expérience professionnelle qui lui ait permis d'approfondir l'ensemble des techniques comptables et de développer ses aptitudes à l'ani*mation d'une équipe. Compte tenu de la dimension internationale* de la *compa*gnie, la pratique courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs sera essentiellement fonction des compétences présentées et sera par ailleurs assortie des avantages habituels en vigueur dans les compagnies aériennes. *Ecrire à J.M. JACLOT* en *précisant la référence A/R9089M.*

PA
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef de Fabrication
AM + 2 ANS D'EXPERIENCE

200.000 +

Notre société (1000 personnes, 300 millions de CA) est solidement implantée sur des marchés de haute technologie. Notre unité de production, spécialisée dans le domaine de l'électro-technique, fabrique en moyennes et petites séries des moteurs spéciaux. L'actuel responsable de l'atelier d'usinage, bobinage et montage électro-mécanique souhaite former son successeur. Pourquoi pas vous ? Si vous aimez le contact direct avec la Production, si vous y avez déjà fait avec succès vos premières armes, si vous vous sentez capable, assisté par une maîtrise compétente, d'animer un atelier de 150 personnes, et si, enfin, vous pouvez compter sur des connaissances techniques certifiées par un diplôme d'ingénieur généraliste ou par une expérience réussie de ce type de responsabilités. Ce poste, situé dans la région parisienne, offre des perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 501333 M :

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

AFCOREM

INGENIEURS GRANDE ECOLE X, ECP, Mines, Ponts...

Après une première expérience industrielle, pourquoi pas la Banque?

La Société Générale vous offre un développement de carrière passionnant et original comme **Ingénieur-Conseil** H/F
Chargé d'éclairer les décisions de la Banque, notre Département Etudes Industrielles est constitué d'Ingénieurs-Conseils auxquels *nous confions, en France et à l'étranger, des missions qui* concernent tous les aspects de l'Entreprise : humains, économiques, techniques, commerciaux et financiers...

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole avec une formation complémentaire en Economie ou Gestion, vous avez 30-35 ans environ, quelques années d'expérience dans l'industrie, vous parlez anglais.

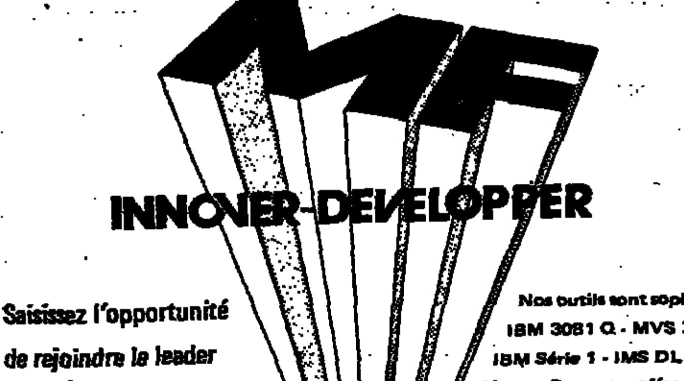
De surcroît, vous possédez à la fois des qualités de contact, d'analyse et de synthèse.

Nous recherchons des candidats ayant acquis une première expérience professionnelle dans l'un des secteurs suivants : industrie mécanique (robotique, FAO, machine-outil), industrie lourde (sidérurgie, métallurgie, transformation des métaux), industrie chimique ou BTP.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. 317 IC à :
Service du Recrutement, 7 rue Caumartin 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ANALYSTES et/ou PROGRAMMEURS



Saisissez l'opportunité *de rejoindre* le leader européen du machinisme agricole. Venez participer à la refonte de nos systèmes informatiques. Notre plan *de développement* couvre les domaines de la Production du Commercial et des Finances.

Nos outils sont sophistiqués :
IBM 3081 Q - MVS XA -
IBM Série 1 - IMS DL1 - CICS.
Massey-Ferguson offre de réelles *possibilités d'évolution pour un* candidat de valeur.
Adressez votre candidature à
Christian LEBLANC
MASSEY - FERGUSON
Avenue Blaise Pascal
60026 Beauvais Cedex



P.R.

Et si vous conduisiez la pub de belles automobiles ?

Un brillant importateur automobile vous propose de devenir son chef du service publicité. La courroie de transmission entre les besoins des concessionnaires, de l'équipe de vente, de la promotion et l'agence de publicité. Bien entendu, vous gérez le budget, création et achat d'espace, soit 40 millions de francs. Bien entendu, vous mettez en oeuvre et lancez les campagnes en liaison avec l'agence, mais il ne faut pas oublier les relations directes avec les médias. Vous pensez aussi aux contacts réguliers avec les concessionnaires et les chefs de région. Vous êtes donc le gardien de la marque *et vous veillez à la qualité de cette* image.

Mais, on va vous demander un peu plus : vous serez l'inspirateur de la politique publicitaire. On a besoin de vos idées et de votre persuasion. Vous aurez analysé et synthétisé les études sur l'image et la clientèle. Vous aurez estimé les besoins du marché et vous aurez compris également la philosophie du groupe. A vous de faire passer le point de vue de la filiale française auprès de la maison mère. Il nous faut donc un publicitaire qui soit crédible. Tout de suite.

Pour cela, vous avez au moins 2 à 3 ans d'expérience de la publicité acquise après des études dans une bonne école de commerce. Vous possédez parfaitement l'anglais sauf si vous pouvez discuter avec les interlocuteurs de la maison mère dans leur langue maternelle. Si vous envoyez votre CV, sous référence 283 161 M aux consultants de SIRCA chargés de cette mission et si votre candidature est retenue, ils vous diront de quelle langue il s'agit...



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Jeune cadre financier, l'International à haut niveau.

Haut niveau : celui des montages de financements réalisés par la Direction Financière "International" de ce puissant groupe industriel.
Haut niveau : celui des membres de ce Département.
Haut niveau enfin : celui de leurs attentes vis-à-vis du potentiel de leur nouveau collaborateur.
C'est à l'échelle du Groupe tout entier qu'intervient la Direction.

Ses attributions : • le financement des projets • l'examen financier des soumissions à l'étranger et des cautions bancaires • la couverture des risques (fabrication, crédit, change) • le suivi financier des chantiers, des filiales à l'étranger et des sous-traitants • les relations avec les banques, organismes de financement et administrations chargées de l'Export...

Un environnement formateur et riche d'avenir pour un candidat prêt à évoluer, en France ou à l'étranger. A une condition : avoir une spécialisation en International. Par exemple : une première expérience dans le Département International soit d'une Banque soit d'une entreprise industrielle ou de biens d'équipement. Ou encore des stages axés sur l'International au cours de vos études dans une Grande Ecole de Commerce. *La maîtrise de l'Anglais est, bien sûr, de rigueur.*

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5044 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Nos activités sont largement tournées vers l'exportation. Notre Directeur financier recherche

un trésorier

Le candidat retenu, issu d'une grande Ecole de Commerce aura acquis une expérience de 4 ans environ dans une banque *ou une* Société multinationale, et sera bilingue anglais.

Il sera chargé de la trésorerie en francs et en devises, du suivi des changes, du reporting interne et externe, de la mise en place des financements.

Le poste implique de nombreux contacts à haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5968 à *Lévi Tournay* 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou quelques années d'expérience pour Etudes et développements de matériels électroniques de pointe, utilisant les techniques et technologies les plus modernes.

Domaines concernés :
- calculateurs aérospatiaux
- Liaisons numériques
- Traitement du signal
- Testabilité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
Administration du Personnel - ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55, quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD.

---

500 dirigeants d'entreprises ont besoin pour les aider à conduire leur développement d'un



Conseil en Gestion grande école de commerce *ou équivalent 3ème cycle de gestion* (MBA, INSEAD...), 5 ans d'expérience professionnelle dans le conseil ou le contrôle de gestion.

Il aura pour mission d'élaborer et de mettre en place des :
- *diagnostics,*
- outils de gestion et d'organisation,
- plans de développement et plans de redressement.

Il interviendra comme prestataire de services *auprès des conseils d'administration* et *d'équipes* de direction, dans le cadre d'une organisation professionnelle innovante et d'envergure nationale.

Une expérience professionnelle *réussie*, complétée de qualités d'initiative et d'autonomie alliée à *une forte capacité de travail, est indispensable* pour s'intégrer au sein d'une équipe pluridisciplinaire motivée.

Ce poste représente une réelle *opportunité* d'évolution vers l'opérationnel à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous référence 4596 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.



Société de Communication particulièrement innovatrice dans ses applications, de taille humaine (env. 500 personnes), mais d'envergure et de renommée nationale recherche son

Responsable du personnel H/F

Secondé par une équipe de 4/5 personnes, il poursuivra la mise en place des structures et du suivi administratifs (traitement des dossiers de personnel et application de la législation sociale, paye).

ET NOUS ATTENDONS BEAUCOUP PLUS DE LUI...

Dans notre environnement qui est jeune et innovateur, il organisera et développera, CRÉERA progressivement la fonction Personnel dans sa globalité : de l'ensemble de la gestion des Ressources Humaines aux relations avec les partenaires sociaux et la communication interne.

Pour ce poste à larges responsabilités, nous recherchons un professionnel de la fonction âgé d'environ 30/35 ans. La polyvalence de son expérience et sa parfaite maîtrise de la gestion administrative et de la paye lui permettront de s'ouvrir au dialogue... indispensable au développement d'une véritable politique du Personnel.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 47325 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Votre dossier sera étudié avec la plus grande confidentialité.

HAVAS CONTACT

Juriste, Expérimenté Gestion et Administration du Personnel H/F

Un Poste à Responsabilités Globales dans la Fonction

Notre entreprise d'Aménagement et de Construction (20 000 logements ; effectif : 420 personnes) innove avec efficacité tant sur le plan des réalisations de construction, maintenance et réhabilitation, que sur celui de la gestion et de l'organisation interne.

Dans le cadre de la mise en place d'une gestion par objectifs, nous recherchons pour notre siège situé en proche banlieue parisienne est notre Directeur du Personnel.

Rattaché à la Direction Générale, votre mission sera double : mettre en œuvre, en contacts étroits avec les responsables hiérarchiques et le personnel concerné, le plan de gestion des ressources *humaines de l'entreprise. Simultanément, assurer avec une petite équipe le bon fonctionnement* de toute l'administration du personnel.

Nos souhaits : une formation supérieure juridique, une expérience d'au moins cinq ans de l'entreprise, des différents aspects de l'administration et de la gestion du personnel. Votre personnalité, votre maturité, votre capacité de travailler en équipe constitueront les critères déterminants du choix.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 85 6201 M à François CORNEVIN.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72.

INGENIEUR SYSTEME

(EXPERIENCE DE 5 ANS MINIMUM)

Le CAM, filiale Informatique de la Caisse des Dépôts recherche pour son siège dans le cadre de son expansion technique, **2 Ingénieurs systèmes** (grandes écoles ou équivalent).

Ils participent à la mise en œuvre des logiciels spécifiques au site et assistent le personnel d'études et d'exploitation.

Ces 2 postes s'adressent à des candidats pratiquant IBM, connaissant impérativement MVS, CICS, DL/1 et les langages Assembleur et Cobol.

Merci d'adresser votre CV détaillé avec photo et prétentions, sous référence IS M, au CAM, 4 rue Berthollet 94114 Arcueil Cédex.



GRANDES MISSIONS, GRANDS MOYENS.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un

INGENIEUR D'ENCADREMENT-CONSULTANT

Il sera diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur et justifiera d'une expérience minimum de 5 *années en informatique.*

Sous l'autorité du Directeur d'Agence, il développera du point de vue technique un centre de compétences axé sur les grandes Entreprises publiques ou privées des secteurs de l'Administration Centrale ou de l'Industrie.

Par ses connaissances :
— maîtrise des matériels BULL ou IBM,
— maîtrise de l'application des méthodologies MERISE, AXIAL ou équivalent,
— l'expérience de grands projets,

il sera le LEADER en matière d'élaboration de propositions techniques, de suivi de projets, d'acquisition et de diffusion du savoir-faire nécessaire à l'expansion du centre de compétences.

Ecrire sous référence P2/29/85
à COMELOG - 7 rue Louis David - 75016 PARIS.

pmp



Nous sommes le Département Conseil de Gestion d'un des «Big Eight», qui a misé avec succès sur le développement *de techniques performantes répondant aux nouveaux besoins des entreprises* : analyse des risques de stratégies d'investissement, gestion de trésoreries nationales et internationales, gestion et contrôle des coûts, etc.

Notre structure est encore jeune et pour faire face à notre croissance rapide nous souhaitons engager plusieurs

Management consultants

Votre action consistera à intervenir auprès d'entreprises privées et publiques, tant en Europe qu'à l'étranger, *pour des missions d'organisation et de conseil.*

Diplômés d'une grande Ecole de Commerce, ou d'une des bonnes Business Schools américaines, votre première expérience réussie de 2 à 4 ans en cabinet ou en entreprise vous incite maintenant à rechercher de nouveaux challenges dans un contexte international stimulant. En effet, vous souhaitez accéder à des responsabilités importantes et variées vous permettant de progresser rapidement.

Nous vous offrons le cadre prestigieux d'un cabinet international réputé, une formation de haut niveau aux techniques de conseil et une ambiance de travail conviviale.

Adressez votre lettre de candidature, photo, CV et salaire actuel sous réf. 37101 à Antoine Raymond, TEG, 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

DESSEIN



AUXILEC AERONAUTIQUE

Groupe THOMSON-LUCAS, Branche Equipements et Systèmes

INGENIEUR GRANDE ECOLE + 3 ANS D'EXPERIENCE :

une piste d'envol.

Le taux moyen d'expansion annuelle de la branche Equipements et Systèmes de Thomson-CSF dépasse 20 % depuis 10 ans. *Les produits AUXILEC (1000 personnes) équipent des générations d'avions civils et militaires et des* industries diverses.

Une politique de développement, des moyens financiers, des produits de haute technologie (*moteurs spéciaux pour l'aviation*), ce sont les atouts de notre usine de Méru (50 minutes de Paris). Dans ce contexte d'innovation, nous confions à un ingénieur généraliste diplômé d'une Grande Ecole le soin d'étudier et de mettre en place, assisté d'une petite équipe qu'il pilotera, l'ensemble des moyens et outils nécessaires à une organisation rationnelle de la fabrication. Cela commence par un dialogue avec le Bureau d'Etudes et s'achève avec le suivi de la rentabilité des *investissements. Vos atouts ? Une première expérience significative en organisation industrielle ou dans un service* Méthodes alliée à une personnalité d'envergure -notre groupe lui permettra de s'exprimer...

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser sous réf. 501332 M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) :

35, rue du Rocher 75008 Paris



ARCOREM



UNE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

de taille internationale, banlieue Ouest

recherche

UNE COLLABORATRICE DE HAUT NIVEAU

30/40 ans, cadre

Ce poste implique :
- Une parfaite maîtrise de français, d'anglais, d'espagnol ;
- Un diplôme d'études supérieures ;
- Une grande disponibilité permettant de nombreux déplacements à l'étranger ;
- Une capacité de secrétariat à larges responsabilités ;
- Une réelle autonomie de travail ;
- Une expérience dans l'organisation et l'animation de réunions et de voyages.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à MEKAR n° 3.398 112, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Diplômés Grande Ecole ou DEA Universitaire pour : TRAVAUX DE RECHERCHE BATIMENT.

Plusieurs postes disponibles : PARIS - CREIL - NICE.

Domaines : thermique, *informatique*, *mécanique des sols*, chimie minéral.

Durée 1 an. Temps partiel possible.

Adresser C.V. à : IRBAT, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

BRONZAVIA AERONAUTIQUE

Groupe THOMSON-LUCAS, Branche Equipements & Systèmes

Le taux d'expansion annuelle de la branche Equipements et Systèmes de Thomson-CSF dépasse 20 % depuis 10 ans. La Société BRONZAVIA qui en fait partie participe à tous les programmes aéronautiques nationaux et multinationaux civils et militaires. Ses produits, des systèmes complets carburant, hydraulique, pneumatique et électromécanique font intervenir des techniques très diverses et très avancées. Au sein de notre unité de production de COURBEVOIE (800 personnes), nous recherchons un

Ingénieur en Organisation Industrielle

AM + 3 ans d'expérience

Adjoint du Chef du Service et en relation avec l'ensemble des services concernés, il sera responsable de l'analyse de la valeur, des recherches et études visant l'amélioration du rapport qualité-prix. Ce poste est évolutif à court terme.

Ingénieur d'Etudes Electro-Mécanicien

Débutant ou 2 ans d'expérience

Après une période de formation, il prendra en charge les calculs des machines électriques et composants électro-mécaniques, la conception de modules électroniques simples à intégrer dans les équipements et le suivi des prototypes. Enfin, il sera appelé à examiner les appels d'offres et à effectuer les propositions techniques correspondantes.

ORION vous garantit une absolue discrétion concernant votre candidature et vous remercie d'adresser sous *référence 501359 M vos dossiers complets (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi.*

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM



Société d'expertise comptable

recherche

- **1 CHEF DE MISSIONS**
- **1 ASSISTANT CONFIRMÉ**

(Expérience minimum 18 mois)

Pour :

révision légale et contractuelle et autres missions

Envoyez C.V. avec lettre manuscrite et prétentions à : CONSEIL ET EXPERTISE 53, rue du Château-d'Eau, 75010 PARIS.

Le secrétariat général d'une organisation internationale en France organise un concours d'aptitude en vue de recruter

UN TRADUCTEUR DE LANGUE MATERNELLE ANGLAISE

Les candidats doivent justifier d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 3 années d'études supérieures, de bonnes connaissances en espagnol et en français et avoir un style clair et précis en anglais.

Expérience de la traduction souhaitée, en particulier dans le domaine technique.

Lettre de candidature, C.V. détaillé + photo devront être adressés sous réf. 3.939 à INTER PA - BP. 508-75066, PARIS Cedex 02 qui transmettra.



IMPORTANTE SOCIETE DE NOTORIETE INTERNATIONALE

recherche

pour secteur ANCRAGE DYNAMIQUE

INGENIEUR D'AFFAIRES

Il est exigé une formation d'Ingénieur complétée par une spécialité en automatisme ; une expérience confirmée d'applications maritimes serait très appréciée.

Il aura à développer une activité de systèmes automatisés sur navires et plates-formes off-shore, utilisant la technologie des microprocesseurs et mettant en œuvre le traitement du signal et l'asservissement.

Le titulaire du poste pourra s'appuyer sur une longue expérience de la Société dans ce domaine.

Anglais courant indispensable.

Pour un premier contact, veuillez adresser votre candidature s/réf. 4301 *à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra* 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

PROGRAMMES ARIANE

LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES recherche :

1 ingénieur spécialiste en vibration des structures
(Réf. 84/DLA/24)

1 ingénieur aérodynamicien
(Réf. 84/DLA/22)

1 ingénieur trajectoire/performance
(Réf. 84/DLA/23)

De formation grande école, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans une activité d'études ou d'essai avec pratique de l'informatique.

Vous aurez, au sein d'une équipe, à participer, pour les deux pre-*miers, aux études d'ambiance et, pour le dernier, aux prévisions* et exploitation de vols dans le domaine des trajectoires, en relation étroite avec les industriels et les centres de recherche concernés dans le cadre des projets de lanceur ARIANE actuel ou futur.

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions, en *indiquant la référence du poste à M. le Chef du* Personnel - Direction des Lanceurs CNES - Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA BA.





Groupe Pharmaceutique International
cherche pour sa Division Nutrition Clinique

UN CADRE MARKETING INTERNATIONAL

pour définir et mettre en œuvre la politique de développement des produits *d'alimentation artificielle.*

Il devra notamment :
- prendre en compte les différentes données documentaires et analytiques (statistiques, études qualitatives...).
- procéder aux études de marchés correspondantes aux objectifs de développement des produits existants et de lancement des nouveaux produits.
- analyser les données de l'environnement liées à la concurrence et aux marchés locaux.
- établir les diagnostics des marchés potentiels.
- proposer les moyens et les modalités de mise en place des produits.

De formation scientifique ou commerciale supérieure, les candidats justifieront d'une expérience en marketing et de quelques connaissances en biotechnologie.

La maîtrise de l'anglais, leur esprit international pourront déjà s'être exprimés dans une société alimentaire ou de distribution de produits de consommation sophistiqués.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 14 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO - 22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Importante banque privée

recherche pour son secteur

TITRES ETRANGER

GRADES (ES) III / IV

ayant une bonne expérience des opérations de ce secteur (bourse, livraisons et règlements, opérations diverses).

Bon niveau d'anglais lu et parlé nécessaires.

Lieu de travail : PARIS 2ème.

Adresser lettre de candidature, C.V. + photo et prétentions à **PIERRE LICHAU S.A.** - sous réf. **8102** BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



Ingénieurs informaticiens

GRANDES ECOLES, DOCTORAT, DEA, MAITRISE (0 A 5 ANS D'EXPERIENCE)

Syseca : société de services et d'ingénierie *informatique de 780 personnes au C.A.* de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le *cadre de sa stratégie d'expansion, des postes* d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

■ *SYSTEMES TEMPS REEL* ■ *INFORMATIQUE* INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE ■ SYSTEMES DE GESTION ■ SYSTEMES DE COMMUNICATION ■ SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 7494 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex

GROUPE SYSECA

PMI à taille humaine, spécialisée dans une *technologie de pointe* produisant des ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français, recherche à PARIS (banlieue NORD) :

Chef de B.E. électronique

pouvant encadrer et gérer 25 ingénieurs et techniciens avec l'autonomie correspondante à la fonction.

Nous accueillerons dans cette fonction un cadre de haut niveau apportant une expérience significative dans un des domaines suivants de conception de produits ou systèmes : logique, analogique, visualisation, opto-électronique ou ultrasons, logiciels de contrôle industriel en temps réel, systèmes d'exploitation, etc...

Pour ce poste d'encadrement, nous serons attentifs autant aux qualités relationnelles qu'aux acquis techniques.

Ecrire en précisant la **référence 280 M**, au **CABINET GATIER**, 91 Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

media-system

Cabinet Gatier

gsi industrie

Nos activités connaissent un développement important qui nous amène à renforcer notre équipe. Pour cela nous souhaitons recruter

2 SPECIALISTES DE LA G.P.A.O.

Informaticien ou ingénieur, l'essentiel est que vous ayez participé de manière concrète (et idéalement en tant que responsable) à la mise en place d'un système informatique de gestion de production. Nous cherchons des praticiens, désireux de travailler en équipe, au sein d'une société de services orientée vers la vente et la mise en place de progiciels.

A noter que l'un de vous devrait être bilingue français-italien, et prêt à s'installer en Italie du Nord.

Si vous répondez à ce profil, appelez Hubert GERARD dès cette semaine au (1) 384.12.10 : mardi, mercredi ou jeudi après 20 heures, samedi ou dimanche entre 9h et 12h ; sinon envoyez lui votre curriculum vitae sans tarder à l'adresse suivante :

Hubert GERARD conseils

38, rue de Bassano 75008 Paris - (1) 723.55.18

Dans le cadre de son expansion, **THERMOCOAX et Cie** spécialiste mondial des capteurs pour les industries de pointe (nucléaire, spatiale, aéronautique) recherche un

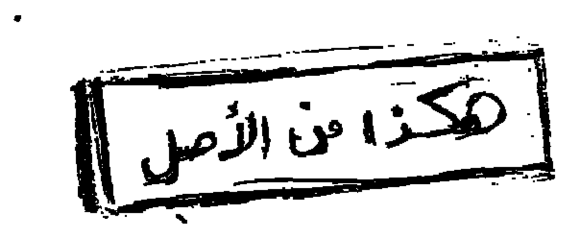
ingénieur d'études

- formation **PHYSICIEN GENERALISTE** (par ex. génie physique, INSA ou INPG) en particulier étude des matériaux, transferts thermiques.
- 5 à 10 ans d'expérience, thèse souhaitée, pour la recherche et le développement de produits nouveaux (capteurs de température, éléments chauffants et cables spéciaux).
- Qualités de dynamisme et sens des responsabilités appréciées, conduisant à une évolution de carrière motivante.

Anglais parlé indispensable.

Adresser CV et prétentions à **THERMOCOAX et Cie** 10, rue de la Passerelle 92150 SURESNES.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 206.10.65



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DSM

DANS LE MATCH DE L'INNOVATION

Le groupe international néerlandais DSM est un des premiers groupes chimiques européens. Dans le cadre d'un ambitieux programme d'investissements, une nouvelle usine de polyéthylène linéaire est en cours de construction et entraîne la constitution de nouvelles équipes.

Chaque filiale de DSM engage en particulier un Ingénieur

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

nouvelles applications industrielles

pour ce produit d'avenir dans le domaine des polymères. Il sera chargé d'en développer des applications nouvelles dans un créneau de spécialités. Il conduira et coordonnera les actions en collaboration avec les équipes techniques et les laboratoires, les clients, les services marketing et commerciaux. Il participera à la définition des produits, organisera les phases d'essais et assurera la première commercialisation.

Ce poste convient à un ingénieur, chimiste de préférence, apte à jouer ce rôle de développement technico-commercial, ayant acquis un bon niveau d'expérience technique ou développement, de préférence dans la production ou la transformation des matières plastiques. Il est entreprenant, créatif, excellent coordinateur, organisé et persévérant. Il parle anglais couramment.

Le poste est basé à PARIS et nécessite de nombreux déplacements. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 90258 M en précisant votre salaire actuel et un numéro de téléphone, à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Il sera transmis à notre Conseil, qui le traitera en toute confidentialité.

HAVAS CONTACT



recherche
pour son *DÉPARTEMENT DES AFFAIRES JURIDIQUES ET FISCALES EN FRANCE*

FISCALISTE
DE HAUT NIVEAU

apte à appréhender les Relations Internationales du Groupe.

- Sous la responsabilité du Directeur du Département, vous avez la charge des affaires fiscales de FORD FRANCE et de ses différents établissements (Bordeaux, Charleville, Rueil-Malmaison).
- Votre solide formation juridique générale vous permet une certaine polyvalence au sein du Département.
- Ce poste nécessite une expérience professionnelle similaire d'environ 5 ans.
- Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ce poste est à pourvoir à Rueil-Malmaison.

La rémunération est à la hauteur des responsabilités qui vous sont demandées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo à
FORD FRANCE S.A. - Pascal BRUGIRARD
344, avenue Napoléon Bonaparte
92506 Rueil-Malmaison Cedex

deb's

Dans la banque, créer la fonction d'
auditeur informatique

Une importante banque internationale privée, dans le contexte d'une plus grande *autonomie donnée à ses filiales et d'une décentralisation du système de traitement de* l'information, crée le poste d'**Auditeur Informatique.**

Basé au siège de la filiale française à Paris, au sein d'une équipe restreinte mais très performante, il aura comme responsabilités de vérifier l'efficacité et la fiabilité des applications informatiques existantes et futures, leur conformité avec les procédures de contrôle interne, d'évaluer les performances, notamment en matière de sécurité et d'intégrité des données.

Le candidat retenu aura nécessairement une expérience de 3/5 ans des techniques et de la méthologie d'approche en matière d'audit informatique acquises au sein d'un cabinet d'audit international ou dans une banque.
Sa formation supérieure, Grandes Ecoles de Commerce, son esprit d'autonomie, ses qualités de rigueur et de contacts, lui permettront d'évoluer au sein d'une structure en pleine croissance.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 36901 à Rudolph von Raesfeldt. TEG, 18 place Henri, Bergson, 75008 PARIS.

DESSEIN



Spie Batignolles

Spie Batignolles
14 Milliards C.A.
dont 8 à l'exportation
30.000 personnes

CADRE FINANCIER EXPORT
de haut niveau

De formation supérieure (X, Sciences Po, HEC, Sup de Co...), il bénéficie d'une expérience réussie dans la négociation de grands contrats à l'étranger.
Il participera au montage financier des opérations interna*tionales en apportant son assistance aux opérationnels* techniques et commerciaux du Groupe. Il maîtrise parfaitement l'anglais et l'espagnol ainsi que les techniques financières.
L'aisance dans les négociations et dans les contacts sera un *atout indispensable.*
Les structures du Groupe permettent d'envisager une évolution à moyen terme.
Pour ce poste basé à Paris-La Défense des déplacements ponctuels de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence n° CF/281 au Service du Personnel : *Tour Anjou 33, quai de Dion-Bouton*
92184 Puteaux Cédex.

SYSIN S.A.

Société d'Informatique
Spécialisée dans les systèmes temps réel, le *contrôle de process* et les télétransmissions

Ingénieur logiciel

De formation supérieure, vous possédez des connaissances approffondies sur les microprocesseurs.

Intégré à une petite équipe, vous avez une grande faculté d'adaptation et le goût des contacts.

La fonction vous amènera à assumer la responsabilité totale de projets.

Une expérience d'au moins 2 ans est indispensable.

Adresser votre dossier complet de candidature, C.V., prétentions + lettre manuscrite au Service du Personnel SYSIN B.P. 43 78370 PLAISIR.



recrute pour son Centre de Recherches du **BOUCHET**

INGENIEUR ou INGENIEUR DOCTEUR

ENSMA, ENSI, ENSTA ou universitaire 3ème cycle, débutant ou quelques années d'expérience.

Il sera chargé de développer dans le *cadre de l'ingénierie de sécurité des* méthodes en matière de prévision d'onde de souffle et de projections et de suivre leurs applications dans la société.

Ecrire avec CV, photo et *prétentions* à SNPE-CRB - BP N° 2
91710 VERT LE PETIT
référence à rappeler : I.GTS.85/02.

Groupe métallurgie et T.P.
C.A. 5 à 600 millions
1550 personnes
recherche
pour son siège à Paris un

Chef du Personnel

disposant de bonnes connaissances en législation sociale.
A 35 *ans environ, vous avez si possible* une expérience de 5 ans dans une fonction similaire.
Vos qualités de contact et votre rigueur vous font apprécier les négo*ciations sociales.*

Merci d'adresser CV. photo et prétentions sous réf. 4265 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Importante Société
de la branche automobile
(CA + 5 milliards
Effectif : 13 000 personnes), recherche

LE RESPONSABLE DE «SON SERVICE FISCAL»

Basé en Région Parisienne

Titulaire d'un Doctorat ou DES en Fiscalité ou diplômé de l'école nationale des impôts, il devra avoir acquis une expérience minimum de 5 ans.

Des connaissances comptables seraient appréciées, ainsi qu'une ouverture sur la fiscalité internationale.
Spécialiste fiscal du groupe, *il sera rattaché* à la Direction Financière.

Il devra avoir le sens des contacts et des responsabilités.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 3995 à CONTESSE PUBLICITE - 20, *avenue de l'Opéra*
75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.85

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

chefs de mission réviseurs confirmés *HF*

Diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

Les candidats retenus:
- interviendront auprès de sociétés dans des secteurs d'activités variés,
- bénéficieront d'une formation diversifiée préparant *au diplôme d'expertise comptable*

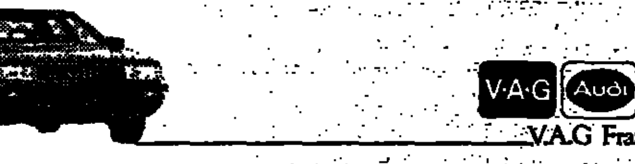
Merci d'envoyer CV manuscrit, photo
et prétentions à COGERCO
72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.

Vous avez la passion automobile ! Rejoignez V.A.G France

Inspecteur p.r.a.

De formation supérieure, vous êtes un professionnel de la vente ayant l'expérience des pièces de rechange et accessoires ou bien vous avez une première expérience commerciale réussie et un intérêt très prononcé pour ce domaine.
Responsable des résultats de vente PRA vous négocierez les achats de pièces de rechange et accessoires avec les concessionnaires et les conseillerez dans le développement des structures et l'application des méthodes commerciales. De plus, vous devrez dynamiser un outil de gestion automatique des stocks.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 3617 à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.



V.A.G France

SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE
implantée en France et à l'étranger,
spécialisée en logiciels de gestion industrielle, recherché

ingénieurs et chefs de projets

ayant une bonne expérience du développement de logiciels sur l'un des matériels suivants : HP 3000, VAX, IBM 34 ou 36.
Postes basés à Paris ou en province (régions Nord et Est).

ingénieur technico-commercial

minimum 28 ans
chargé de l'ensemble des actions commerciales et techniques de diffusion, d'analyse des besoins et d'implantation dans l'industrie de logiciels haut de gamme.
Poste basé à Paris.

Adresser curriculum vitae détaillé en précisant le poste et la région choisis sous référence 8991 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

UN POSTE A CRÉER

responsable personnel

180.000 +

Nous sommes la filiale performante d'un grand groupe français.
Notre métier : les produits CAO. Notre personnel : des ingénieurs et des Techniciens hautement qualifiés. Notre marché : porteur.
Votre tempérament : jeune, diplomate, ferme.
Votre challenge : créer votre poste.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur.
Vous avez confirmé ces dernières années vos capacités à être un homme ou une femme d'entreprise.

Nous vous proposons de prendre en main des responsabilités glo*bales : politique des rémunérations, gestion des carrières*, recrutement, formation, administration du personnel, relations avec le Groupe et les partenaires sociaux...
Une connaissance des milieux de l'informatique et de l'anglais sera appréciée.

Merci de nous faire parvenir rapidement votre candidature sous réf. 2690-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra (discrétion assurée).

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Chercheur Biochimie

Prendre en charge un projet concernant essentiellement la purification des protéines par chromatographie d'affinité dans les milieux biologiques et/ou les surnageants de culture au sein du Département Recherche et Développement Thérapeutique, division Bio-Industrie, telle est la mission que nous souhaitons vous confier.
Vous êtes titulaire d'un Doctorat d'Etat en Biochimie, Immunologie en Biologie Moléculaire.
Vous justifiez d'une expérience en recherche universitaire ou industrielle, d'au moins 5 ans.



Le salaire est de nature à intéresser une personne de valeur.
Le poste est à pourvoir à Orsay-Les-Ulis.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., *photo et prétentions* à Marie-Françoise Souzedde,
6, rue Alexandre Cabanel - 75015 Paris.

Diplômé d'une Grande Ecole ou d'Université dans le domaine juridique, il justifie d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans la gestion de dossiers de pré-contentieux et contentieux d'entreprise. Ses compétences acquises notamment dans la législation de la faillite (réalisation de gages, nantissements de matériels, négociations avec les syndics, notaires...) le rendront immédiatement opérationnel au sein du service juridique d'un important établissement spécialisé dans le financement des entrepreneurs et maîtres-d'ouvrages du secteur BTP. Poste très autonome, basé aux Champs Elysées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 4761 à DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

Un professionnel du contentieux

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche

POUR L'UNE DE SES DIVISIONS (PARIS/LA DÉFENSE)

CHEF SERVICE COMMERCIAL

- *Formation Grandes Ecoles.*
- *Expérience commerciale, 10 ans minimum, du milieu Sidérurgie, Métallurgie, Chimie (France et Export).*

ANGLAIS COURANT
2e langue appréciée,
de préférence ALLEMAND.

Envoyer C.V. + photo à REGIE-PRESSE sous nº T 300.683 M, 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Nous sommes une entreprise PERFORMANTE du secteur mécanique, LEADER dans notre spécialité, et nous recherchons pour l'un de nos établissements situé dans une GRANDE VILLE PROXIMITE SUD DE PARIS,

notre Responsable de Gestion de la Production

Dépendant directement du Directeur, il aura la responsabilité d'informatiser cette gestion.
A ce titre, lui seront rattachés, l'ordonnancement, les approvisionnements et la gestion des stocks.
Une expérience d'informatisation réussie (G.P.A.O.) et une formation d'ingénieur sont souhaitées.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite (sous référence 583) à notre Conseil J. LANCIAL

JL CONSULTANT 125-127 rue du Faubourg Bannier 45000 Orléans

JRP/Jean Régnier Publicité

Jeune société de services spécialisée dans le domaine Parapétrolier, ayant toutes ses activités à l'étranger, pour faire face à son expansion rapide crée le poste de :

RESPONSABLE COMPTABLE

Assisté d'un aide-comptable, il aura la charge de la tenue des comptabilités générale et analytique, du suivi de la trésorerie et de la préparation des différentes déclarations sociales et fiscales.
Le candidat retenu devra posséder une expérience minimale de 2 années de pratique comptable (entreprise ou cabinet).
Une connaissance de l'anglais (écrit et parlé) serait appréciée.
Poste situé à Paris près de l'Etoile.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Pierre Mulot Publicité sous référence 5336 - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

pmp

JEUMONT-SCHNEIDER

pour accompagner le développement de son département
Communications d'entreprises

recherche pour ses
Agences de PARIS et de PROVINCE

INGENIEURS DE VENTE

Ingénieur ou formation supérieure.
Ayant quelques années d'expérience en téléphonie électronique, bureautique ou informatique.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo, en précisant la région désirée sous référence 3593 à M. DEUDON - JEUMONT-SCHNEIDER
Direction des Relations Humaines
31, Quai de Dion Bouton 92811 PUTEAUX.

ENTREPRISE BATIMENT REGION PARISIENNE
Leader sur son marché recherche pour renforcer ses structures commerciales

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES

Dont les missions seront essentiellement axées sur la prospection, le développement et la diversification de la clientèle de l'entreprise. Intégrés dans des services commerciaux existants, ils auront en charge l'initiation, la mise au point et le montage des opérations dont ils assureront la responsabilité jusqu'à la conclusion des marchés.
Les candidats devront avoir une bonne connaissance du marché bâtiment de la région parisienne si possible acquise dans les secteurs de la réhabilitation et des marchés publics.
Une expérience réussie dans des fonctions similaires leurs permettraient d'accéder rapidement à des fonctions opérationnelles de haut niveau.

Les candidats intéressés, adressent un C.V. sous Nº 9184 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

---

TRAM Informatique

recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ecole d'ingénieurs ou équivalent - ayant une première expérience dans les domaines suivants :
logiciels de base, applications temps réel sur mini-ordinateurs
MITRA, 68000,...
MMT 2, UNIX,....
langage C, Assembleurs.

Adresser dossier de candidature avec prétentions sous réf. M 85.01.01 à TRAM INFORMATIQUE
23, avenue Raymond Falaize
78390 BOIS D'ARCY

Axel Publicité

Roucaire

Instruments scientifiques

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour la vente d'appareillage de Biochimie clinique et de perfusion
Niveau IUT biochimie ou équivalent

Secteurs disponibles :
1) Sud-Est Paris et Banlieue + 10 départements (résidence : Région Parisienne)
2) Région Lyon + 12 départements (Résidence : Lyon).

Ces postes conviennent à 2 personnes dynamiques, avec un goût certain pour le contact commercial et ne craignant pas les déplacements fréquents.

Nous offrons :
- Position cadre - Fixe + commissions
- Voiture de fonction avec frais de déplacements

Adresser C.V. manuscrit, photo à notre siège :
BP 65 - 78143 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

BLEU

NORTON

LEADER MARCHE DES ABRASIFS
Direction Publicité Abrasifs
Industrie Europe

recherche :

CHEF DE PUBLICITÉ

- Très solides connaissances de l'anglais, parlé et écrit
- Goût et aptitudes particulières pour la rédaction et la conception en général
- Organisé autant que créatif.

Pour participer au marketing, proposer, faire ou faire-faire un programme varié de communication France, Europe et Export.

Formation BTS publicité et 3 ans d'expérience Agence et/ou Annonceur, paraissent le minimum indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à NORTON S.A.
Service du Personnel - route de l'Ambassadeur, B.P. 8
78702 CONFLANS STE HONORINE Cedex

PUBLICITES REUNIES

Important Organisme de Prévoyance - Paris - recherche pour assister son directeur administratif et informatique, un

Jeune Cadre

capable de le seconder, en particulier sur le plan **coordination et animation** de plusieurs services de gestion et sur le plan des études et **réalisations** Organisation et Informatique.

Ce poste évolutif ne peut s'adresser qu'à un cadre de formation supérieure (HEC, ESSEC...) ayant une expérience minimum de 5 ans et le désir de prendre des responsabilités opérationnelles.

Salaire de l'ordre de 250.000 Frs/an.

Veuillez écrire en précisant expérience sous référence 1068 à
INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder - 75009 Paris

---

secrétaires secrétaires

Synthélabo

Groupe Pharmaceutique Français
cherche pour son Centre de Recherche en Nutrition Clinique

UNE ASSISTANTE AU RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT SECRETARIAT

Outre la prise en charge du secrétariat de ce Responsable, elle aura à assurer :
— la définition et le suivi des plannings des travaux de recherche,
— l'organisation des réunions de développement,
— la préparation des dossiers officiels pour les divers ministères.

Une expérience d'au moins 5 ans dans un secrétariat à responsabilités similaires est exigée.

Parfaitement bilingue anglais-français (3ème langue souhaitée).

Lieu de travail : Meudon dans un premier temps, puis Nanterre.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 15 à l'attention de D. VOLTZ -

SYNTHELABO
22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Société de services et de commerces aéroportuaires siège basé à PARIS recherche

Cadre service achats

- diplômé d'études supérieures de commerce (ESCAE)
- 5 ans d'expérience dans un service achats
- anglais indispensable.

Envoyer photo, C.V. et prétentions sous référence 5038 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CILOG

Pour ses programmes nationaux et internationaux *de formation en analyse,* programmation et télématique, le département études et formation *cherche des*

FORMATEURS MULTILINGUES Haut Niveau

Sérieuses références et 3ème cycle sont exigés.

Envoyez CV et photo à Monsieur le Directeur du département études et formation
38, rue de Bassano
75008 PARIS.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Dans le cadre de son développement informatique

recherche pour PARIS ET NANTES

- **CHEFS DE PROJETS.**
- **ANALYSTES D'APPLICATION.**
- **ANALYSTES SYSTÈMES.**

Formation école d'ingénieurs, maîtrise ou MIAGE,.
Expérience professionnelle appréciée.

Envoyer lettre manuscrite avec prétentions, c.v. et photo :
MRE - Division de l'Informatique,
243, rue La Pérouse, Paris-16e
ou C.T.I. de Nantes, 48, rue Georges-Méliès.

Notre Directeur Général cherche son

ASSISTANTE

pour diriger son secrétariat à Paris.

Disponibilité, vivacité, sens de l'organisation, diplomatie *sont vos qualités premières.*
- Si vous joignez à une formation de type BTS, une expérience de quelques années dans une fonction similaire, le profil que nous recherchons se dessine.
- Si de plus, vous avez une parfaite maîtrise de l'Anglais et de la sténo, le Directeur Général d'une importante société d'électronique vous remercie d'adresser votre candidature sous réf. 4475 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui vous garantit l'entière confidentialité.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.85

B.T.B.

Une division de la S.A. DECROIX
1000 personnes C.A. 350 Millions de F.
recherche
pour l'une de ses unités située à Paris

LE RESPONSABLE *H/F* de l'administration commerciale BTS +

- Vous prendrez en charge le suivi de la clientèle et le contrôle de tous les circuits administratifs en amont et aval de la vente
- Vous avez une expérience de 1 à 3 ans dans une fonction similaire
- Vous avez la maîtrise de l'animation d'une équipe de 10 personnes

Nous offrons :
- position cadre
- salaire motivant
- possibilité d'évolution de carrière

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 511 : à : S.A. DECROIX
Direction des Relations Humaines
11, rue Diaz - 92100 BOULOGNE

BLEU

ASTURIENNE PENAMET
(800 personnes en France, 20 points de vente)
rech. pour son service informatique, dans le cadre d'un nouveau plan et pour développer des applications nouvelles :

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR (H.F.)

(RÉFÉRENCE 03 AB)
Il assurera l'analyse organique et la réalisation des différentes applications qui seront développées (notamment celles liées à l'informatisation des points de vente).
Ce poste nécessite :
- une formation de niveau BTS, DUT Informatique, complétée par une expérience de 5 ans minimum, si possible dans une société de distribution ;
- la pratique du COBOL liée à la gestion de base de données en temps réel.

UN PROGRAMMEUR (H.F.)

(RÉFÉRENCE 04 AB)
Il secondera le Chef de Projet, qui est plus spécialement chargé du développement des applications centralisées.
Ce poste nécessite :
- *formation* BTS, DUT Informatique, complétée par une expérience acquise si possible dans une société de distribution.

Avantages sociaux, restaurant d'entreprise.
Lieu de travail : PANTIN.
Env. C.V. avec prét. en précisant les références à :
ASTURIENNE PENAMET
14, rue Scandicci, B.P. 143,
93300 PANTIN.

Société d'études de panels pour l'industrie pharmaceutique
recherche un

assistant statisticien

(ISUP, ENSAE, maîtrise d'économétrie)

pour créer et réaliser de nouvelles études.
- Anglais courant indispensable.
- Une première expérience en industrie serait appréciée.

Adressez votre candidature sous réf. 8341 à *SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.*

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT Sélephar

---

CPAM de la Gironde

recrute

1 SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Salaire 78000 F
expérience confirmée

Adresser CV + diplômes à M. le Chef du Personnel, Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, Place de l'Europe
33085 BORDEAUX CEDEX

FILIALE FRANÇAISE SOCIÉTÉ ALLEMANDE
recherche

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

MEME DEBUTANT

FORMATION INGENIEUR *OU B.T.S.*
chimie métallurgie ou mécanique pour vente équipements industriels.
— Basé à Paris avec déplacements en Province
— Compréhension de la langue allemande indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous/nº 300.717 M à :
REGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS RECRUTE

RÉDACTEUR

POUR INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS, EXCELLENTE FORMATION ÉCONOMIQUE SPÉCIALIÉE DANS LA MICRO-ÉCONOMIE ET DANS LE DROIT DES AFFAIRES.

ADRESSER CANDIDATURE S.G.P. 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

CONSEIL JURIDIQUE PARIS
ch. **collaborateur**
Droit des sociétés, grde expér.
Ecr. s/nº 8.881 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

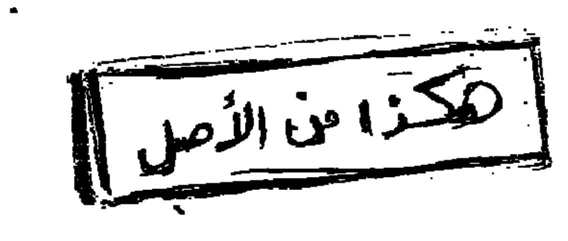
Club prévention spécialisée rech. éducatrice pour trav.rue.
ACJAM B.P. 1072
78203 MANTES-LA-JOLIE CEDEX.

Groupe métallurgie et T.P.
C.A. 5 à 600 Millions - 1550 personnes
recherche pour son siège à Paris un

Contrôleur Budgétaire

Au sein de l'équipe actuelle, vous aurez pour mission principale d'élaborer et de suivre les budgets des différents services de nos établissements et agences.
A 35 ans environ, vous avez une formation BTS, CNAM, complétée par une expérience d'environ 5 ans en gestion.
Vos qualités de contact, liées à votre esprit d'analyse concrète vous permettront de vous réaliser dans ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 4268 à Lévi Tournay
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra



هكذا من الأصل



OFFRES D'EMPLOIS

SIETAM
IMPORTANTE SOCIETE SUD DE PARIS
recherche

INGENIEURS
DEBUTANTS ou D'EXPERIENCE
réf. 1317

génie électrique ou génie mécanique pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX
réf. 1318

en électricité industrielle, ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T., sens du commandement nécessaire.

Pour ces postes : déplacements France et étranger, anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous la référence choisie à :
SIETAM - Service Montage
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

HEBDOMADAIRE ECONOMIQUE ET FINANCIER
recherche
JOURNALISTE
même débutant
Connaissant bien la Bourse, les Affaires et ayant de bonnes notions d'analyse financière.
Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 3520 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Association d'accueil international
cherche **H. ou F.**
pour secrétariat tourisme
Trilingue (allemand et anglais parlés et écrits)
Compétences dactylo (30 mots/mn)
Ouverture à l'informatique.
Expér. profes. appréciée.
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions.
Ecr. s/n° 8.879 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Holding 25 sociétés ch.
CADRE JURIDIQUE
Ecr. s/réf. 4433 à Lichau S.A., BP 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS
Recrute
RÉDACTEUR
POUR INFORMATIONS SUR LES SOCIÉTÉS, EXPÉRIENCE DES SERVICES D'ÉTUDES DE BANQUE OU D'ANALYSE FINANCIÈRE SOUHAITÉE
ADRESSER CANDIDATURE S.G.P. 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

Sté négoce matières premières pour sidérurgie d'aciers spéciaux membre groupe international proximité immédiate de PARIS (nord), rech. COMMERCIAL agressif, environnement international. La formation spécialisée est assurée. Les perspectives de carrière dépendent de vos capacités. Env. C.V. et prét. MO 84818 BLEU 17, rue Lebel 94307, VINCENNES CEDEX qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE offre situation d'avenir à :
JEUNES CANDIDATS
Dynamique titulaire d'une maîtrise de gestion option finances ou École de Commerce
Les candidats retenus devront avoir de grandes facultés d'adaptation, une excellente connaissance de l'anglais et une bonne présentation.
Envoyer C.V. et lettre manusc. s/n° 300.716 M
REGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

AGENCE DE PRESSE INTERNATIONALE
recherche
UN EDITEUR PHOTO
Bilingue français-anglais
Adresser C.V. s/n° 300.875 M
REGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, Paris-7e

SOCIÉTÉ ÉDITION REVUES TECHNIQUES
Cherche
SEC. RÉDACTION MAQUETTISTE
Débutant (e) ou exp.
Env. C.V. à PYC Édition 254, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

CH. POUR BOUTIQUE GALERIE DE VERRES CONTEMPORAINS
VENDEUSE
Niv. Bac minimum, anglais indispensable, autre langue appréciée. 30 ans minimum.
Env. C.V. manuscrit avec photo QUARTZ — 12, rue des Quatre-Vents. 75006 PARIS.

CIBLE
recherche D'URGENCE
ANALYSTES
Référence AE 5
- analyse et encadrement de 4 personnes ;
- réalisation du cahier des charges et du cahier des programmes ;
- suivi des tests ;
- mise en place ;
- expérience minimum 3 ans dans la fonction.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
Référence AP 5
- I.U.T. + 3 ans expérience ;
  1° T.P. + BATCH ;
  2° transactions IMS ;
  3° maintenance + évolution système.
- Ces postes (réf. AE5 et AP5) sont à pourvoir dans un environnement gros systèmes IBM sous MVS.
  Connaissance indispensable de PL1 - IMS/DB-DC et TSO.
- Expérience minimum de 3 ans dans la fonction.

720-82-66
23, rue Vernet, 75008 Paris.

Nous sommes l'une des premières sociétés françaises de services et d'ingénierie en informatique de 1100 personnes et nous recherchons pour Paris La Défense notre
RESPONSABLE PAIE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL H.F.
Rattaché à la Responsable du personnel, vous animerez une équipe qui assure la paie informatisée et le suivi administratif des dossiers individuels de la société mère.
Vous prendrez en charge progressivement la paie des filiales et construirez l'organisation de l'administration du personnel pour l'ensemble du groupe.
Vous suivrez la législation sociale et veillerez à son application.
Vous possédez une expérience solide dans un poste comparable, une réelle aptitude à l'animation, et vous êtes attaché à la qualité du service rendu.
Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant sur l'enveloppe la référ. 6485 à : MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75081 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

GENIOUS SYSTÈMES rech.
INGÉNIEURS
LOGICIEL T.R., SOLAR, PDP, 68.000, 80/86...
pour grands projets.
Tél. : 605-35-80.

Dans le cadre de son expansion rapide (35 millions de C.A., + 40 % par an)
l'Etudiant
recrute son Responsable Vente-Diffusion.
Bonne expérience NMPP, librairie et surtout VPC nécessaire. Adresser C.V. et prétentions à Benoît PROT, L'ETUDIANT, 11, rue de la Ville-Neuve, 75002 Paris.

EYQUEM
1, RUE LAVOISIER
92002 NANTERRE CEDEX
NOUS SOMMES LE PREMIER FABRICANT
DE BOUGIES D'ALLUMAGE
POUR AUTOMOBILES FRANÇAIS.
DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION NOUS RECHERCHONS
UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
LE CANDIDAT AURA la responsabilité du parc Machines existant et de la mise en place des nouveaux matériels.
IL COLLABORERA directement avec le Directeur d'usine pour atteindre les objectifs fixés et disposera de moyens importants.
NOUS SOUHAITONS TROUVER POUR CE POSTE DE CONFIANCE UN INGÉNIEUR A.M. ou assimilé d'une trentaine d'années.
USINE SITUÉE A 35 KM DE SAINT-ÉTIENNE.

NOTRE CRÉNEAU :
Aider les entreprises des P.V.D. à mieux gérer leurs ressources humaines.
VOTRE MÉTIER :
La fonction Personnel, exercée en entrepr. ou comme Conseil.
VOTRE STATUT :
Vacataire, avec contrat à durée déterminée (celle de chaque mission).
NOS OFFRES :
Des honoraires élevés et un intéressement aux résultats.
Informez-vous des opportunités proposées en écrivant à AMP sous réf. n° 4416/JR, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e, qui transmettra.

Commercial très expérimenté location de camions.
Ecr. à MESSY, 20, r. Stalingrad, 94 FRESNES.

Collège expérimental sous contrat recherche PROF. SUPPLÉANT
Maths et physique.
Temps complet pour année en cours.
Ecrire au n° MO 84817 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cédex, qui transmettra.

Constructeur informatique recherche
INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS connaissant 8086.
Très urgent. 784-74-52.

ENSEIGNANT VACATAIRE
Anglais commercial.
Alphabétisation.
C.V. et prét. à E S FORMATION, 10, rue A.-Arnault, 91120 PALAISEAU.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
LUBRIFIANTS PRODUITS CHIMIQUES
proche banlieue ouest de Paris recherche POUR SON LABORATOIRE
INGÉNIEUR CHIMISTE
IL DEVRA ANIMER une équipe chargée du contrôle, de la formulation et de la recherche des produits nouveaux.
LE CANDIDAT AURA, si possible, une expérience dans LA FORMULATION DES LUBRIFIANTS.
Env. C.V. s/n° 2.264, à PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

Le Monde
Emplois Cadres
L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI
CHAQUE MERCREDI PRIX 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
Code postal ______ Ville ______
Nombre d'exemplaires ______ x 7 F (frais de port inclus) ______

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

formation professionnelle



ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE
COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
– ANGLAIS COURANT.
– ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».
1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. Téléphone : 522-51-18.

STAGE 3
INSTITUT D'INFORMATIQUE
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS DE GESTION
Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
initiation, langages BASIC ou COBOL.
26, rue Bergère Paris 9ème M° Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

Assistance et Conseil International en Logiciel



Formation professionnelle
d'ANALYSTE PROGRAMMEUR
Opportunités de placement
Tél : 723.55.18 - 38, rue de Bassano - 75008 PARIS
Métro : Etoile - George V.

CHOMAGE CONNAIS PAS !
Stage Programmeur sur IBM en cours du soir. 245-46-18.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

traduction demande

Traductions techniques anglais, français, allemand par traductrice expérimentée. Téléphone : 341-35-56.

DEMANDES D'EMPLOIS

J. Mellen ing. TP et Bât. recherche emploi enseignant ou entreprise.
Préf. Gabon, Cameroun, Congo ou tt pays africain.
Ecr. C.U.B.A. EL-HARRACH D 148 ALGER.

H. 37 ans, 7 ans expérience de dessinateur-maquettiste en imprimerie, plus connaissance photo N et B, 1 C.A.P. de peintre en lettres. Cherche emploi dans publicité-imprimerie ou création graphique.
Faire offre à : Eric AUBRY, 12, rue Frédéric-Chopin, 76000 ROUEN.
Tél. : (35) 61-20-47.

CADRE COMPTABLE ET ADMINISTR., 49 ans, 26 ans expér. profess., connaiss. contrôle gestion, sérieuses réf., rech. p. stable. Libre de suite.
Ecr. s/n° 1.856 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 32 a., anglophone, bilingue, dipl. ens. sup., 4 ans banquier intern. cherche poste à resp. dans sect. banque de préf. Paris ou région Paris.
Ecr. s/n° 1.857 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 29 ans, D.E.A. Econ., D.E.S.S. géog., aménag. angl., espagn., ch. empl. Tunisie, Maroc, France. Ecr. : Ch. Chailleu, 1, rue Ch.-Dullin, 44100 Nantes.

Ingénieur ECE + IAE (39 ans), bonne expérience commerciale (secteur électronique) + généraliste d'entreprises, dynamique et efficace pour seconder patron P.M.E. T. : 990-75-77.

POUR VOTRE P.M.E.
Hme 42 ans, Universit. trilingue, gde exp. P.M.E., 50 à 200 personnes, gest., organisation et développ. jurid., social, personnel, sens relations sociales. IMPORT-EXPORT.
Ecr. s/n° 6.719 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Vous avez du personnel immigré. Vous voulez établir un meilleur contact entre celui-ci et la Direction. DIRECTEUR PERSONNEL, 22 ans d'expérience, crée activité conseil, spécialisée dans les différents aspects des relations avec le personnel immigré : amélioration du climat social, formation, prise en charge des dossiers d'aide au retour.
Ecr. n° 3.578, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

Hme 49 ans expér. Directeur du Personnel, 22 ans, connaissance milieu immigré, parlant couramment arabe et kabyle. Rech. poste DIRECTEUR PERSONNEL ou Conseiller de Direction. Paris ou proche banlieue.
Ecr. n° 3.580, Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75001 Paris.

J.F. 24 ans, niveau BEP, dactylo, cherche emploi de bureau.
Ecr. s/n° 8.721 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPERT COMPTABLE
ESC, 41 ans, large expérience entreprise, domaines financier, fiscal.
Ecr. s/n° 1868 le Monde, Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille, 20 ans, niveau Bac G1, débutante, bilingue anglais cherche place stable en qualité de :
- dactylo ;
- employée de bureau ;
- hôtesse standardiste ;
- ou autre.

Réponse : Valène BOURDON, 14, rue Emile-Desprez, 93700 DRANCY.

H. 28 ans, maîtrise Sc. Humaines, lic. technologie, médiatique, ch. emploi chef de projet : EAO télémat., banque données. Tél. : 411-21-53.

Jeune centralien + HEC, majeure, entrepreneurs + expér. inform., propose sa candidature à société ou cabinet conseil en organisation et/ou ingénierie informatique.
Ecr. s/n° 1.871 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 34 ans, licencié en droit, 10 ans d'exp. gestion du personnel (paies, ressources humaines, formation, relations sociales), ch. emploi Chef ou Directeur du personnel et (ou) des ressources humaines, juriste droit social.
Libre rapidement.
Ecrire sous le n° T 069.565 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 28 ans, célibat., ingénieur électronic., informatic., expér. sur système télex, ch. emploi branche de l'électronique ou de l'informatique, accepte déplacement en France ou à l'étranger. Tél. Bur. : 030-82-80, poste 546, sauf le vendredi.

J.F. ch. travail mi-temps, ménages et courses chez personne âgée. Logée-nourrie.
Tél. : 477-03-06.

J.F. 21 a., DUT Techniques, commercialisation, stage 3 mois negos. commerciales, ch. place stable PARIS ou région parisienne. Libre de suite. Étudie toutes propositions.
Ecrire s/n° 13.457, P.M.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transm.

DIRECTEUR PERSONNEL
54 a., rech. travail région PARIS ou PROVENCE.
Ecr. s/n° 1.740 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EX. MÉDECIN-CONSEIL
grosse expér. expertises rech. activité médicale à mi-temps étud. ttes propos. Paris-banl.
Téléphone : 250-13-30.

Ingénieur confirmé en génie climatique, excellentes références professionnelles dans projets réalisations, gestion gds chantiers, France et Algérie rech. poste à respons. basé à Marseille, à caractère exportation sur Afrique du Nord.
Ecrire sous le n° T 069.569 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT
Jeune femme dynamique, avec expérience dans l'enseignement sup., Ph. D. américain en littérature française (université de Californie : 1980-84) doctorat 3e cycle en anglo-américain à Paris-VII, licence Sciences Po, DEUG droit, recherche poste de professeur. J'étudie toutes propositions dans télévision, édition, journaux, radio et cinéma. Je veux bien travailler pour vous gratuitement pendant un mois pour vous montrer mes compétences.
Merci de contacter Madame Ohana, 2, rue Euler, bloc 28, 94000 Créteil.
Tél. : 339-19-44.

occasions

Sté Ouest-Africaine vend 30 épaves de bateaux. Rens. par télex Mme Ademah 5354 Sewtel — Lomé — Togo.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre FIAT Ritmo 60, modèle 83, 44 000 km, autoradio FM, essuie-glace arrière. Très bon état. Prix : 29.000 F.
Téléphone : Bur. 389-75-27.
Dom. : 490-78-39.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

Arts et Métiers (3e), 2 pièces 40 m², immeuble ravalé, grand séjour avec balcon, 1 chambre, s. de bns, cuisine, w.-c., chauff. central, 4e ét. avec ascens. + 1 cave. Prix : 380.000 F. Tél. : 530-07-68 après 19 h 30.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate.
Reste 2 appts de 4 et 5 PCES + un DUPLEX 6e et 7e étage, 5 P. avec 158 m² de TERRASSE. Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

SEINE BEAUX ARTS
Et. Élevé, asc., 75 m². 703-32-44.

14e arrdt

VIEUX MONTPARNASSE
Maison de sculpteur 120 m²
Bel atelier + 2 p., cuis., bains.
Prix : 1 million 3.
Mardi 13 h/15 h 30,
7, rue CELS ou 296-58-88.

DENFERT RASPAIL, asc. 703-32-31
130 m² PLEIN CIEL

18e arrdt

MAIRIE DU 18e
53, rue du Simplon
dans immeuble neuf, standing (habitable de suite).
Restent quelques
STUDIOS, 2 et 3 Pces
avec parking
Prix bénéficiant pour certains de prêts conventionnés.
Sur pl. du mardi au samedi, de 14 à 19 h ou tél. 258-44-95.
CECOGI s.a. (1) 575-62-78.

93 Seine-Saint-Denis

MONTREUIL (93) 50 m métro Mairie-de-Montreuil, bus, tous commerces. 8. duplex, 4/5 p., 7e-8e (dernier étage), petit immeuble standing 75. Tout confort, sans vis-à-vis, ensoleillé, double exposition nord-est sud-ouest, calme, jardins, larges balcons, terrasse, interphone, superficie totale 155 m² + cave et box plain-pied, 1 050 000 F. T. 858-85-81.

Province

DIEPPE
Résidence Le Bas Fort Blanc, en bord de mer. Du studio au 3 P. av. balcon. Exemple : 2 P. : 325.000 F. Excellentes prestations. Renseignements SOGI 18 (1) 386-17-10 Hres bur. et 797-91-51 soir et week-end.

Chaque jour dans cette rubrique
Vous trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire
873-20-67, même le soir.

AGENCE DE L'ÉTOILE
rech. appts de BON STAND.
POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE
Mme de DIESBACH
380-26-08.

JEAN FEUILLADE 54, av. de La Motte-Picquet-15e. 566-00-75
Rech. pour clients sérieux APPTS 200 m², 15e, 7e arrdts.

URGENT achèterai APPT GD STAND. 160 à 250 m² av. Montaigne ou r. voisines.
Ecr. SIP Publicité (sous/réf. 3175) 11, rue d'Uzès, 75002 Paris qui transmettra.

MICHEL BERNARD
RECH. A VENDRE OU A LOUER APPTS, H. PART., REG. PARIS BON QUARTIER, BON STAND.
TÉLÉPHONE : 502-13-43.

GROUPE DORESSAY
Pr CLIENTÈLE FRANÇAISE et ÉTRANGÈRE, rech. PIED-A-TERRE, APPTS, HOTEL PARTIC. ACHAT OU LOCATION. Rive Gche, 8e, 16e, 17e, Neuilly. 624-93-33.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
HESTIA - 296-58-46
91, rue de Richelieu (2e).

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-banlieue
707-22-05
CENTRE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard, PARIS-5e. Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs et personnel cours mutation pour SOCIETE EUROPEENNE INFORMATIQUE rech. Appts 2 à 8 p., studios, villas Paris-Banlieue. 504-48-21.

Journaliste Monde cherche appt 3 chbres centre Paris. Prix max. : 6.500 F C.C.
Ecr. s/n° 8.720 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. cherche location Paris, grand studio ou deux pièces. Agences s'abstenir. Accepte reprise si bas loyer. Sérieuses références. 2 000 F maximum. Tél. : 553-78-82.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, ttes banl., loyer garanti Tél. 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou Ambassades. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPTS STANDING UNIQUEMENT
562-78-99.

immeubles

COURCHEVEL 1650
Pptaire vend en direct IMM. de 12 appart. aménagés (cuis., mobilier réserve skis) sur 4 niveaux avec asc., libre d'occupation. Etudierait toute proposition et montage financier, adress. à N° 35 394, COFAP, 40, r. de Chabrol, 75010 Paris.

pavillons

DANS LE ST - CHEVRY GIF-SUR-YVETTE
5 mn - R.E.R.
30 mn PARIS par Autoroute
Centre commercial, écoles, C.E.S., tennis, golf, etc.
MAISON A VENDRE avec cuis., gd séjour, 4 ch., 2 bns, gar. double, terrasse, S.-Ouest, barbecue, cave, terr. clos de 840 m², le tout en excell. état. 1.200.000 F. T. : 012-43-57.

maisons individuelles

COMMUNE DE MASSILLARGUES ATUECH GARD (prox. d'Anduze)
Vend 2 maisons :
1) Maison ancienne (sans terrain) dans village. 120.000 F.
2) Ancienne Poste, année 1930, 5 pièces, petit terrain. 350.000 F.
Possibilité débattre prix.
S'adresser : Mairie de Massillargues-Atuech, 30140 Anduze, ou tél. : (66) 61-71-65.

terrains

ARGELÈS-SUR-MER, Pyr.-Or., part. vend terr. viab. 10 000 m². 250.000 F. Zieman, 2, pl. de Belgique. Perpignan.

viagers

ST-CLOUD PARC BEARN SÉJOUR + CHAMBRE, 75 m² PARKING. 567-22-28.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE ANTENNE À PARIS
Bureau ou domiciliation avec secrétariat partagé
Téléphone : (1) 346-00-65.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télex.
Téléphone : (1) 727-15-69.

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AVENUE VICTOR-HUGO
150 A 340 F PAR MOIS
SECRÉTARIAT, TÉL, TÉLEX
CIDES 500-64-32.

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92
Burx meublés, domiciliation secrét., tél., télex Boulogne
ACTE 92 - Tél. 603-38-32.

Siège social, R. ST-HONORÉ
Constitution stés tous serv.
PARIS-ILE-DE-FRANCE INITIATIVES. 280-91-63.

URGENT sté recherche 4 bureaux, 8e arrondissement.
Téléphone : 222-31-14.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM - RC - SARL
Constitution sté. 763-47-14.





économie

REPÈRES

Dollar : légère hausse à 9,69 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est inscrit en légère hausse lundi 28 janvier, à 9,69 F contre 9,66 F et à 3,17 DM contre 3,16 DM.

Informatique : faibles ventes pour le Macintosh d'Apple.

La société californienne Apple n'a vendu que pour 200 millions de dollars de son dernier-né, le Macintosh, au quatrième trimestre de 1984. Résultats décevants pour son président, M. Steve Jobs, qui espérait mieux de la période de Noël, en général favorable. La raison : la concurrence d'IBM, qui a réduit les prix de son PC Junior. Apple est considérée comme la dernière société au monde à pouvoir s'opposer au numéro un dans la micro-informatique.

Crédits bonifiés : stabilité dans l'agriculture en 1985.

L'enveloppe des crédits bonifiés distribués par le Crédit agricole est, en 1985, avec 14,9 milliards de francs, pratiquement identique à celle de 1984. 9,7 milliards sont attribués aux crédits d'équipement agricole, dont 4,5 milliards aux prêts d'installation des jeunes (+ 7 %), 3,3 milliards aux prêts à la modernisation (+ 8,2 %), 1,4 milliard en prêts spéciaux d'élevage. Par ailleurs, une enveloppe de 500 millions ira aux prêts pour les productions végétales spéciales, telles les serres, l'arboriculture et la viticulture. Augmentation également des prêts aux départements d'outre-mer, qui passent de 300 millions à 350 millions. L'enveloppe attribuée au marché foncier diminue de 1,6 milliard à 1 milliard, ce recul reflétant l'état du marché.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,6920	9,6935	+ 155	+ 165	+ 295	+ 315	+ 740	+ 840
$ can.	7,3153	7,3181	+ 18	+ 36	+ 46	+ 77	+ 193	+ 285
Yen (100)	3,8120	3,8141	+ 120	+ 130	+ 235	+ 251	+ 731	+ 779
DM	3,0581	3,0592	+ 109	+ 117	+ 216	+ 228	+ 625	+ 668
Florin	2,7051	2,7063	+ 93	+ 98	+ 183	+ 192	+ 532	+ 569
F.B. (100)	15,2847	15,2918	– 63	– 23	– 113	– 34	– 277	– 26
F.S.	3,6416	3,6435	+ 134	+ 146	+ 274	+ 290	+ 873	+ 927
L (1 000)	4,9620	4,9653	– 184	– 166	– 397	– 356	–1 069	– 984
£	10,7688	10,7801	– 265	– 215	– 518	– 437	–1 229	–1 043

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 9/16	8 11/16
DM	5 9/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 7/8	6 1/8
Florin	5 3/4	6	5 11/16	5 15/16	5 7/8	6	6	6 1/8
F.B. (100)	10 1/8	10 5/8	10 9/16	10 7/8	10 9/16	10 7/8	10 1/2	10 7/8
F.S.	3/4	1 3/4	5 3/8	5 1/2	5 5/16	5 7/16	5 1/4	5 3/8
L (1 000)	14	15	14 5/8	15	14 3/4	15 1/8	14 1/2	14 7/8
£	11 3/4	12	12 7/8	13 1/8	12 11/16	12 13/16	12 5/16	12 9/16
F. franç.	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 3/8	10 5/8	10 7/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

La compagnie nationale du Koweit essaye de constituer un réseau de distribution en France

Après plus d'un an d'hésitation, de contacts et d'études (*le Monde* du 14 février 1984), la compagnie d'État koweïtienne KPC (Kuweit Petroleum Corporation) a décidé de constituer un réseau de distribution de produits pétroliers en France. Sa filiale KPI (Kuweit Petroleum International), qui compte déjà, grâce au rachat depuis 1983 des actifs de la Gulf dans plusieurs pays européens (1), quelque trois mille stations services et trois raffineries sur le vieux continent, a ouvert des négociations avec plusieurs distributeurs et importateurs indépendants dits « A 3 » français. « *A partir du moment où nous avons décidé de pratiquer le marché français, nous allons investir pour sécuriser notre marché. Cela va se faire, avec ce que nous allons trouver dans le réseau français* », nous a déclaré un des responsables de la compagnie en Belgique.

KPI vend en effet déjà en France, sous la marque Gulf, des quantités relativement faibles de produits pétroliers, (carburants, fuel, huiles, etc.), mais la compagnie, comme la plupart des raffineurs étrangers, se heurte à de nombreux obstacles administratifs, logistiques et structurels inhérents au réseau français. *Pour aller plus loin, elle est* donc contrainte d'investir.

Cette affaire, qui inquiète fort les raffineurs français, illustre à la fois les limites réelles de la concurrence internationale sur le marché intérieur et les problèmes posés par développement de nouvelles raffineries dans le Golfe. L'irruption de la KPC en France, qui précède celle, probable, d'autres concurrents (saoudiens, norvégiens, par exemple), est un peu considérée par les sociétés françaises de raffinage comme l'arrivée d'un chien dns un jeu de quilles. Ce n'est pas un hasard si le même jour, jeudi 24 janvier, deux responsables de la profession, dont le président d'ELF, M. Pecqueur, se sont inquiétés publiquement de l'arrivée des produits raffinés en provenance du Moyen-Orient.

Relativemnt ignorée lorsque, il y a environ deux ans, elle avait commencé à s'intéresser au marché français, la KPC a une stratégie limpide : *s'assurer, en contrôlant* directement des réseaux de distribution, des débouchés sûrs pour ses *produits. Le Koweït raffine* désormais environ 80 % de sa production de brut. Or les réseaux dont il a déjà *pris le contrôle* ne suffisent pas pour écouler cette production. Selon une note interne d'un raffineur français, la *KPC* exporte actuellement vers l'Europe (sa principale destination avec 40 % du total exporté) environ 8 millions de tonnes par an, contre 3 millions en 1980. Compte tenu des extensions de raffineries en cours, ces exportations passeront vraisemblablement à environ 10 millions de tonnes en 1985 et de 12 à 15 millions en 1990. S'ajoutent à cela les productions issues des trois raffineries *rachetées* à la *Gulf en* Europe. Au total donc, la KPC commercialisera en Europe, 14 millions de tonnes environ *en 1985 et 17 à 22 millions* en 1990... à comparer avec les débouchés assurés qu'elle détient grâce au rachat des réseaux Gulf dans six pays, soit seulement 6 millions de tonnes par an environ. Il faut donc s'attendre, conclut la note, à un comportement commercial « *agressif* » de la part de KPC.

Cette agressivité se manifeste déjà, assurent en chœur les raffineurs *français, dans le Benelux et en* Suède où les réseaux KPC-Gulf sont accusés de « *casser* » les prix, ce dont les intéressés se défendent. Ils ne se défendent pas, en revanche, d'avoir des visées sur les trois grands marchés européens dont ils restent, pour l'heure, quasiment absents : Grande-Bretagne, RFA et France. Au Royaume-Uni, des négociations se poursuivent pour le rachat du réseau *britannique de la Gulf*. En Allemagne fédérale, la compagnie s'appuie sur les grands distributeurs indépendants, après avoir tenté en vain de racheter le réseau ouest-allemand d'ELF-Aquitaine.

Trois obstacles

Reste la Fance, où KPC, comme les autres fournisseurs étrangers, *peu nombreux (2) se heurtent* à des obstacles de trois ordres :

● Administratifs : la réglementation découlant de la loi de 1928 impose à tous les importateurs bénéficiant d'autorisations spéciales (les « A 3 », de garantir 80 % de leurs approvisionnements par des contrats à long terme (*trois ans*), conclus avec des raffineurs européens. En théorie, rien n'empêche les compagnies de la CEE de conclure de tels contrats avec les indépendants français. Dans les faits, il n'en était rien jusqu'à présent car les raffineurs européens répugnaient à s'engager à long terme sur la base des prix intérieurs français, fixés par voie administrative. *Les importateurs, de leur* côté, redoutaient de s'engager sur la base des prix internationaux, qui, la *plupart du temps, ne correspondaient* pas aux tarifs intérieurs français. La libération totale des prix *intérieurs*, qui devrait intervenir prochainement, devrait, en partie, lever cet obstacle, les tarifs français devant à l'avenir évoluer comme les cours mondiaux... à condition que l'administration joue le jeu. Les mésaventures récentes de la KPC sont fort instructives. La société (par l'intermédiaire de sa filiale belge, donc considérée comme raffineur européen) a, en effet, conclu en octobre 1984 douze nouveaux contrats avec des indépendants portant sur la vente de 500 000 tonnes de fuel domestique et de gazole. Mais elle attend toujours l'homologation, par l'administration, de ces *contrats*.

● Le deuxième obstacle aux importations est d'ordre logistique. Les indépendants français ont en effet trop peu de capacités de stockage et un rythme d'écoulement trop faible pour absorber individuellement des quantitiés importantes de produits. Faute d'organisation, les possibilités d'échange entre distributeurs de différentes régions *sont en outre limitées*.

● Troisième difficulté, sans doute la plus grave : le manque d'indépendance réelle des distributeurs dits « indépendants » vis-à-vis des raffineurs français. « *Les vrais indépendants, se comptent sur les doigts des deux mains* », explique M. Bredèche, négociant. Outre leurs filiales directes, les raffineurs ont depuis quelques années pris le contrôle de *fait de très nombreux* importateurs et distributeurs. Ainsi le groupe ELF vient-il de prendre le contrôle de la société *Blanzy-Ouest*, chauffagiste et important distributeur de fuel de la région parisienne. Les derniers vrais indépendants sont pris en tenaille entre les raffineurs, qui vendent quasiment tous au prix maximum fixé par l'administration et les filiales plus ou moins directes de ces *compagnies, qui bénéficient*, elles, de rabais sur ce prix et les concurrencent directement.

A la fois aiguillon à la concurrence, donc bénéfique dans une perspective de libération des prix, et concurrent dangereux de l'industrie française, l'affaire KPC pose aux autorités un problème délicat. Le raffinage français a encore perdu l'an passé 7 milliards de francs. *Libérer* les importations, en supprimant notamment la règle des 80 % d'approvisionnement par contrats imposée aux indépendants, comme l'étudient les pouvoirs publics, ne risque-t-il pas d'accélérer la mise hors service d'une partie des capacités françaises de raffinage ? C'est ce qu'affirment les compagnies nationales, faisant valoir qu'il serait injuste dans ce cas de continuer à leur imposer de s'alimenter à 90 % dans les raffineries françaises.

Mais libérer les prix sans laisser jouer une véritable concurrence internationale risque de s'avérer à moyen terme *défavorable* aux consommateurs français.

V. M.

(1) En 1983 la KPC a successivement racheté les réseaux de la Gulf dans tout le Benelux, au Danemark, en Suède puis en Italie. Elle a également pris le contrôle de trois unités de raffinage aux Pays-Bas, au Danemark et en Italie.

(2) Outre la KPC vendent actuellement en France, plus ou moins régulièrement, les sociétés Agip et Fina, Amaco, Texaco (qui possède une filiale en France), Aral, Chevron, quelques raffineurs espagnols. L'Arabie saoudite, qui a également développé des capacités de *raffinage importantes, pourrait être* bientôt intéressée par la France, bien que l'essentiel de sa production doive *être écoulée par les sociétés* Mobil et Shell. Les Norvégiens (Statoil), certains raffineurs britanniques (CONOCO) et espagnols *pourraient* également tenter de vendre dans l'Hexagone.

La libération des prix des produits pétroliers

DES RABAIS DE 40 CENTIMES SUR LE SUPER

L'éventualité d'une prochaine libération des prix des produits pétroliers (*le Monde* du 25 janvier) a d'ores et déjà provoqué une baisse des prix. Ainsi, à Valognes, dans la Manche, trois points de vente affichent-ils des rabais de 40 centimes par litre sur le super, soit 22 centimes de plus que les rabais autorisés (18 centimes par litre).

Ces 40 centimes pourraient représenter sur un marché des produits pétroliers déprimé, l'équivalent de la baisse maximum actuellement en vigueur dans les régions de forte concurrence.

Cette libération – qui devrait donc réjouir à court terme les automobilistes – ne se passera pas sans difficultés. Dans l'Aude, par exemple, les adhérents de la SAMAC (*syndicat audois de la mécanique* automobile et de la carrosserie) ont annoncé leur intention de bloquer dès le 29 janvier les dépôts de la raffinerie de Port-la-Nouvelle afin d'obtenir des compensations financières.

CONJONCTURE

La tour de Babel du tiers-monde

(Suite de la première page.)

Or que voit-on depuis les années 50 ? Une succession de « prêts-à-porter » taillés par l'Occident pour les pays du Sud. Au « trade not aid » (le commerce, non l'aide) succéda la mode de l'industrialisation : l'économiste américain Walt Rostow avait démontré, dans un ouvrage célèbre sur « *les étapes de la croissance* », que, si les pays du tiers-monde suivaient les mêmes voies que l'Occident, ils arriveraient au bout d'un certain temps aux mêmes résultats. *Ce* simplisme *ouvrit* la voie à ceux qui préconisèrent le renforcement de l'aide au développement, jusqu'à ce qu'on se rendît compte que l'ampleur de l'effort devrait être *tel qu'on ne* pouvait s'en tenir là.

Et si l'on organisait le pouvoir collectif des pauvres dans les négociations avec les riches, notamment au sein des Nations unies ? L'idée du dialogue Nord-Sud était née. Elle ne mit pas longtemps à s'effilocher. Mais qui sont réellement les pauvres ? Les paysans. Et la Banque mondiale de préconiser *hardiment* que l'agriculture devait être la première servie et tous les efforts concentrés sur les « besoins essentiels » de l'être humain. Allant toujours vers le plus concret, les organisations non gouvernementales se firent l'apôtre des micro-réalisations et du développement autocentré.

Retour au pragmatisme

Ce rapide survol d'une route en zigzags devrait rendre modeste. Il n'y a pas une clé du développement mais de multiples possibilités, suivant le terrain.

L'Asie du Sud-Est a appris à s'insérer dans les échanges internationaux ; l'Afrique noire s'enfonce tragiquement dans le dénuement ; l'Inde exporte des *denrées* alimentaires, mais la faim règne encore dans certaines zones ; la Chine et le Brésil n'ont évidemment pas *tout* à fait coulé dans le même moule leur système de croissance, etc.

De l'air, de l'air... Le retour au pragmatisme devrait faire du bien après toutes les désillusions entraînées aussi bien par les mutations politiques (Vietnam, Cambodge, Iran, etc...) *que par les apriorismes* économiques (construction d'énormes barrages (4) ou d'usines qui rouillent doucement). De même, la lumière mise aujourd'hui sur les micro-réalisations est *tout à fait* justifiée, mais généraliser le système sur une grande échelle est utopique (5).

Enfin, il ne suffit pas d'être pauvre pour être innocent. Bien des gouvernements du tiers-monde ont leur responsabilité dans le « mal développement ». Quant à voir, comme jadis Jean-Paul Sartre, le Sud reprendre le flambeau humaniste qu'a laissé tomber l'Europe, c'est peut-être aller un peu vite en besogne !

Ne jetons pas pour autant « le bébé avec l'eau du bain » et les valeurs attachées au vrai développement avec un tiers-mondisme à la langue de bois. Comme le faisait remarquer Pierre Uri au colloque de « Liberté sans frontières », s'il est par exemple des formes perverses de l'aide qui permettent aux gouvernements de maintenir des systèmes répressifs ou de subventionner les industries, d'autres canaux sont efficaces qui apportent un soutien financier et technique à la population du pays. « *L'investissement privé ne peut faire décoller un pays à partir de rien*, ajoutait-il. *Qu'irait-il faire en Haute-Volta par exemple ? L'entreprise privée ne doit pas être exclue comme moyen de développement, encore faut-il définir le cadre.* »

De même, s'il ne faut pas sacraliser l'idée de détérioration des termes de l'échange, car tout dépend du point de référence, est-il sûr du moins que l'instabilité des prix des produits de base a un effet devastateur sur les économies locales.

La confusion de langues dans les discours sur le tiers-monde est arrivée à un degré peu supportable. De cette tour de Babel sortirons-nous un jour ? Oui, si l'on veut bien admettre que le développement ne peut être ramené à la seule croissance quantitative comme l'ont proclamé François Ferroux, Vincent Cosmao, Albert Tévoêdjré ou Ignacy Sachs (6). Oui, si l'on ne pêche pas par « économisme » et si l'on ouvre largement les yeux sur les conditions politiques de la mise en valeur d'un pays et la répartition de ses ressources. Oui, si l'on y met du cœur, car, comme le disait Einstein, « *il n'y a pas de chemin scientifique qui conduit de ce qui est à ce qui doit être* ».

PIERRE DROUIN.

(4) Lire *Barrages contre le développement ?*, de Claude Reboul, dans la revue *Tiers-monde* d'octobre-décembre 1984 (Presses universitaires de France).

(5) Lire l'article de Gilbert Etienne dans *le Monde* du 15 janvier 1985.

(6) Notamment dans son dernier ouvrage, *Développer les champs de planification*, Université coopérative internationale 1984.

LA CONFÉRENCE DE L'OPEP A GENÈVE

Les pays du Golfe suggèrent une baisse du prix du pétrole de référence

De notre envoyée spéciale

Genève. – Un mois après l'échec de leur précédente conférence, les treize pays de l'OPEP, réunis à nouveau à Genève lundi 28 janvier, restent tout aussi divisés sur la politique de prix. Derrière le débat sur les « différentiels », ces écarts de prix censés refléter les différentes qualités de brut et leur éloignement par rapport aux marchés, qui constitue le principal point de l'ordre du jour de la conférence, se cache un *problème de fond* : *l'OPEP*, après trois mois de crise, doit-elle se résoudre à baisser à nouveau son prix de référence, comme *elle* l'avait fait pour la première fois en mars 1983 ?

Trois propositions

Si certains pays, au premier rangs desquels l'Arabie Saoudite et le Koweit, semblent désormais en faveur de cette solution, reconnaissant ainsi l'échec de la stratégie adoptée en octobre par l'organisation afin de résister aux pressions à la baisse du marché, d'autres, comme l'Iran, la Libye, et surtout l'Algérie, demeurent violemment opposés à toute diminution du prix de référence. Ils *arguent que cette baisse ne servirait* à rien, car elle ne relancerait pas la consommation et serait probablement suivie, à plus ou moins court terme, de nouvelles pressions. « *Le problème est l'inadaptation de la grille des prix à la réalité du marché ; il y a un trop grand écart entre les tarifs des bruts lourds et ceux des bruts légers, ce qui oblige les producteurs de légers à tricher. Si on résout ce problème en rétablissant des conditions de concurrence normales, la crise sera surmontée. Mais certains pays, pour des raisons politiques, veulent en profiter pour faire baisser les prix. C'est un autre débat. Il ne faut pas tout mélanger* », expliquait dimanche soir un membre de la délégation algérienne.

Les discussions entamées dès dimanche au sein du comité ministériel sur les différentiels ont montré que les différentes délégations *n'étaient pas prêtes à modifier aisément* leurs positions. Aucun texte de synthèse n'ayant pu être établi, trois propositions seront faites à la conférence. La première, soutenue par l'Algérie et probablement l'Iran, consiste à réduire l'écart maximal existant entre les bruts les plus *lourds (les moins chers) et les* bruts extra-légers (les plus chers) à 1,50 dollars, contre 3,75 dollars actuellement, sans toucher au brut pivot de référence, l'« arabe léger ». Celui-ci resterait fixé à 29 dollars par baril, tandis que les qualités extra-légères seraient ramenées à 29,75 dollars (contre 30,25 dollars actuellement) et que, à l'inverse, les qualités lourdes seraient relevées à 28,25 dollars (contre 26,50 dollars actuellement).

La seconde proposition, soutenue par le Nigéria, consiste à ramener l'écart maximal entre les différents bruts à 2 dollars. Elle implique une diminution du brut de référence de 1,50 dollar, à 27,50 dollars par baril. Les bruts les plus légers seraient ramenés à 28,50 dollars, les qualités lourdes restant inchangées à 26,50 dollars.

La troisième proposition est soutenue par l'ensemble des pays du Golfe, sauf l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le *Qatar* et les Emirats arabes unis suggèrent de ramener l'écart maximal à 2,50 dollars. M. Yamani, le ministre saoudien, ayant affirmé qu'en tout état de cause il refusait d'augmenter le prix de ses bruts lourds, cette proposition revient à diminuer le prix de référence d'un dollar par baril environ (de 29 à 28 dollars par baril).

Les différentes délégations membres du comité sur les différentiels (1) ont également discuté de la possibilité de changer de référence, en abandonnant l'« arabe léger » pour une autre qualité, plus lourde, ou un panier de bruts de différentes qualités. Aucun accord n'a pu se dégager jusqu'à présent sur cette suggestion, faite par les pays du Golfe.

Deux autres comités se sont réunis au cours du week-end. Le Comité de surveillance a estimé que la production de l'OPEP était en janvier inférieure à 16 millions de barils/jour (2), pour une demande aux environs de 19 millions de barils/jour, ce qui suppose une déstockage *énorme, estimé* par l'OPEP à plus de 4 millions de barils par jour. Il a recommandé le maintien du plafond actuel de production de 16 millions de barils/jour, afin de défendre le prix de référence de 29 dollars. Le Comité exécutif a, de son côté, choisi les sociétés d'audit *international qui seront chargées* dans l'avenir de contrôler, sur les lieux mêmes, la production, les exportations et les prix de chaque pays membre.

VÉRONIQUE MAURUS.

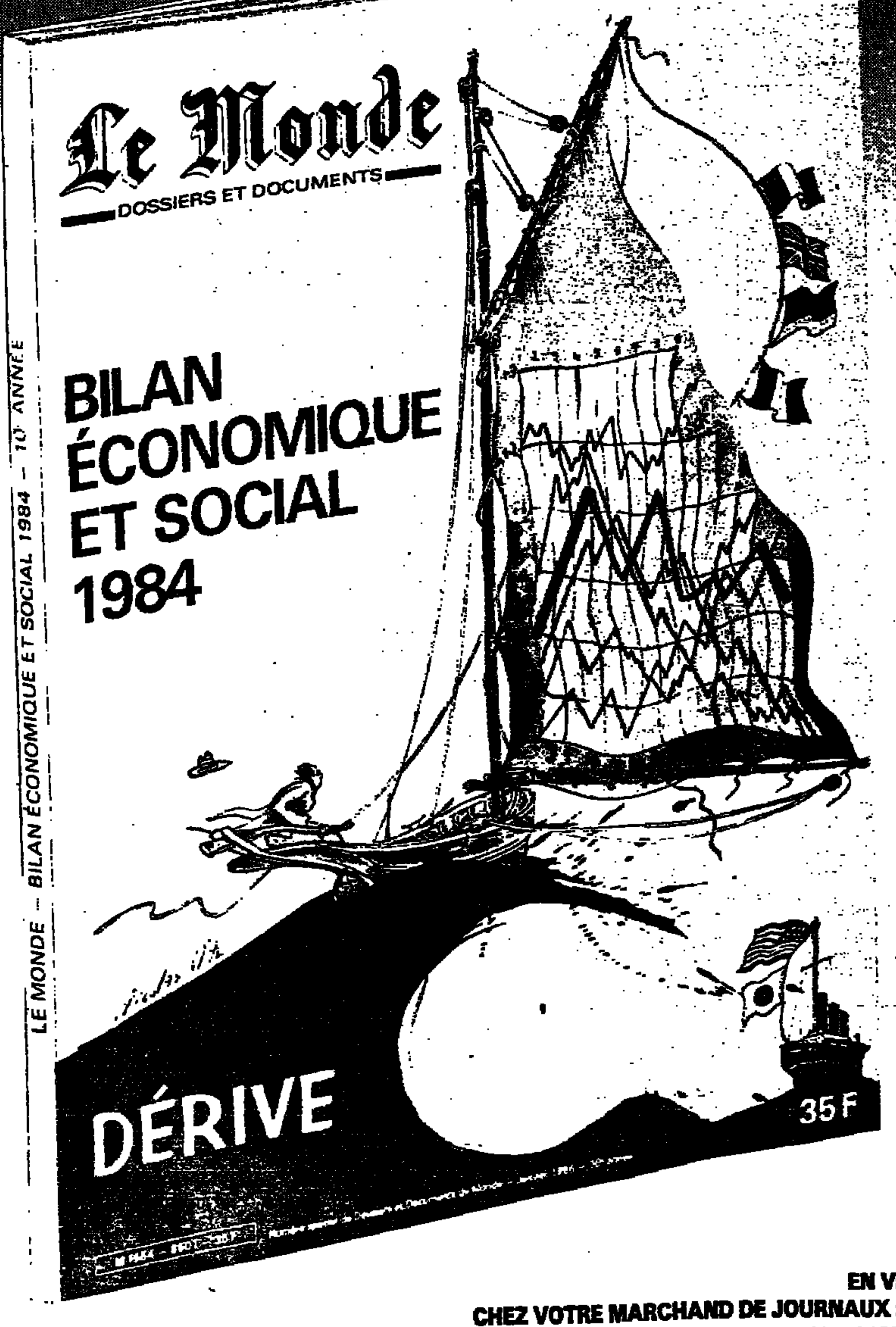
(1) Arabie Saoudite, Algérie, Nigéria, Koweit, Emirats arabes unis, Libye et Qatar.

(2) 1 million de barils par jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

● **Le correspondant du *Wall Street Journal* interdit d'OPEP.** – M. Youssef Ibrahim, correspondant du *Wall Street Journal* auprès de l'OPEP depuis plusieurs années, s'est vu refuser son accréditation pour cette conférence de Genève. *L'organisation reproche* au journaliste américain un article paru le 25 janvier sur les à-côtés des conférences et les dépenses inconsidérées des ministres. Selon le secrétariat de l'OPEP, cette accréditation a été « *temporairement suspendue* » en attendant une décision des ministres.

هكذا من الأصل

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 84



DÉRIVE

Le « Bilan économique et social » du *Monde* a dix ans. En 1975, le premier numéro décrivait un monde en état de crise après le premier choc pétrolier. La dixième édition, intitulée « Dérive », dresse en 196 pages un nouvel état des lieux et établit un constat : le retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon dans la course au développement se creuse. La « dérive » européenne se précise d'alarmante façon.

Montée du dollar et niveau élevé des taux d'intérêt américains, rééchelonnement des dettes en Amérique latine, aggravation de la situation du tiers-monde, progression du chômage en Europe : autant de faits qui ont dominé l'année 1984 et qui sont analysés en profondeur et illustrés de nombreux tableaux et graphiques.

En France, l'austérité fait suite à la rigueur. Le « Bilan » analyse les grandes tendances de l'année et fait le point sur la politique des restructurations industrielles.

Enfin, les correspondants du *Monde* à l'étranger décrivent ce qu'a été l'année économique et sociale 1984 dans cent quarante-trois pays et présentent ainsi, avec cartes et graphiques, une véritable « radioscopie » de la planète, qui ne laisse pas de côté les départements et territoires d'outre-mer.

Le Monde

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1984

NOM .... PRÉNOM ....

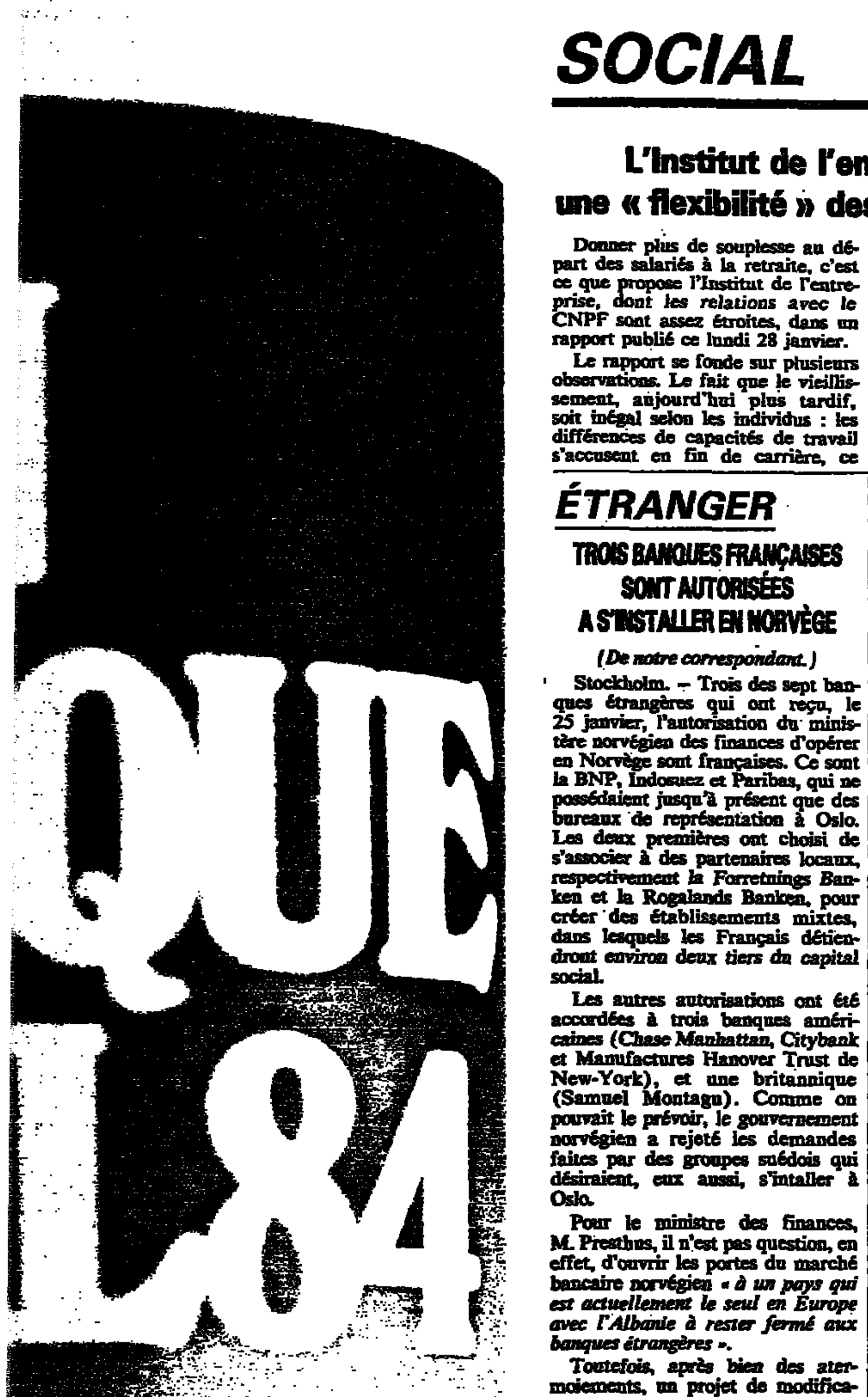
ADRESSE ....

CODE POSTAL ☐☐☐☐☐ VILLE ....

NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) .... X 39,00 F (frais d'expédition inclus) = ... F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au *Monde*, service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 35 F ET AU « MONDE »



SOCIAL

L'Institut de l'entreprise propose une « flexibilité » des départs à la retraite

Donner plus de souplesse au départ des salariés à la retraite, c'est ce que propose l'Institut de l'entreprise, *dont les relations avec le* CNPF sont assez étroites, dans un rapport publié ce lundi 28 janvier.

Le rapport se fonde sur plusieurs observations. Le fait que le vieillissement, aujourd'hui plus tardif, soit inégal selon les individus : les différences de capacités de travail s'accusent en fin de carrière, ce qui s'oppose à un âge fixe de départ à la retraite. L'abaissement uniforme de l'âge de départ à la *retraite* provoque *aussi une stérilisation* des salariés, notamment des cadres, dès la cinquantaine, donc une perte de compétences pour les entreprises, même dans les secteurs à technologies avancées. Le passage brusque à l'inactivité est difficile pour les individus. D'autre part, le système de rémunérations croissant avec l'ancienneté, par sa rigidité, incite les entreprises à se débarrasser de leurs *« anciens »*.

Le rapport propose donc une « flexibilité » des fins de carrière. Les salariés pourraient réduire leur activité avant l'âge « normal » de la retraite, ou la poursuivre plus tard en la réduisant éventuellement. Au début, le salaire net payé par l'entreprise ne serait pas diminué, mais seulement les charges sociales, ensuite le salaire net serait à son tour réduit à mesure que l'activité décline, mais en partie compensé par le versement d'une retraite. Salaire, volume d'activité, âge et modalités de départ à la retraite feraient l'objet d'une négociation globale entre le salarié et l'entreprise.

Ces propositions vont de pair avec l'idée de flexibilité de temps de travail et d'indivisualisation des rémunérations, mais elles apparaissent surtout marquées par le souci de réduire les charges des entreprises : le rapport ne précise guère comment articuler réduction du salaire et versement d'une retraite, ni comment concilier le financement de celle-ci avec la suppression des charges sociales sur une partie de la carrière. D'autant qu'il suggère par ailleurs de prévoir à la fois des rentes liées à l'activité du salarié et des pensions de solidarité destinées à compenser la perte d'autonomie.

G. H.

ÉTRANGER

TROIS BANQUES FRANÇAISES SONT AUTORISÉES A S'INSTALLER EN NORVÈGE

(De notre correspondant.)

Stockholm. – Trois des sept banques étrangères qui ont reçu, le 25 janvier, l'autorisation du ministère norvégien des finances d'opérer en Norvège sont françaises. Ce sont la BNP, Indosuez et Paribas, qui ne possédaient jusqu'à présent que des bureaux de représentation à Oslo. Les deux premières ont choisi de s'associer à des partenaires locaux, respectivement la Forretnings Banken et la Rogalands Banken, pour créer des établissements mixtes, dans lesquels les Français détiendront *environ deux tiers du capital* social.

Les autres autorisations ont été accordées à trois banques américaines (Chase Manhattan, Citybank et Manufactures Hanover Trust de New-York), et une britannique (Samuel Montagu). Comme on pouvait le prévoir, le gouvernement norvégien a rejeté les demandes faites par des groupes suédois qui désiraient, eux aussi, s'intaller à Oslo.

Pour le ministre des finances, M. Presthus, il n'est pas question, en effet, d'ouvrir les portes du marché bancaire norvégien *« à un pays qui est actuellement le seul en Europe avec l'Albanie à rester fermé aux banques étrangères »*.

Toutefois, après bien des atermoiements, un projet de modification de la législation en vigueur sur le marché du crédit sera soumis aux députés suédois au cours de la session parlementaire de printemps. Et, si le calendrier est respecté, la Suède devrait autoriser l'établissement de quelques banques étrangères à Stockholm à compter de l'année prochaine. Six banques françaises déjà représentées dans la capitale suédoise sont sur les rangs.

A. D.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● **La prochaine Talbot commercialisée sous la marque Peugeot ?** – Pour la première fois, le président de Peugeot SA, M. Jacques Calvet, *dans un entretien accordé au magazine l'Action automobile*, n'exclut pas que la C 28, prochain modèle de milieu de gamme construit à Poissy, soit commercialisée sous la marque Peugeot en France. En Grande-Bretagne et en Espagne, où elle est mieux implantée, la marque Talbot pourrait cependant subsister.

CEE

● **Une taxe sur le méthanol d'Arabie saoudite.** – La Commission européenne a décidé de rétablir un droit de douane de 13,5 % sur les importations de méthanol saoudien. Ce droit, appliqué l'été dernier dès que le quota de 1 250 tonnes eût été atteint, avait été supprimé le 1er janvier 1985. Le plafond a de nouveau été atteint le 21 janvier. Des source proche de la Commission, on indique que les autorités de Bruxelles auraient agi sur la pression des producteurs européens, allemands notamment, inquiets de cette concurrence. La capacité de production de la CEE en méthanol est de 2,8 millions *de tonnes environ (6 millions* de tonnes avec les autres pays européens). Celle de l'Arabie saoudite s'élève à 1,25 million de tonnes. Depuis la mise en service de la première unité en Arabie saoudite, les importations de méthanol en provenance de ce pays ont largement dépassé 100 000 tonnes.

Étranger

ETATS-UNIS

● **Informatique : plan de redressement de Victor Technologies.** – Les banques et les actionnaires de la compagnie américaine Victor Technologies, qui est en suspension provisoire de poursuites depuis février 1984, ont approuvé son plan de *redressement*. Est ainsi levé l'obstacle juridique à la reprise de 90 % des actions de Victor par la société suédoise Datatronic qui a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 400 millions de couronnes (100 couronnes = 107 F).

AFFAIRES

L'IDI a apuré son bilan et développe le capital risque

L'Institut de développement industriel (IDI) dont l'Etat détient 48,95 % du capital, a rétabli sa situation financière, enregistrant, pour 1984, un bénéfice d'exploita*tion de 30 millions de francs et des* plus-values en capital pour 30 millions. En 1984, son exploitation avait été déficitaire de 12,5 millions, et la constitution d'importantes provisions (150 millions) avait entraîné une moins-value de 130 millions.

La réduction des dépenses de fonctionnement et l'augmentation des recettes de services et d'honoraires (+ 130 %) ont contribué à ce rétablissement. En capital, l'objectif que s'était fixé M. Claude Mandil, successeur de M. Dominique de la Martinière à la présidence de l'IDI au début de 1984, à savoir ne plus être majoritaire dans aucune participation, a été atteint par une série de cessions : les chaussures Minelli au groupe André, les machines à vendanger Braud au groupe Fiat, les éditions Robert Laffont au groupe RTL. Le contrôle des Pressoirs CMMC va passer aux cadres de l'entreprise selon la technique dite du *Management Buy Out* (loi de mai 1984), et la filiale EMS (biens d'équipement pour la transformation du caoutchouc), « boulet » de *l'IDI depuis sa fondation* il y a quatorze ans avec 300 millions de francs de pertes, n'exerce plus d'activités industrielles.

Au chapitre des plus-values, figurent celles sur Salomon (fixation de skis) et Gaz et Eaux (cession de 10 % du capital à l'UAP. Déchargé, en outre, des opérations de restructurations industrielles souhaitées par l'Etat, notamment celle de Boussac-Saint-Frères (reprise par le groupe Férinel), l'IDI reprend l'offensive dans le domaine des apports en fonds propres aux entreprises moyennes, à hauteur de 5 millions à 10 millions de francs par opération. En 1984, il a investi 120 millions, notamment chez Capdevielle (meubles de salon), Pindière (chaussures de femmes) et VMC (hameçons et cannes à pêche).

Outre son association avec la Financière de Suez et le Crédit lyonnais pour constituer une « force de frappe » dotée de 300 millions de francs de trésorerie et de 500 millions de francs d'actifs (*le Monde* du 11 décembre 1984), l'IDI va multiplier ses opérations en capital risque, soit en intervenant directement, soit en prenant le relais des sociétés d'investissement spécialisées dans ce domaine. Ces opérations ont concerné Guinard Oil Service (cuves mobiles de recyclage de déchets de pétrole), Clonatec (anticorps monoclonaux), et Tigre (trai*tement électronique d'images et de* graphisme), en association avec la Banexi, Alan Patricoff et un fabricant de composants. Outre l'apport en capital, l'IDI entend fournir des études et des prestations de conseils grâce à ses équipes, ce qui, à ses yeux, constitue son originalité.

F. R.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Mme Cresson estime que la politique du gouvernement est « ferme mais de gauche »

« Il faut que les entreprises gagnent de l'argent pour pouvoir mener une politique sociale. » Pour Mme Cresson, invitée le 27 janvier du « Grand Jury RTL-*le Monde* », le social et l'économique vont de pair. *« En ce qui concerne la politique économique, les contraintes qui existent ne sont ni de gauche ni de droite, mais il y a une façon de gauche de les aborder. C'est celle que nous utilisons, par exemple, en ce qui concerne la protection ou l'extension des droits des travailleurs (...), les dispositions prises pour le chômage et pour la formation (...) ou la politique industrielle. » « Notre politique est ferme, mais elle est en même temps sociale »*, a affirmé le ministre du redéploiement industriel et *du commerce extérieur.*

A propos de Renault, Mme Cresson a ainsi reconnu qu'il y avait des sureffectifs à la Régie, comme dans l'ensemble de l'industrie automobile française, mais qu'on pourrait les supprimer *« sans qu'il y ait des licenciements »*. Elle a estimé qu'il y avait *« beaucoup de choses à faire »* à la Régie et que c'était à son nouveau président, M. Besse, d'*« apprécier la situation »* et de *« rétablir la confiance »*. *« On peut redresser très vite »* Renault, a indiqué le ministre, qui a précisé qu'il revenait à M. Besse *« de décider ce qu'il va faire en ce qui concerne l'investissement américain »* contesté par la CGT.

« L'autonomie de gestion » des présidents est respectée, selon le ministre qui n'intervient que lorsque la charge est trop lourde pour *les contribuables (ainsi pour le* départ de M. Hanon) ou pour la coordination des investissements d'Usinor et de Sacilor. Excluant la création d'une *« sidérurgie de France »*, Mme Cresson a toutefois expliqué qu'*« il faut étudier comment on peut obtenir une approche des investissements commune aux deux groupes »*.

Se félicitant des résultats économiques du pays – *« jamais, avant 1981 nous n'avions eu des résultats pareils pour l'inflation et presque jamais dans le commerce extérieur »*, – Mme Cresson a déclaré : *« Nous gagnons la bataille de l'assainissement. »* Mais *« une sorte d'obscurité est volontairement jetée sur ces bons résultats »* par l'opposition, qui dit *« tout et n'importe quoi »*. Toutefois, le ministre note *« une certaine reprise de confiance* [de l'opinion] *devant les bons indices »*.

[Les propos de Mme Cresson *excluant la création d'une « sidérurgie de France »* portent à confusion. En réalité, si le gouvernement veut éviter de créer un *« monopole »* dans l'acier français, la fusion entre Usinor et Sacilor reste probable, et Mme Cresson y reste très favorable. Une société holding commune sera mise en place, comme nous l'avions indiqué (*le Monde* du 15 janvier), mais en maintenant une concurrence interne sur les produits plats.]

Selon « les Échos »

LA COUR DES COMPTES MET EN CAUSE LA GESTION DU CESTA

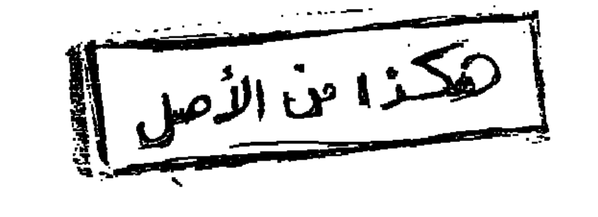
Selon *les Échos* du 28 janvier, le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA) vient d'être l'objet d'un rapport très critique de la Cour des comptes, qui a décelé dans sa gestion de graves irrégularités.

Créé à la fin de 1981, sous forme d'association, le CESTA est installé dans les anciens locaux de l'École polytechnique, rue Descartes à Paris. Il a pour vocation d'aider à la diffusion des technologies modernes dans le tissu économique et social en organisant des stages et des *séminaires*.

La Cour critique le fait que, pendant trop longtemps, c'est une association privée qui a géré un établissement public, engageant des *« dépenses excessives et injustifiées »*. Elle souligne aussi que des séminaires ont eu lieu dans des hôtels de prestige alors qu'ils auraient pu se tenir à moindre frais dans les locaux du CESTA lui-même.

[Le directeur du CESTA – qui fonctionne depuis le 1er janvier 1984 comme un établissement public, – M. Yves Stourdzé, nous a déclaré que le document cité par *les Échos* était une note rédigée, il y a un an, par un auditeur à la Cour des comptes, couverte par le secret de l'instruction. L'article du quotidien ne tient pas compte des précisions fournies entre-temps par le ministère de tutelle (recherche et technologie) et par le président de l'association qui a géré le CESTA à l'origine, M. Jacques Robin. Les remarques de la Cour des comptes ne concernent en tout cas pas l'établissement public dont M. Stourdzé est directeur général depuis juin 1983. Ce dernier s'interroge sur *« les personnes et les mobiles qui ont conduit à la publication d'extraits d'un document de la Cour de comptes »*. Le budget du CESTA en 1985 approchera 40 millions de francs, dont 14 millions de francs en ressources propres et 25 millions de francs en crédits budgétaires. Il emploie soixante-neuf personnes.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE WORMS

Les actionnaires de la Société Séquanaise de Banque et de la Banque Worms ont approuvé le mois dernier le projet de traité de fusion établi le *27 septembre 1984 qui prévoyait l'absorption de la Société Séquanaise de* Banque par la Banque Worms, cette opération prenant effet rétroactive*ment au 1ᵉʳ janvier 1984.*

Rappelons que la Banque Worms, filiale de l'Union des Assurances de *Paris, premier groupe français d'assurances, est présidée par M. Jean-*Michel Bloch-Lainé et que son directeur général est M. Jacques-Henri *Gougenheim.*

La Banque Worms, dont le capital social est maintenant de 450 millions de francs *à la suite de l'apport-fusion de la Société* Séquanaise de Banque et qui disposera, après prise en compte de ses résultats 1984, d'environ 1 mil*liard de francs de fonds propres, aura un bilan de l'ordre de 50 milliards de* francs.

Avec un *effectif* de près de 2 000 personnes, une trentaine d'agences en France, trois agences à l'étranger (New-York, Hongkong et Singapour), un *solide réseau de filiales spécialisées et de bureaux de représentation, la Ban*que Worms renforce ainsi son image traditionnelle de banque d'affaires et *sa place éminente au sein du système bancaire français.*

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux *(SNCDV), réuni le 24 janvier* 1985, sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, a enregistré la démission de quatre administrateurs :

MM. Jérôme Seydoux, Pierre C. Fabre, Dominique Boyer, Jacques Chanteloube, représentant le groupe Chargeurs SA, qui a récemment cédé la participation de 37,64 % qu'il détenait dans le capital de la société.

Le conseil a coopté, dans la même séance, *en qualité de nouveaux adminis*trateurs :

- *la Compagnie du Midi, représentée* par son président, M. Bernard Pagezy, qui est entrée à hauteur de 10 % dans le capital de la SNCDV ;
- M. Alain Wils, directeur général de la société.

Le conseil proposera par ailleurs, à la prochaine assemblée générale des *actionnaires, de modifier la dénomina*tion sociale en « Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux ».

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT – Obligations 15,60 % – 1983

Les intérêts courus du 24 janvier 1984 au 23 janvier 1985 seront payables à partir du 24 janvier 1985 à raison de 702 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 78 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 116,95 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 577,25 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 302 674 à 336 006 sortis au tirage au sort du 26 novembre 1984 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 3 au 24 janvier 1986 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans la série de numéros 165 093 à 198 425 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984.

CNT – Obligations 9,90 % – 1979

Les intérêts courus du 28 janvier 1984 au 27 janvier 1985 seront payables à partir du 28 janvier 1985 à raison de 178,20 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 6 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,80 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 29,68 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 146,64 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 467 469 à 485 356 sortis au tirage au sort du 28 novembre 1984 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 7 au 28 janvier 1986 attaché.

Il est rappelé que les titres compris dans la série de numéros 301 765 à 318 041 sont remboursables depuis le 24 janvier 1984.

∴

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des Finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des Dépôts et Consignations, au siège de la CNT – 20, avenue Rapp 75341 Paris Cedex 07 – ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT.
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés.

UNITED TECHNOLOGIES

Record absolu du chiffre d'affaires et des bénéfices en 1984

Le *chiffre d'affaires* pour l'année 1984 en progression de 11 % sur 1983 s'élève à $ 16 332 millions contre $ 14 669 millions.

Le *bénéfice net* – qui inclut $ 46 millions de crédit d'impôt – enregistre une *croissance* de 27 % et atteint $ 645 millions en 1983.

Le bénéfice dilué par action s'établit à $ 4,70 contre $ 3,74 en 1983 et tient *compte de la division par deux des ac*tions intervenue en juin 1984.

Les ventes au secteur privé industriel et commercial en hausse de 18 % ressortent à $ 11 586 millions. Les ventes au gouvernement américain s'élèvent à $ 4 746 millions contre $ 4 832 millions pour 1983.

Le carnet de commandes au 31 décembre 1984 totalise $ 11,9 milliards.

Locafrance

Le groupe LOCAFRANCE a réalisé en 1984 un volume d'opérations de crédit-bail qui a dépassé 3 milliards de francs hors taxes, en progression de 12 % sur l'exercice précédent.

En tenant compte des activités de crédit et de location, le volume d'opérations du groupe atteint un total de l'ordre de 4 milliards 100 millions de francs hors taxes, en progression de 20 %.

Ces réalisations ne comprennent ni les opérations de crédit-bail immobilier, ni les opérations effectuées sur le marché international par les filiales de LOCAFRANCE.

Une nouvelle filiale, LOCASUEZ ASIA LIMITED, a *été* constituée à *Hongkong* en novembre *1984 en vue* d'intervenir sur le marché de Hongkong *et de la République populaire de* Chine. Son capital de 1 million de dollars US a été souscrit à parité par LOCAFRANCE et INDOSUEZ.

BOTTIN
DIDOT-BOTTIN
fondé en 1796

Le conseil d'administration réuni le 23 janvier 1985, sous la présidence de M. Vincent Hollard, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1984, qui font apparaître un bénéfice de 5 508 000 francs.

Le résultat net de l'exercice est obtenu après une dotation d'amortissements de 7 381 000 francs ainsi qu'une plus-value de 7 210 000 francs.

Les sociétés éditoriales et de services affiliées au groupe Didot-Bottin ont enregistré, par ailleurs, un résultat global après impôt de 4 928 000 francs.

Le fait important de l'exercice en cours est la poursuite du développement par Didot-Bottin de son centre Serveur Duplex. De nombreuses banques de données sont ainsi mises à la disposition de la clientèle professionnelle dans la France entière, principalement sur les entreprises françaises, la Bourse de Paris et les bourses étrangères, l'administration, le tourisme, la restauration, les spectacles, etc. au moyen de Minitel fonctionnant avec la technique Videotex.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée des actionnaires qui est fixée au 27 mars 1985, un dividende global de 22,50 F, soit 15 F avoir fiscal non compris, pour chaque action Didot-Bottin, identique à celui de l'exercice précédent.

EB *Les Sicav de L'Européenne de Banque*

	Actif net au 28-12-1984 (en MF)	Prix de rachat au 28-12-1984 (en F)	Dernier dividende net (en F)	Performance* annuelle moyenne de fin 1979 à fin 1984 (inflation moyenne de la période 10,6 % l'an)	Performance** de l'année 1984 (inflation de la période 6,7 %)
LAFFITTE-EXPANSION *Valeurs diversifiées*	596,43	627,60	20,00	15,22 % l'an	2,04 %
LAFFITTE-RENDEMENT *Valeurs de rendement*	267,90	186,58	14,80	14,02 % l'an	0,81 %
LAFFITTE-TOKYO *Valeurs japonaises*	1 729,70	935,76	25,00	28,11 % l'an	9,14 %
LAFFITTE-FRANCE *Actions françaises*	313,90	206,61	10,55	12,13 % l'an	13,63 %
LAFFITTE-OBLIGATIONS *Obligations françaises*	113,95	139,74	14,18	ouverte le 20-02-1980	14,26 %
LAFFITTE COURT TERME *Obligations à court et moyen terme*	991,05	119 453,94	14 392,30	ouverte le 8-11-1982	14,22 %
LAFFITTE-PLACEMENTS *Obligations à court terme ou à taux variable*	326,57	110 080,75	–	ouverte le 19-3-1984	9,78 % (1)
LAFFITTE-JAPON *Valeurs françaises et japonaises*	119,94	212,88	–	ouverte le 2-7-1984	8,18 % (2)

* dividendes nets réintégrés
** dividendes nets réinvestis
(1) depuis la date d'ouverture le 19-03-1984
(2) depuis la date d'ouverture le 02-07-1984

Une gamme de SICAV adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.

Crédit National



ECU 50 000 000
Emprunt 10⅜ % 1984-1994

Garanti inconditionnellement par la
République Française

Crédit Lyonnais — Kredietbank International Group
Banque Nationale de Paris

Amro International Limited — Banque Bruxelles Lambert S.A. — Banque Indosuez
Banque Paribas Capital Markets — Berliner Handels- und Frankfurter Bank — Hambros Bank Limited
Istituto Bancario San Paolo di Torino — Lloyds Bank International Limited
LTCB International Limited — Mitsubishi Finance International Limited
Société Générale de Banque S.A.

Algemene Bank Nederland N.V. — Al Saudi Banque — Banca Commerciale Italiana — Bank Ippa — Banque du Benelux S.A.
Banque Française du Commerce Extérieur — Banque Générale du Luxembourg S.A. — Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Banque Privée de Gestion Financière "B.P.G.F." — Baring Brothers & Co., Limited — Caisse Centrale des Banques Populaires
Caisse des Dépôts et Consignations — Caisse d'Epargne de l'Etat du Grand-Duche de Luxembourg (Banque de l'Etat)
CERA-Centrale Raiffeisenkas C.V.-Belgium — Chase Manhattan Capital Markets Group Chase Manhattan Limited — CLN Oyens & Van Eeghen N.V.
Compagnie Monégasque de Banque — Copenhagen Handelsbank A/S — Crédit Agricole — Crédit Commercial de France
Crédit Communal de Belgique S.A./Gemeentekrediet van België N.V. — Crédit Européen S.A. Luxembourg — Crédit Général S.A. de Banque
Crédit Industriel et Commercial de Paris — Crédit du Nord — Credit Suisse First Boston Limited — Creditanstalt-Bankverein
Credito Italiano — Den Danske Bank International S.A. — S.A. Dewfin N.V. — Dominion Securities Pitfield Limited
Dresdner Bank Aktiengesellschaft — Gefina International Ltd. — Genossenschaftliche Zentralbank AG Vienna
Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen Aktiengesellschaft — Kleinwort, Benson Limited — Merrill Lynch Capital Markets
Nederlandsche Middenstandsbank nv — Nederlandse Credietbank nv — Nomura International Limited
Norddeutsche Landesbank Girozentrale — Pictet & Cie — Postipankki — Privatbanken A/S — Rabobank Nederland
Société Générale — Société Générale Alsacienne de Banque Luxembourg — Sparekassen SDS — Svenska Handelsbanken Group
The Taiyo Kobe Bank (Luxembourg) S.A. — Union Bank of Switzerland (Securities) Limited — Vereins- und Westbank Aktiengesellschaft
S.G. Warburg & Co. Ltd. — Westdeutsche Landesbank Girozentrale — Wood Gundy Inc. — Yasuda Trust Europe Limited

le 28 décembre 1984

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 17 janv.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	410 887
dont :	
Or	256 912
Disponibilités à vue à l'étranger	63 671
ECU	71 737
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 568
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 847
dont :	
Concours au Trésor public	11 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	202 740
dont :	
Effets escomptés	88 325
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 231
5) DIVERS	8 039
Total	715 546

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	196 794
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 550
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	26 058
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	89 816
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	18 318
5) ECU A LIVRER AU FECOM	71 737
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	13 438
Total	715 546

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	18 janv.	25 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	103,2	105,6
Valeurs industrielles	103	105,4
Valeurs étrangères	108,1	108,4
Pétroles-Energie	101	106,6
Chimie	100,3	102,3
Métallurgie, mécanique	108,2	109,2
Electricité, électronique	104,5	107,2
Bâtiment et matériaux	108,6	112,7
Ind. de consommation non-alimentaire	106,7	108,4
Agro-alimentaire	100,2	100,3
Distribution	99,6	101
Transports, loisirs, services	106,1	108,2
Assurances	115,5	115,5
Crédit banque	101,6	104,3
Siconi	100,2	101,2
Immobilier et foncier	104,9	108,2
Investissement et portefeuille	105,3	109,5
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102	102,3
Emprunts d'Etat	101,2	101,7
Emprunts garantis et assimilés	102,5	102,8
Sociétés	101,4	101,5
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1611,9	1649,4
Valeurs étrangères	3415,9	3425,4
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	232,6	238
Valeurs étrangères	462,1	463,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,09	112,4
Emprunt d'Etat	111,4	111,8
Emprunts garantis et assimilés	112,3	112,6
Sociétés	112,6	112,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	190,1	195,2
Produits de base	168	175,8
Construction	182,2	191,3
Biens d'équipement	170,9	175
Biens de consom. durables	181,2	185,9
Biens de consom. non durables	263,4	272,3
Biens de consom. alimentaires	243,2	243,8
Services	183,1	187
Sociétés financières	249,3	255,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	176,1	178,8
Valeurs industrielles	188,5	191,9
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	173,2	180,6

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOLEX INC. – Introduite le 22 janvier 1985 sur le second marché de la Bourse de Paris, la société Molex Incorporated, dont le siège est à Chicago, constitue la première entreprise américaine présente sur ce marché, aux côtés de trois autres firmes étrangères : Far East Hotels, Sarakreek et Scanvest Ring. Le jour même de son introduction en Bourse, une opération, conduite par la Société générale et par la charge d'agents de change Oddo, l'action a été cotée 372 F par arbitrage (cours coté sur la place d'origine à partir de la devise locale) pour s'inscrire à 396 F le vendredi 25 janvier. A l'heure actuelle, Molex ne figure que sur son marché d'origine, le hors-cote de New-York ou NASDAQ (National Market System), et le président, M. John H. Krehbiel, n'envisage pas d'autres cotations dans l'immédiat. Créée il y a quarante-six ans, Molex Inc est considérée comme l'un des tous premiers fabricants mondiaux de systèmes de connexions électroniques destinés à des secteurs industriels de pointe : télécommunications, automobile, électronique, équipement de bureau, informatique...

De 26 millions de dollars en 1975, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 252 millions en 1984, le bénéfice net ayant atteint 38,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin dernier. Pour les prochaines années, l'objectif de Molex (qui réalise la moitié de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis, le tiers en Asie du Sud-Est et plus de 12 % en Europe) est d'obtenir une progression de ses ventes de 20 à 35 % en moyenne annuelle, avec un bénéfice net atteignant au moins 10 % du chiffre d'affaires, soit un pourcentage voisin de celui consacré aux investissements en recherche et développement (6 millions de dollars en 1985).

IBM FRANCE. – La filiale du numéro un mondial de l'informatique a enregistré un ralentissement de sa croissance en 1984, mais a conforté sa marge bénéficiaire. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 33,2 milliards de francs l'année dernière, en progression de 18,5 % sur le précédent exercice, alors que l'augmentation de l'activité avait atteint 26 % en 1983. De même, les performances à l'exportation se sont légèrement effritées : 43,8 % du chiffre d'affaires en 1984 contre 45,5 % en 1983.

En revanche, la marge bénéficiaire nette après impôt ressort à 7,5 % comparée à 6,6 % l'année précédente.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	24 janv.	25 janv.
Valeurs françaises	105,8	105,4
Valeurs étrangères	109,6	109,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	24 janv.	25 janv.
Indice général	195,5	195,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 28 janvier .... 10 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 janv.	28 janv.
1 dollar (en yens)	253,75	254,22

BOURSE DE PARIS — Comptant — 25 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]					

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 25/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]					

● : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]					

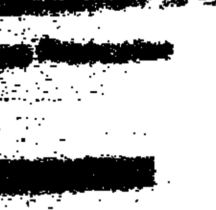
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/1	Cours des billets aux guichets – Achat	Cours des billets aux guichets – Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 702	9 663	9 320	9 820
ECU	6 795	6 789	....	....
Allemagne (100 DM)	305 850	305 860	294	314
Belgique (100 F)	15 292	15 298	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	270 630	270 750	260	280
Danemark (100 krd)	85 740	85 720	80	88
Norvège (100 k)	105 840	105 800	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	10 801	10 817	10 350	11 250
Grèce (100 drachmes)	7 502	7 480	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 972	4 957	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	363 540	364 020	355	376
Suède (100 krs)	107 040	107 050	103	110
Autriche (100 sch)	43 540	43 570	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 529	5 526	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 615	5 600	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 333	7 294	7 070	7 420
Japon (100 yens)	3 819	3 806	3 690	3 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/1
Or fin (kilo en barre)	94300	93100
Or fin (en lingot)	94500	93150
Pièce française (20 fr)	594	591
Pièce française (10 fr)	440	.....
Pièce suisse (20 fr)	565	554
Pièce latine (20 fr)	555	553
Souverain	695	688
Pièce de 20 dollars	4100	4040
Pièce de 10 dollars	2060	2050
Pièce de 5 dollars	1290	.....
Pièce de 50 pesos	3620	3595
Pièce de 10 florins	581	575







هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA CFDT

Débats sur l'adoption du syndicalisme avec en toile de fond une chute de 7,6 % des adhérents

Les dirigeants de la CFDT ont présenté le lundi 28 janvier à la presse les conclusions des travaux du conseil national (composé des représentants des Fédérations, et des Unions régionales) de cette centrale qui s'est achevé vendredi. Les prolongements de la flexibilité de l'emploi après l'échec des négociations, la préparation du Quarantième congrès confédéral en juin prochain à Bordeaux et l'évolution des effectifs ont été au centre des débats leur donnant ainsi un caractère animé. Toutefois après les dissensions internes, parfois très vives, qui avaient surgi au moment de la non-signature du protocole du 16 décembre sur la flexibilité, la CFDT a tenté de retrouver une certaine cohésion.

Ainsi la résolution sur la flexibilité introduite par M. Robert Bono, secrétaire national, a été adoptée à une large majorité (1 224 voix pour, 40 contre et 140 abstentions). Dans ce texte, le conseil national *« décide de poursuivre et d'amplifier la lutte pour l'emploi, priorité de la CFDT »*, estimant qu'elle passe *« par des négociations articulées (confédérales, professionnelles, d'entreprises) qui portent sur : la déduction du temps de travail sous toutes ses formes et son aménagement ; la maîtrise négociée des changements technologiques et de l'organisation du travail ; définition de mesures favorisant la qualification et la reconversion ; la recherche de mesures spécifiques concernant les PME et en particulier la représentation collective des salariés »*. Le feu vert est également donné à des négociations sur la mise en place de contrats formation reclassement pour les licenciés économiques pendant un an (*le Monde* du 24 janvier).

Sur ces bases, le conseil national a *« confirmé l'orientation du bureau national »* visant à *« reprendre les négociations interprofessionnelles pour relancer un processus de négociation dans les branches et les entreprises. Les contacts nécessaires seront pris notamment avec les autres organisations syndicales pour aboutir à cet objectif »*. Mais fait nouveau, le bureau national a été chargé de mettre en place *« en son sein une commission chargée du suivi de la négociation »* avec les représentants des fédérations les plus concernées. Il s'agit ainsi d'éviter de reproduire le décalage entre les négociateurs et les échelons intermédiaires de la centrale, décalage à l'origine de bien des déconvenues en décembre. Un dispositif qui devrait rassurer le CNPF en cas de reprise des discussions. Un autre texte, concernant notamment les chômeurs en fin de droits, a été également adopté.

78 % des voix pour l'avant-projet

Les débats ont été encore plus difficiles sur l'avant-projet de résolution pour le Quarantième congrès confédéral qui a été présenté par M. Jean Kaspar, secrétaire national. Discuté déjà deux fois en bureau national, ce texte a donné lieu à quelques passes d'armes mais il sera encore amendé avant d'être entériné comme *« projet »* en avril par la commission des résolutions. Les controverses sur la flexibilité de l'emploi ayant fait resurgir les clivages classiques entre « modernistes » et « conservateurs », autogestionnaires orthodoxes et champions du réalisme, la CFDT a retouvé les délices des discussions stratégiques... *« Nous sommes victimes de nos lourdeurs compte tenu de notre perfectionnisme démocratique »*, confie un dirigeant. L'avant-projet (1), qui a obtenu le plus faible taux d'adhésion à un conseil national depuis 1982, concrétise l'état d'avancement de la centrale sur l'adaptation du syndicalisme, le rôle du contractuel dans l'évolution de la société, l'attitude d'une organisation *« plus proche des réalités »* face aux mutations. Il s'agit moins de *« débarbouiller au gant de crin »* les trois piliers doctrinaux de la CFDT (*planification, nationalisation et autogestion*, comme le demandait M. Granger (métallurgie), que de poursuivre dans l'actualisation des orientations de 1970 dans la foulée du rapport défendu par M. Edmond Maire au conseil national d'avril 1984.

Aujourd'hui, si l'on se fie aux travaux de ce conseil national, c'est moins le projet de la CFDT qui est contesté que la pratique qui est mise en question, la direction confédérale étant souvent sur la sellette. Un contre-projet de résolution présenté par Hacuitex et soutenu par la Basse-Normandie a été repoussé à la quasi-unanimité.

Au-delà de ces débats, la CFDT s'est penchée sur sa santé financière et sur l'évolution du nombre de ses adhérents. Le bilan est à cet égard globalement négatif. En 1983, la CFDT revendiquait 885 671 adhérents (non compris les 81 000 retraités) soit une régression de 7,6 % par rapport à 1982 et de 6,7 % par rapport à 1981. Quant aux cotisants réguliers (dont le nombre est déterminé en fonction des timbres payés), ils étaient 681 300 en 1983 contre 737 700 en 1982... Un signal d'alarme.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) L'avant-projet a été adopté par 78,34 % des voix pour, 6,44 % contre (en partie les banques, la Champagne-Ardenne et l'Union régionale parisienne, ainsi que les finances, Hacuitex et la Basse-Normandie), 15,2 % d'abstentions (une partie de la banque, de la construction, de l'énergie, des transports et de l'équipement, de la chimie, des PTT, du SGEN, de l'Aquitaine, du Languedoc, de l'Union régionale parisienne, de Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur).

LA CHINE PASSERA COMMANDE EN MARS DE TROIS AIRBUS

Pékin (*AFP*). – La Chine a décidé d'acheter trois avions européens Airbus A-310, selon l'agence Chine nouvelle, qui, citant un responsable du commerce, a précisé qu'il s'agissait du premier contrat Airbus passé avec la Chine. L'agence a encore indiqué que l'accord avec Airbus Industrie, paraphé la semaine dernière à Pékin, devrait être signé au cours d'une cérémonie officielle en mars prochain (*le Monde* du 5 décembre 1984 et du 18 janvier 1985).

Les trois appareils seront basés à Shanghai. Deux seront livrés en juin et le troisième en 1986, a précisé l'agence.

En décembre dernier, le vice-premier ministre chinois, M. Li Peng, avait annoncé l'intention du gouvernement chinois d'acheter trois Airbus à la France, au moment de l'exposition internationale aéronautique, du 8 au 15 décembre 1984 dans la capitale chinoise. L'Airbus A-310 est un appareil moyen-courrier et gros porteur, qui peut transporter de deux cent dix à deux cent quatre-vingts passagers et dont le coût est de l'ordre de 55 millions de dollars.

D'autre part, un contrat a été signé avec une société de Chine populaire portant sur la participation de celle-ci à la fabrication de l'avion de transport régional franco-italien ATR-42, un avion bimoteur court-courrier pour quarante à cinquante passagers.

L'accord, signé au début de la semaine passée par les constructeurs, le GIR franco-italien, et l'entreprise Catic, porte sur la fabrication d'un caisson de voilure de l'appareil. Cet accord industriel donne des espoirs de commercialisation de cet appareil en Chine populaire, où les transports aériens sont en pleine réorganisation.

Le numéro du « Monde » daté 28 janvier 1985 a été tiré à 414 201 exemplaires

Au tribunal de Paris

« JE VOUS SALUE, MARIE » : NI SAISIE NI CENSURE

Le film *Je vous salue Marie*, de Jean-Luc Godard, dont deux associations catholiques demandaient, en référé, la saisie ou, subsidiairement, la supression de certaines scènes, ne fera l'objet d'aucune interdiction, ni de censure.

Dans l'ordonnance qu'il a rendue, lundi 28 janvier, M. Pierre Drai, président du tribunal de Paris, déclare, en effet, qu' *« une œuvre de l'esprit doit bénéficier du droit de la liberté d'expression, sans autres restrictions que celles imposées et délimitées par la loi, dès lors que, dans sa finalité ou son expression, cette œuvre ne constitue pas une apologie de crimes ou délits sanctionnés par la loi pénale ou de provocations à en commettre, ou que n'est pas réalisée une atteinte à l'intimité de la vie privée, seules circonstances propres à fonder en droit français une mesures judiciaire d'interdiction ou de saisie »*.

● *« Je vous salue Marie » et la Ligue des droits de l'homme.* – Par un communiqué publié le 26 janvier, la Ligue des droits de l'homme proteste contre les mesures d'interdiction du film de Jean-Luc Godard, *Je vous salue Marie, « prises par des municipalités tartufes »*. *« Ce sont les milieux qui crient le plus fort qu'ils sont les vrais défenseurs de la liberté qui se comportent en liberticides »*, ajoute ce communiqué.

En Nouvelle-Calédonie

SIX MILITANTS INDÉPENDANTISTES INCULPÉS POUR LE SABOTAGE DE LA MINE DE KOUAOUA

(*De notre correspondant.*)

Nouméa. – Dans le cadre de l'enquête sur les sabotages commis le 23 janvier sur la mine de Kouaoua (la plus importante du territoire), au cours desquels vingt et un camions et plusieurs autres engins de travaux publics avaient été détruits, la gendarmerie a arrêté lundi 28 janvier six Mélanésiens, membres du FLNKS. Les trois auteurs des exactions ont reconnu les faits. Les trois autres seraient des complices travaillant sur le site minier. Tous ont été inculpés de dégradation et destruction d'objets matériels en bande organisée et seront déférés au parquet.

L'enquête n'est pas pour autant terminée et il n'est pas exclu que la gendarmerie procède à de nouvelles interpellations dans les jours à venir.

● *Deux skieurs tués par des avalanches.* – Un touriste suédois, Mats Soderlurer, trente-deux ans, a été tué, le dimanche 27 janvier, emporté par une avalanche alors qu'il skiait en dehors des pistes balisées sur le versant sud du massif de la Grande-Rochette, près de La Plagne (Savoie). La veille, un skieur français, Jean-Louis Pinta, trente-cinq ans, originaire de Versailles (Yvelines), avait été surpris, hors-piste, par une coulée de neige près du Verbier, une station du Valais suisse. Grièvement blessé, M. Pinta est décédé dans un hôpital de Lausane.

Sur le vif

Nonobstant

Un de nos lecteurs, il est chômeur, il cherche du travail. Il a répondu à une petite annonce, une offre d'emploi, un job de vendeur proposé par une boîte qui fabrique du matériel de bureau, la société Atal. Il se présente au siège social à Paris, dans le XVIIe arrondissement. On lui dit : on vous écrira. On lui écrit, en effet, quelques semaines plus tard, la lettre que voici :

Monsieur,

Après avoir concocté une sélection, particulièrement rigoureuse, de candidatures propres à développer les carrières commerciales dans le cadre de notre expansion d'entreprise, notre intérêt spontané pour la vôtre nous a conduit, tout naturellement, à vous convier à un entretien pour pallier les éventuelles carences d'information réciproque et évaluer l'adéquation des profils respectifs.

Nonobstant l'éclectisme de notre mutuelle approche, il sied de vous informer que l'intérêt présenté par votre expérience professionnelle se conjugue imparfaitement avec la synthèse de nos desiderata. Il convient donc, *in fine*, d'infirmer avec regret notre intention première, tout en rendant hommage à l'attention dont vous avez bien voulu créditer notre société.

Il nous reste, cependant, à vous remercier derechef de votre démarche et à vous prier de bien vouloir agréer, etc.

Signé : le directeur du personnel.

Le coup de la mutuelle approche et de l'adéquation des profils respectifs avec la synthèse des desiderata, il n'a pas compris, mon lecteur. Il m'a demandé de traduire. J'étais très embêtée. Je ne connais que le franglais. Là, il n'y en a pas, il n'y a que du technocharabia. Ça doit s'apprendre en deuxième langue. J'ai été idiote, j'ai pris l'allemand. Je vais me recycler nonobstant. Des fois que je sois amenée à manifester mon intérêt spontané et réciproque pour la vente de fauteuils en skaï ou d'étagères en métal.

CLAUDE SARRAUTE.

AU COURS DE SA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

Le prince héritier d'Arabie saoudite sera reçu par MM. Mitterrand et Fabius

Le prince héritier Abdallah Ibn Abdel Aziz al Saoud d'Arabie saoudite, était attendu ce lundi 28 janvier à Paris, venant de Genève pour une visite officielle de trois jours en France, qui constitue son premier déplacement officiel dans un pays occidental depuis l'accession au trône de son frère Fahd, en juin 1982. Au cours de son séjour le prince Abdallah aura des entretiens mardi avec le président Mitterrand et lundi avec M. Laurent Fabius. Fait rarissime pour un hôte étranger, le prince Abdallah visitera, outre le château de Versailles, le poste de commandement souterrain de Taverny, qui abrite à 20 kilomètres au nord-ouest de Paris le commandement aérien stratégique nucléaire français. Il se rendra également au camp d'expositions de matériel militaire de Satory et à la bibliothèque nationale, qui est depuis peu dirigée par un arabisant de renom, le professeur André Miquel.

L'éclat particulier que la France entend donner à la visite du prince héritier est dû autant à l'importance du rôle que ce dernier joue dans les affaires du royaume qu'aux relations privilégiées qui existent entre Paris et Ryad. La France, qui est chargée de l'équipement et de l'entraînement de l'armée de terre saoudienne, ainsi que de la mise sur pied d'une force navale et d'un système défense aérienne, est, après les Etats-Unis, le second fournisseur militaire de l'Arabie saoudite. Quantités de contrats portant sur des technologies dites de pointe sont actuellement en discussion entre les deux pays. Les Saoudiens envisagent notamment de passer commande à la société Dassault-Breguet d'avions de combat Mirage 2000 pour leur compte et au bénéfice d'un pays du Proche-Orient, dont Ryad serait, en quelque sorte, le bailleur de fonds (*le Monde* daté 20-21 janvier 1985).

Le frère du roi Fahd n'est pas habilité toutefois à conclure de telles opérations d'armement, dans lesquelles la France n'est qu'un des prestataires, en compétition avec les Etats-Unis et un consortium germano-britannique.

A Lisbonne

DES OBUS DE MORTIER EXPLOSENT PRÈS DE BATIMENTS DE L'OTAN

Lisbonne (*AFP, AP*). – Trois engins ont explosé, ce lundi 28 janvier, dans le port de Lisbonne à proximité de trois bâtiments de l'OTAN. Selon la police, il s'agirait d'obus de mortier qui n'ont fait ni victimes ni dégâts. Les explosions, de forte puissance, ont été entendues dans plusieurs quartiers de la capitale. L'attentat n'avait pas été revendiqué, lundi en fin de matinée.